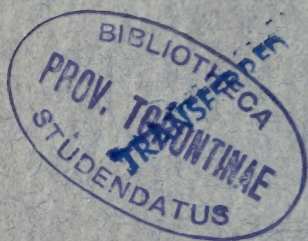


UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE



3 1761 04339 9450

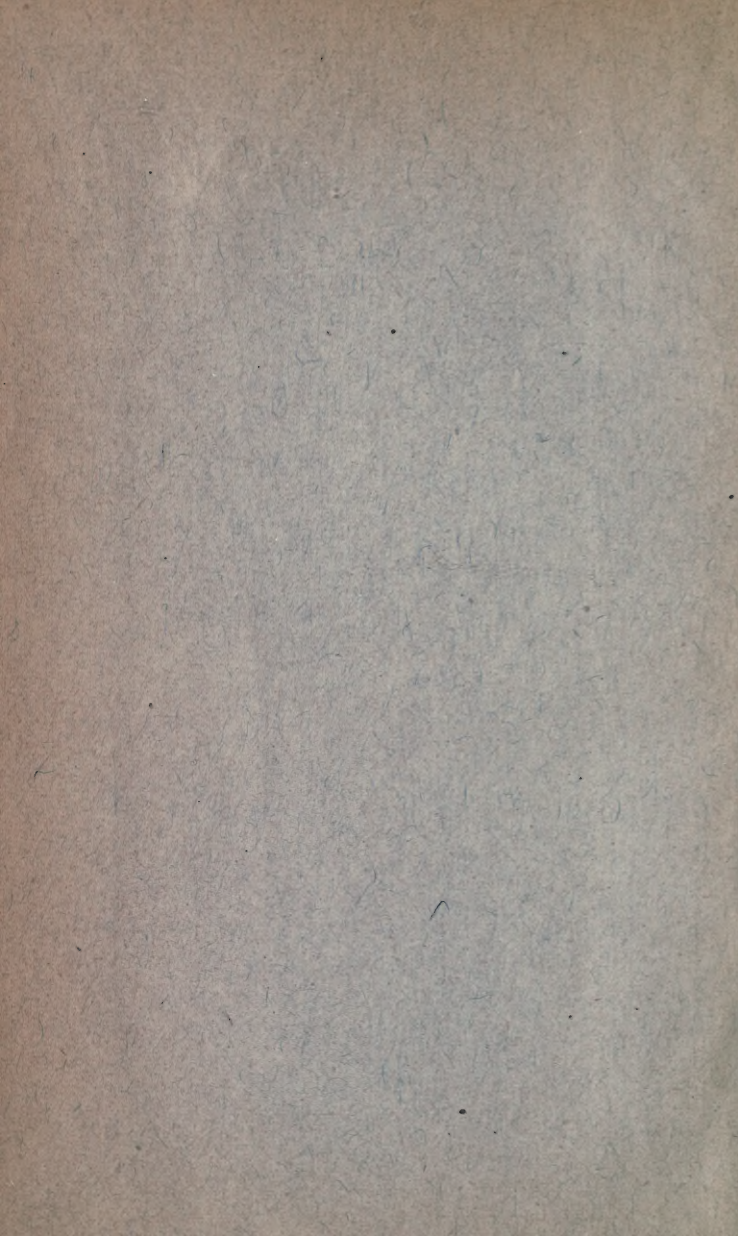


Prov. Tormentum

XVI-4









# L'Italie contemporaine

Enquêtes sociales



## DU MÊME AUTEUR

---

Librairie HACHETTE, in-12

**Psychologie comparée : *l'Homme et l'Animal*.**

**Psychologie des grands hommes.**

**Le socialisme chrétien.**

**Problèmes de Science criminelle.**

Librairie CERF, in-12

**Le Crime.**

**La France criminelle.**

**Le combat contre le crime.**

Librairie LECOFFRE-GABALDA, in-12

**La Belgique criminelle.**

**De la corruption de nos institutions.**

**A la recherche de l'éducation correctionnelle à travers  
l'Europe.**

**L'enfance coupable.**

**Psychologie des saints.**

**Saint Ignace de Loyola.**

**Sainte Thérèse.**

**Le Bienheureux Père, Eudes.**

**Etc.**

---

HENRI JOLY

DE L'INSTITUT

---

# L'Italie contemporaine

Enquêtes sociales



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD & C<sup>ie</sup>

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

---

1911

Tous droits réservés





## PRÉFACE

---

Le présent volume n'a point la prétention d'analyser toutes les manifestations de la vie sociale de l'Italie, comme pourrait le faire une revue complète de toutes les statistiques imprimées. De celles-ci on n'a rien négligé d'important et de caractéristique ; mais ce qui fait le fonds du livre, c'est exactement ce qu'on appelle l'enquête, c'est-à-dire la recherche critique des faits, tels qu'ils se laissent voir sur place, et la discussion des jugements que ces faits ont suggérés d'abord aux principaux intéressés.

Ces études ont été entreprises à la suite d'une mission confiée à l'auteur par ses confrères de l'Académie des sciences morales, sur la proposition de la Section d'Economie politique. La mission était ainsi tracée : « étudier les luttes de la grande et de la petite propriété dans la Haute Italie, les résultats qu'elles semblent avoir produits

et les répercussions qu'elles ont pu avoir sur le mouvement de la criminalité du pays ».

Une mission ainsi donnée par une académie scientifique excluait les questions proprement politiques et les questions religieuses. Mais ce que les comptes-rendus en quelque sorte officiels ne pouvaient donner, le livre était libre de l'offrir. Or, il a semblé que l'étude de l'esprit public de l'Italie, c'est-à-dire de la situation que la grande majorité des Italiens entend prendre à l'égard des puissances étrangères, à l'égard des partis ou des sectes et à l'égard de l'Eglise ne pouvait qu'aider grandement à bien comprendre l'état social de la péninsule.

Enfin, l'auteur tenait beaucoup — et il a pu le faire, d'après les mêmes méthodes — à compléter l'étude qui lui avait été demandée par des enquêtes spéciales sur l'Italie méridionale, dont les conditions d'existence diffèrent tant de celles de la Haute et de la Moyenne Italie. Une telle comparaison achève, semble-t-il, éclairer l'étude de ce qui est imitable par l'étude de ce qui ne l'est pas : elle explique les raisons des succès comme les causes de certains échecs prolongés. La méthode comparative est souvent très délicate à instituer entre deux peuples très différents : entre deux parties d'une même nation, elle devient plus facile, plus probante et d'une plus grande portée pratique.

Le lecteur verra du reste que l'auteur, en



étudiant l'Italie, a souvent pensé à plus d'une des difficultés de son propre pays. On voudra bien y voir de part et d'autre la marque d'une sympathie profonde et d'une sincère impartialité.

Paris, Février 1911.

---



# L'ITALIE CONTEMPORAINE

---

## CHAPITRE 1

### L'ESPRIT PUBLIC EN ITALIE

Témoignages d'Italiens. — Discussion de l'opinion de M. Sighele sur le patriotisme italien. — Le manque d'esprit d'entreprise. — Le besoin et la crainte de l'étranger. — Emigration et patriotisme.

L'Italie ennemie et alliée de l'Autriche. — Le socialisme et les épreuves de l'irrédentisme. — L'éternelle question de la Triple Alliance. — Les instructives péripéties de l'entrevue de Racconigi. — Autres incidents significatifs.

La politique intérieure. — Ce qui remplace les programmes. — Les libéraux italiens : leurs difficultés. — Républicains et socialistes. — Radicaux et catholiques. — Partis populaires et partis bourgeois. — Bons électeurs et bons candidats. — La diminution du sentiment religieux.

Avant de recueillir les impressions que j'ai gardées de mes enquêtes et de risquer des appréciations personnelles, je voudrais leur donner comme prélude deux jugements émanés de l'Italie même. Ils sont assez sévères ; mais ce n'est pas du tout là ce qui me fait les



mettre en avant. Je crois qu'ils disent la vérité, mais pas la vérité tout entière ; j'ajoute que ce qu'ils omettent pourrait bien être à l'honneur de notre « sœur latine » — pour rendre à l'Italie une politesse qu'on manque rarement d'y faire aux Français dans le cours d'une conversation. Il faut encore reconnaître que plus d'un trait du caractère italien se retrouve dans le nôtre, surtout si nous nous regardons dans nos concitoyens du midi. Voici d'ailleurs ce que je lisais dans un journal modéré, patriote et libéral de Turin, la *Stampa*.

Il s'agissait du dernier livre de M. Emile Ollivier : « Je recommande vivement aux Italiens, disait l'article, la lecture de ce livre. Beaucoup de défauts de la France de 1870 sont les défauts de l'Italien d'aujourd'hui : la même désagrégation dans les idées, la même incohérence dans les actes de volonté,..... la même absence de préparation (voyez notre enquête militaire) et la même désorganisation dans les moyens de défense (pensez à notre tremblement de terre de Messine), la même inconscience des périls auxquels la nation peut être exposée tout à coup, malgré ses alliances, dans le tourbillon de la grande lutte qui se livre à côté de nous (pensez à la Bosnie et à l'Herzégovine). Ce livre de M. Emile Ollivier est un miroir. » Le journaliste terminait par ces paroles imagées : « La seule différence et le seul avantage qu'il y ait à signaler (en faveur de l'Italie d'aujourd'hui), c'est que nous n'avons pas sur la tête cette crête qui fit le malheur du coq gaulois en 1870 ; nous nous contentons de rester comme un volatile sans voix dans le poulailler européen. »

Il va sans dire qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre cette belle sincérité : elle ne va pas sans quelque affectation. Si au lieu de paraître en un journal de Turin, ce jugement s'était lu dans quelque feuille étrangère, il n'aurait point passé si aisément devant la clientèle nationale. Les misères politiques dont parle l'organe piémontais sont d'ailleurs tellement répandues dans maint milieu parlementaire que c'est déjà quelque chose de les apercevoir et que c'est beaucoup de se les reprocher avec une telle vivacité.

Après les hommes politiques, ou plutôt à côté d'eux, le peuple même ! Voici comment le juge un député très actif et très instruit qui, élu avec l'appui de catholiques, ne paraît pourtant point passer pour cléricale : il est plutôt centre gauche. C'est l'honorable M. Pietro Niccolini, député de Ferrare. Après avoir parlé d'un débat qui s'était ouvert à la Chambre sur la question la plus vitale du pays, la question agraire, et qui, à son sens, n'avait abouti, à travers les discours les plus troubles, qu'aux résolutions les plus incertaines, il ajoutait : « Nous devons le reconnaître maintenant, il y avait vraiment de l'ingeniosité à en être surpris, et il était bien vain de récriminer. Dans notre système de gouvernement, la politique se fait au jour le jour, et l'attention publique ne peut s'arrêter longuement à une question, ni l'étudier à fond. Elle est toujours attirée par le dernier événement, par l'agitation qui la menace, par l'incident qui l'impressionne : à tout ce qui la frappe, elle donne une attention intense, mais brève. Elle accepte le diagnostic qu'on lui donne, pourvu qu'il soit

prompt : elle demande toujours une parole résolue, bénit ou maudit la mesure proposée au moment même où on la propose : puis, elle passe outre et se porte à d'autres problèmes, à d'autres solutions, pour continuer ainsi sa route, sans jamais s'arrêter. »

Il y a plus d'une population méridionale qui pourrait se reconnaître dans ce tableau. Mais dans ces masses qu'on nous montre si agitées et si versatiles, n'y a-t-il point quelques passions qui résistent à la mobilité des impressions journalières ! N'y a-t-il point un fond solide qu'on retrouve sous les apparences mêmes les plus contradictoires ? Ni l'équité, ni l'exactitude ne permettent d'accepter sans réserve cette espèce d'examen de conscience.



Avant tout, on ne peut refuser aux Italiens le patriotisme. Très fiers de leurs pays, de ses beautés naturelles, de ses grands souvenirs, de l'attrait qu'il exerce sur les étrangers, ils voudraient pouvoir en être plus fiers encore. Ils trouvent, à peu près tous, qu'il n'a pas jusqu'à présent en Europe et dans le monde la place dont il est ou dont il sera bientôt digne. Où est l'obstacle ? Un psychologue italien fort connu et qui passe pour avoir étudié avec une particulière pénétration la psychologie des foules, M. Scipion Sighele, se voyait consulté sur ce point, vers la fin de septembre 1909, et les feuilles italiennes reproduisaient à l'envi sa ré-

ponse : « Certes, disait-il, nous autres Italiens, pris individuellement, nous avons plus d'esprit naturel (*più ingegno*), plus de tempérance et de moralité, plus d'énergie et de résistance au travail que les Anglais et que les Allemands. Comment se fait-il donc que les grandes puissances européennes, la France et surtout l'Angleterre et l'Allemagne, aient, en tant que nations, une valeur assez supérieure (*valgono socialmente assai più di noi*), tandis que la matière dont elles sont formées, à savoir, l'individu, est inférieure à la nôtre ? D'où vient ce paradoxe, ajoutait-il, que d'un élément à coup sûr meilleur, nous tirons un produit politique moins bon ? » Et le philosophe croyait en trouver la cause dans l'absence d'une conscience véritablement nationale. Il prétendait que l'âme italienne était encore fragmentée en petites âmes régionales, qu'on était avant tout Méridional ou Septentrional, Piémontais, Milanais, Vénitien, Napolitain...

Une pareille explication a de quoi surprendre ceux qui suivent, tantôt de près, tantôt de loin, la vie publique de la péninsule. Il est, ce semble, peu de pays qui aient autant le désir de la grandeur nationale et qui, après avoir tant soupiré après l'unité, tiennent autant à la maintenir, à la renforcer même par tous les moyens possibles. Elle ne connaît, — ceci est trop évident, — aucune querelle analogue à celles des Autrichiens proprement dits et des Hongrois, des Allemands et des Tchèques. Elle n'a chez elle, à aucun degré, l'équivalent d'une Irlande, d'une Alsace-Lorraine, d'une Posnanie, pas même celui d'une Catalogne : aucune ten-



dance particulariste, à part une velléité, vite oubliée, de la Sicile, ne se manifeste chez elle. Qui donc ignore que, de tous les peuples catholiques, celui qui, au fond, accepte pratiquement le mieux la suppression du temporel du Pape, c'est le peuple auquel le Pape appartient presque toujours par son origine comme par sa résidence ? Dans les régions demeurées les plus religieuses, je dirai même chez maints prélats des plus marquants, on maintient le principe de la souveraineté territoriale du Saint-Père, on déplore, on condamne à l'occasion la violation que l'Etat s'en est permise ; en fait, on s'en accommode. S'il le faut, on cherche et on ne désespère pas de trouver des combinaisons où se concilient la fidélité au Pape avec le respect pour le roi et l'amour du *risorgimento* national. Par le ton où il se monte et par les métaphores, assez mal équilibrées, qu'il accumule, M. Sighele nous donne un exemple, — qui n'est pas isolé, — du genre de fierté de ses compatriotes. « Nous avons, dit-il, un patriotisme sporadique et de phrases ; nous n'avons pas encore un patriotisme constant et de fait. Nous nous exaltons de temps à autre quand quelque soufflet plus sonore vient à frapper la joue déjà rouge de notre politique extérieure (*sic*), et nous protestons alors avec des congrès et des discours. Nous faisons bien ; mais ce n'est pas assez. Nous devrions faire comme les Allemands, qui parlent moins de provinces à conquérir, mais qui arrivent à en conquérir peu à peu ! » « Nous devrions faire comme les Allemands », c'est facile à dire, c'est moins facile à réaliser. Pour quelle raison ? Nous serions bien tentés ici

de renverser l'explication du psychologue. Si ce patriotisme, si passionné pour la grandeur nationale, n'obtient pas davantage, la faute n'en serait-elle pas plutôt à la « matière première » qui manque de solidité, d'ordre et de discipline ?

Faut-il ajouter que, vivant sous un ciel élément, l'Italien ne connaît pas les besoins de l'homme du Nord, qu'il n'est pas assez aiguillonné vers le travail ? C'est là l'opinion d'à peu près tout le monde : elle ne saurait, elle non plus, être acceptée sans des retouches sérieuses. Assurément, maintes familles napolitaines et vénitiennes semblent bien avoir le privilège de vivre en plein air et de se complaire dans les haillons. Il ne faudrait cependant pas croire qu'elles ne souffrent pas de leur misère et qu'elles ne font pas d'efforts pour en sortir. Les preuves du contraire sont nombreuses : l'intensité des courants d'émigration, la violence des grèves, la patience avec laquelle l'homme du peuple accepte, hors de chez lui comme chez lui, des travaux dont la dureté effraye les populations voisines... Ce n'est pas seulement le terrassier piémontais, c'est, plus encore, le travailleur des rizières du Pô, le vigneron de la Calabre, le soufrier de Sicile qui supportent, avec une nourriture et une hygiène insuffisantes, des journées d'un travail accablant. Malgré les efforts d'une élite d'ingénieurs et prévoyants économistes, ce qui manque le plus à ce peuple en général, c'est l'esprit d'entreprise et de renouvellement. Il est ambitieux et il n'est pas entreprenant. Il remplit mainte région du vieux et du nouveau monde de ses ouvriers saisonniers, et ceux-ci

se contentent d'exécuter des travaux d'un ordre plutôt inférieur.

Sous la pression de la misère et devant les mirages des 20 et 30 francs de salaires journaliers que font briller à leurs yeux les agents d'émigration, l'Italien va de plus en plus volontiers en Amérique ; mais là non plus il ne paraît pas s'élever beaucoup au-dessus d'un travail obscur et d'un esprit d'économie qui lui permet de venir se reposer dans son pays d'origine. J'ai consulté sur ce point un grand industriel français qui avait fondé des usines en Piémont. Il avait vu là partir bien des familles, il en avait vu beaucoup revenir. Celles qui étaient allées en France et en retournaient ne pouvaient qu'y avoir pris certaines habitudes, nouvelles à quelques égards. Les deux races sont trop parentes pour qu'il n'y ait pas facilement, de l'une à l'autre, des échanges, bons ou mauvais ; mais de cette Amérique du Nord, si prodigieusement différente du milieu où a grandi leur jeunesse et où se sont consolidés leurs caractères héréditaires, les Italiens ne rapportent guère qu'une certaine lassitude et le désir de jouir en paix des sommes épargnées. La même chose m'a été dite sur les bords de la Méditerranée, dans cette population ligure qui s'honore d'avoir produit Christophe Colomb. Entre Gênes et la Spezzia on voit bien des villages dont une grande moitié a été transformée par l'apport des gains faits en Amérique ; mais en quoi ces transformations consistent-elles ? En mouvements de terrain formant des terrasses artificielles que surmonte quelque tour gothique. Souvent, même dans les régions les plus



vaillantes, comme celle de la vallée d'Aoste, les rapatriés se contentent de faire lever les hypothèques qui grevaient les biens paternels, de dédommager, dans la mesure où ils ne peuvent pas ne pas le faire, les copartageants de leur héritage ; alors, avec quelques machines et quelques paires de bœufs de plus, ils oublient aisément la fièvre d'action et de spéculation de la grande république.

Mais enfin autant ils apportent de lenteur passive et résignée dans leur travail de tous les jours, autant ils mettent de vivacité, de feu, d'emportement dans leurs motions oratoires, surtout quand l'honneur patriotique est en jeu. De là ce mélange qu'ils sont les premiers à analyser avec beaucoup de finesse et d'esprit. Car, ils le reconnaissent, ils regimbent contre les humiliations et ils les acceptent, ils protestent contre la force et ils s'y soumettent, ils critiquent sans pitié le rôle qui leur est fait dans la triple alliance et ils la renouvellent. Ils comptent moins sur un ensemble de mesures concertées et soutenues que sur le temps (*tempo galantuomo*), sur l'imprévu des événements, sur l'audace momentanée d'un conspirateur, sur l'art de se presser peu en cas de péril et beaucoup en cas de succès. Enfin ils espèrent toujours quelque incident où d'autres qu'eux se mettront en avant et leur demanderont leur concours. Ainsi pour arrêter ou refouler leur éternelle ennemie l'Autriche, ils ont successivement compté sur la France, puis sur l'Allemagne ; ils comptent aujourd'hui sur la Russie et sur ses alliés des Balkans.

Ce patriotisme, disons-nous, est très fier de son unité.

Il y a bien en Vénétie, dans le Frioul, quelques populations incontestablement slaves (1), auxquelles il faut donner des prêtres spéciaux, parce que des prêtres strictement italiens ne sauraient s'y faire comprendre. « Ce sont des gens plus foncièrement religieux que nos Italiens », me disait à Venise un homme qui fait autorité, le curé de Murano. Il est vrai qu'un évêque, ancien supérieur du grand séminaire de Trévise, croyait devoir rectifier devant moi ce jugement. « Ces Slaves du Frioul, disait-il, ont avec leurs congénères d'Autriche des rapports nombreux. Or, en Autriche, la religion catholique est officiellement plus protégée et plus honorée qu'en Italie. De là, des habitudes extérieures qui attirent l'attention quand on visite cette partie de notre royaume. Mais, chez eux comme chez les autres Slaves, ces démonstrations ne suffisent pas à les relever de la faiblesse caractéristique de leur race. A chaque instant, il faut exercer des poursuites pour attentats contre les mœurs. » Quoi qu'il en soit, de cet îlot slave on n'a jamais vu partir aucune protestation. Le mot de particularisme lui-même serait de trop ; et, de l'autre côté de la frontière, il ne semble pas qu'on ait jamais essayé de répliquer à l'*irrédentisme* bien connu par un autre irrédentisme.

Il faut en dire autant de la vallée de Pignerol et de la vallée d'Aoste. Celle-ci est un véritable prolongement de

(1) Elles ont leurs petits centres au nord-est d'Udine : Cividale, S. Pietro, Tarceмо, Gemona (les noms ont été italianisés, comme les noms de beaucoup de villages slaves ont été germanisés en Autriche).

la Savoie, dont elle est plus rapprochée que séparée par ses montagnes mêmes et par ses cols qu'ont si souvent élargis et frayés les invasions des armées françaises, en attendant celles des touristes. Le peuple parle ici un langage mêlé de français, d'italien et de patois tout local. Les classes aisées, les commerçants et aussi les enfants des écoles parlent aisément le français. Je me souviens d'une pauvre fillette de treize ans qui, près de Courmayeur, s'exprimait avec une aisance, une pureté d'accent et une correction que ne suffisait pas à expliquer le commerce journalier des livres de classe et en particulier de la grammaire. Je dirai même que dans la finesse avisée de son langage et de son attitude je retrouvais encore plus le Dauphiné que la Savoie. Dans la cité d'Aoste, je me trouvai au milieu des fêtes du huitième centenaire de saint Anselme auquel on élevait une statue ; elles avaient attiré un grand nombre d'ecclésiastiques, d'évêques et d'abbés mitrés. Phrases françaises et phrases italiennes se croisaient dans le salon de l'évêché, — comme les deux langues figurent côte à côte sur les affiches apposées aux portes des mairies et des administrations publiques. Des chanoines me parlaient de nos publications et de nos journaux en hommes qui en faisaient leur lecture habituelle : « Nous sommes Français, me disait l'un d'eux » ; il ajoutait même, avec un raffinement d'érudition qui ne craignait pas de remonter au onzième siècle : « Nous sommes des Bourguignons. » C'est ici le moment de rappeler qu'au cours de l'année dernière, le gouvernement de Rome eut l'idée d'essayer par des mesures administratives et scolaires



de refouler cette habitude persistante de l'idiome français. La tentative fut très mal accueillie et elle fut courte : le gouvernement ne s'y entêta point. Ce n'est un mystère pour personne, au sud des Alpes, que le principal mobile de cette brève campagne avait été le désir de seconder celle qui se continue encore, à l'heure présente, du côté du lac de Garde. Là, il ne s'agit pas d'une de ces survivances passées dans les habitudes et faisant depuis longtemps bon ménage avec les autres traditions de la patrie commune. Il s'agit d'un mouvement offensif de la nationalité germanique ; car les journaux allemands, les enseignes allemandes, les réclames allemandes descendent des montagnes tyroliennes et de plus loin encore ; elles s'allongent sur les rives du lac, en même temps que s'y multiplient les entreprises industrielles, commerçantes et hôtelières.

Quand ces dernières entreprises sont disséminées, quand elles se bornent à apporter des capitaux, à créer des usines qui donnent aux prolétaires italiens du travail, aux jeunes bourgeois et aux jeunes ingénieurs des leçons dont ils profiteront un jour ou l'autre, la nation les accueille assez facilement. Et toutefois elle commence à être inquiète. La municipalité de Rome a pratiqué pour la première fois la referendum en demandant à ses électeurs s'ils approuvaient la municipalisation des services de l'éclairage et des tramways. Une majorité énorme se prononça pour l'affirmative, et l'on put même être surpris de voir les groupes catholiques s'unir aux autres pour donner cette apparente marque de confiance à un conseil radical, à un maire juif et franc-

maçon. L'on me donne l'explication très simple du fait. Les entreprises collectives fondées par des capitaux italiens et dirigées par un haut personnel italien ne sont pas encore en état de soutenir victorieusement la concurrence étrangère. Les Romains ont craint de voir ces deux importants services de la capitale passer en des mains « tudesques », et ils n'ont pas hésité. Combien donc l'inquiétude doit être plus grave quand il s'agit d'une sorte d'invasion générale donnant de toutes ses forces sur un point donné, et quel point ! Le plus voisin de l'un de ceux où le patriotisme national a émis la prétention d'élever l'une de ses revendications les plus passionnées !

Le peuple italien ne se contente pas, en effet, de défendre chez lui du mieux qu'il peut ses mœurs, ses arts et sa langue contre les étrangers mêmes qu'il appelle à lui. Sa sollicitude s'étend sur ceux des siens qui émigrent et qui créent plus ou moins loin des centres importants. Il est très jaloux de leur assurer protection, respect, bonnes conditions d'aller et de retour. Si quelques-uns d'entre eux se croient molestés en Allemagne, si le gouvernement du grand empire n'interprète pas en leur faveur et d'une manière assez bienveillante les règles du droit international, aussitôt les articles des journaux et les interpellations de la Chambre mettent le ministère en demeure d'agir et de réclamer plus d'égards envers une nation dont l'alliance devrait être un peu mieux appréciée et méritée. S'il s'agit des Etats-Unis, l'intervention est plus difficile. Mais dès que se présente une occasion d'élever la voix et de solli-

citer une amélioration dans les rapports, elle est saisie avec empressement.

Pendant la belle saison de 1909, le secrétaire général de la confédération des travailleurs des Etats-Unis, M. Gompers, vint, comme on sait, faire un voyage en Europe. Il fut reçu par les socialistes des différentes nations, d'abord avec enthousiasme, puis avec une réserve mêlée de surprise, puis enfin avec une froideur marquée. Il parlait en homme d'organisation pratique et en homme de liberté : de là les déceptions de ceux qui avaient attendu de lui des encouragements et des secours en vue de la révolution prochaine. Il trouva donc les socialistes de France trop exigeants, trop utopistes, mêlant trop les questions politiques et surtout les polémiques religieuses aux problèmes du travail : il trouva les socialistes italiens trop pleins de ces mêmes défauts et, par surcroît, trop empressés à compter sur autrui plutôt que sur eux-mêmes. A Rome, on ne manqua pas de lui parler des émigrants italiens qui, entraînés par les agents d'émigration et les entreprises de transport, arrivent à New-York ignorants de la langue, très-peu pourvus de capitaux, ne sachant trop de quel côté se porter, contraints par conséquent d'accepter des emplois subalternes avec des contrats purement verbaux. Les syndicats américains ne pouvaient-ils les accueillir plus fraternellement ? Le flegmatique Anglo-Saxon ne fit à ces avances que des réponses assez dédaigneuses. Par l'intermédiaire de son interprète, il observa que c'était aux gens à se tirer d'affaire eux-mêmes, en s'unissant et en se groupant, et qu'aux



Etats-Unis tous les travailleurs sont égaux : chez ceux qui demandent à entrer dans les unions professionnelles, celles-ci ne connaissant que des travailleurs, elles ignorent leur nationalité originaire comme leur religion et n'en tiennent aucune espèce de compte ni dans un sens ni dans un autre. « Assurément, ajoute-t-il, il vient chez nous beaucoup d'Italiens, il en vient même beaucoup trop ; car, par leurs offres de travail, ils retardent l'élévation des salaires. Pourquoi ne restent-ils pas chez vous pour y renforcer, par la pression du nombre, le mouvement émancipateur ? Et puis pourquoi, chez vous, les gens d'une profession se font-ils représenter et se laissent-ils diriger par des hommes qui ne pratiquent pas, qui, par conséquent, ne connaissent pas la profession ? Comment pouvez-vous accepter que des syndicats d'agriculteurs soient conduits par des journalistes, par des professeurs, par des avocats ? Cela ne serait pas toléré en Amérique. »

Toutes ces déclarations et toutes ces questions faites l'une après l'autre, sans bruit, tombaient sur les auditeurs comme une pluie glacée. Dans l'état-major assez clairsemé qui avait tenu à monter au Capitole pour en faire les honneurs à M. Gompers, il se trouva cependant quelques orateurs pour dire naïvement que, en Italie, les travailleurs étaient trop ignorants pour pouvoir organiser par eux-mêmes une *agitation* quelconque.

On se sépara donc avec le sentiment très clair des déceptions réciproques. Les Italiens ne purent se tenir d'exprimer la leur avec leur vivacité coutumière. Il leur

arrive quelquefois de se plaisanter fort agréablement eux-mêmes : à plus forte raison savent-ils voir ce qu'il est permis de railler chez les autres. Quand M. Gompers eut quitté la capitale, ils ne manquèrent pas de remarquer que ce travailleur puritain, cet homme épris des seuls droits du prolétaire, descendait à l'Hôtel Royal, qu'il visitait les ruines et les musées plus volontiers que les institutions de prévoyance ou que les banques de petit crédit, qu'il prenait enfin grand souci de la publicité donnée à ses arrivées et à ses départs, afin de se ménager de beaux accueils et de beaux adieux : l'heure annoncée de son départ pour Naples ayant été modifiée, il n'avait pas manqué d'aller faire faire lui-même la rectification par téléphone...

Le reproche que M. Gompers avait fait à ses hôtes au sujet de leur émigration était-il d'ailleurs bien juste ? On aurait pu lui demander tout d'abord ce que seraient les Etats-Unis sans les apports de la vieille Europe. Puis, les Italiens se contentent-ils d'implorer pour leurs nationaux la sympathie des groupes plus anciennement établis sur la terre américaine ? Non. Ils ont déjà des hommes dévoués — particulièrement des prêtres — qui font eux-mêmes le voyage d'outre-mer pour se rendre compte de la situation des expatriés, pour voir ce qu'il y a lieu de leur conseiller de faire et de les aider à faire en vue de relever leur situation. Les hommes politiques s'en mêlent aussi : témoin le voyage si commenté du député socialiste Enrico Ferri en Argentine et le récit plus commenté encore qu'il en fit à Montecitorio en Juin 1909.

Les Italiens qui se rendent en Argentine semblent y être dans de meilleures conditions que ceux qui vont dans l'Amérique du Nord. Ils y trouvent tout de suite un travail agricole plus rapproché, des villages italiens mieux groupés, un climat plus semblable à celui qu'ils ont quitté, une population enfin chez qui la langue même et les habitudes d'esprit qui s'y rattachent les dépaysent beaucoup moins. Pourquoi donc ceux qui vont aborder à New-York sont-ils de beaucoup plus nombreux ? Probablement parce que la majorité de ceux qui quittent le sol natal n'a ni assez de ressources ni assez de ressort pour entreprendre autre chose qu'un travail de manœuvre et de journalier. Quoi qu'il en soit, c'est dans le Brésil, dans l'Argentine et dans l'Uruguay que l'orateur socialiste avait été visiter ses compatriotes. Ce contact en pays lointain, sous un gouvernement étranger, l'avait ému ; et à son tour, il soulevait l'enthousiasme de la Chambre en lui racontant tout ce que les émigrés avaient gardé du sentiment national, comment sur le bateau même ce sentiment s'était exalté aux discours du député-voyageur, comment il avait un peu plus tard admiré toutes ces familles laborieuses, dont beaucoup avaient tenu à suspendre aux murs de leur logis le portrait du roi d'Italie « comme un symbole vivant de la patrie lointaine ». Il demandait au gouvernement d'intervenir davantage dans une sorte de direction et de tutelle de l'émigration, d'agir dans ce but sur ses agents diplomatiques et sur les compagnies de navigation. Il réclamait des mesures législatives en vue de faciliter la renaturalisation de

ceux qui avaient été obligés de se faire, pour un temps, citoyens du pays où ils étaient allés chercher fortune. Chemin faisant, il avait superbement magnifié la langue italienne, affirmé l'immense supériorité de la civilisation latine sur les civilisations plus nouvelles. Pour couronner le tout, il conseillait au roi d'aller lui-même encourager ses sujets absents à ne jamais perdre de vue les intérêts de la mère-patrie.

Si j'ai analysé un peu longuement cette manifestation oratoire, c'est que la façon dont elle fut accueillie eut quelque chose de très inattendu. La majorité de la Chambre et les tribunes l'applaudirent avec l'enthousiasme des grands jours. Elle fut écoutée avec froideur, puis avec une certaine impatience, par le parti auquel on ne peut faire autrement que de rattacher, même au moment présent, M. Ferri (1), je veux dire le parti socialiste. Il y eut là un symptôme bien significatif de cette crise qui travaille une bonne partie des Etats européens et qui, dans les ardeurs fiévreuses de l'âme populaire, tend à substituer l'unité de classe à l'unité nationale.

Tout d'abord, disait-on de ce côté de la Chambre et du public, ce discours avait contre lui ce qu'il ne disait pas. Du commencement à la fin, on n'y avait rien entendu de socialiste : il n'y était pas dit un seul mot de la misère des travailleurs et de leur exploitation par les

(1) Sa situation à la Chambre de Rome rappelle un peu celle de M. Vandervelde à la Chambre belge. M. Vandervelde a été, lui aussi, visiter le Congo et il a loué l'œuvre africaine du roi. Ce n'est pas la seule chose que lui reprochent les purs de son parti.



capitalistes : le ton en était d'un optimisme intolérable. Semblables paroles auraient pu tout aussi bien sortir de la bouche d'un conservateur, d'un royaliste, d'un dynastique, d'un patriote. Chose plus triste encore, par l'appel qu'il faisait à l'action des ministres, l'orateur acceptait, il justifiait toute l'armature du gouvernement bourgeois. Bref, c'était là un discours bourgeois, un discours nationaliste. La seule excuse était que le voyageur s'était encore cru sans doute à la fin d'un banquet, à l'heure des toasts ; il fallait peut-être lui pardonner d'avoir entendu avec émotion la « marche » du pays natal sur une terre lointaine. Certains allaient plus loin : ils déclaraient l'orateur définitivement exclu de « la plateforme socialiste ».

On ne sait jamais si la minorité d'un jour ne sera pas la majorité du lendemain, ou si tout au moins elle ne réduira pas à l'impuissance la majorité qu'elle a devant elle. C'est pourquoi il faut toujours étudier de près ces crises de la politique. Celle-ci mérite d'autant plus l'attention qu'elle n'éprouve pas seulement les Italiens dans leurs rapports avec cette énorme émigration dont ils voudraient tous, au bout du compte, tirer le plus grand profit possible : elle les inquiète gravement dans leurs rapports avec ces frères « captifs » dont ils parlent tant, leurs frères de Trieste et du Trentin.

..

Un homme d'Etat italien — je crois que c'est le chevalier Nigra — dit un jour : « L'Italie ne peut être que

l'alliée ou l'ennemie de l'Autriche. » Il parlait là en homme logique et loyal, encore imprégné des traditions classiques. Ses successeurs se sont souvenus mieux que lui que leur race a toujours été souple devant les difficultés les plus embarrassantes et toujours en quête de combinaisons invraisemblables : ils ont trouvé le moyen d'être à la fois les alliés et les ennemis de la puissance voisine. En cela je ne sais s'il faut dire qu'il ont guidé ou suivi le sentiment général de leurs concitoyens : en tout cas ils sont d'accord avec lui.

Gouvernants et gouvernés ont maint sujet de ne pas aimer l'Autriche et de la craindre. Les sujets de crainte, il est inutile de les développer : les souvenirs de 1866 sont assez vifs et assez cuisants. Mais il faut rendre au bon sens des Italiens cette justice qu'ils n'ont jamais voulu, malgré les accès de mégalomanie de Crispi, se laisser entraîner à des dépenses militaires disproportionnées avec l'état de leurs finances et les ressources de la fortune nationale. C'est pourquoi ils se sont mis à l'abri en entrant dans la Triplice, où Berlin assurait aux rapports communs avec Vienne, sinon la cordialité, au moins la sécurité.

Les griefs de l'Italie contre l'Autriche sont également bien connus. L'Autriche a dû céder successivement la Lombardie et la Vénétie : mais elle détient Trieste et Trente, deux pays dont les habitants, en majorité, parlent la langue de l'Apennin. Elle occupe des situations maîtresses qui lui rendent facile, d'un côté l'hégémonie de l'Adriatique, d'un autre côté une invasion nouvelle de

la péninsule. L'Italie est d'autant plus affligée de cet état de choses que ses ambitions avaient porté beaucoup plus loin. Elle a longtemps regretté de n'avoir pas conservé Nice. Elle regrette encore amèrement de n'avoir pas su s'installer avant nous en Tunisie et de s'y être laissé devancer dans les actes décisifs. Elle a depuis cherché une revanche en Erythrée : la petite colonie qu'elle y garde ne suffit ni à la consoler ni à la dédommager du désastre d'Adoua. Ensuite, elle a mis en quelque sorte sa marque sur la Tripolitaine pour la retenir à son profit lors du démembrement toujours rêvé de l'empire ottoman. Mais voici que cet empire modernisé fait mine de se défendre, aussi bien contre les Latins que contre les Grecs : la chrétienté ne peut même plus lui reprendre la Crète. A plus forte raison faut-il encore renoncer à cette Albanie dont Bismarck avait jeté l'idée dans les cerveaux de ses alliés, lorsque pour faire passer les combinaisons réelles il fallait en laisser espérer d'imaginaires. Voici que l'Autriche a considérablement fortifié sa situation dans les Balkans et qu'elle prépare sa future domination dans les mers à l'est de l'Italie.

Dans la série de ces mécomptes, les patriotes du royaume avaient longtemps gardé rancune à la France. Aujourd'hui ce ressentiment à notre égard est tombé. En résumé, l'Autriche est la puissance avec laquelle ils ont incontestablement le plus de difficultés en perspective, et toutes celles qui les ont déjà divisés, toutes celles que les derniers événements soulèvent encore, ne sont pas pour les aider à bien résoudre la fa-

meuse question des *province irredente*. Revenons à elles. Il est intéressant de suivre les complications qu'y introduisent depuis peu les tactiques socialistes, de voir quel accord ou quel conflit se prépare entre la politique internationale des classes unies de pays à pays et la politique purement nationale. Ici encore s'annonce pour les ambitions italiennes une épreuve nouvelle.

En 1909, un collaborateur d'un des principaux journaux de Rome interviewait à Trente un député du Parlement de Vienne. Ce député était Italien d'origine, mais il était socialiste (1). Sans doute il était attaché à la langue maternelle et il déplorait que les Italiens établis dans le Tyrol oubliassent peu à peu leur bel idiome pour s'acheminer, à travers un indéchiffrable mélange de dialectes, vers un « parler d'ostrogoth ». Il s'intéressait donc vivement au problème épineux de l'Université à créer dans le Tyrol, il désirait même l'autonomie du Trentin. De plus, il déclarait « ne pas faire obstacle » au mouvement nationaliste italien, dans l'espoir que celui-ci, à son tour, n'entraverait pas l'action des socialistes. Mais enfin, il fallait bien comprendre que quand on était de ce dernier parti, l'intérêt de la classe ouvrière, par delà les frontières artificielles des gouver-

(1) Il se définissait ainsi, lui et son groupe : « Nous ne sommes pas pour l'intégralisme, encore moins pour le syndicalisme (révolutionnaire). Nous sommes plutôt approchés du réformisme italien, type Turati; mais nous sommes moins tièdes et moins bourgeois. » Il n'était donc ni anarchiste ni même collectiviste bien avancé : ses déclarations n'en étaient que plus significatives.



nements, passait avant tout. A la Chambre, aucun socialiste ne fait partie du groupe nationaliste. Le député allait plus loin ; il affirmait que ces revendications des races servaient la monarchie des Habsbourg beaucoup plus qu'elles ne la contrariaient, et il ne craignait pas d'avancer que si l'état présent des choses était si mauvais dans le Trentin, si la police y redoublait d'esprit inquisitorial, la faute en était aux agitateurs plus qu'aux gouvernements.

Ces agitateurs du moins peuvent-ils dire qu'ils ont les sympathies évidentes et le concours résolu d'un peuple opprimé ? D'après le député interviewé, la bourgeoisie est seule à tenir en mains la bannière nationale ; mais elle ne fait en réalité que peu d'efforts : ce qu'on appelle parti libéral est en dissolution dans le Trentin comme ailleurs, et c'est justice, car aux jours où il était le plus fort, il n'a rien fait, rien tenté pour les véritables intérêts du peuple. Les émigrants qui devraient grossir le nombre des protestataires répètent invariablement et partout : « Que nous importe notre patrie, puisque la faim nous a contraints de l'abandonner ? » Les paysans sont les dynastiques (autrichiens) par excellence. Il n'y a pas à se faire sur eux la moindre illusion. Aucun d'eux ne voudrait retourner sous le drapeau tricolore. Parcourez nos montagnes et vous y entendrez les gens répéter avec une conviction irréductible : « Oui, nous sommes Italiens, mais avec l'empereur, et cela vaut mieux : vive l'empereur ! » Les masses populaires (*i popolari*) se gardent bien de heurter ce sentiment ; elles travaillent sans se préoccuper de savoir si elles

sont Italiennes ou non... Par leur attitude en face de ces dispositions où il entre surtout beaucoup d'inertie, les socialistes, qui ont pour eux presque tous les ouvriers, sont conséquents avec eux-mêmes. Dans toutes les parties de la monarchie austro-hongroise, il n'est pas de parti nationaliste qui ne les blâme, qui ne les accuse. Tout récemment, les partis allemands de Vienne les déclaraient traîtres, parce qu'ils n'avaient pas voulu participer à l'agitation contre les Tchèques. Pour eux, la question économique prime tout, et s'ils ne font pas profession de nationalisme, c'est que pour eux le nationalisme est une gêne et non un secours.

On comprend que les libéraux nationaux de l'Italie parlent de cette nouvelle politique avec un sentiment marqué de déception et d'amertume. Ils ne sont pas moins irrités contre les catholiques qui, disent-ils, mettent la religion au-dessus de tout. Au moment même où les journaux commentaient les déclarations qu'on vient de lire, un d'entre eux attaquait violemment un député catholique de Brescia, M. Longinotti. M. Longinotti est un des hommes les plus actifs et les plus dévoués de cette haute Italie qui en a beaucoup. Par ses belles œuvres de coopération populaire, il lutte aussi vaillamment contre le socialisme et l'irrégion que contre l'égoïsme des classes élevées et contre l'indifférence que n'ont pas encore assez secouée les classes moyennes. Or, il avait écrit à l'un de ses collègues catholiques d'au delà des Alpes pour le féliciter, lui et son petit groupe, de ne pas développer uniquement chez le peuple trentin l'appétit vulgaire des biens éco-

nomiques, de renoncer aux revendications prématurées et par là même stériles, de savoir demander à la vraie foi et attendre d'elle un esprit de régénération utile à tout et à tous. « Voilà pourquoi, concluait-il, la cause de l'italianité du peuple trentin repose entièrement et uniquement sur vous. » En Italie comme en France, il est des bourgeois « libéraux et modérés » chez qui la peur du catholicisme est plus forte que celle du socialisme. Incontestablement, le député de Brescia se montrait nationaliste et patriote. Un journal qui prétendait sans doute l'être plus que lui trouva très adroit et très utile de lui jeter à la tête certaines manifestations autrichiennes où des « cléricaux » de race italienne avaient figuré devant la statue de l'archiduc Albert, le vainqueur de Custoza. En déplorant publiquement un tel fait, le publiciste lui donnait bien imprudemment plus d'importance qu'il n'en avait peut-être. N'eût-il pas été plus habile de rappeler que dans un pays où l'union de l'Eglise et de l'Etat crée aux fonctionnaires religieux des obligations difficiles à récuser, de pareilles concessions n'ont pas grande portée ?

En tout cas, il doit y avoir pour d'autres Etats quelque leçon à tirer de ces conflits où les désirs de l'Italie ne semblent pas voir s'ouvrir devant eux une voie bien facile. Quand une famille ethnique a l'ambition de rappeler à elle un de ses membres, ce n'est pas au nom d'un parti qu'elle peut entreprendre une telle tâche avec quelques chances de succès. Si elle donne chez elle-même le spectacle de divisions croissantes, comment pourrait-elle faire prédominer chez ceux qu'elle

regrette l'esprit de réunion sur l'esprit de séparation ? C'est au nom de tous qu'elle doit faire appel aux frères séparés, et non s'adresser à telle ou telle passion qui peut très bien trouver ailleurs au moins autant d'aliments et au moins autant de satisfactions. Encore une fois, le plus sûr moyen d'obtenir qu'ils s'associent par leurs propres efforts à une politique réparatrice, n'est-ce pas de leur faire sentir l'attraction d'un large et puissant courant de pacification nationale ?

..

Des aspirations communes, l'Italie tient à en avoir. et certes elle en a. A l'intérieur du pays, les divisions ne peuvent que se manifester bruyamment ; mais ce n'est pas au bruit qu'elles font qu'il convient d'en mesurer l'importance. A l'étranger et dans les provinces convoitées, les obstacles créés — comme on vient de le voir — par l'internationalisme ouvrier sont bien de nature à calmer cette prudence méridionale qui n'aime généralement pas se heurter à un plus fort. Toujours est-il que les ambitions qui tiennent en haleine la fierté nationale se manifestent de deux façons : chez les uns, c'est la passion inconsidérée, tapageuse, grandiloquente et compromettante de gens qui n'ont à répondre de rien, pas même de la persévérance de leurs efforts ; chez les autres, c'est l'orgueil calculé d'un patriotisme qui ne veut rien risquer inutilement, qui est toujours prêt à désavouer, si la sagesse le demande,



les manifestations dont il est au fond le plus heureux. Il faut rendre cette justice au pays et à l'habileté de sa politique traditionnelle ; la seconde de ces deux formes du patriotisme est toujours sûre de s'imposer plus ou moins vite à la première et d'en conjurer les périls, tout en se réservant d'en tirer le parti le meilleur possible.

Je ne veux pas remonter trop haut ni expliquer une fois de plus comment, après l'abaissement de la France, la vanité populaire non moins que l'intérêt bien entendu trouvèrent leur compte à entrer dans le concert des puissances centrales. Crispi traitant ou croyant traiter de pair avec Bismarck, c'était le gouvernement de la péninsule mis à côté de celui qui était l'arbitre de l'Europe. On avait donc l'espoir de faire payer son concours dans un remaniement à opérer à la suite d'une grande guerre probable.

Comment l'enthousiasme pour le bloc germanique s'est cependant refroidi, c'est ce qui est, en somme, assez facile à analyser. Ni les hommes d'Etat du royaume, ni ses publicistes n'en font du reste aucun mystère. Ils nous expliquent très nettement jusqu'où va, dans quelles limites se contient jusqu'à présent cette nouvelle oscillation de leur politique.

Peu à peu, l'Italie s'est demandé quel bénéfice elle retirait de la Triple-Alliance. Elle ne craint pas d'être attaquée par la France, et c'est autant à l'Allemagne qu'à nous qu'elle reprocha l'affaire de Tunis. Elle sent également que si l'Autriche devait un jour perdre Trente et Trieste, ce serait beaucoup plutôt au profit

du pangermanisme. Elle redoute donc une expansion de l'Allemagne vers le Sud autant qu'elle redoute une expansion de l'Autriche vers l'Orient, et elle voit très bien que les deux se tiennent, en se servant mutuellement d'excuse et de prétexte l'une à l'autre. D'autre part, elle a compris que pour sauvegarder ce qui lui reste d'influence dans la Méditerranée, il ne fallait compter ni sur la Prusse, qui doit être assez occupée du côté de Kiel et de Hambourg, ni sur l'Autriche qui entend réserver pour elle non seulement le Nord, mais le Sud et les issues de l'Adriatique. Il lui fallait trouver des garanties dans d'autres ententes ; ces ententes, elle a su les réaliser. Les deux grandes puissances maîtresses de la Triplice lui en ont fait assez ouvertement un grief, et il ne fallut pas grand effort à la presse italienne pour que dans cette occasion elle sentit ce que signifiait le silence même.

En mai 1909, les premiers ministres de Berlin et de Vienne avaient eu à rendre compte des dangers qu'avait pu courir un instant la paix de l'Europe et à se féliciter devant leurs Parlements respectifs de la promptitude avec laquelle le péril avait été conjuré. Les journaux italiens firent alors très spirituellement ressortir comment M. de Bülow et son confrère avaient rendu hommage à... presque tout le monde. Ils avaient loué la prudence de la France, la loyauté de l'Angleterre, la bonne volonté de la Russie, la correction de la Turquie, l'attitude amicale de la Bulgarie, la résignation finale de la Serbie, la sagesse du Monténégro. C'était, disait une des feuilles les plus lues, comme un cinémato-

graphe où toutes les puissances défilaient pour être saluées au passage et pour laisser apparaître au triomphe final la puissante union des deux Etats du Centre. Seule, l'Italie, leur alliée, était oubliée. Apparemment, on avait voulu lui donner une leçon ; on avait voulu lui faire payer la circonspection trop évidente et peu désintéressée avec laquelle elle se réservait auprès de l'un et auprès de l'autre des portes de sortie et de rentrée.

On ne fait cependant pas de politique extérieure avec de jolies plaisanteries : du moins ne suffisent-elles pas. Aussi le journal qui avait donné cette théorie du cinématographe international se posait-il la question suivante : « Que devons-nous faire ? Ou rester dans la Triplice avec dignité ou en sortir avec loyauté ? » La loyauté est assurément une belle chose et il sied toujours d'en parler ; mais elle a ses pièges, où les gens avisés prennent garde de tomber : il ne faut pas être dupe de sa propre générosité. Donc, avant de sortir, voyons si décidément nous ne pouvons pas, disaient les hommes les plus écoutés, améliorer la situation que nous nous faisons à nous-mêmes en restant. Aiguillonnés par tout ce que le problème a d'épines aiguës, ceux qui tiennent tout de même à la durée de la Triplice raisonnaient ainsi : nous restons dans l'alliance pour en réclamer au besoin le bénéfice ; car, tant que nous ne l'avons pas dénoncée, les obligations qu'on a contractées envers nous subsistent : pour remplir les nôtres, nous avons le droit de proportionner nos sacrifices à la situation qui nous est faite.

Pour améliorer cette situation, les publicistes italiens ne comptent pas seulement sur la dextérité de leurs hommes politiques. Mais ils comptent bien aussi que les complications extérieures, dont ils suivent avec tant de perspicacité les péripéties, viendront à leur aide, et ils ne cachent ici aucunement leurs calculs.

La triple entente paraît se resserrer tous les jours. D'ici peu, à la suite de quelque incident — comme celui qu'avaient provoqué les prétentions injustifiées de l'Allemagne sur les déserteurs de Casablanca, — elle peut mettre tout à coup la Triplice en état d'infériorité. Croirons-nous que l'Italie, faisant diplomatiquement partie de la Triplice, en conçoit de l'ombrage et de l'inquiétude? Pas du tout! Elle conclut que si le danger de se voir encerclé s'aggrave pour le grand empire germanique, c'est une raison de plus pour que celui-ci ne considère pas l'Italie comme une quantité négligeable et pour que, dès lors, il ne permette plus à l'Autriche de « faire sa grosse voix » contre l'alliée du Sud. C'est exactement le raisonnement que ferait la France si, à chaque nouveau cuirassé mis à flot à Kiel ou Stettin, elle disait : « Tant mieux ! Voilà un motif de plus pour que l'Angleterre tienne à notre concours et se mette en mesure de le mériter ! »

Supposez encore que la France, continuant ce genre de raisonnement, ajoute : « Devant cet accroissement de la marine germanique, que deviendrait donc la suprématie navale de la Grande Bretagne, si nos flottes (que nous devons bien compter voir se reconstituer), faisaient demi-tour et si pour une raison ou pour une



autre, nous cherchions désormais notre appui à l'Est plutôt qu'à l'Ouest ? » C'est encore là, et très exactement, le langage de l'Italie. Elle a suivi avec un vif intérêt l'entrevue de Cherbourg, qui a confirmé la solidité de l'alliance franco-russe, et l'entrevue de Windsor, qui a donné à l'entente anglo-russe une certaine consistance. Elle suit avec non moins de sympathie les symptômes de raffermissement social de la Russie, comme la reconstitution, parfois suspendue ou entravée, mais toujours reprise, de nos ressources militaires. Tous les journaux reproduisaient, récemment, les calculs d'écrivains professionnels qui établissaient la balance des forces à mettre en ligne de part et d'autre (1). D'après les calculs les plus minutieux, où tout était examiné à la loupe, on concluait généralement à un léger avantage de la Triplice au moment actuel. On ne manquait même pas de rappeler l'effet produit en Europe, à l'occasion des affaires des Balkans, par la promesse solennellement faite à l'Autriche de l'appui militaire de l'Allemagne. La belle nation qui se flatte qu'on doit se disputer ses faveurs, n'a le souci de faire des frais de politesse avec aucun de ses prétendants éventuels, C'est pourquoi les interprètes de sa pensée disaient cavalièrement : « A peine Berlin eût-il déclaré explicitement qu'il était solidaire de Vienne, que toutes les nations mirent la queue entre les jambes, à commencer par la France. L'Angleterre, qui avait élevé la voix, s'aperçut qu'elle ne pouvait pas compter

(1) Article de la *Préparazione*, journal militaire.

sur ses collègues de l'entente, comme elle l'avait espéré. » Seulement l'écrivain militaire ajoutait ici : « Mais les choses resteraient-elles ce qu'elles ont été alors, si l'Italie passait dans l'autre camp ? Elle paralyserait au moins la moitié des forces autrichiennes sur terre et la totalité de ses forces navales... » Rien de tout cela n'était insinué à mots couverts. L'Allemagne et l'Autriche, était-il dit en termes formels, ont « un intérêt extraordinaire à ce que ce passage ne s'opère pas et, par conséquent, à nous concéder quelque chose de plus que « des garanties désormais superflues et des avantages purement hypothétiques... Cela, nous le disons spécialement pour l'Autriche. » On sait comment l'Autriche a répondu : en hérissant ses frontières du Sud-Ouest de fortifications nouvelles, avec de nouvelles garnisons, et en doublant sa marine.

Tel était donc l'état des esprits quand le voyage du tsar en Italie fut annoncé, préparé et finalement exécuté. Ici éclate dans toute sa force une de ces crises caractéristiques qui sont si fréquentes au sud des Alpes et qui généralement s'y dénouent toujours de la même façon. D'un côté, une agitation bruyante, irréfléchie, se donnant comme prête aux pires folies, semblant déjà se ruer vers le crime ; de l'autre, des groupements d'hommes avisés, réfléchis, pesant tout, calmant peu à peu les énergumènes et les retournant si bien que les uns et les autres rivalisent de zèle pour exalter ce qu'il avait d'abord été question de fouler aux pieds.

Avant tout, les socialistes et les anarchistes n'avaient pas voulu manquer une telle occasion d'« agi-

ter » et de « manifester » en faveur des partis populaires de tout pays. Les récits les plus fantastiques de massacres moscovites, de convois funèbres d'exilés sibériens et d'outrages faits à la Pologne, circulaient de tous les côtés. Les Chambres de travail décidaient que, à partir du moment où les navires du tsar souilleraient les eaux italiennes, personne ne travaillerait plus... ou moins pendant une journée... ou une demi-journée. Pendant tout le temps de son séjour, on arborerait partout des bannières... pour les envelopper de noir. Tout cela était bien théâtral, mais on pouvait redouter beaucoup plus ; car on sortait aussi du vieil arsenal tout ce que le peuple ami des révolutions y a remisé de mots excitateurs, d'épithètes troublantes et d'ordres du jour destinés à rappeler le souvenir de toutes les grandes exécutions, depuis le meurtre de Tarquin jusqu'à celui du roi Humbert. Je me trouvais à Milan dans le cours de septembre. Là, dans un hôtel très moderne, élégant, sinon fastueux, le premier garçon de service saisissait toutes les occasions de se faire l'écho du sentiment populaire. Il venait de causer avec une dame russe à laquelle il avait eu la prétention d'apprendre tout ce qui se passait d'horrible à l'est de la Vistule. Je m'empressai de l'interviewer. Il me fit savoir qu'il était de Côme, d'une famille de huit enfants, qu'il soutenait sa mère infirme, deux de ses sœurs malades, et que, quant à lui, il ne s'occupait pas de politique, sa profession ne lui en laissant pas la liberté. Qu'eût-ce été s'il se fût cru libre ? Il déclarait très froidement, comme il convenait à un homme en habit noir et cra-

vate blanche, que si le tyran descendait de son navire et mettait seulement le pied sur le sol italien, il n'en sortirait pas vivant. Là-dessus, il me rappelait le cas du roi Humbert, « un homme très gentil, pourtant », mais qui avait autorisé la répression impitoyable des troubles de Milan lors de la grande grève de 1898. On avait fait venir Bresci d'Amérique pour le tuer. « Ah ! il le fallait, Bresci avait été désigné, c'était son tour ! »

Qu'il ne fallût pas rire de pareilles menaces, la police en était, à coup sûr, convaincue. De là, ces longues incertitudes, ces annonces successives d'ajournement ; de là, ces précautions minutieuses et le choix d'un itinéraire amenant le tsar dans la partie la moins exaltée du royaume, avec l'emploi le plus court du réseau ferré italien. Mais la vigilance gouvernementale ne fut pas seule à agir. La presse raisonnable, et même celle qui ne l'est qu'à peu près, comprenaient bien toute l'importance politique du voyage, elles tenaient à ce qu'il se fît et se terminât heureusement. Il ne suffisait pas de conjurer toute catastrophe, il fallait qu'on eût un succès brillant. On y réussit.

On commença d'abord par tourner en ridicule, ce qui n'était vraiment pas difficile, la débauche de rhétorique (*orgia retorica*) des faux tribuns qui, par surcroît, avaient résolu de manifester contre Alphonse XIII à l'occasion de l'exécution de Ferrer ; et le principal journal de Turin ne ménageait pas son ironie.

Les hésitations commencèrent. Comment reculer ? Allait-on perdre le bénéfice d'un si beau mouvement et rentrer tranquillement chacun chez soi ? Ménageant



très habilement la transition, beaucoup firent observer que pour protester contre le tsarisme, contre la barbarie orientale, les Italiens avaient toute l'année, mais que pour assurer à leur pays l'honneur et le profit d'une visite réclamée par les nécessités internationales, ils avaient à peine un jour ou deux et que vraiment il fallait bien faire cette petite part aux exigences de la politique. Et ici, avec un sentiment profond des lois de l'histoire, on rappelait que, si un peuple est toujours à temps pour réparer les fautes de sa politique intérieure, une erreur une fois commise en politique étrangère peut entraîner des conséquences destinées à durer des siècles. Pour ceux qui ne pouvaient s'élever jusqu'à la compréhension de telles maximes, on avait autre chose. Prenez bien garde, leur disait-on, que notre grève générale, nos cris et nos sifflets ne dégénèrent en troubles dont la police, guère meilleure, hélas ! que la police de tous les despotes, voudra opérer brutalement la répression. Ne leur donnez pas un tel prétexte ! Vous êtes trop intelligents pour tomber dans un tel piège.

Sous l'action de ces raisonnements ingénieux, on s'aperçut enfin que le problème était plus facile à résoudre qu'il n'avait semblé. Ceux qui aiment l'agitation pour elle-même en furent quittes pour faire de l'agitation contre l'agitation de la veille ; et après s'être indignés si violemment contre la platitude des tsarophiles trahissant la cause prolétaire, ils s'indignèrent non moins violemment contre la folie tsarophobe, trahissant la cause nationale. L'action première avait été

« énorme » ; la réaction fut « énorme » à son tour, et ceci à la lettre : le même adjectif reparut successivement dans les manchettes des journaux pour qualifier les manifestations pour et ensuite contre le tsar.

La Confédération générale du travail se laissa persuader et elle décommanda les manifestations hostiles. Il ne restait plus qu'à lancer le mot suprême : « Le tsar, qui veut rendre visite au roi d'Italie, n'a pas voulu passer par l'Autriche ! » Alors peu s'en fallut que ce ne fût du délire. Des socialistes de marque se rendirent à Racconigi et le maire de Rome, le franc-maçon Nathan, figura dans les cortèges officiels des fêtes royales et impériales.

Les esprits politiques, — il en est beaucoup dans la péninsule, — n'abusèrent pas de leur succès. Loin de là, ils affectèrent d'en faire honneur — c'était une habileté de plus — à la sagesse profonde des masses. L'événement historique de Raccogini était donc une victoire, non du gouvernement, mais du peuple. Notre amitié, s'écriait-on, est recherchée ; notre inimitié est redoutée. « Vienne voit avec amertume se clore une période où nous étions à la merci de l'Autriche et se consolider un nouvel équilibre dans lequel nous pouvons respirer plus librement et exiger que les alliances à renouveler ne dégénèrent pas en un système de vasselage et de stérilisation. »

« Les alliances à renouveler ! » Le mot est énigmatique. Rien ne dit ni qu'on les renouvellera, ni qu'on ne les renouvellera pas, et il en sera ainsi pendant longtemps. Les militaires insistent sur ce fait que,

maintenant, ils n'ont pas à craindre d'être jetés du jour au lendemain dans une guerre sans une préparation suffisante : la marche de l'Autriche sur Salonique et la réalisation du fameux *Drang nach Osten* sont arrêtées. Ils avouent qu'il leur manque bien des choses, mais ils se félicitent qu'on ait le loisir de procéder avec méthode et de se mettre en état de dicter ses conditions. Les économistes, — ou orthodoxes ou socialistes — demandent surtout qu'on se réserve le plus possible pour les améliorations d'ordre industriel et financier. Tous sont d'accord pour dire à peu près : « restons sans avoir l'air de rester ou sortons sans avoir l'air de sortir ; ce qui est essentiel, c'est de ne pas nous lier, c'est de ne rien annoncer de définitif à personne et de nous mettre en état de faire de notre liberté, le jour où elle nous sera officiellement rendue, l'usage qui nous paraîtra le plus avantageux pour nous. »

A n'en pas douter, une situation ainsi décrite serait une situation tout à fait privilégiée, et on comprend que l'amour-propre national serait fier de pouvoir se l'assurer dans le présent et dans l'avenir. En tant parler d'avance et si bien prévenir les gens, est-ce là cependant un moyen qui puisse longtemps servir sans inconvénient ? En célébrant comme il convenait l'heureux événement de Racconigi, le grand organe du Piémont rappelait avec satisfaction la politique de la maison de Savoie, qui sut toujours prendre une position lui permettant de jeter dans la balance un poids léger, mais assez sensible pour la faire pencher en sa faveur. Il ajoutait : « nous sommes fiers que cet événement historique

ait eu pour théâtre notre vieux Piémont dont le passé contient tant de leçons de pénétration politique et de subtilité diplomatique pour la nouvelle Italie. » Peut-être les ducs de Savoie savaient-ils mieux dissimuler leurs prétentions. Peut-être eussent-ils redouté d'avoir une presse peu discrète et se faisant tous les jours un devoir de bien avertir les autres nations qu'on tient simplement à se servir de l'une ou l'autre d'entre elles indistinctement. Il est original et piquant de se poser comme désirant beaucoup moins l'élévation que l'abaissement de ses propres alliés. Le raisonnement sur lequel on s'appuie est, d'ailleurs, à la portée de tout le monde : il est clair que si ceux dans la compagnie desquels on a voulu se trouver occupent trop de place, celle dont on est obligé de se contenter devient trop petite. Tel est le *leit motiv* de la presse italienne. Qu'il ne soit pas sans péril de le répéter si souvent et si haut, un événement à peine plus récent que l'entrevue de Racconigi est venu le prouver.

Je veux parler du coup de fanfare lancé par le général Asinari, à Brescia, vers le 12 novembre 1909. On connaît l'incident. Le général s'était laissé entraîner publiquement et solennellement, devant ses troupes, en leur remettant un drapeau, à exprimer ses espérances de soldat italien pour la revanche de Custoza et la délivrance des frères opprimés du Trentin et de Trieste. Le cas, dira-t-on, n'est pas rare, c'est celui du général Bailloud et du général d'Amade. Pas précisément. L'imprudence du général Asinari était beaucoup plus



sérieuse, car sa provocation était directe et, — c'est toujours là qu'il faut en revenir, — elle s'adressait à une puissance alliée. Mais, pour nous, ce qui mérite le plus l'attention (en dehors de ce que la manifestation même avait de symptomatique), c'est la manière dont l'opinion publique l'a relevée, c'est le genre de commentaire qui a accompagné la disgrâce inévitable de l'indiscret patriote.

Un bien petit nombre crut devoir dire que le gouvernement était sévère et qu'il cédait à sa servilité habituelle. Dans certains journaux d'opposition, ceci est de style. Ils eussent été autrement durs pour l'incurie ministérielle, si elle se fut attiré une intervention diplomatique et des injonctions que la promptitude de la mesure prise put épargner à la fierté du pays. Il y en eut un peu plus pour faire remarquer que les Autrichiens ne s'étaient pas fait faute, en plus d'une circonstance, de prononcer des paroles analogues. — Analogues, peut-être, mais non pas identiques ni aussi graves, durent répondre les gens plus rassis ; car si les soldats dont on parlait avaient fait de claires allusions à l'ennemi, — si peu déguisé, — de l'autre côté de l'Adriatique, et à la nécessité de se tenir en garde contre lui, aucun ne l'avait fait en activité de service, devant le front d'un régiment, et, chose plus incompréhensible encore, en découvrant expressément le roi lui-même. En somme, on peut dire que la mise à la retraite immédiate du guerrier trop impatient eut l'approbation universelle.

Parce que l'attaque était injuste et qu'elle méconnaissait la loyauté de la puissance alliée ? Cela, per-

sonne ne l'a dit : et tous ont réservé formellement les espérances de la nation. On a surtout insisté sur cette vérité, que les généraux étaient chargés de faire la guerre et de se tenir prêts à la faire, mais quand la nation le voudrait, et qu'en attendant, il ne leur appartenait en rien de la rendre inévitable. Beaucoup voyaient aussi dans cette incartade un empiètement du militaire sur le civil et comme une menace de *pronunciamiento* : ils avaient déjà peur de voir surgir un général Boulanger. Ce qui dominait, enfin, c'était le sentiment que nul n'a le droit d'engager ainsi le pays quand le pays n'est pas prêt. Déjà le président de la Chambre avait commis une imprudence en prononçant ces mots : « Notre Trentin. » C'était là une voie où il ferait bon de ne pas trop s'aventurer... si vite. Il n'était pas de la dignité d'une grande puissance comme l'Italie de se livrer au même jeu que la Serbie contre l'Autriche ou que la Grèce contre la Turquie.

Au moment où j'écris ces lignes. tel est le dernier en date de ces divers incidents qui mettent en lumière tout ce que le patriotisme italien a d'orgueil et de souplesse. Nous l'avons dit, peut-être serait-il plus fier de ne pas tant vanter sa propre habileté. Mais, enfin, l'Italie toute entière est attachée pieusement à ses souvenirs, elle est enthousiaste de sa civilisation latine, elle est soucieuse de sa grandeur à venir ; ses groupes socialistes eux-mêmes seraient aussi heureux de voir leur pays reprendre la *terra irredenta* que les socialistes allemands sont désireux de conserver l'Alsace-Lorraine, le Sleswig et la Posnanie.

∴

La politique extérieure de l'Italie méritait de nous retenir longtemps ; car c'est bien par elle que se manifeste avec le plus d'unité et de clarté cet esprit public que les nations ont intérêt à discerner les unes chez les autres. De la politique intérieure d'un pays donné, on est tenté de dire qu'elle lui est plus spéciale et qu'elle n'intéresse que lui. Mais la vie internationale étend de plus en plus ses ramifications et multiplie de plus en plus ses échanges. Le catholicisme a été international de tout temps ; le socialisme a la prétention de l'être presque autant : la franc-maçonnerie a ses mots d'ordre qui passent rapidement au-dessus des frontières. La France a encore le privilège de voir imiter en bien des pays ce qu'elle fait de bon et plus encore, peut-être, ce qu'elle fait de mauvais. Enfin, ni la logique des idées, ni la suite des expériences, ni la pression croissante des appétits surexcités, ne favorisent plus nulle part certaines attitudes équivoques et certains jeux d'équilibre qui, en effet, ont un peu l'air de se mal soutenir à peu près partout.

C'est à quoi cependant l'Italie a de la peine à renoncer. S'il est un peuple où l'on aime à s'abriter sous les mots et à y dissimuler son impuissance à organiser carrément les choses, c'est bien celui-là. J'étais à Rome à la veille d'élections partielles très disputées. Le can-

didat qui devait être élu était un prince qui s'affichait comme « clérico-radical » : il était appuyé par un républicain des plus bruyants, et l'on soupçonnait divers ecclésiastiques d'avoir mis à sa disposition des ressources destinées à des usages moins profanes. C'est du moins ce qu'insinuaient, non pas des circulaires confidentielles, mais des affiches qui émanaient d'autres milieux ecclésiastiques et que j'ai lues à la porte d'une grande église. Les concurrents se combattaient à coups de réclame. Du grand seigneur, les uns affirmaient qu'il était le bienfaiteur, les autres qu'il était le tyran de ses *contadini*. Quant aux promesses mêmes, dont les candidats sont en général si prodigues, chacun les remplaçait par de belles phrases. Les uns invoquaient la nécessité de ne pas laisser faire un « affront à la majesté de Rome ». A quoi les autres répliquaient par le devoir de ne se laisser arracher « aucun lambeau d'une bannière immaculée. » De programme, aucun.

Les paroles imagées et les périodes sonores sont également à la mode dans les questions sociales. Quelques jours après l'élection dont je viens de parler venaient les préparatifs du 1<sup>er</sup> mai. Les divers partis semblaient s'être donné le mot pour enlever à la fameuse manifestation tout caractère troublant et la transformer en une fête inoffensive. A côté des affiches socialistes, s'élevant surtout contre les lois qui affament le peuple, c'est-à-dire contre les droits sur les grains, s'élevaient les affiches où les modérés célébraient les joies du printemps, la résurrection de la nature, le frais coloris des premières fleurs et concluaient que c'était bien le mo-



ment où tous les cœurs devaient s'unir dans une commune espérance. Ainsi, tout le monde en frais de poésie, pour célébrer ici la lutte, là l'union des classes ! Finalement tous en fêtes et en vacances !

Au bout du compte, cela valait mieux que des barricades et que des coups de fusil. Mais enfin, dans ces échanges de paroles, que disent d'utile les hommes véritablement sérieux ? Ils sont très nombreux en Italie dans les rangs de ceux que la vie politique tient à l'écart ; il est à craindre qu'ils ne soient plus rares parmi ceux qui sont censés représenter l'esprit public et qui bon gré mal gré, le représentent, en effet, dans une trop large mesure. Les plaintes de l'élite sont significatives et il faut se garder de les dédaigner. Ne nous arrêtons pas cependant à celles des « cléricaux » : on pourrait nous dire qu'elles sont trop prévues. Je me contente de celles que font entendre les amis les plus éprouvés du bien public compris à la façon des fondateurs de l'unité tant désirée et aussi à la façon des plus illustres financiers, promoteurs de ces ingénieuses institutions qu'ont tenu à étudier de près tous les hommes pratiques de l'Europe. L'*Economiste*, de Florence (dans ses numéros de mars 1909) pouvait parler, sans crainte d'être démenti, de la « médiocrité déconcertante » des candidats et des élus. Tandis que tel journal de Milan qui se distingue par la bonne tenue de son libéralisme lettré signalait les vociférations et les pugilats de la Chambre des députés, où la mention des corps à corps entre honorables est devenue, dit-il, aussi banale que *la lettura del verbale*, la lecture du procès-verbal, le journal

financier essayait de mesurer ce vide qu'aucun fatras ne peut dissimuler. « M, Luzzati mis à part », il ne voyait partout que la constante préoccupation de ne jamais laisser voir trop clairement sa pensée sur les questions les plus graves. Rien, disait-il, n'est traité à fond ; tous les partis travaillent à atténuer leurs divergences, de manière à pouvoir s'entendre au moment psychologique, c'est-à-dire au partage du pouvoir et des faveurs du pouvoir. Ils concluent ou paraissent conclure des alliances, mais sans aucun esprit de sacrifice sincère ni de part ni d'autre. De semblables unions ne peuvent aboutir qu'à de la brouille, le jour où l'on se déciderait à essayer de faire quelque chose. Mais le plus longtemps possible on reste dans le vague ou l'on promet de ces réformes qui demandent des études et des expériences très longues. Sur ce qui pourrait être résolu ou décidé plus vite, on se tait. Le savant recueil remarquait que ce silence s'étendait chaque jour davantage sur les questions autrefois les plus agitées, comme celles du régime constitutionnel et des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Il se demandait, avec quelque scepticisme et quelque « mélancolie » (c'est lui-même qui écrit le mot) si c'est là une preuve de sagesse et de bon sens, une preuve, par exemple, que les catholiques renoncent à des « revendications impossibles » ou s'il ne faut y voir qu'une disposition croissante à se détacher de la chose publique.

A ce dernier trait, on reconnaît le langage d'un organe centre-gauche, de ce parti riche en hommes distingués, instruits, bons patriotes, mais qui a quelque

peu compromis le beau nom de « libéral » en luttant, avec une ferveur trop exclusive, pour les intérêts d'une élite privilégiée qui réclame surtout pour elle le droit d'user..., quelquefois même d'abuser des avantages acquis. Or, le parti libéral paie aujourd'hui très cher, — et c'est un malheur pour le pays, — la sérénité où il a longtemps voulu se complaire et s'enfermer. D'abord, ceux qui restent vraiment fidèles à ses idées et à son programme sont extrêmement réduits. Tout leur espoir est de constituer une minorité qui se réserve pour réserver son avenir; car, disent-ils, entre les cléricaux et les partis populaires, ils ne peuvent rien de plus. Sont-ils restés immobiles? Non! Ils s'efforcent de s'élever au-dessus du « quiétisme libérâtre » d'autrefois; ils entendent jouer un rôle de tutelle et de prévoyance: ce sont surtout les libéraux anglais, on ne sait plus trop s'il faut dire d'hier ou d'aujourd'hui, qu'ils prennent pour modèles.

Ce petit bataillon peut encore jouer un rôle s'il sait user de son ascendant et conclure adroitement de ces alliances dont parle l'*Economiste*. La preuve en est que, dans les projets de combinaisons ministérielles, on met toujours en avant le nom de M. Sonnino, qui paraît être son chef. Mais il a de la peine à se recruter et à maintenir son unité. On dit souvent qu'il va disparaître et qu'il n'y aura plus en présence l'un de l'autre que les deux extrêmes, le catholicisme et le socialisme. Disparaître? Le mot est tout à fait excessif. Des gens de milieu, craintifs et indécis, flairant le vent, portés aux concessions et les redoutant, conservateurs par nature

et par intérêt, mais s'ingéniant à faire la part du feu et craignant toujours de l'avoir faite trop grande ou trop petite, voilà ce qui ne manquera jamais en aucun pays et en aucun temps. Sans doute un pareil groupe est constamment effrité et entamé par l'action du flot qui monte ; mais il n'est pas sans réparer ses pertes par de nouvelles acquisitions. Que faut-il, en effet, pour y entrer ? Un peu d'âge, — ce qui vient toujours — des déceptions, — ce qui n'est pas moins inévitable, — le sentiment de la fatigue, des économies assez sérieuses et quelques restes d'ambition pour soi ou pour les siens. Quelquefois y entrent, dès le début de leur vie politique, des jeunes gens d'une distinction et d'un bon sens précoces, mais à qui manquent l'entrain et la séduction de la nouveauté populaire. Le tout réuni vaut à une assemblée des critiques utiles et des propositions parfois très clairvoyantes, mais ne va pas beaucoup au delà.

Les libéraux italiens qui veulent arriver au pouvoir sont donc toujours en quête de quelque alliance de nature à renforcer et à entraîner leurs gens. Ils pratiquent ici la méthode qu'ils croient appelée à leur réussir indéfiniment dans le renouvellement de la Triplice, et qui consiste à s'appuyer sur ceux-là mêmes dont on convoite les dépouilles. Tantôt ils mettent en avant ceux des leurs qui se rapprochent des libéraux belges et des nationaux-libéraux d'Allemagne, et ils espèrent ainsi rallier un assez grand nombre de députés plus avancés. Tantôt ils comptent sur les libéraux conservateurs pour ramener à eux un plus gros contingent de modérés.



Parmi ceux qui les conseillent, les uns leur disent : « Surtout, ne vous laissez pas compromettre par les catholiques, ils vous perdraient. N'avez-vous pas vu, sur les murs d'une de nos grandes villes, cet appel électoral où l'on raillait l'alliance d'une bourgeoisie incrédule, mais avide de conserver ses avantages économiques, avec un clergé qui passe par-dessus cette irréligion pour recevoir en échange la direction de la jeunesse et les gros revenus des œuvres pies ? Séparez-vous donc nettement des cléricaux, et cela vous réhabilitera près des partis d'avant-garde. » Les autres insinuent : « Ne feriez-vous pas beaucoup mieux de vous rapprocher des catholiques et de leur promettre quelques concessions, comme une certaine liberté d'enseignement, pour qu'en retour ils renoncent à des prétentions confessionnelles tenues de trop de côtés pour désormais inacceptables ! »

Je n'ai pas besoin de dire que, là comme ailleurs, ceux qui veulent jouer un rôle et faire quelque bruit vont toujours plus à gauche, mais que, pas plus là qu'ailleurs, ils ne sont récompensés de leurs sacrifices comme ils l'espéraient. L'un des derniers étés, j'ai suivi de près plusieurs élections très disputées. Les libéraux constitutionnels cherchaient, selon leur habitude, à s'agréger quelques éléments flottants. Ils s'étaient surtout adressés aux socialistes. Le premier accueil avait été fort dédaigneux : ils ne s'en étaient pas découragés, et, plutôt que de se retourner vers les groupes plus conservateurs, ils s'étaient obstinés dans leurs avances. Le résultat fut qu'ils furent outrageuse-

ment battus. Et où ? Dans cette Lombardie et dans ce Piémont, berceau de la monarchie nationale. Un des candidats constitutionnels, qui avait dû se soumettre à la tactique de son parti, ne recula pas devant l'aveu public de l'humiliation au-devant de laquelle on l'avait mené. « Q'avons-nous vu ? écrivait-il aux journaux : des hommes cruellement insultés votant pour leurs insulteurs et ceux-ci acceptant les voix sans retirer leurs insultes, allant même jusqu'à se glorifier des unes et des autres. »

Le parti libéral et constitutionnel ne veut donc pas se compromettre avec la droite. Il pousse même envers elle la défiance jusqu'à faire grise mine (voir l'*Economiste* du 30 octobre 1910) aux œuvres sociales qu'elle organise contre les socialistes, il sait même quelque gré à ces derniers de l'opposition qu'ils font aux catholiques. Mais, quand il se retourne à gauche, il est assez embarrassé, car qu'est-ce qu'il y trouve ? « Le bloc des partis populaires », qui comprend surtout trois groupes principaux : les radicaux, les républicains, les socialistes. Qu'ils soient tous anti-cléricaux et la plupart francs-maçons, ce n'est pas là ce qui effraye le parti libéral. Il craint beaucoup plus leur hostilité à l'endroit de ses doctrines économiques.

Les radicaux opèrent en amalgamant le programme anti-clérical et le programme dit national. Ils prétendent concilier l'amélioration des services publics avec la liberté des associations professionnelles (1), concilier

(1) Sous ce rapport, l'Italie entend ne pas être traitée d'arriérée. Les magistrats sont en train de se constituer en

le raffermissement des forces militaires avec l'établissement d'un budget qui ménage les forces contributives du pays. Nous, Français, nous ne connaissons que trop cette phraséologie sans idées utiles et cette action qui n'est résolue que quand il s'agit de confisquer ou de détruire, tout en disant, bien entendu, qu'on a offert à celui qui fait la folie de se suicider les moyens les plus raisonnables de s'assurer, dans la solidarité nationale, une existence régulière et vraiment libre.

Quelle différence y a-t-il entre les radicaux et les républicains ? Les premiers disent aux seconds : « Nous ferons tout ce que vous voulez faire vous-mêmes, excepté la république. » Les seconds avouent que les institutions actuelles sont solides, et ils ne feront présentement rien pour les renverser, quoique bien convaincus que tant qu'elles dureront, ils ne pourront pas faire triompher l'ensemble de leur programme. Ils se flattent néanmoins de réveiller la conscience publique, d'élever le peuple à l'intelligence de ses droits, de le rendre apte à préparer la conquête définitive de sa souveraineté... le tout plus énergiquement que les radicaux. Pour reprendre le mot célèbre, ils jouent à peu près le même air, mais ils affirment qu'ils le jouent mieux. Après cette ouverture, ils font entendre quelques morceaux plus « substantiels » : le suffrage universel sans les restrictions dont il souffre encore, l'indemnité parlementaire, le droit pour les électeurs

association professionnelle, comme les postiers, les instituteurs et les électriciens. Quelques-uns même ont proposé une alliance avec la Confédération générale du travail.

de révoquer leur mandataire, le droit absolu d'association pour tous les citoyens, y compris les fonctionnaires, la laïcisation complète de tous les services, l'abolition de la loi de garanties, la nation armée.

D'autre part, avec les socialistes, les républicains demandent l'abolition des droits sur les grains et son remplacement par l'impôt direct, unique et progressif.

Si nous allons maintenant aux socialistes, nous les trouverons très divisés sur le choix des routes à prendre et sur la rapidité à imprimer à la course. Les uns sont syndicalistes révolutionnaires, les autres simplement réformistes. Dans les congrès qui se tiennent de ville en ville, on voit l'emporter, tantôt le premier de ces deux partis, tantôt le second. Actuellement, c'est le dernier qui paraît avoir la majorité ; mais quant au but à poser et à faire espérer, il est à peu près le même pour tous. A la suite du remplacement des impôts de consommation par l'impôt proposé sur le revenu, ils placent différentes réclamations, les unes plus hardies, les autres plus modestes, et qui montrent assez bien la préférence que somme toute ils donnent aux réformes d'ordre économique. Du service militaire ils ne réclament que la réduction et ils se prononcent en faveur de la représentation proportionnelle. En revanche, ils exigent une loi contre les corporations religieuses et « le développement de la laïcité dans toutes ses manifestations ». Ils attendent enfin du pouvoir des subventions aux logements populaires et aux coopératives ouvrières, l'extension à l'agriculture de l'institution des prudhommes et, — ce qui est plus menaçant dans



l'imprévision de la formule. — la défense des consommateurs contre la cherté de la vie.

A la lecture de ces programmes on se demande si la division des partis n'a pas pour but principal de multiplier le nombre des présidents, vice-présidents, secrétaires généraux, ou bien si l'on n'est pas dans l'un de ces cas où les gens ne sont pas divisés parce qu'ils ont des opinions différentes, mais affichent des opinions différentes parce qu'ils étaient déjà divisés pour d'autres causes et qu'ils ne veulent pas avoir l'air de penser les uns comme les autres. Ce qu'il y a de sûr, c'est que dans la région la plus agitée, dans la Romagne et particulièrement à Ravenne, les socialistes et les républicains sont à couteau tiré (et ceci n'est pas toujours une métaphore).

Au moment où je recueillais sur place les éléments de mon travail, un homme, à Ancône, était frappé à mort par la balle d'un revolver qui allait tuer, par surcroît, un passant inoffensif. La presse enregistrait le fait sous cette rubrique : « Un socialiste tué par un républicain » ; et la dépêche envoyée d'Ancône à la feuille que j'ai eue sous les yeux donnait ainsi son commentaire : « Entre républicains et socialistes existent des haines profondes et des polémiques féroces ». Dans le cas présent, la polémique ne portait sur aucun point de doctrine. Il s'agissait d'un imprimé où le socialiste avait rappelé des poursuites intentées au père du républicain, conseiller provincial, et à son fils, sorti récemment de prison. J'ai demandé cependant si derrière ces querelles locales et personnelles il n'y avait pas

d'autres causes d'hostilité permanente. A Ravenne même on m'a répondu : « Actuellement, les républicains sont maîtres de la municipalité : les socialistes leur en veulent — de cela d'abord — mais aussi de ce que le parti républicain, disent-ils, se fait l'instrument d'une domination bourgeoise et maçonnique. Ce n'est pas que les loges elles-mêmes ne soient pas divisées ! tout le monde veut en créer ! Il y a des loges séparées de bourgeois républicains — ce sont les plus nombreux — et de bourgeois monarchistes : on prétend même qu'à ces derniers sont agrégés quelques prêtres (et c'est un prêtre qui me le dit). Mais c'est surtout aux francs-maçons bourgeois et soi-disant républicains que les socialistes font la guerre. C'est pourquoi dans certaines élections ils se sont séparés du bloc ; et, s'ils n'ont pas tous voté pour le candidat monarchiste, ils ont du moins assuré son succès. Ce n'est pas la seule fois d'ailleurs qu'ils ont su se départir de leur intransigeance, d'après ce que me racontait le rédacteur en chef d'un grand journal de Milan. En une partie de la région, les démocrates chrétiens et quelques ecclésiastiques avaient soutenu avec énergie les réclamations des ouvriers : ils avaient pris fait et cause pour les grévistes. Voyant avec regret se développer une aussi dangereuse concurrence, les chefs socialistes allèrent trouver les patrons et leur dirent : « Entendez-vous donc avec nous, vous verrez, nous ne serons pas aussi exigeants que les curés et nous vous assurerons des conditions plus douces ».

Dans ce chaos de constellations dévoyées, quelle

attraction peut donc exercer le parti libéral? et quels sont les corps qu'il a quelque chance d'attirer dans son orbite? Parmi tous les groupes qui se forment et se déforment à Montecitorio comme dans le pays, il n'en est pour ainsi dire aucun qui ne tienne à se ménager l'appui de quelque autre, mais sans faire ostensiblement campagne avec lui. Les libéraux qui veulent du concours du bloc devront lui servir un petit mélange où il y aura, — c'est un journal italien qui parle, — « un peu de guerre aux congrégations, un peu de divorce, un peu d'école laïque et quelque chose encore d'analogue ». Inutile de dire que s'ils appellent à eux les voix des catholiques, ils se gardent bien de leur donner des garanties : car peut-on voir une garantie dans l'entrée au sein du cabinet d'un homme ou d'un autre, quand cet homme est obligé lui-même de s'ajuster ou de s'adapter à un milieu si composite? Dans la crise qui éclata au mois de décembre 1909, une des combinaisons préconisées avait été l'accord de M. Sonnino, représentant du centre droit, avec l'extrême-gauche, en passant par-dessus les intermédiaires. Dans le gros de la majorité, enfin, apparaissaient jusqu'à ces derniers temps deux noyaux, dont l'un voulait s'agréger le plus d'éléments possible, mais avec l'exclusion des socialistes, et dont l'autre entendait exercer la même attraction, mais avec l'exclusion des cléricaux. Pour sortir d'embarras, peuvent-ils du moins se compter et tablez sur la force numérique des uns et des autres? Mais voici la difficulté. Partout où j'ai sollicité des statistiques parlementaires, on m'a

répondu en riant : « Gardez-vous bien de vous en rapporter à celles qu'on vous montrera ; elles sont toutes fausses ! Suivant tel comité, il y a quatorze députés catholiques ; suivant un comité voisin, il y en a soixante ou soixante-dix, et il en de même pour toutes les fractions de la gauche, de l'extrême-gauche, de la droite, de l'extrême-droite et des centres. » Combien donc est juste la réflexion faite un jour par l'*Osservatore romano* : « Ceux qui veulent éloigner les libéraux des catholiques, et qui n'y réussissent que trop, privent le parti constitutionnel de l'aide d'électeurs qui, s'ils ne sont pas toujours les plus nombreux, sont toujours les plus actifs, les plus disciplinés et les plus désintéressés. »

On comprend maintenant ce qui fait tout à la fois l'embarras et pendant quelque temps la sécurité d'un ministère, comme, par exemple, celui de M. Giolitti, qui est tombé pour avoir abordé des questions sérieuses et mettant en jeu des intérêts. Pendant longtemps, on le caractérisait de ce seul mot : « Nihilisme politique. » Il ne prenait parti ni pour ni contre les grévistes, ni pour ni contre les propriétaires ; il leur laissait toute liberté aux uns et aux autres, et quand on lui parlait de l'établissement du divorce, il répondait tout simplement que la chose ne lui paraissant pas nécessaire à la grandeur du pays, il pensait qu'elle pouvait attendre. On s'impose le plus souvent aux gens par les qualités ou par les défauts les plus contraires aux leurs et en les déconcertant par une tactique à laquelle ils n'entendent rien,



Toujours on annonçait que M. Giolitti devait se retirer devant quelque homme plus apte à de grandes choses et à une politique plus digne d'une noble nation. Il se maintenait néanmoins et on est partout d'accord qu'il a tout à la fois hâté et choisi lui-même le moment de sa chute en laissant la Chambre aux prises avec des problèmes que ni lui ni elle ne semblent actuellement en état de résoudre à la satisfaction d'une réelle majorité.

En appelant à collaborer avec lui des hommes comme M. Luzzati et le comte Guicciardini, M. Sonnino, israélite spiritualiste, renforcé d'un Anglais libéral — car telle est bien sa double hérédité familiale — a formé ce que nous appellerions chez nous « un grand ministère ». Mais qu'on s'avise donc d'en risquer un en France, en faisant appel à des savants de premier ordre et à des diplomates éprouvés ! Que durerait-il ? Ce que vient de durer le second ministère Sonnino, renversé ou se retirant, comme le premier, après une durée de cent jours ! Le successeur du prudent et silencieux M. Giolitti, avait apporté avec lui un programme qu'on aurait pu appeler académique, tout à fait digne d'être longuement discuté dans une société d'économistes. C'était à la fois trop et trop peu. A la première affaire remettant en conflit les intérêts particuliers des différentes régions maritimes du royaume, il s'est déclaré lui-même impuissant. M. Luzzati lui succède à son tour. Toute l'Italie intellectuelle est fière de posséder un tel financier ; mais toute l'Italie politicienne proclame ou augure qu'il ne fera qu'occuper un instant la scène,

pendant que les partis se livreront dans la coulisse aux combinaisons artificielles et aux intrigues destinées à leur assurer à eux une meilleure distribution des profits. Qui peut dire quelles concessions lui seront imposées?... Du jour au lendemain, toutes les perspectives se modifient (1).

. .

Dans cette incertitude et cette confusion des vieux partis « libéraux et bourgeois », verra-t-on s'engager la lutte entre les deux seuls partis extrêmes, c'est-à-dire entre le socialisme et le catholicisme?

Les premiers ont pour eux le nombre, facile à accroître avec les recrues que leur envoient tant de travailleurs jusqu'ici fort misérables et tant d'hommes ignorants des vrais remèdes. Ils ont cette force que, sous l'impulsion des besoins et des appétits, donne la volonté de réussir sans s'embarrasser de doctrines, de science et de discussions. Ils ont aussi la complicité forcée des partis qui ont périodiquement quelque alliance à conclure avec eux, quoiqu'ils en aient peur ou plutôt parce qu'ils en ont peur.

Les seconds ont pour eux leur dévouement aux institutions municipales — où le *non expedit* ne les a jamais

(1) Au moment où je revois ces lignes, M. Luzzati est encore au pouvoir ; mais il s'est bien gardé de faire quoi que ce soit de sérieux. Il a fait accepter pour les conventions maritimes un règlement provisoire qui ne résout rien. Et cependant, tout le monde le considère comme devant bientôt céder la place.

arrêtés. — Ils ont leur science de plus en plus exercée des institutions de prévoyance et l'art de grouper l'élite des pères de famille de bonne volonté. Ils ont aussi l'action de leur jeunesse enfin dirigée par une fraction elle-même rajeunie du clergé. Ils ont leurs semaines sociales, à l'imitation des nôtres, et tous ces systèmes coordonnés d'œuvres solidaires dont les villes de Bergame et de Brescia donnent des modèles admirables ; car c'est dans ces derniers foyers que s'allume et s'alimente le plus richement la flamme du catholicisme ambitieux de reconquérir les âmes, et c'est de là qu'il rayonne peu à peu à travers mille difficultés.

La plus grande de toutes est la diminution du sentiment religieux dans l'Italie tout entière. Le fait n'est pas douteux, tant les autorités de tout ordre sont unanimes à le déplorer. Le caractère si extérieur de la piété méridionale, la quiétude où somnolait l'ancien clergé, les trop nombreux prêtres inoccupés qu'il tolérait, l'excessive multiplication des évêchés (1) et des séminaires, la plupart trop peu importants pour être le siège d'une vie intellectuelle et d'une émulation suffisantes, l'ignorance religieuse qui sévit dans le peuple à l'égal de toutes les autres formes de l'ignorance

(1) Les villes y tiennent cependant, et de manière à créer bien des difficultés aux projets de réforme. Dernièrement, le Souverain Pontife dut transporter à Rovigo l'évêché dont le siège était encore dans la petite ville, ensablée et comme perdue, d'Adria. Quand l'évêque revint, un peu plus tard, faire sa visite à Adria, il fut reçu à coups de pierres, et peu s'en fallut qu'il ne fût tué. Les agresseurs ont du comparaître devant le tribunal le 13 novembre 1909.

(et ce n'est pas peu dire), la rapidité avec laquelle on prépare, si c'est là préparer, à la première communion, vingt abus enfin auxquels le Pape actuel fait une guerre que la catholicité ne connaît pas assez, tout cela devait faire encore à la longue plus de mal que les calomnies représentant le clergé comme ennemi de la grandeur nationale, puis comme ennemi de toute amélioration matérielle. Ces deux dernières causes ont, il est vrai, beaucoup agi dans le passé, et malheureusement il faut prêter grande attention à cette parole que je recueillis de l'un des chefs les plus considérés des groupes catholiques, M. le comte Grosoli : « Là, me disait-il, où les socialistes nous ont devancés et où les premières améliorations sociales leur ont été dues, la situation demeure très difficile pour nous. » Elle doit l'être d'autant plus que l'engouement populaire seconde là leur ordinaire tactique et les dispense de temporiser, comme ils le font la plupart du temps. Leur gros grief contre le catholicisme, on le sait, c'est de trop modérer l'élan des lutteurs en partageant leurs espérances entre le ciel et la terre. Par la nature de leur propagande et par la direction qu'ils impriment à tous les efforts de leurs adhérents, ils ne réussissent que trop à les orienter vers les seules jouissances de la terre et vers les jouissances immédiates. Ils affirment donc au nouveau venu qu'ils ne s'occupent pas de ses croyances : ils les respectent, ils les ménagent même, très certains que bientôt dans leur compagnie le néophyte n'y pensera même plus. C'est pourquoi l'évêque très zélé et très ouvert de l'une des villes du Piémont (Casale) vou-



lait bien me résumer ainsi les instructions qu'il donnait à ses prêtres : là où n'a été encore créée aucune œuvre socialiste, ouvrir à tous indistinctement celle que l'on fonde ; là où l'œuvre sectaire est établie, ouvrir aux seuls catholiques un milieu qui les préserve et les affermis.

Ce qui reste d'esprit religieux pourra-t-il être ravivé par tout ce que les jeunes catholiques y soufflent d'esprit d'organisation et de dévouement aux classes pauvres ? Le peuple sera-t-il touché par cette campagne que le clergé de l'Ombrie a engagée tout récemment en faveur des ouvriers agricoles, par celle que l'organisation catholique de Bergame a soutenue à propos de la grève de Ranica pour défendre le droit des ouvriers au syndicat et à la discussion avec les patrons par l'intermédiaire des chefs de syndicats ? Appréciera-t-il tous les efforts des prêtres de Treviglio pour faire prospérer les fermages collectifs ? Et, d'autre part, le clergé, devenu plus instruit, plus actif, plus « exemplaire » à bien des points de vue, plus soucieux aussi d'agir sur l'intimité des âmes, obtiendra-t-il que le règne de la doctrine ait enfin plus de fond que de façade ?

En cela, il peut compter, ce semble, sur le concours de la femme dans presque toutes les parties de la péninsule ; car ce n'est pas seulement dans les groupes d'émigrés à l'étranger (1), c'est en Italie même qu'elle fait remarquer sa supériorité sur la population masculine. Malgré les divagations d'un certain nombre de

(1) Voy. nos articles sur la Suisse, *Correspondant* de 1908.

dames dilettantes qui se font prédicatrices de bouddhisme, de soufisme ou de spiritisme, la femme italienne a, en matière sociale et religieuse, un ascendant qui, on peut le dire, est généralement mérité. A n'en pas douter, c'est grâce à sa résistance, non dans des meetings, mais dans les relations quotidiennes de la vie, qu'est due l'exclusion de toute tentative sérieuse d'un projet de loi pour le divorce. Enfin, l'enseignement religieux est encore donné dans les écoles. Je n'en juge pas ici la valeur : mais enfin, pour qu'il soit amélioré, il faut tout d'abord le conserver, c'est ce qu'on a fait jusqu'ici. Les mères de famille n'y ont pas nui.

En attendant la réalisation de ces espérances, on est obligé de constater qu'en Italie, — comme en quelques autres nations, par malheur, — l'élite, qui existe et qui est remarquable, n'agit guère sur ce qu'on est convenu d'appeler l'esprit public. Mais entendons-nous bien sur le sens de ce mot : élite. Ce que j'entends par là n'est pas celle dont un prêtre du pays mantouan me disait : « Les classes élevées, qui ne font rien, comptent sur nous, mais elles ne veulent pas se compromettre en notre compagnie. » Je ne veux cependant pas exclure de l'élite quelques-uns de ceux qui, sous prétexte qu'il ne faut pas se laisser réduire à l'impuissance, transigent plus que de raison et s'affaiblissent d'autant. Mais je pense surtout, je l'avoue, au petit bataillon de ceux qui ne veulent pas transiger sur les principes essentiels, se voient frappés d'une sorte d'ostracisme, mais ne s'y résignent pas, luttent quand même sur le terrain demeuré libre encore, soucieux de justifier, quand ils le

peuvent, ce mot que je recueillais du vaillant député de Brescia, M. Longinotti : « Ce ne sont pas les bons électeurs qui manquent le plus, ce sont les bons candidats. » En face de gens qui se jaloussent, se divisent et cherchent à se tromper mutuellement, ceux dont je parle gardent fidèlement leur indépendance et leur unité. Ils ne s'offrent à personne, mais ils ne se ferment systématiquement à aucun de ceux qui, connaissant leurs idées, en acceptent au moins quelques-unes. L'Eglise, dont ils s'inspirent, n'est ni individualiste, ni socialiste. Elle ne méprise ni ne flatte les classes populaires ; elle a toujours donné aux classes riches les avertissements les plus sévères, sans vouloir les spolier ; et, à l'égard de l'Etat, elle n'a jamais été ni une révoltée, ni une esclave. Telles sont les traditions qu'ils servent avec clairvoyance et où ils voient avec raison pour les véritables progrès, non des obstacles, mais des appuis. Ils espèrent que l'on comprendra, de la sorte, à quel prix est leur alliance, et qu'un jour ou l'autre les hommes raisonnables et les hommes désabusés trouveront que ce prix est léger.

Nous disons : un jour ou l'autre. Il n'y a pas à compter que ce soit demain. Pourquoi ? Dans cette étude de l'esprit public en politique extérieure, en politique intérieure et en matière religieuse, nous avons eu à suivre comme une chute graduelle. De belles et amples façades, nous sommes descendus à des fondements de plus en plus fragiles. Or, pour avoir en politique nationale autre chose que des apparences décoratives et la prétention un peu naïve de tirer indéfiniment son épingle

du jeu, il faudrait, chez soi, au lieu d'un émiettement de groupes factices, un ou deux grands partis servis, chacun de son côté, par des fidèles convaincus. Pour avoir enfin de part et d'autre cette fermeté, la recherche des faveurs ministérielles et des applaudissements éphémères des foules ne suffit pas. Mieux vaudrait un sincère amour du bien public et la volonté d'élever l'âme populaire par un retour à des croyances qui ennobliissent tout et ne gâtent rien. Quand une nation redevient sérieusement chrétienne, elle redevient nationale dans le sens le plus beau du mot, et bientôt elle exerce sur les autres Etats une autorité qui excite à la fois moins de défiance et plus de respect. Cela n'est pas seulement vrai pour l'Italie, mais cela est vrai pour elle. Bien des gens affectent de croire le contraire : il n'y a malheureusement que l'expérience, — et encore pas toujours, — qui puisse les désabuser à temps !



## CHAPITRE II

### LES LUTTES DE LA GRANDE PROPRIÉTÉ DANS L'ITALIE DU NORD

Les nouvelles propriétés conquises sur les lagunes. — Rôle du capital et de l'entreprise industrielle. — Succès et épreuves. — Intervention des socialistes. — Illusions des *braccianti*. — Les vieilles propriétés familiales héréditaires. — Abus signalés par les évêques. — Impopularité des fermiers. — Griefs fondés. — Les grèves de Parme. — Les ouvriers stables et les ouvriers instables : progrès lents des premiers.

L'Italie septentrionale offre de bien des côtés des types de ces trois formes si anciennes de la propriété terrienne : la grande propriété cultivée par des ouvriers avec engagements temporaires, — la petite propriété cultivée par le propriétaire lui-même et par sa famille — enfin le métayage qui, même dans l'ampleur d'un vaste domaine subdivisé, offre toujours une unité de culture de proportions moyennes.

Il est plus d'une région où ces trois formes voisinent à peu de distance l'une de l'autre. Dans le bassin du

Pô, on trouve la petite, la toute petite propriété sur les hauteurs : là sont des familles sobres, laborieuses, envoyant à l'émigration le surcroît d'enfants dû à une forte natalité. A mi-côte fleurit surtout la moyenne propriété, le plus souvent exploitée par métayage et où les rapports entre les propriétaires et les travailleurs sont encore bons. Dans la basse plaine s'étendent à perte de vue les grands domaines où des fermiers conduisent des troupes souvent renouvelées de travailleurs et dont le rendement est décuplé par les arrosages des canaux, par l'emploi des machines, par l'introduction de maint procédé industriel : mais c'est aussi le lieu d'élection des manifestations bruyantes et des grèves qui, même quand elles paraissent terminées, laissent après elles des menaces redoutables de conflits nouveaux.

Si cependant l'on veut étudier avec plus de profit chacune de ces trois formes, il faut la prendre là où elle est dominante.

Or, la Toscane est bien le pays privilégié du métayage, comme le Piémont est celui de la petite propriété, l'Émilie et la Romagne le pays de la grande.

..

Mais la grande propriété même comprend dans l'Italie septentrionale deux groupes dont les origines et dont les caractères actuels méritent d'être distingués. L'un est celui des anciens domaines familiaux dont la valeur s'est accrue de siècle en siècle. On en trouve

de remarquables dans la région de Novare, surtout dans les environs de Verceil, puis dans le cours moyen du Pô. L'autre est celui des immenses territoires conquis sur les lagunes, « bonifiés » — c'est l'expression officielle — ou plutôt véritablement transformés,

Une monographie très complète (1) des premiers — où domine la rizière — établit que le fermage des terres (2) a subi des oscillations considérables. De 1740 à 1841, les baux n'avaient pas cessé d'y augmenter, comme ils l'on fait ailleurs : ils avaient passé successivement de 82 à 228 francs par hectare. En 1891-1892 ils subirent une baisse qui les ramena aux environs de 150 francs. En 1901, ils remontèrent au dessus de 167, pour s'arrêter en 1906, à 197.

D'après le même travail, le revenu net de la terre se serait, dans le même laps de temps, élevé de 100 à 1.090, après avoir atteint un instant 1.290, et cela, bien que, dans les deux derniers siècles, le prix de la main-d'œuvre se soit élevé de 125 pour 100.

Au premier abord il semble y avoir là de quoi servir de justification ou de prétexte plausible à ceux qui s'élèvent contre les plus-values imméritées des propriétés immobilières et qui prétendent que ces plus-values doivent revenir à la collectivité seule auteur de ces accroissements de prospérité, grâce aux progrès généraux réalisés dans la complexité de la vie sociale. Mais il suffit d'y regarder d'un peu plus près pour re-

(1) Pugliese, *Deux siècles de l'histoire d'une province rurale*.

(2) *Riforma sociale*, mars-avril 1909.

cueillir de la monographie citée, la certitude que la valeur des capitaux successivement apportés et incorporés au domaine sous forme d'améliorations de toute nature, va aisément jusqu'à dépasser la valeur du sol proprement dit. En second lieu, il faut tenir compte de l'accroissement de l'impôt qui vient diminuer de plus en plus la distance entre les revenus du capital et ceux du travail : n'est-ce pas cet impôt qui paie à la collectivité sa part légitime ? Enfin, il est acquis que si le propriétaire voulait se borner à jouir tranquillement du revenu de ses terres en les abandonnant à leurs productions spontanées et à l'action des forces naturelles, il se mettrait bientôt dans un état d'infériorité proche de la ruine. Il ne peut donc maintenir ses revenus dans une juste proportion avec ses charges qu'en introduisant sans cesse dans son exploitation des améliorations scientifiques. Or, celles-ci réclament un autre travail que celui de la main-d'œuvre agricole proprement dite, et ce travail a droit, lui aussi, à une rémunération. La théorie ainsi présentée paraît difficile à réfuter.

Il est plus difficile encore de mal accueillir la détense des grandes propriétés nouvellement constituées dans la région de Ferrare. Comme il fallait s'y attendre en un pays où les grands mots et surtout ceux qui sont empruntés à l'antiquité ont plus de prestige que partout, les plus ignorants n'ont pas été les moins empressés à répéter le mot de *latifundia* et à l'accompagner de la phrase célèbre : *latifundia perdidere Italiam*. Mais la grande, même la très grande propriété n'est pas nécessairement équivalente aux latifundia d'autrefois. L'idée



qu'on doit se faire historiquement de ces derniers se présente sous plusieurs aspects on ne peut plus différents. Le premier est celui d'un sol mal cultivé, donc peu productif à cause de la pauvreté des terrains et des énormes dépenses qu'il exigerait pour porter des cultures appropriées, ou bien encore une terre restant comme abandonnée par le propriétaire qui ne sait ni la cultiver lui-même, ni la vendre. Chaque portion de ce qu'il garde rend très peu ; mais toutes réunies lui constituent, par leur étendue, des revenus dont il se contente. Sous ces deux formes plus aisées à trouver dans l'Italie méridionale, les *latifundia* marquent une décadence profonde, laquelle appellerait des remèdes héroïques. Mais il est, d'autre part, des propriétés d'une étendue considérable auxquelles on peut encore convenir, dans son sens littéral et primitif, le mot *latifundia*, nullement l'ensemble des idées défavorables qui se sont peu à peu groupées autour du mot. Loin de marquer une décadence, la formation de ces propriétés est plutôt le signe d'un progrès et, comme le dit l'honorable M. Niccolini, l'aube d'une ère nouvelle pour des régions qu'il s'agissait en quelque sorte de créer ou de refaire à nouveau avant de les cultiver. Près des embouchures du Pô, c'étaient d'immenses lagunes où disparaissait çà et là quelque misérable poste de pêcheurs bravant la malaria sous un ciel toujours chargé de nuages bas et lourds ; seuls émergeaient encore les clochers silencieux qui rappelaient les abbayes ruinées. C'est sur ces lagunes qu'après plusieurs insuccès commencèrent, en 1879, les travaux d'où sortirent, en

trente années, 80.000 hectares de terre assainies et fertilisées : le prix du sol y est monté de 40 ou 50 livres à 4 et 500 par hectare. Pour attirer et fixer des familles de paysans là où il n'y avait encore ni centres ébauchés, ni routes tracées, ni adduction d'eau potable, il fallait recourir à des procédés modernes et scientifiques ; car il était bien évident que tout le travail destiné, par exemple, à creuser les canaux grands et petits exigeait une opération d'ensemble gigantesque. De cette entreprise se chargea la grande propriété si flétrie en certains milieux sous le nom de capitaliste. Elle fut représentée par de riches particuliers, comme le prince Torlonia, mais aussi par de puissantes sociétés comme la Société turinoise, la Banque d'Italie, la Société de Lodi et aussi une société suisse.

Plus récemment, la société connue sous le nom de *Instituto dei fondi rustici*, s'est fondée en 1906 avec un capital de dix millions porté ensuite à vingt-cinq. Les titres de propriété, qui n'étaient d'abord que 610, sont maintenant au nombre de 3.329. Jusqu'ici ces titres ont rapporté un intérêt de 3 0/0.

Le premier caractère de ces grandes entreprises devait être nécessairement la concentration de la technique agricole avec machinerie à longue portée et sous une direction maîtresse. Or, une fois établie à grands frais, une telle organisation peut difficilement se démembrer : elle représente des capitaux auxquels de petites et même moyennes exploitations ne peuvent se substituer, pas plus qu'elles ne peuvent s'en affranchir. Du moins faudra-t-il beaucoup de temps pour que ces

premières dépenses soient amorties, pour qu'on puisse réaliser par des servitudes ou des contributions particulières l'équivalent de la valeur créée. C'est ainsi d'ailleurs que des anciens latifondia des communautés ou des familles nobles de la Tunisie, nos capitalistes français ont fait des latifondia nouveaux, scientifiquement exploités. C'est peu à peu que peuvent s'en détacher ou se créer tout à côté, pour profiter des améliorations dues à un tel voisinage, de petites propriétés individuelles.

En attendant, il a fallu exploiter par salariés ; ce fut là le second caractère de l'entreprise : il n'avait rien que de normal.

Mais la démographie de la région en imposa bien vite un troisième, qui devait être le plus dangereux, de beaucoup. La population résidente était et est encore, dans les environs immédiats, absolument insuffisante : il fallut recourir à une main d'œuvre d'immigration saisonnière. Une immigration définitive de familles venant s'établir à poste fixe eût été un bienfait pour le pays, si on avait pu la généraliser : car dans le bas Ferrarais la population rurale n'est que de 50 habitants par kilomètre carré, tandis que dans la patrie occidentale de la province elle atteint 700. Quant aux arrivages et aux départs périodiques d'ouvriers agricoles cessant d'avoir un foyer stable, on sait qu'ils ont partout des inconvénients nombreux. Le plus sensible en la circonstance fut que de Vénétie, de Romagne et d'ailleurs il en vint beaucoup et qu'une fois les grands travaux de défrichement et d'installation terminés, im-

migrants stabilisés et immigrants simplement saisonniers se trouvèrent trop nombreux. Là fut l'origine d'une crise qui devint très intense, et peu s'en fallut qu'elle ne s'étendit à presque toute l'Italie rurale.

Eût-il été possible de prévenir ces affluences périlleuses par une organisation méthodique du recrutement et de l'embauchage, quelques uns diront par des contrats collectifs de travail ? Peut-être, mais cela on le dit encore au sujet de la grande émigration, de l'émigration en Amérique. Tandis qu'on en sent la nécessité, qu'on la proclame de tous les côtés, qu'on annonce qu'on va prendre enfin les mesures voulues, les espérances individuelles continuent cependant ici et là à ignorer ou à braver les difficultés. Celles-ci apparurent assez redoutables quand éclata l'inévitable crise.

Si la propriété eût pu décliner surtout les offres des ouvriers libres et témoigner efficacement ses préférences pour les engagés à l'année, la transition eût été facilitée. Ce fut le mouvement contraire qui s'opéra. Le groupe des engagés à l'année, c'est-à-dire des gens qui veulent de la sécurité, diminua de jour en jour.

La masse confuse des journaliers resta sur place et augmenta. Les exploitations ne pouvaient faire autrement que de décliner les demandes de travail d'un très grand nombre. Alors les inoccupés réclamèrent à cris de plus en plus bruyants ce que les foules réclament en pareil cas, c'est-à-dire des remèdes de nature à développer le mal et à l'envenimer. On exigea d'abord des secours qui devaient, là comme partout, attirer auprès des vrais travailleurs, regrettant leurs occupations de



la veille, les gens qui accourent expressément pour obtenir d'emblée les secours de chômage. On voulut ensuite des travaux publics qui ne pouvaient ou que s'organiser avec lenteur, d'après un plan mûrement étudié, ou que s'improviser avec une hâte ruineuse et augmenter encore, par un appât exagéré, l'excès des immigrants. Les nouvelles idées, plus ou moins bien comprises, de solidarité aidant, on crut faire merveille que d'inventer la formule suivante : ou les propriétaires feront travailler tout le monde ou personne ne travaillera ; l'alternative était également calamiteuse pour tout le monde.

De là les agitations et les grèves qui firent tant de bruit. Ce qui n'avait d'abord été qu'imprévoyance et ignorance devint bientôt, sous l'action des meneurs, un système armé et agressif.

Les socialistes ne pouvaient tarder en effet à s'emparer du mouvement, et ce fut bientôt comme un champ de bataille où tous les partis se rencontrèrent. Les difficultés avaient d'abord été purement économiques, surtout après les mauvaises récoltes de 1897. Mais — nous le savons tous — ce n'est pas quand les affaires vont mal pour le patron que les ouvriers s'agitent le plus, c'est quand elles vont assez bien pour lui promettre de gros bénéfices. Les années qui suivirent 1897 furent donc plus troublées encore, ainsi que d'ailleurs en font foi les statistiques criminelles. Les divergences des divers groupes politiques accrurent le désordre. Les purs conservateurs, demeurant dans une attente passive, se plaignaient de ne pas être assez défendus par

le gouvernement. Les libéraux, d'abord déconcertés, essayèrent de constituer des lignes défensives pour parer à l'action des ligues assaillantes. Les radicaux et les démocrates se divisèrent, les uns allant avec les libéraux, parce qu'ils craignaient pour les intérêts personnels, les autres se mêlant aux socialistes, mais avec la prétention de sauvegarder encore le droit de propriété. Les catholiques militants ou, si l'on veut, les cléricaux, fondèrent des unions professionnelles et adressèrent aux propriétaires des remontrances modérées. Devant cette dispersion des forces considérées comme ennemies, les socialistes redoublèrent d'ardeur. De 1901 à 1904 ils parvinrent à organiser des ligues qui prirent des proportions formidables. Loin de vouloir raréfier le nombre des ouvriers sans lendemain assuré, ils travaillèrent systématiquement à l'augmenter : car c'était chez eux-là qu'ils trouvaient les soldats les plus impétueux et plus dociles. Leur étaient suspects non seulement les petits propriétaires, les fermiers et les métayers, mais les travailleurs employés avec engagements annuels. Volontiers ils les eussent transformés tous en *braccianti*, c'est-à-dire en hommes ne disposant plus que de leurs bras, mais pesant sur les propriétaires par leur masse toujours croissante et par l'importance de plus en plus alarmante de leurs refus collectifs. Ce qui les perdit, ce fut surtout la tyrannie des meneurs, l'impossibilité où ils furent de tenir leurs promesses : d'un autre côté, l'attachement traditionnel à la stabilité des combinaisons rurales ramenait un grand nombre d'agités à une paix au moins relative et provisoire.

Ici, en effet, les socialistes avaient promis purement et simplement la possession de la terre à ceux qui ne l'avaient pas. De là même, en de certains endroits, un commencement de Jacquerie, mais qui ne pouvait à notre époque, aller bien loin. Ailleurs, dans la région de Ravenne, où la violence et on peut dire la perversité des sentiments s'allient à beaucoup de ruse et de calcul, il y eut des tentatives de coalition entre deux partis qui à l'heure actuelle sont littéralement à couteau tiré, les socialistes et les républicains. Les braccianti, journaliers instables, étaient gagnés au socialisme. Les colons partiaires, quelles que fussent les diversités de leurs contrats de partage, adhéraient plutôt au parti républicain qui, dans cette étrange portion du royaume, est généralement donné comme un parti bourgeois, attaché aux traditions de l'économie politique libérale. Là comme ailleurs, les socialistes souhaitaient la suppression du métayage, auquel ils en veulent de se considérer comme plus solidaire du propriétaire que de l'ouvrier.

Les uns et les autres cependant cherchèrent à s'entendre et ils parurent même s'être entendus, en paroles, dans un congrès tenu à Ravenne, les 25 et 26 mars 1905. D'après un ordre du jour, voté à l'unanimité comme tout ce qui est voté d'enthousiasme et à l'étourdie, les colons s'engageaient : 1° à limiter le terrain cultivé par chacun d'eux ; 2° à refuser tout travail de culture hors de leur propre fonds, de celui auquel ils étaient attachés par contrat ; 3° à faire cesser tout échange de travail entre familles de colons, de ma-

nière à ce qu'une famille stable moins occupée n'allât pas aider une autre famille stable à venir à bout de certaines tâches exceptionnelles, comme par exemple l'emploi des machines. Le but de ces trois stipulations était évidemment de réserver plus de travail aux journaliers, trop nombreux, mais désireux de se procurer quand même des moyens d'existence plus satisfaisants. En retour, les braccianti s'engageaient à appuyer auprès des propriétaires les réclamations de leurs colons.

Comme il eût été facile de le prévoir, la combinaison votée ne tint pas dans la pratique. Le troisième article surtout rencontra d'invincibles résistances. Fidèlement appliqué, il eût rendu les journaliers seuls bénéficiaire et seuls maîtres des travaux les plus urgents, de ceux des moissonneuses et des batteuses ; il les eût par conséquent mis à même de faire capituler à volonté les propriétaires ; mais les métayers firent semblant d'oublier leurs imprudentes promesses et continuèrent à prendre à leur compte des travaux qu'ils avaient promis de refuser. Alors les défiances, les jalousies des uns à l'égard des autres reprirent de plus belle. Cependant l'ère de la décadence s'ouvrait pour les ligues socialistes. On a calculé qu'au moment du grand enthousiasme, dans l'été de 1904, ces ligues comptaient dans le pays ferrarais de 40 à 50.000 hommes. En 1907, le nombre n'en dépassait pas 10.000.

Toute cette agitation fut-elle sans résultats ? Elle en eut, mais, ainsi qu'il arrive presque toujours, ils ne furent pas ceux qu'on attendait. L'honorable M. Niccolini, auquel je dois une bonne partie de ces renseigne-



ments, observe que l'agitation profita surtout à ceux qui ne s'y laissaient aller qu'à regret, c'est-à-dire aux familles stables, déjà liées par des engagements et qui avaient par devers elles de quoi pouvoir bénéficier de l'imprévu. Dans ce tourbillon d'idées et de passions, ce qui disparut à jamais, ce fut cet ascendant indiscuté du propriétaire maintenant une sorte d'état patriarcal avec des traditions séculaires et quelques ententes verbales. La paix, un instant si compromise, ne se rétablit qu'avec des conventions discutées, révisées, et avec des contrats écrits. Partout les nouvelles conditions furent plus favorables aux métayers.

Les partis les plus avancés se félicitaient, cependant, de voir s'amoindrir l'ancien esprit de soumission et d'harmonie, et ils y travaillaient en hâtant la ruine des convictions et des pratiques religieuses, remplacées, se disaient-ils, par une instruction élémentaire plus répandue et par un esprit de critique devenu plus habituel. Bref, ils croyaient les circonstances favorables à une destruction en bloc du legs entier du passé. Mais si à ce jeu les propriétaires perdirent un peu, les journaliers, que les chefs socialistes avaient mis le plus en avant, y perdirent bien davantage, et ce furent eux surtout qui payèrent les frais.

D'abord fut enrayée la tendance socialiste à supprimer les contrats individuels, à transformer tous les travailleurs en salariés gardant à tout moment leur liberté pour la lutte. Puis, les familles stables reprenant partout leurs habitudes et se réservant plus obstinément les bénéfices du travail à accomplir dans les terres

à la culture desquelles leurs maîtres les associent, les journaliers en revinrent à sentir plus que jamais l'inconvénient d'être si nombreux et d'offrir plus de travail que les employeurs n'en peuvent accepter. De nouveau, ils réclamèrent des secours, des travaux publics, et ce qu'ils appellent la colonisation intérieure, autrement dit des terres à mettre en état dans telle ou telle partie encore arriérée de la péninsule. Ils ne réfléchissaient pas que l'on ne peut rien établir de tel que dans un sol déjà préparé, déjà pourvu des moyens d'exploitation et de communication nécessaires, et que là, précisément, est le rôle des entreprises capitalistes tant flétries.

∴

Avant d'en venir à la situation tout à fait actuelle et aux efforts faits pour l'améliorer, remontons maintenant du côté de ce que les Italiens appellent les vieilles terres, autour des villes de Verceil, de Crémone, de Plaisance, de Parme, de Modène, et dans la partie occidentale des territoires de Bologne, de Ferrare. Là, ce n'est pas la nouveauté des créations et l'exagération des espérances récemment formées par des arrivants trop nombreux qui a fait le mal ; c'est un ensemble d'abus invétérés rendus plus cuisants par des excitations de plus en plus vives. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir aux causes lointaines qui peuvent seules nous expliquer l'état d'hier et celui d'aujourd'hui.

Au moment où sévissaient les grèves du pays ferrarais, en 1902, un évêque très attentif aux questions sociales, Mgr Bonomelli, évêque de Crémone, adressait aux prêtres et aux fidèles de son diocèse une circulaire qui mérite de demeurer comme un document historique. Sans doute, les considérations religieuses y viennent au premier rang : avant tout, l'évêque tient à constater comment la lutte, qui avait paru à plusieurs être purement économique, se transformait véritablement en une série de luttes morales, religieuses, politiques, sociales. Il déplorait surtout que les uns et les autres, employeurs et employés, s'abandonnassent de plus en plus à un matérialisme brutal, oublieux de tout scrupule, insensible à toute idée de conciliation, exaspérant, en haut comme en bas, toutes les convoitises. Mais il ne s'en tenait pas à la phraséologie paternelle souvent usitée en pareil cas. Il prenait virilement la responsabilité de critiques franches et de conseils précis.

Aux ouvriers agricoles, il rappelait que si la grève est un droit, ce droit ne saurait être revendiqué avant l'expiration des engagements et l'achèvement du travail convenu : il condamnait plus encore la grève subite et perfide, en un moment où elle met le patron dans l'alternative de céder sans discussion ou d'être ruiné. Il ajoutait, bien entendu, qu'elle devait s'exercer sans violences et sans menaces, et que les griefs devaient toujours être soumis à l'arbitrage d'hommes compétents et désintéressés ; car, disait-il, lorsqu'il y a un différend, nul ne peut équitablement se faire juge en sa

propre cause : autrement ce n'est plus de la société, c'est de la guerre.

En face des ouvriers, la circulaire plaçait, non pas uniquement les propriétaires, mais les propriétaires et leurs gérants ou conducteurs de travaux, *padroni e conduttori di fondi* : elle les unissait avec une insistance caractéristique et les enveloppait dans la sévérité des mêmes reproches. Toutefois, elle laissait voir aisément les nuances, c'est-à-dire ici l'absentéisme indifférent, là la dureté des exigences et de la cupidité. Mais les propriétaires étaient avertis que si le travailleur commençait par s'en prendre à leur représentant ou délégué, il ne tarderait pas, dans sa colère, à faire remonter jusqu'à eux la responsabilité de leurs souffrances.

Les griefs des paysans étaient-ils donc justifiés ? Oui, disait la lettre épiscopale ; car on leur fait payer la semence de ver à soie au double de sa valeur ; car on les contraint de se servir uniquement du moulin du propriétaire ; car on ne les paie pas toujours au jour convenu, ou bien on les paie en grains avariés et on ne leur permet pas de vérifier leurs comptes : car on vend chèrement à de pauvres femmes, par des obligations fatigantes, le misérable droit de glaner dans les champs après la récolte ou de se reposer dans les étables pendant l'hiver ; car on force les ouvriers à travailler les jours de fêtes ; car on les loge dans des taudis humides, privés de lumière et d'air, si étroits que les sexes et les âges y sont mêlés honteusement ; car enfin, lorsqu'on engage un homme il est obligatoire que sa femme



soit engagée par cela même, sans qu'on ait pris la peine de la consulter, comme l'exigerait le sentiment de la dignité personnelle. La circulaire épiscopale ne craignait pas de reprocher ensuite aux employeurs de donner l'exemple de la violation des engagements et de mettre tout d'un coup l'ouvrier dans l'alternative de subir des conditions plus dures ou de s'en aller sans ressources. Avec une grande perspicacité, que les événements paraissent de nature à justifier partout, en Italie et ailleurs, le prélat signalait le danger de laisser aller les choses au point où l'appel à la force armée devient nécessaire ; car disait-il, l'intervention de la troupe met le soldat en contact avec la foule dont il apprend les griefs, pour les partager en secret et ensuite pour les répandre à son tour quand il sera revenu dans ses foyers.

Avec moins de netteté dans l'articulation des sujets de plainte, c'est à peu près ce que répètent en 1908 les évêques de l'Emilie et l'évêque de Plaisance dans des lettres ou opuscules consacrés spécialement aux troubles agraires. Les salaires sont trop faibles, les logements trop insuffisants et trop coûteux, les patrons trop absents, les chefs de culture trop portés à abuser de leur autorité ; quant aux travailleurs, ils changent continuellement de résidence, de telle sorte qu'ils n'ont plus ni lieu fixe de travail, ni foyer, ni église, qu'ils vont de droite et de gauche comme un bétail, ici mené durement, là récalcitrant et prêt à se ruer aveuglément sur ceux qui abusent de la docilité.

Ces divers documents n'étaient sans doute accom-

pagnés d'aucune statistique et ne discutaient aucun chiffre ; mais il est certain que personne n'en a sérieusement contesté l'exactitude. Les autorités qu'on peut consulter le plus sûrement affirment qu'avant les grèves, le père de famille devait, pour travailler toute une journée dans l'eau des rizières, se contenter d'un salaire de 0 fr. 75 ou au plus 0 fr. 90. Sans doute le peuple italien se contente d'une nourriture frugale. Aujourd'hui même, dans la région la plus exigeante, dans celle qui a obtenu, de gré ou de force, les concessions les plus larges, à Ravenne, je vois dans les séries de prix qu'on veut bien me communiquer, que les salaires sont augmentés ou diminués de 0 fr. 50 centimes pour les femmes et de 1 franc pour les hommes, suivant que la nourriture est comprise ou non. On estime donc que, malgré les hauts prix du sel et du sucre, un ouvrier peut se nourrir avec un franc et une ouvrière avec la moitié. Le taux d'estimation était beaucoup plus faible, il y a vingt ans, et pour cause ; mais si bas qu'on pût fixer alors d'après les habitudes courantes le cours de l'alimentation, et quels que fussent les très légers avantages qui étaient concédés ici ou là, c'était véritablement là salaires de famine. A qui s'en prenait-on ? Avant tout aux fermiers. C'était, et c'est encore un cri universel. Tout le long du Pô, on signale des fermiers devenus millionnaires en dix ans et achetant aisément les propriétés dont ils n'avaient d'abord eu que la gérance. « Le propriétaire va à pied, le fermier va en carrosse », tel est le mot du peuple, en maint village. Toutefois on rend implicitement justice

à leur activité et à leur entente : car on affirme que ce sont eux qui ont supporté l'élévation des salaires et que la différence a été payée exclusivement par eux. Le taux des fermages n'a en effet point baissé, bien qu'à Verceil, le pays par excellence des rizières, les salaires aient monté jusqu'à 3 francs pour les hommes et à 2 francs pour les femmes. Peut-être faut-il se défier de certains chiffres officiels ; car on met quelquefois en avant les chiffres les plus élevés comme s'ils étaient les chiffres moyens. Dans une revue très sérieuse, la *Rivista internazionale di scienze sociali*, je vois que des propriétaires se lamentent d'avoir à payer des ouvriers des champs 1 fr. 50 par jour. En tout cas, ce dernier taux serait encore le double de ce qui était courant avant les grèves. Comment les fermiers ont-ils suffi à de telles variations ? Les uns ont surtout amélioré leurs cultures, les autres ont surtout fait des économies. Bref, on se dispute les fermes avec autant d'empressement qu'auparavant.

Tous ceux qui suivent de près ces mouvements dans l'esprit le plus pacifique ne se dissimulent pas que ces changements dans le sort des travailleurs ont été dus aux efforts des socialistes. Les évêques, les professeurs de grands séminaires, les directeurs d'œuvres sociales que j'ai pu consulter depuis Turin jusqu'à Ravenne ne se bornent pas à l'avouer timidement ; ils le proclament et le déplorent avec une égale franchise et une égale vivacité. Ils sont désolés que l'initiative n'ait pas été prise à temps par les classes riches et par l'ancien clergé. Ils en sont réduits à constater que, entraînés

par leurs premiers succès, les socialistes multiplient leurs exigences et corrompent les mœurs du peuple sous prétexte de lui donner plus d'aisance et de l'affranchir encore davantage.

Cependant, si les hommes d'ordre et de bonne volonté désirent prendre leur revanche, les occasions ne sont pas encore à la veille de leur manquer. Les salaires majorés dont nous venons de parler ne s'appliquent guère qu'aux grands travaux ; mais ceux-ci sont intermittents, et tout le monde convient que les mois d'hiver sont durs à traverser, d'autant plus durs que si les fermiers se sont habilement retournés pour faire face à l'augmentation des dépenses, sans diminuer leurs bénéfices, ils l'ont fait surtout au détriment de la quantité et de la régularité de la main d'œuvre — c'est un point que l'enquête minutieuse faite au nom de la Société des agriculteurs italiens a solidement établi — ils ont suspendu ou ralenti des travaux qui s'exécutaient en mauvaise saison, et ils ont introduit plus de machines.

La fréquence des chômages vient donc bien atténuer ce que l'élévation de certains salaires avait paru apporter d'avantages. Aussi bon nombre de familles acceptent-elles la sécurité que leur offre une situation encore très connue dans toute la Haute-Italie, en particulier dans les provinces de Turin et de Novare. Le nom le plus répandu parce qu'il a les apparences les moins défavorables, est celui d'*obligati*. Mais on y substitue souvent celui de *schiavandari*, qui par la racine même dont il provient réveille l'idée d'une sorte de



servage. La famille est logée par le propriétaire ou par le fermier, très mal logée, du reste, plus mal que le bétail, il m'a été aisé de m'en rendre compte, et un professeur de droit de l'Université de Turin m'affirme que cet abus est général. Les pièces du rez-de-chaussée sont sur la terre nue. Avec cette habitation, la famille reçoit quelques hectolitres de maïs et de riz, un peu de bois de chauffage et un paiement annuel de 4 à 500 francs ; moyennant quoi, l'homme doit, sans réserve, la totalité de son travail et celui de ses enfants de plus de 14 ans. Si cependant le nombre de ces derniers dépasse la moyenne, il peut intervenir des stipulations spéciales. La femme n'est pas tenue de donner son travail ; mais quand elle est employée, elle ne reçoit que le tiers ou la moitié du salaire courant du travailleur libre. Ajoutons qu'à ces familles est dénié le droit de se grouper et de s'organiser. On estime qu'elles forment à peu près la moitié des travailleurs de la terre ; car les travailleurs libres ayant à eux, en plus de leurs bras, une petite propriété, ont augmenté. Ce mouvement sans doute est lent, mais il date de loin ; car il est établi que de 1750 à 1905 les grandes propriétés ont diminué d'un tiers et que les propriétés de 100 à 500 hectares ont aussi reculé, quoique dans de moindres proportions.

Les observations qui précèdent peuvent s'appliquer à toutes les parties irriguées de la Haute Italie. Mais il est aisé de constater que plus on descend, plus on va, par exemple, de Crémone à Plaisance, puis à Parme et à Modène, plus les plaintes ont été vives et la lutte des

classes obstinée. Ce n'est pas que les misères de ces populations aient été plus grandes ; c'est que ces populations ont été plus travaillées par le socialisme contre lequel ne les défendait aussi bien ni le frein moral ni surtout le frein religieux. « Avez-vous beaucoup d'anticléricaux dans votre paroisse » ? demandai-je à un curé encore jeune que je rencontrais en chemin de fer aux environs de Mantoue. Il me répondit en riant : « Il n'y a pas d'anticléricaux, parce qu'il n'y a pas de cléricaux ». Et sur un ton plus sérieux, il ajouta : « Là où je suis, règne l'indifférence ; elle est pire que l'état de guerre ».

Dans toute la basse région, la misère était vraiment intolérable ; comme elle n'a été soulagée que par la propagande socialiste, on n'y parle plus aujourd'hui que de lutte de classes et de partis politiques, et on a gagnés là beaucoup plus de colères que de satisfactions. Sans doute, la situation varie encore beaucoup de village à village, et lorsque dans une partie plus resserrée, la même circonscription administrative ou électorale comprend des fragments de pays montagneux, l'ensemble s'en trouve amélioré. Mais aucune organisation ne s'étant créée pour améliorer la situation des petites gens, le socialisme a trouvé là, comme on me le déclarait, un beau champ d'action. Il s'en est emparé, il y fait la loi avec une violence qui a produit les effets que l'on sait. Il est superflu de revenir ici sur les fameuses grèves de Parme, du printemps de 1908, si décrites, si commentées par la presse de tous les pays. Plus de 40.000 travailleurs des champs se mirent non seulement en grève, mais en révolte, et après avoir refusé le

travail, ils entendirent, selon les méthodes nouvelles, l'interdire à qui que ce fût. Ils défendaient de pourvoir au soin du bétail ; ils arrêtaient les troupeaux que les propriétaires envoyaient pâturer dans des provinces plus calmes, ils essayaient de faire rebrousser chemin aux trains de chemin de fer qui amenaient d'ailleurs des ouvriers. On vit des bandes de femmes se coucher à travers de la voie pour empêcher le mécanicien d'avancer. Donc là aussi, on fut à la veille d'une guerre civile et d'une jacquerie, les cultivateurs prétendant s'emparer purement et simplement des propriétés de leurs anciens maîtres.

L'ordre se rétablit cependant, au point que les conservateurs purent reprendre la municipalité de Parme, qu'ils détiennent encore au moment présent. Certes, la tranquillité règne dans les rapports extérieurs plus que dans les esprits. Mais enfin tout paraît aujourd'hui normal et pacifique. A quoi faut-il attribuer ce changement ? A bien des causes : d'abord à l'épuisement inévitable des forces un instant si surexcitées ; à l'impossibilité de ne pas s'arrêter soi-même ou de ne pas se laisser arrêter par la force publique dans les entreprises d'un caractère trop évidemment criminel. Puis, se produisirent deux phénomènes qui étaient plus ou moins faciles à prévoir. D'un côté les socialistes se discréditèrent par l'excès même de leurs excitations et de leurs promesses ; les déceptions arrivèrent donc et elles provoquèrent des récriminations d'autant plus amères que, parmi les meneurs, certains furent très embarrassés de rendre compte de l'état de leur

caisse et que les indelicatesses de plus d'un furent notoires. D'autre part les conservateurs, surtout les propriétaires, s'entendirent; ils formèrent à leur tour une ligue où ils procédèrent avec un mélange assez habile, m'affirme-t-on, de fermeté, pour ne pas dire plus, avec les uns et d'esprit de conciliation avec les autres.

Finalement, ici comme dans le pays ferratais, on aboutit, malgré la différence des points de départ, à ces deux conséquences, que le sort des familles stables ou des obligati fut amélioré par la révision des contrats agraires et que le sort des braccianti, pour la plupart nomades, devint pire. Ces derniers luttent péniblement et avec peu de succès, parce qu'ils ne veulent pas voir les limites respectives de ce qui est raisonnable et de ce qui ne l'est pas. Ils réclament la suppression du travail à forfait, le paiement à la journée, l'emploi égal et indistinct de tous les ouvriers qu'ils présentent. A ce que cette dernière prétention a de difficile, pour ne pas dire d'impossible à accepter, ils croient obvier en boycottant les travailleurs venus du dehors et surtout ceux qui ne sont pas affiliés à leurs ligues. On observe aussi que la grande propriété qui avait recours à eux par masses, tend visiblement à se morceler. Des retours ou des envois de fonds d'émigrés facilitent la formation de propriétés moyennes. Plus d'un fermier enrichi et devenu propriétaire profite de son expérience pour éviter les fautes de ses prédécesseurs : il travaille lui-même pour son propre compte. Les plus modestes, qu'ils opèrent sur le bien d'autrui ou sur le leur propre, s'efforcent de suffire avec leur famille et de s'af-



franchir ainsi des braccianti ; ceux-ci diminuent donc peu à peu. C'est du moins ce que m'affirme un membre instruit et attentif de notre Société française d'Économie Sociale, qui exerce son ministère en pays mantouan. Il n'y a rien là qui puisse nous surprendre. N'a-t-il été établi chez nous par plus d'une enquête que la crainte des ouvriers syndiqués et de leurs exigences était peut-être ce qui contribuait le plus à conserver, dans la petite propriété comme dans la petite industrie, des habitudes de travail familial, de modération et d'économie ?

Nous verrons plus tard quels sont, en dehors de l'émigration tant accrue, les remèdes essayés pour la consolidation de ces derniers avantages.

## CHAPITRE III

### LE MÉTAYAGE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ DANS LA HAUTE-ITALIE

Lieu d'élection par excellence du métayage : la Toscane. — Les tentatives de grève. — Solutions rapides. — Rétablissement de l'entente. — Analyse de la situation du métayer. — Les socialistes ennemis du métayage. — Leurs tentatives réitérées, en Toscane et en Romagne, pour séparer le métayer du patron et enrégimenter tous les travailleurs de la terre redevenus simples salariés. — Etude de la petite propriété dans le Piémont (province de Novare mise à part) c'est là son lieu d'élection privilégié. — Ses épreuves et sa patience.

Quand on lit page à page — comme elle le mérite — l'enquête faite en 1902 par la Société des agriculteurs italiens, on est frappé de voir, au milieu des rappels de tant de troubles violents, un certain nombre de petites phrases comme les suivantes :

« Grèves dans toutes les parties de la Lombardie, sauf dans la province de Sondrio où domine le mé-

tayage (colonat tertiaire), dans les 9/10 de la campagne.

« Toutes les grèves de la province de Bergame se sont produites dans la partie irriguée ; *car* c'est le métayage qui domine dans la partie sèche.

« Beaucoup de grèves dans la province de Mantoue où le métayage est rare...

« Bellune : métayage — pas de grèves. De même à Trévise et à Udine.

« Vérone : grèves dans la partie basse ; dans l'autre partie, métayage, pas de grève.

« Forli (qui appartient cependant à l'Emilie) : métayage, pas de grèves. C'est une région qui se rapproche de la Toscane et des Marches pour les mœurs agricoles. »

Ce sont là des exemples que je me contente de prendre au hasard entre beaucoup d'autres. Je relève d'ailleurs dans les souvenirs de mes entrevues cette phrase caractéristique recueillie entre Mantoue et Crémone : « Partout où existe le métayage, on s'en félicite ; là où il n'existe pas, on le regrette. »

Mais de même que nous avons étudié le régime et les dangers de la grande propriété là où elle est tout à fait prédominante, nous devons aller chercher le métayage là surtout où il constitue la méthode éprouvée, séculaire et à peu près universelle. Or, ici, point d'hésitation ! tout le monde nous désignera la Toscane.

D'après l'enquête de 1902, la Toscane faisait avec les régions du nord un contraste singulièrement éloquent. Les terrassiers, il est vrai, s'étaient mis en grève à

Livourne et à Grossetto. Les environs de Florence étaient aussi travaillés par les exemples de la grande ville et de sa population ouvrière. Mais partout ailleurs la même phrase se répétait, avec quelques variantes plus encourageantes les unes que les autres : « Lucques, pas de grèves ni de craintes de grèves, population douce, religieuse et morale, métayage avantageux. — Massa Carrara : pas de grèves, les paysans étant ici mieux traités qu'ailleurs : métayage — on ne veut ni ligues, ni chambres de travail ».

Que la Toscane ait été de tout temps et soit encore le pays d'élection du métayage, il n'y a pas lieu de s'en étonner. La nature de ses collines et de son sol ne lui permet ni les grandes cultures ni les cultures nouvelles et savantes à production intensive. Elle est la région par excellence de ces produits traditionnels, le vin, l'huile, les amandes, les fruits de toute espèce qui, entre les eaux courant sous les ombrages et le soleil, multiplient les arbres et les arbustes, objets de petits soins, constants ou répétés tous les jours. Sans doute, certaines statistiques font encore une part assez large aux journaliers, qu'ils donnent comme formant 25 0/0 de la population agricole et aux petits ou moyens fermiers qu'on dit constituer un second quart, les métayers fournissant à eux seuls l'autre moitié. Mais à la dernière Semaine sociale de Florence, en septembre 1909, un rapporteur faisait observer, sans être contredit, que les fermages n'étaient guère adoptés que pour les propriétés des œuvres pieuses de quelques paroisses, qu'il ne s'appliquait pas à plus de 4 0/0 de la propriété



rurale, qu'il fallait mettre encore en dehors des métayages quelques forêts et les espaces bonifiés des marremmes donnés d'abord à baux emphythéotiques, mais que finalement, dans la vraie terre toscane, le métayage occupe 250.000 agriculteurs sur 300.000.

Si nous voulons nous faire une idée de la vie rustique, mais plutôt heureuse, des métayers toscans, nous ne pouvons mieux faire que de consulter l'un des hommes les plus respectés de l'Italie, M. le comte Guicciardini, vice-président de la Chambre, puis ministre des Affaires étrangères dans le dernier cabinet Sonnino. M. le comte Guicciardini n'a parlé du métayage ni en théoricien, ni en politicien, il en a parlé en connaisseur pratique et en homme résolu à devancer la plupart de ceux de sa classe dans les concessions qui lui paraissent équitables. A la vérité, il met dans ses calculs une très minutieuse et très subtile attention à ne laisser passer aucune des petites ressources dont il est permis de grossir le modeste total des revenus du métayer. Mais enfin tous ceux qui connaissent si peu que ce soit les campagnes savent qu'en définitive c'est bien ainsi que se constitue et se développe l'aisance relative du paysan.

Que gagne donc, en moyenne, le métayer toscan ? Pour l'établir, on additionne tous les revenus (y compris ce que représente le logement, comparé à ce que coûte celui d'un ouvrier libre dans le bourg le plus rapproché) ; puis on divise le tout d'après le nombre des unités coopérantes, c'est-à-dire laborieuses et productives au point de vue du rendement général du do-

maine. Dans ce dernier calcul, on compte pour une unité tout mâle de plus de 15 ans et de moins de 65, on compte la femme pour un tiers, les enfants de 9 à 15 ans pour  $\frac{1}{6}$ , les vieillards chacun également pour  $\frac{1}{6}$ . Ainsi dans un métayage pris pour type, le métayer, un fils de 18 ans, la femme, 4 jeunes enfants de 9 à 15 ans, 2 vieillards, compteront ensemble pour 3 unités et un tiers.

Or, le revenu net de chacune de ces unités oscille autour d'une moyenne de 390 francs, entre un minimum de 320 et un maximum de 539. Ainsi, dans la famille type analysée, le revenu total net de la maison sera en moyenne de 1.320 francs tout compris, sauf, cependant, ce qui ne manque pas de quelque importance, le produit du jardin potager qui s'y ajoute ; on ne le compte pas, sans doute parce que, n'étant pas sujet à partage, le propriétaire ne se croit pas en état de l'évaluer exactement.

Pour donner à ces estimations un aspect plus favorable, M. le comte Guicciardini fait une observation d'ailleurs très juste ; c'est que la valeur des produits nécessaires à la vie de la famille est estimée d'après le prix de vente ; or, il est évident que le métayer les a au prix de revient, ce qui diminue beaucoup son passif et laisse libre une plus grande partie de son petit actif. En somme, cette situation doit paraître et elle paraît en effet satisfaisante en une province où après ce qu'on appelle l'élévation récente des salaires en 1907, le salaire des charpentiers-menuisiers et des maçons a passé de 2 à 2 fr. 50, celui des bûcherons de 1 fr. 50

à 2 francs et celui des journaliers de 1 ou 1 fr. 20 à 1 fr. 50. Tous les voyageurs sont, d'ailleurs, à même d'observer que de toutes les régions de l'Italie, la Toscane est, sans contestation possible, celle où les prix se sont le moins élevés et où la qualité de la vie s'est le moins altérée.

En réalité, bien des familles, tout en vivant sans aucun luxe, mais sans d'autres privations que celles dont ils s'accommodent facilement, trouvent le moyen de faire des économies. Le plus souvent ces économies se présentent sous la forme de comptes-courants chez le propriétaire transformé en une sorte de banquier. Sur 31 familles étudiées au Val d'Elsa (nord-est de Florence), 28 avaient ensemble un compte-courant de 45.527 francs, bien que 4 fussent ensemble débitrices d'un total de 1.422 francs. Près de Pistoia, sur 18 familles, 8 étaient en retard de 2.212 francs et 10 en avance de 6.521 francs.

D'après les juges les plus sûrs, le métayer toscan est, comme presque tous ses compatriotes de la province, un homme pas précisément sceptique, ainsi qu'on l'en accuse quelquefois, mais plutôt ami de la tranquillité, sans enthousiasme ni passion, soit pour le bien, soit pour le mal, fuyant les démonstrations violentes qu'un reste de traditions ou d'aptitudes artistiques lui ferait juger de mauvais goût. Fidèle aux traditions et aux habitudes dont il se trouve bien, il fréquente assiduellement sa petite église et y fait même un peu plus que ce qui est prescrit comme obligatoire. Quand il n'est pas traité durement, et de manière à lui persuader

qu'il a le droit de se faire justice lui-même, il est très fidèle dépositaire ; car il ne faut pas faire plus d'attention qu'ils ne méritent aux petits détournements de fruits, de légumes que le propriétaire lui-même estime tolérables. Au retour du service militaire, le jeune homme reprend vite les habitudes de la famille qui, du reste, occupe souvent le même métayage depuis un siècle. Là ne se lisent ni livres ni journaux. L'action récente des démocrates chrétiens et des socialistes a fait naître çà et là quelques aspirations nouvelles ; mais, presque partout, les pensées et les désirs sont bornés à l'horizon de la vie matérielle, agrémenté, il est vrai, (et plus peut-être pour le passant que pour le résident) par l'enchantement des paysages, par la beauté du ciel et par la finesse des produits. Les naissances, les morts, les mariages sont, avec les cérémonies religieuses, les seules occasions de sortir, pour un peu de temps, de la simplicité et de la sérénité accoutumées.

Tout cela est-il synonyme de routine et de résistance au progrès ? Les propriétaires les plus intelligents répondent que non, que le métayer sans doute ne prendrait par lui-même aucune initiative, mais que quand on lui explique l'utilité d'une innovation et qu'il a commencé à s'en rendre compte, il s'y donne très volontiers. C'est ce qu'il a fait pour la lutte contre le phylloxéra, pour la reconstitution des vignobles, pour le choix des cépages améliorés, pour les nouveaux procédés de vinification. Il n'y a pas de raison pour qu'il ne le fasse pas également dans tout ce qu'on lui démontrera devoir augmenter le produit total à partager.



Or, il a généralement de bons rapports avec son propriétaire, car celui-ci sent bien qu'il ne peut pas se désintéresser de la façon dont marche son domaine. Les rapports sont même satisfaisants avec celui qu'on appelle le *fattore*, c'est-à-dire l'intendant ou le régisseur, chargé de se tenir et de tenir les intéressés au courant de ce qui peut influencer sur les modes de culture, sur les ventes et sur les achats.

Ce milieu si traditionnel et si calme, si florissant et donnant, somme toute, la sensation d'une vie champêtre enviable, fut cependant troublé en 1902 et en 1907. Tout d'un coup, en avril 1902, du côté du Chiusi, on apprit que les métairies étaient abandonnées, le bétail délaissé, sans nourriture, mais le tout sans violences ni injures. Aucune autre explication que les suivantes : « La ligue l'a voulu, la ligue l'a ordonné — j'ai juré d'obéir à la ligue — tous le font, je fais comme les autres ».

De l'aveu de personnes appartenant à des nuances politiques diverses, les ligues socialistes pouvaient avoir et avaient, en effet, en vue deux résultats : l'un, plus lointain ou visé par les plus ardents, était de rompre le bon accord entre métayers et propriétaires, afin de hâter partout la formation d'un prolétariat docile, se prêtant à la lutte de classes et aux déclarations de guerre subites ; l'autre, plus immédiat, était beaucoup moins d'obtenir pour le métayer des concessions avantageuses que de consacrer pour eux-mêmes le pouvoir, dont ils sont si ambitieux, d'intervenir dans les conflits sociaux.

Sans entrer dans tous les détails de cette double crise, il nous suffira de dire que ni en 1902, ni en 1906, elle ne fut violente, ni longue. Les patrons prouvèrent facilement à leurs gens qu'il ne pouvait exister pour eux un droit de grève soudaine comme pour les ouvriers d'industrie n'ayant que des engagements à la journée ou à la semaine. De leur côté, les métayers présentèrent des réclamations respectueuses et modérées, relatives au souffrage des vignes, à l'emploi des machines à battre qu'il leur paraissait équitable de mettre entièrement à la charge des patrons. D'autre part ceux-ci cédèrent sur plusieurs points, et l'accord se fit sous la forme suivante : il était pris acte qu'un certain nombre de propriétaires avaient déjà réalisé par eux-mêmes quelques-uns des desiderata signalés, qu'on pouvait d'ores et déjà considérer les nouvelles conditions comme acquises et que rien n'empêchait de les généraliser.

En effet les contrats furent révisés et tout paraît rentré présentement dans la voie de la concorde et de la paix.

Somme toute, on avait plutôt gagné de part et d'autre à examiner une fois de plus le principe du métayage et les applications nouvelles à en faire dans des circonstances nouvelles elles-mêmes. Le principe réduit à ses termes essentiels est très clair : tout ce qui est capital et fond est fourni par le propriétaire ; tout le travail est fourni par le métayer, les fruits sont partagés par moitié (1).

(1) Cette troisième stipulation caractérise ce que les Italiens

Mais il n'est pas de formule juridique, si précise soit-elle, qui ne puisse donner lieu à des contestations ; et peut-être la précision même qu'elle affecte y prête-t-elle ; car si la formule est simple et invariable, le milieu auquel on l'applique n'est jamais ni l'un ni l'autre. Ainsi, qui doit fournir les instruments de travail ? Quand ils étaient rudimentaires et peu coûteux, on pouvait les considérer comme faisant corps avec le travailleur lui-même. Le cultivateur et sa bêche, le moissonneur et sa faucille, le vendangeur et sa serpette, allaient ensemble comme la couturière et son aiguille, ses ciseaux et son dé. Depuis que ces instruments se sont agrandis et compliqués, ne faut-il pas y voir une partie du capital ?

N'y a-t-il pas d'autre part des travaux plus considérables qu'autrefois et d'une plus grande portée, en ce sens qu'ils doivent améliorer le fonds même ? et dès lors, le propriétaire ne doit-il pas les rémunérer davantage ? N'y en a-t-il pas aussi qui ne tendent qu'à empêcher la perte de certains fruits et pour lesquels le métayer ne sera pas récompensé par un accroissement des récoltes sur lesquelles il était en droit de compter bon an mal an ?

Dans une telle discussion, juristes et casuistes pouvaient trouver facilement des arguments vraisemblables en faveur d'un système ou d'un autre. Mais il ne s'agissait pas là d'une discussion d'école. On était en pré-

appellent la *mezzadria perfetta*, c'est-à-dire le partage exactement par moitiés égales. Il existe des métayers par tiers, avec des conditions variables ; mais le principe reste le même.

sence d'un conflit économique menaçant de dégénérer en un conflit de classes. De tous côtés gagnait la contagion des idées tendantes à augmenter la rémunération du travail aux frais du capital acquis. Les métayers pouvaient-ils être seuls tenus en dehors ? Et puis, s'il apparaît avec une clarté aveuglante que ce régime est celui qui conserve le mieux les traditions, l'esprit familial et la paix, ne vaut-il pas bien la peine de faire quelques sacrifices pour le maintenir ?

L'étude de ces questions provoqua donc une sorte d'examen de conscience et des résolutions ou immédiatement réalisées ou destinées à préparer un avenir meilleur encore. Tout en rappelant bien haut l'accroissement de leurs charges, tout en expliquant que dans la majorité des communes l'impôt foncier atteint le 15 ou le 20 0/0 du revenu réel de la terre, les propriétaires firent des concessions. Elles peuvent être tenues pour peu coûteuses, mais enfin elles avaient leur prix auprès de travailleurs habitués à compter par petits chiffres. Les fournitures que le métayer faisait à son maître en nature, c'est-à-dire en fruits et en volailles, furent supprimées. Les salaires des jours de travail supplémentaire furent élevés au taux normal adopté pour les ouvriers libres de la région. Jadis, ces charges passaient pour une compensation du logement gratuit. M. le comte Guicciardini fait observer aujourd'hui que le logement est de droit, qu'il fait partie intégrante du capital à fournir par le propriétaire et que, la question de droit strict mise à part, il est à tout le moins le signe le plus apparent du caractère familial de l'asso-



ciation contractée entre propriétaire et cultivateur.

Ceci fait, on s'est mutuellement distribué des avis un peu plus sévères. On a conseillé aux propriétaires de ne pas considérer l'agriculture comme un simple sport, intermittent, de voir dans leurs métayers non pas de simples locataires, mais des associés, de bien choisir surtout leurs régisseurs ou *fattori*, d'éviter de n'en avoir qu'un seul pour des domaines divers, éloignés les uns des autres, de revenir plutôt à l'homme né dans le pays, sorti du rang des travailleurs, connaissant bien le sol et les cultures, et de ne pas tout concéder au nouveau fonctionnaire, la plupart du temps un fruit sec en quête d'occupations lucratives, exploitant également le propriétaire et le métayer, servant quelquefois à l'un comme à l'autre de caissier intéressé, c'est-à-dire usuraire. On conseilla de plus à tous les amis de la terre de savoir user correctement du crédit, du crédit hypothécaire pour les grandes exploitations, du crédit personnel pour les petites dépenses, mais toujours pour dépenses productives et en vue de progrès véritables, de se concerter surtout pour obtenir des pouvoirs publics qu'ils ne réservent pas toutes leurs faveurs aux ouvriers des villes, de maintenir enfin, avec l'unité culturelle, l'unité familiale qui doit s'y adapter, de les défendre toutes les deux contre les appels extérieurs qui tendent à les rompre et qui n'en feraient bientôt plus que des débris disjoints.

La vérité oblige à dire que c'est surtout aux propriétaires qu'il y a lieu de rappeler ces instructions ; les travailleurs manuels accepteront l'impulsion et la di-

rection pourvu qu'on les leur donne de manière à leur être utile et à ne pas les humilier. Si le métayage est comme une famille, il convient, avant tout, que le chef en soit actif et qu'il demeure le plus possible présent.



La sagesse de ces accords apparaît encore plus digne d'approbation et même de louange, quand on suit les épreuves du métayage en des régions plus agitées, par exemple dans les Romagnes. Il fut un temps où, à Ravenne même, d'antiques familles, telles que celle des Pasolini, pouvaient, dans la collection des *Ouvriers européens*, donner leurs métayers comme des types de travailleurs à mettre à côté des métayers toscans. A coup sûr ces métayers font toujours d'assez bonnes affaires : dans l'été de 1910 on calcule que sur les dix millions déposés à la caisse d'épargne de Ravenne, plus de la moitié leur appartient. Mais ici les métayers sont en contact avec les ouvriers instables de la grande propriété, qui les flattent ou qui les menacent, suivant qu'ils croient trouver en eux des aides à organiser ou des obstacles à vaincre. J'y ai déjà fait allusion ; je suis obligé d'y revenir, car la situation est présentement très critique. Il faut qu'entre les organisations opposées des propriétaires et des purs braccianti, les métayers prennent parti. Sans doute, avec leur habileté longuement réfléchie et toujours dissimulée de

paysans, ils ont pu caresser le projet d'user successivement des uns et des autres. Le salaire nominal, c'est toujours ce que l'on voit ou ce que l'on envie, sans regarder le revers de la médaille (1). L'élévation croissante des salaires chez les grévistes ne pouvait donc que créer, dans les opinions, dans les mœurs, dans l'ensemble des résolutions prises ou subies, un état favorable aux revendications des non possédants. Les métayers devaient d'autant mieux en profiter que, poussés par les braccianti, ils avaient, eux aussi, créé des ligues auxquelles, livrés à eux-mêmes, ils n'eussent probablement pas songé. Mais il arriva un moment où le métayer ne fut pas seulement arrêté par les calculs intéressés dont j'ai parlé, et qui l'induisirent à décliner des engagements imprudents. Les exigences des ouvriers instables lui apparaissaient comme de nature à lui causer, à lui-même, trop de dommages. Si, en effet, ces ouvriers font manquer la moisson en boycottant ceux qui ne veulent pas payer des prix exorbitants, le métayer en perd sa part. Si les grévistes élèvent de plus en plus leurs prétentions, dans le seul but de pouvoir mieux braver le péril du chômage, volontaire ou non, et de vivre personnellement mieux qu'ailleurs, en se rendant, par exemple, à bicyclette sur le lieu de leur travail, s'ils exercent sur les propriétaires et sur

(1) « Dans son état actuel, la Romagne présente un phénomène à première vue incompréhensible, celui d'un chômage permanent, accompagné de salaires d'une élévation qu'on ne connaît dans aucune autre partie de l'Italie » (*Stampa* du 10 juillet 1910).

le gouvernement une pression de plus en plus menaçante, ils risquent bien de décourager les capitaux privés ; mais si ces capitaux ne viennent plus seconder, comme hier encore, les efforts de leurs associés, le travail manuel de ces derniers perdra vite de sa fécondité.

Des périls à la fois plus inattendus et plus proches sont venus inquiéter les métayers romagnols. Dans l'été de 1909, au moment même où je me trouvais sur les lieux de mes enquêtes, les ligues ouvrières émettaient pour la première fois une singulière prétention. Après avoir tant maudit, tant combattu la machine, ils s'avisèrent d'en réclamer le monopole. Certaines ligues régionales en avaient acquis pour leur propre compte et elles les sortaient surmontées de drapeaux rouges au son de la musique. Elles se flattaient d'en imposer l'usage, l'usage payé, bien entendu, sous forme de location, avec un tarif fixé par elles, à tous les propriétaires de la région ; ceux-ci ne devaient même pas avoir le droit d'en avoir à eux et de s'en servir sur leurs propres terres (1). C'était comme un privilège de cor-

(1) Pour montrer à quel degré d'illusion — réelle ou feinte — en étaient arrivés les auteurs de cette théorie, il suffira de transcrire ici ce passage d'un des plus grands journaux italiens du 9 juillet 1910 (à la reprise des hostilités).

« Le gouvernement, paraît-il, a déclaré que le droit des patrons de battre leurs grains avec les machines de leur choix et par conséquent le devoir des autorités de leur prêter main forte au besoin pour assurer le respect de ce droit, étaient incontestables. *Cette nouvelle est de nature à produire dans toute la Romagne une impression incalculable* » (sic).



poration, rétabli d'office, et une publication de Bologne, le *Bolletino Federale Agrario*, du 15 août 1909, signale plusieurs propriétaires qui, menacés de boycottage, avaient subi ces conditions. Des fermiers s'étaient vus aux prises avec les mêmes exigences, mais ils semblent les avoir repoussées avec une énergie plus décisive.

Or, dans les débuts, les braccianti avaient associé les métayers à leurs prétentions et aux gains qu'ils en espéraient. Ils comptaient ainsi les enrégimenter plus sûrement dans leurs ligues, où d'ailleurs ils étaient certains de garder sur eux le bénéfice de la majorité numérique. Ils l'espéraient d'autant plus qu'ils gagnaient aisément à leur cause un groupe intermédiaire, beaucoup plus rapproché d'eux toutefois du pur prolétariat ; celui des *braccianti terziarii*, salariés venus pour la plupart du dehors et travaillant pour le compte du propriétaire, mais recevant comme salaire, au lieu d'argent, un tiers du produit de la récolte ; on leur persuadait qu'ils avaient le droit d'employer exclusivement leurs propres machines (ou celles du parti) pour battre le grain destiné à les payer. Mais bientôt se produisit une de ces scissions qui avaient tant troublé la vie des corporations fermées et tant compromis leurs privilèges. Les ouvriers de la machine, mécaniciens, chauffeurs, plieurs de paille, s'avisèrent qu'ils étaient seuls compétents et qu'en conséquence, ils avaient seuls droit aux produits de l'opération ; le paysan, dont l'office est de remuer la terre, n'y pouvait plus prétendre. Ainsi la guerre de classes, inaugurée par une

première lutte entre patrons et travailleurs, creusait sous elle un abîme de plus ; elle descendait jusqu'à une guerre de sous-classes entre deux catégories, un instant coalisées, de travailleurs. Il ne faudra pas beaucoup d'incidents de cette nature pour que les métayers, unis aux fermiers, s'assurent de plus en plus une organisation indépendante. Puis, dans les conventions à intervenir, ils se rapprocheront plus des propriétaires, associés à eux par leurs efforts de patience et à long terme, que des instables, vivant au jour le jour et ne songeant qu'au salaire à conquérir de haute lutte en toute occasion jugée favorable par eux.

Il semble qu'en juillet 1910 ils aient jugé l'occasion favorable ; car les troubles renaissaient à Ravenne — dans la partie remarquons-le bien où la situation des travailleurs de tout type s'était le plus améliorée. Ces troubles étaient aggravés, bien entendu, par les conflits politiques des républicains et des socialistes entre lesquels le sang venait de couler une fois de plus. En face de la vieille Chambre de travail socialiste, s'était élevée et rapidement développée une nouvelle Chambre de travail, républicaine. Les socialistes entendaient maintenir et faire triompher leur principe, que les machines agricoles devaient être la propriété, non des simples particuliers, mais des groupes de travailleurs. Or, des groupes il y en avait toujours beaucoup, qui ne s'entendaient pas, qui étaient même violemment hostiles les uns aux autres. Tels d'entre eux, à l'encontre des batteuses « jaunes » et de la cavalerie qui les escortait, sortaient, au son de la musique, des batteuses

« rouges », avec leur personnel réclamant pour lui seul le droit de les conduire, même sur la propriété du patron (1). Beaucoup de salariées tertiaires cédaient à

(1) Une lettre de Ravenne du 10 juillet 1910 rapporte l'incident que voici. « On a vu à Castiglione de Ravenne un exemple typique. La coopérative, composée de socialistes, de républicains et de cléricaux avait, l'année dernière, acheté une batteuse de 14,000 livres. L'autre jour s'éleva la question de savoir si la machine devait battre avec une main d'œuvre « rouge » ou avec une « jaune ». La majorité des associés était républicaine ; mais le président de la coopérative était socialiste, et il menaçait de faire mettre la machine sous séquestre, moyen pratique d'empêcher le travail. Aujourd'hui se sont abouchés deux socialistes et un républicain de l'association, et après un demi-heure de colloque, la question fut résolue pacifiquement, (ce qui n'arrive pas toujours, il s'en faut). On convint que la machine resterait à la majorité républicaine, mais que les socialistes retireraient leur part du capital social, afin d'avoir à eux une machine « rouge ».

Ainsi machines patronales, machines ouvrières républicaines, machines ouvrières socialistes, personnel socialiste risquant d'être au service d'une machine républicaine et s'y refusant., le résultat de cette abondance de machines et de personnels fut qu'un grand nombre de produits destinés à l'exportation ne purent pas être récoltés.

En janvier 1911, la Chambre est saisie de différentes interpellations et de divers ordres du jour en vue de mettre fin aux litiges. Une grosse majorité paraît d'accord pour déclarer qu'en principe, le droit du propriétaire d'avoir ses machines et de s'en servir n'est pas douteux, mais pour ajouter qu'en face du droit il y a la politique et ses exigences. Qu'exige-t-elle donc, cette politique ? Qu'on essaye de satisfaire tout le monde, sans doute ! Beaucoup se flattent d'y réussir en s'en rapportant à celui qui est placé entre le propriétaire et l'ouvrier, au métayer : lui seul serait chargé des battages, et il aurait le libre choix entre les machines ouvrières et les machines patronales. Ce sera se décharger du fardeau sur des gens qui seront peut-être fort embarrassés pour le porter.

la pression ; les métayers résistaient. Mais pendant toute cette agitation, si les troupes envoyées par le ministère réussissaient à prévenir ou à raréfier les coups de couteau et de révolver, elles n'empêchaient ni les grains de pourrir sur place, ni les propriétaires de se demander s'ils n'allaient pas tout abandonner. Convocations, entrevues, proclamations, ordres du jour se croisaient. On demandait l'arbitrage et on refusait de l'organiser. Les chefs socialistes émettaient cette prétention naïve ou audacieuse, que quand des chambres de travail n'étaient pas d'accord, c'était à la confédération générale, c'est-à-dire à eux-même de les y mettre. Ils étudiaient cependant les moyens d'amener à eux, par des concessions apparentes, les métayers assez imprudents pour écouter quelques-unes de leurs propositions. L'important pour les socialistes, nous l'avons vu, est de donner un coup de sape de plus dans l'entente des propriétaires et de leurs associés, pour hâter la ruine des premiers. Ils avaient bien dans la province de Bergame soutenu un jour la cause des capitalistes contre une organisation catholique qui, elle, soutenait les ouvriers. Ils espéraient discréditer celle-ci, ou lui rendre la vie difficile. Elle écartée, ils se flattaient bien de reprendre leur tactique habituelle. Il leur en coûtait donc peu de jouer même jeu dans l'imbroglio ravennais. Finalement on rédigea des compromis spéciaux, temporaires, concédant ici ce qu'on n'osait pas imposer là, le tout avec de belles phrases et des stipulations qu'évidemment chacun se réservait d'oublier ou d'interpréter à sa façon suivant les circonstances.



Périodiquement on peut répéter la même formule : « Pour le moment, les hostilités violentes paraissent suspendues » ; mais la population sédentaire attachée aux traditions ne peut ignorer ce qui l'attend, si elle faiblit. Le but des socialistes est de ruiner la propriété, en l'attaquant directement et plus encore en ébranlant tout ce qui lui sert comme de contrefort et d'étais. Tout pacte qui intéresse un non propriétaire à la propriété d'un autre leur est donc odieux, et le seul mot de *cointeresenza* désigne pour eux un ennemi. Dans la ville ou plutôt le gros bourg d'Argenta (entre Ferrare et Ravenne) peuplé de 25,000 habitants, dont les trois quarts vivent de l'agriculture, ils n'ont au Conseil municipal qu'une majorité de 2 voix, 16 contre 14 ; mais ils profitent de cette faible prépondérance pour exclure systématiquement de toute assistance communale ceux qui acceptent un régime cointéressé avec un propriétaire quelconque. Quand l'esprit d'utopie se heurte à la résistance des forces naturelles dont il se sent incapable de venir à bout par une action loyale, il se rabat sur des moyens tortueux. Il s'imagine aussi qu'il retiendra mieux ses nouvelles recrues, parfois hésitantes, en agissant sur elles par la terreur. A Ravenne, celui qui est infidèle au mot d'ordre et pactise avec l'adversaire est frappé d'une sorte d'interdit : on défend de lui fournir du lait, même s'il a un enfant malade, et, si sa maison brûle, il est interdit de lui porter secours. J'ai bien vu qu'à propos d'un incident de cette nature, un journal du parti ergotait sur cette forme de barbarie sectaire ; mais ses explications et ses

distinctions embarrassées ressemblaient terriblement à un aveu.



Jusqu'ici, peu de métayers, surtout en Toscane, cherchent à devenir propriétaires. S'ils ont été éprouvés par la mévente des vins, s'ils ont à souffrir de bien des exigences fiscales, il peuvent aisément se rendre compte que là rien n'est imputable au métayage. La petite propriété, si elle a son indépendance et quelques chances heureuses de développement, a, elle aussi, les mêmes sujets de plainte, avec un certain nombre de soucis en plus.

C'est évidemment en Piémont (la province de Novare et ses grandes rizières mises à part) qu'il faut venir l'étudier. Les statistiques nous donnent le nombre de propriétaires par 100 habitants dans les diverses provinces du royaume. En 1905, la moyenne est de 12,66. Sur les six provinces septentrionales, presque toutes sont au-dessous, mais surtout la Toscane qui n'en compte que 8,5. Le Piémont est notablement au-dessus ; car il arrive à 21, et cela encore une fois, malgré la région de Novare et Verceil qui n'a que 12,34.

Une autre statistique vient compléter celle-ci. Sur 100 agriculteurs combien y en a-t-il qui cultivent leurs propres terres ? L'Annuaire officiel nous disait pour 1902-1903 : il y en a 10 dans les Romagnes, 40 en Tos-

cane et 70 dans l'ensemble du Piémont ; la proportion y atteint même 90 dans les parties montagneuses.

Propriété ne signifie pas nécessairement richesse, ni même nécessairement aisance. Le Piémont passe bien pour la province qui a le plus de capitaux à elle, de capitaux nationaux. Calculer les parts qui reviennent à la grande propriété ou à l'industrie très développée déjà et aux économies venant de la petite propriété serait difficile. Pour nous en tenir à la petite propriété, il résulte de tous ces témoignages que présentement elle est favorisée là où elle peut se livrer à l'élevage et aux productions recherchées dans les villes, mais qu'ailleurs elle vit péniblement, surtout quand elle compte sur le vin, dont la mévente l'a beaucoup éprouvée depuis deux ans.

Les environs d'Alexandrie sont assez bien partagés. La politique aventureuse du chef-lieu se trouve même lui être avantageuse. Les conservateurs et monarchistes qui forment, dit-on, la majorité réelle de la population s'étant divisés, les socialistes ont conquis la municipalité. Ils ont fait plus, ils ont consolidé leur situation aux yeux du plus grand nombre en abolissant les octrois et en les remplaçant, comme l'ont fait ailleurs bien d'autres villes, par des impôts que supportent exclusivement les classes riches et les classes moyennes, malgré le départ d'un certain nombre de familles qui passaient à Alexandrie plusieurs mois d'hiver et n'y reviennent plus, à cause des charges qu'on a fait peser sur elles. La combinaison a été d'autant mieux acceptée que la ville compte près de 3,000 ouvriers occupés à la fa-

brication des chapeaux de feutre. Ces ouvriers, jouissant de salaires tout à fait exceptionnels de 6,7 et 10 francs par jour, sont calmes ; mais ils le sont surtout parce que la place compte 5,000 hommes de garnison. Leurs beaux salaires et la suppression des octrois leur permettent une vie plantureuse. Aussi les marchés — surtout celui du lundi où se vendent chaque semaine plusieurs milliers de têtes de bétail — sont-ils florissants, et les paysans, satisfaits de cet état de choses, font-ils maintenant cause commune avec les ouvriers de la ville. La petite propriété — là où la vigne ne domine pas — est très peu endettée et elle fait très bien ses affaires.

Dans les hautes vallées comme celles d'Ivrée et d'Aoste et sur les flancs de leurs montagnes, à la fois très vertes et très rustiques, c'est le pays où la féodalité s'est le plus longtemps conservée, comme l'attestent encore de nombreux châteaux dont plus d'un est attribué au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Des colonies calvinistes étaient venues de l'Allemagne, s'y étaient établies à la Réforme ; des centres jansénistes s'y sont également constitués. Les uns et les autres y sont incontestablement en décadence ; les jansénistes surtout y ont complètement disparu, tandis qu'un certain esprit français s'y conserve avec l'usage de notre idiome. A bien peu de chose près, c'est la Savoie, dont il semble que les montagnes rapprochent encore plus qu'ils ne séparent les deux pays. Dans la partie relativement basse, du côté, par exemple, d'Ivrée, sont encore de belles prairies herbagères d'une assez grande étendue et coupées de cul-



tures à grand rendement, comme le maïs, la betterave. D'Ivrée à Aoste, le caractère de la toute petite propriété s'accentue, les vignes entourées de murs en pierres sèches, les treilles soutenues par des colonnettes irrégulières, escaladent une bonne partie de la montagne. On reconnaît ce travail opiniâtre qui ne coûte au paysan que son temps et sa peine. Aux approches d'Aoste et à Aoste même la vallée s'élargit, les sources entretiennent la fraîche verdure de petites prairies. Les gens, habitués à tout mesurer à une échelle modeste, vous montrent, avec une certaine admiration mêlée peut-être de quelque envie, des fermes qui comptent « jusqu'à 30 ou 40 vaches », ou encore telle propriété qui a bien coûté 100.000 francs ; elle est d'ailleurs exploitée directement par son propriétaire.

Ici, comme en plus d'un pays de montagne, une certaine instruction s'unit à une très grande simplicité. On me fait remarquer que beaucoup de centres très modestes ont imprimerie et librairie, que la petite ville de Bielle a installé une école professionnelle fréquentée pendant l'hiver par les jeunes gens qui se proposent d'émigrer. D'autre part, errant à Ivree, qui est déjà une cité vivante et prospère, je pénétrais dans une sorte d'enclos situé sur la hauteur, à proximité d'une place silencieuse ; là, au-dessus d'une porte à laquelle accédait un escalier bien simple, je voyais représentée une poule amenant ses poussins sous ses ailes. L'art de la Renaissance n'avait rien à y voir, ni dans le dessin ni dans la couleur : le tout pouvait être dû à un artiste du village ; mais on y lisait : *filios appello*,

c'étaient les armoiries de l'évêque ; c'était le « Palais épiscopal. » Les anciens calvinistes qui avaient essayé, dit-on, une sorte de contre Saint-Barthélemy, dont persiste le souvenir (1), n'ont jamais dû reprocher à l'épiscopat de ce pays de négliger le peuple pour les grands et la vie évangélique pour le luxe des beaux-arts.

Deux révélations des statistiques m'avaient quelque peu surpris et surpris même en ce qui touche à tout l'ensemble du Piémont. C'est la région qui, de l'aveu général, est la plus sérieusement religieuse de toute l'Italie : c'est aussi celle qui a le plus de propriétaires cultivant eux-mêmes leurs propres terres. En même temps c'est elle qui donne, dans les scrutins politiques, la plus forte proportion de voix socialistes, et c'est elle qui a la natalité la plus basse.

Sur le premier point, on mit aisément fin à mon embarras, en m'expliquant que le *non expedit* du Souverain Pontife empêche généralement les catholiques de voter dans les élections de députés et que, dès lors, il n'est pas étonnant que l'élément socialiste prenne de ce fait un relief trompeur. On aurait pu en dire da-

(1) Il persiste surtout dans la tradition que voici. Toutes les églises de la vallée d'Aoste sonnent encore aujourd'hui l'Angélus à onze heures et demie. On prétend qu'un chef huguenot avait projeté, sur les ordres de Calvin, de faire un grand massacre de catholiques à l'heure de midi d'un certain jour ; mais le coup avait manqué parce que le sonneur avait mis sa cloche en branle une demi-heure trop tôt. Depuis lors on sonne toujours avec la bienheureuse avance qui a sauvé la population fidèle.

vantage. Il s'agit ici de comparer des chiffres proportionnels. Or, le Piémont, étant la province la plus instruite, est celle qui compte le plus d'électeurs dans toutes les couches de la population puisqu'en Italie les illettrés ne votent pas. Ce sont donc les provinces les plus arriérées (nous le verrons à propos de l'Italie du Sud) qui ont, non pas le moins de socialistes, mais le moins de socialistes *volants*.

Sur le second point, on pouvait hésiter davantage ; car si, en général, les croyances catholiques encouragent la fécondité des familles, il est encore plus connu et plus certain que le souci du bien acquis la ralentit. Jusqu'ici les pays de faire valoir direct sont, toutes choses égales d'ailleurs, beaucoup moins prolifiques que les pays de fermage ou de métayage et que les milieux purement ouvriers. Il semble bien établi que ce faire valoir direct attache les familles à leur bien, leur en fait craindre la division et le morcellement, et que par conséquent la peur de multiplier les copartageants, destinés à se ruiner en frais pour se disputer des parcelles insignifiantes, est plus forte que le respect des prescriptions bibliques. Tout ceci est spécieux, mais, dans le cas présent, n'est que spécieux. En réalité, le régime de la propriété n'est pour rien dans la faiblesse relative de la natalité piémontaise ; car en Italie le père de famille est bien autrement armé qu'en France contre le morcellement et les dangers du partage forcé. De plus, les mœurs ajoutent encore, surtout en Piémont, aux moyens de lutte que lui fournissent les lois.

D'abord la quotité disponible laissée au père est de

la moitié de ses biens, quel que soit le nombre de ses enfants, et de cette quotité disponible les filles sont généralement exclues, en fait. Pour avantager les fils et les attacher par cela même plus solidement au bien héréditaire, le père les considère souvent comme ayant gagné à son service, dans leurs jeunes années, les gages d'un auxiliaire; mais ces gages il ne les leur a pas donnés ou n'est pas sensé les leur avoir donnés de son vivant : il les laisse comme une créance capitalisée qui s'ajoute à leur part légale. Si rien de tout cela ne suffit, eh bien ! me dit un avocat de Turin que je rencontre à Ivree et qui me donne toutes ces explications, « il faut que les notaires s'ingénient et trouvent des combinaisons ». Il y a d'ailleurs quelque chose qui facilite celles-ci, c'est le retour de plus d'un fils qui rentre de l'étranger avec des économies et les consacre à faire lever les hypothèques, à indemniser, s'il y a lieu, tel de ses frères ou telle de ses sœurs. Il maintient par là l'héritage comme ont pu le souhaiter ses auteurs.

L'émigration répare ainsi d'une certaine manière le trouble qu'elle a pu causer, car c'est elle qui, à n'en pas douter, est la seule cause de l'infériorité remarquée dans la population piémontaise. Infériorité légère, ne négligeons pas de le dire, puisque le nombre moyen des membres de la famille est encore ici de 4,2 contre 5 en Toscane et 5,5 en Vénétie. Ce faible écart s'explique facilement par la longueur des absences que font si souvent les maris émigrés.

Par le fait de l'excédent des naissances et de la proportion qu'il atteint, l'accroissement de la population



dans l'Italie entière devrait se chiffrer par 10,8 sur 1.000 habitants. Déduction faite des pertes causées par l'émigration, il n'est que 6,1. Dans la plupart des provinces du Nord la perte est d'environ 2 pour 1.000. Dans le Piémont, elle est plus considérable, elle est de 5,1 (l'accroissement n'étant en fait que de 3,4 au lieu de 8,5). On ne saurait en être surpris quand on voit que dans l'un des derniers recensements, par le fait de l'écart entre la population légale et la population résidente de fait, il manquait au Piémont 90.000 de ses habitants. Avec une population presque égale, la Vénétie n'avait qu'un écart de 58.000. C'est que l'émigré piémontais s'en va de chantier en chantier, de mine en mine, d'un bout de l'Europe à l'autre, on peut dire, pour quelques-uns, d'un bout du monde à l'autre.

Au commencement de septembre 1909, j'arrivais à Aoste le jour même où l'on célébrait en grande pompe le huitième centenaire de la naissance de saint Anselme. Je trouvais réunis à l'évêché les témoins les mieux renseignés des mœurs de la région. Ils s'accordaient à me dire que sur les 90.000 habitants de l'arrondissement il y en avait certainement 10.000 vivant au dehors, bien au-delà des frontières, y restant des trois, quatre, six et même dix années en annonçant toujours leur retour et en le remettant toujours. Or, comment leurs familles vivent-elles en leur absence ? Généralement la femme est très honnête et très courageuse. Elle et ses enfants ont le petit bien, le travail irrégulier, de çà de là, l'élevage des vers à soie et les envois d'argent du

mari. Il y a bien de la pauvreté, bien des souffrances, mais enfin on vit... comme on peut... *come puo*.

En me rendant d'Aoste à Courmayeur je cause avec un vieux paysan qui trouve que les jeunes, émigrés ou non, ne savent plus économiser comme autrefois, que certains célibataires vont gagner en Amérique des 25 à 30 francs par jour et n'en sont pas plus riches. Beaucoup cependant reviennent en apportant de quoi acheter des terres : et finalement il n'y a point de misère profonde, mais en attendant, les ménages sont longtemps divisés, la mère vivant comme à l'état de veuve ; et de plus, des milliers d'absents qui renoncent pour longtemps à accroître la famille comptent encore comme habitants : ils servent donc à augmenter sur le papier le nombre de ceux sur qui sont établis les pourcentages. Autrement dit, en langage technique, ils diminuent le numérateur en maintenant le dénominateur, l'un et l'autre artificiellement.

Ce n'est donc pas encore dans la petite propriété piémontaise qu'il faut aller chercher les effets de la propagande néo-malthusienne.

Ce n'est point là, non plus, qu'il faut chercher des motifs d'accentuer l'antagonisme entre les pauvres et les riches ; car les intérêts de la petite et de la grande propriété sont solidaires, et les détenteurs de la seconde sont encore ceux qui le comprennent le mieux. On l'a vu en France par le mouvement des syndicats agricoles, où la petite propriété a pu retirer tant de bénéfices des initiatives prises surtout par la grande. L'état d'esprit m'a paru être le même en Piémont. C'est dans

les classes élevées, c'est chez les maîtres de l'Université de Turin, c'est dans les châteaux voisins de leurs fermes dominant les hauteurs, que l'on recueille les plaintes les plus amères sur le sort de bien des petits propriétaires isolés, cultivant leurs propres terres. Ceux-ci trop souvent empruntent sur hypothèque et à intérêts parfois élevés. Ils restent donc nominalement propriétaires, paient les impôts, mais, en définitive, travaillent pour leurs créanciers entre les mains de qui vont les véritables profits de la culture. Réduits à leurs ressources individuelles, ces pauvres gens deviennent plutôt les esclaves que les maîtres de leur modeste domaine, et c'est bien là ce que les socialistes leur crient ou leur soufflent à l'oreille (1). Seule, l'association peut les préserver, tous les grands propriétaires qu'on peut consulter le proclament. C'est là un des points essen-

(1) D'après une étude publiée dans la *Revue économique internationale de février 1908*, la dette hypothécaire italienne serait d'environ 3 milliards, c'est-à-dire inférieure à ce que l'on croit généralement ». Elle ne pèserait surtout pas sur l'agriculture autant que sur l'industrie et sur les constructions et les terrains des usines. Les prêts faits au sol seul, en tant que sol cultivable, ne seraient que de 800 millions. Mais nous parlons ici du Piémont. C'est le moment d'observer que les ventes par expropriations forcées, bien qu'inférieures à la moyenne du royaume (que grossissent beaucoup les ventes de la Basilicate, de la Pouille), y sont néanmoins supérieures à celles de la plupart des provinces septentrionales. Elles sont de 8,6 par 100,000 habitants, contre 7,6 en Toscane. 5,4 en Emilie ; 3,8 en Vénétie ; 1,7 en Lombardie. Depuis la période 1886-1887, toutefois, le coefficient a diminué dans l'ensemble du royaume et il a diminué surtout dans le Piémont où il est tombé successivement de 20,4 à 8, 8, et à 8, 6.

tiels où éclate le plus l'impossibilité d'englober les urbains et les ruraux dans la même propagande et de leur faire caresser longtemps les mêmes rancunes. Tandis que les grands industriels trouvent toujours qu'il y a trop de syndicats entre ouvriers, les gros propriétaires ruraux trouvent toujours qu'il n'y en a jamais assez entre ceux qui possèdent le moindre petit coin de terre et ceux qui possèdent de plus gros domaines. Dans l'industrie, le développement des inventions et des découvertes a jusqu'ici poussé à la concentration des usines et à l'accroissement presque indéfini des vastes entreprises. En agriculture, l'action de la science et celle des capitaux favorisent toutes deux également la culture intensive, laquelle permet et souvent même appelle la multiplication des petites propriétés. Les grosses en conçoivent-elles de la jalousie ? Il ne le semble pas, car elles savent bien qu'en favorisant les succès de la petite propriété, elles propagent les bonnes méthodes, elles accroissent la production, tout en la régularisant par une plus grande variété de produits utiles, consommés sur place ; elles savent surtout qu'en développant la mutualité et en facilitant le crédit pour tous, elles raffermissent la propriété en général, qu'ainsi elles préviennent le déclassement et les adhésions au socialisme qui en sont les suites.

Malgré les voix socialistes recueillies dans les petites villes et parmi les ouvriers nomades qui viennent voter entre deux émigrations, là est le fondement de ce que la province du Piémont offre encore de traditionnel, de solide et de rassurant.



## CHAPITRE IV

### LES PRIX ET LES SALAIRES EN ITALIE — LES CONDITIONS ESSENTIELLES DE LA VIE

#### I

**Le développement apparent de la richesse. — Les déceptions.**

— Accroissement des salaires. — Accroissement du prix de la vie. — La campagne contre la cherté du loyer. — Le cercle vicieux. Est-il possible d'en sortir ?

**Industrie, agriculture. — Comment le problème de leurs rapports se pose en Italie. — Opinion du député Longinotti. — Manque fâcheux d'équilibre. — Trop de vin, pas assez de blé.**

**Les usines et le caractère de la main d'œuvre italienne.**

**Importation et exportation.**

De l'aveu général, le développement de la richesse italienne est notable (1). De 1898 à 1909, les exportations se sont élevées de 1.203 millions à 3.079. Les

(1) Le présent chapitre vise surtout les conditions économiques de l'Italie septentrionale. L'Italie du Sud a des misères tout à fait à part et qui demanderont une étude spéciale.

achats, il est vrai, n'ont pas cessé de dépasser les ventes ; mais le milliard auquel on peut évaluer présentement la différence, le pays le paie avec l'or que lui laissent les touristes et avec l'argent qu'envoient les émigrés. Jusqu'ici, les sommes provenant de ces deux sources passaient pour être équivalentes ; à l'heure actuelle, on est disposé à attribuer plus d'importance à la seconde.

Le commerce intérieur ne semble pas avoir été moins favorisé. Dans la période de 1893 à 1904, les protêts ont baissé de 409 à 286 par 100.000 habitants, et les ventes judiciaires d'immeubles sont tombées de 16 à 11, en chiffres ronds.

Les années 1904, 1905, 1906 sont généralement données par les publicistes comme des années de vaches grasses ; et elles devaient être d'autant plus bénies des populations, qu'elles venaient à la fin d'une période où, d'après des recherches faisant autorité, le coût général de la vie avait baissé.

De la période 1879-1881 à la période 1901-1903, un économiste allemand, Gaisser, avait établi l'importance de cette baisse par des chiffres précis que la presse italienne a souvent enregistrés. Il trouvait une diminution de 9,56 pour 100 sur le riz, de 46,01 sur le froment, de 19,17 sur les fromages, de 42,03 sur les pommes de terre, de 21,15 sur le pétrole. Il concluait que sans les impôts exorbitants qui pèsent sur elle et notamment ceux qui renchérisaient si durement le prix du sel et celui du sucre, l'Italie serait le pays de l'Europe jouissant des conditions les meilleures.

On n'est pas surpris dès lors de constater que de

1872-1875 à 1905, la mortalité est descendue de 30,5 à 21,9 par 100.000 habitants. La tuberculose n'a sans doute reculé que très lentement ; car en treize ans on n'a, sur la mortalité qu'elle amène, regagné que 3 individus par 10.000 habitants, tandis qu'en Allemagne, 10.000 habitants ont, dans une période de dix ans, repris à la maladie meurtrière 88,3 sujets. Les habitations de la Haute-Italie se sont cependant bien améliorées ; mais nous savons que les climats méridionaux, par les tentations qu'ils offrent à l'insouciance, au laisser-aller, sont peut-être plus perfides que ceux où l'homme se sent contraint de multiplier les précautions. Quoi qu'il en soit, l'amélioration était générale : les couches profondes de la population entendirent y participer de plus en plus.

Dans quelle mesure y ont-elles réussi ? Depuis plus d'un an, ce ne sont de ville en ville que protestations et menaces collectives, congrès, pétitions, mises en demeure adressées aux municipalités et à l'Etat contre le renchérissement du coût de la vie, c'est-à-dire des denrées et encore plus du loyer. La pauvreté n'a-t-elle donc pas diminué ? De toutes parts ils est aisé de recueillir la même réponse : « Si, à coup sûr, mais ce qui a diminué plus encore, c'est la résignation à la supporter. »

Que les salaires, soit à la campagne, soit à la ville, se soient considérablement améliorés, c'est là un fait universellement reconnu et même proclamé. Établir l'exacte valeur du salaire moyen de l'ouvrier de la Péninsule serait difficile. Si nous nous en rappotrons aux

statisticiens officiels, à leur méthode d'évaluation, nous apprendrons d'eux, que vers 1871-1872 il fallait environ 185 heures de travail pour payer un quintal de froment, et qu'il suffit aujourd'hui de 91 heures (1). Mais quand les dépenses indispensables sont devenues plus faciles, les dépenses de simple utilité sont plus désirées; et enfin se fait sentir de plus en plus le besoin du superflu. Or, le public italien se plaint plus que jamais des conditions d'existence qui lui sont faites. Il s'aperçoit que les chiffres donnés par l'économiste allemand ne sont plus exacts. Le prix des choses avait donc grandi : la naïveté populaire n'avait pas prévu cette conséquence de l'accroissement des salaires, elle s'en étonne et s'en indigne.

Le fait n'est pas douteux. Le voyageur s'en aperçoit quand il paye ses notes à l'hôtel et au restaurant. Il cherche en vain les bonnes installations à l'italienne, simples et savoureuses, qui l'accueillaient encore il y a quinze ans ; elles ont disparu devant la difficulté de garder avec les anciens prix les anciennes méthodes : elles ont cédé la place à des entreprises d'allure internationale, banales et coûteuses sous leurs semblants d'élégance superficielle. Mais il y a quelqu'un qui se plaint encore plus que le voyageur, c'est l'habitant, surtout, il est vrai, quand la chaleur habituelle aux réunions publiques enflamme son imagination.

(1) Voir dans la *Rivista internazionale di scienze sociali* de mai 1909 l'étude de Chessa et ses précieuses références.



## II

Devant les auditoires populaires, les orateurs, comme il fallait bien s'y attendre, s'en prennent à toutes sortes de choses qu'ils connaissent plus ou moins bien, à la balance du commerce, à l'entrée d'une trop grande quantité d'or, aux accaparements par les trusts, au trop grand nombre des petits commerçants et surtout à la cupidité des propriétaires. Quant à l'élévation des salaires et des émoluments, la plupart n'en parlent que pour gémir sur la manière dont s'en évanouissent les bénéfices. Par exemple on entendait dire, aux applaudissements de l'auditoire, en un meeting tenu à Turin le 6 août 1909 : « L'augmentation des dépenses pour la vie matérielle tend à rendre vaines et dérisoires les améliorations de salaire que les travailleurs ont obtenues de la classe capitaliste. » Un autre orateur, voulant être plus précis, établissait que si cette dernière augmentation avait été de 20 0/0, l'accroissement des dépenses l'avait certainement réduite à 2 ou à 3. Si un isolé s'avisait de dire que des deux phénomènes, l'un était précisément la cause de l'autre, il avait grand'peine à se faire écouter. Il fallait ouvrir des recueils rédigés par des gens de sens bien rassis pour y trouver ces lignes plus résignées : « Il ne serait pas inutile aujourd'hui de mettre en regard

de l'élévation des salaires l'élévation des prix des denrées et de tous les objets nécessaires à la vie. Ce double tableau démontrerait que l'augmentation des prix est en partie une conséquence de l'accroissement des salaires, et qu'ainsi nous nous débattons dans un cercle vicieux. »

Que ce cercle existe au moment présent, rien de plus certain. Est-il impossible de le rompre ? Ce n'est pas plus impossible qu'ailleurs. Seulement, il y faudrait de la patience et de la bonne volonté des deux côtés.

En ce qui concerne les loyers, l'élévation est très sensible dans les villes, et même dans des villes moyennes, comme par exemple à Vicence (1). Là, la cause est de nature à crever tous les yeux : c'est l'affluence des nouveaux habitants émigrés des villages. Cette affluence a été plus grande que ne l'a été l'empressement des propriétaires et des entrepreneurs à construire de nouvelles maisons. Puis, il est avéré que les gens ne se contentent plus de certains logements qui leur suffisaient autrefois.

(1) Où la population qui comptait 44, 777 habitants en 1901, en compte aujourd'hui environ 53. 000. Une enquête récente y a établi que plus de 10.000 personnes (4.892 hommes et 5.373 femmes) n'y disposaient pas chacun de plus de 20 mètres cubes d'air au lieu de 50 ou 60 exigés par les hygiénistes. Ajoutez l'absence à peu près générale de lieux d'aisance. Mais nulle part la crise est aussi intense qu'à Milan. Aussi un orateur d'une réunion tenue à l'Arena le 26 septembre 1909 signalait-il — entre autres exemples — un logement de deux pièces que d'un seul coup le propriétaire avait augmenté de 90 liras.

Donc, en septembre 1909, on entendait crier dans des meetings de Milan que les locaux manquaient, et un orateur se faisait applaudir avec furie en comparant la situation de Milan à celle de Messine : l'avarice des propriétaires élevant scandaleusement le prix des loyers produisait dans la première ville le même effet que le tremblement de terre dans la seconde : on allait être obligé de coucher dans des barraquements. Or le 30 du même mois, l'Office communal des habitations signalait dans Milan 1253 habitations disponibles, avec un total de 7.389 pièces.

Dans tous les cas, il est à souhaiter que les capitalistes bâtissent des maisons nouvelles et améliorent les anciennes. Mais s'empressez, comme on le fait, de leur annoncer que s'ils n'abaissent pas leurs prix au gré de leurs locataires, ceux-ci ne leur paieront rien du tout et résisteront par la force aux tentatives d'expulsion, ou encore les menacer de boycottage en allant par masses s'installer d'office et gratis dans les bâtiments municipaux ou corporatifs, dans les palais domaniaux, y compris le Palais-Royal, dans les couvents et enfin dans les églises, ce ne sont pas là de très bons moyens pour encourager à construire. Or, pour un peu, les locataires irrités de ne pas trouver assez de maisons à louer, parleraient de brûler celles qui existent. Un esprit de paix et de tolérance favoriserait, ce semble, beaucoup mieux de nouveaux placements immobiliers (1).

(1) Il faut dire aussi que les impôts qui grèvent la construction sont lourds : ils sont plus de 16 pour 100 sur les

Pour sortir du cercle vicieux dans l'ordre des produits industriels et agricoles, il est également des moyens qui n'ont rien de mystérieux ni de chimérique. Il faudrait que d'un côté les travailleurs, mieux payés pour un travail moins long, mieux à même par conséquent de ménager ou de réparer leurs forces, voulussent faire profiter la production de ce surcroît d'énergie devenu disponible. Il faudrait, d'autre part, que les patrons s'ingéniasent pour assurer eux-mêmes à ce travail une plus-value qui serait de leur fait, par le surcroît de soins qu'ils apporteraient dans leurs calculs, dans leur direction personnelle, dans l'emploi de leurs capitaux appliqués au perfectionnement de leur industrie. Alors l'augmentation de la qualité comme de la quantité des produits ferait hausser le plateau des avantages, et tout le monde en bénéficierait. Mais nous n'en sommes pas à croire que tout cela s'accomplira automatiquement. Il y a certes des lois naturelles, mais dont l'homme ne peut que trop retarder, troubler, arrêter même l'action bienfaisante. La bonne volonté de l'ouvrier italien a-t-elle été stimulée par l'élévation des salaires ? A en juger par les déclamations d'un grand nombre de ses meneurs, il ne le semble pas, ou du moins y aurait-il

briques, de 15 pour 100 sur le ciment, etc... Les orateurs de meeting n'ont pas manqué de relever ces charges et de les flétrir. Mais en même temps ils demandent à l'Etat et aux communes d'intervenir « coûte que coûte » (mot dont, j'ai noté le retour fréquent) pour faire toutes sortes de choses qui se traduisent, en somme, par des dépenses.



beaucoup de réserves à faire. Ce serait bien pire si le nombre des travailleurs agricoles intéressés à la multiplication des produits et si celui des travailleurs à la tâche allait sans cesse en diminuant, comme le voudraient les socialistes, au profit des travailleurs à la journée.

Du côté des propriétaires, on est malheureusement en mesure de mieux préciser. Des réponses faites à des questionnaires très minutieux, il résulte qu'après les grandes grèves agricoles suivies d'incessantes menaces, un très grand nombre de propriétaires se sont sentis découragés. Au lieu d'augmenter leurs avances à la terre, ils les ont plutôt diminuées, sacrifiant ainsi l'avenir au présent. Beaucoup ont essayé de se dédommager par des placements industriels. De là cette fièvre de spéculation qui, dans l'automobilisme, par exemple, a fait monter jusqu'à 2.000 francs des actions qui sont descendues ensuite à 14 francs, pour remonter péniblement à 200. Après cette épreuve, ils se sont renfermés chez eux pour y refaire connaissance avec l'antique frugalité et y reconstituer des économies.

### III

Si justement vantée qu'elle soit dans quelques régions pour certains produits nationaux, l'agriculture italienne n'en a pas moins bien des progrès à réaliser et bien des réformes à opérer. Je me contenterai ici

des déclarations faites par les Italiens les plus patriotes. « L'Italie, disait-on à l'une des dernières semaines sociales de la Péninsule, à Brescia, l'Italie, qu'on célébrait autrefois comme le grenier de l'Europe, ne produit pas aujourd'hui assez de pain pour ses propres habitants. La production moyenne du froment n'a pas encore dépassé 11 hectolitres par hectare ; et pour ne pas rougir devant les nations de l'Europe, nous devons regarder l'Espagne qui est dans une situation pire encore. » Plus exactement la *Nuova Antologia* du 16 octobre 1909 rappelait comment l'Italie est obligée d'acheter chaque année à l'étranger pour 220 millions de blé. Le maïs qu'elle récolte ne lui suffit pas non plus. Elle doit annuellement en faire venir du dehors un surplus d'environ 200.000 tonnes. En revanche, elle produit plus de vin qu'elle n'en peut écouler et en consommer, au moins selon ses besoins réels. Tout récemment, l'un des députés les plus estimés du royaume et l'un des plus compétents en matière agricole, M. Niccolini de Ferrare, constatait à la tribune de la Chambre, comme un fait officiellement acquis, que le pays produisait de 15 à 20 millions d'hectolitres de vin au delà des nécessités, au delà même des possibilités économiques, et il ajoutait : « Notre agriculture produit peu de pain, et elle produit en vin le double de ce qui lui est nécessaire : là-dessus nous sommes tous d'accord. »

Ce manque d'équilibre est fâcheux à plus d'un titre, et il y a là plus d'une leçon pour ceux qui insistent si souvent, sans faire les distinctions nécessaires, sur

les relations d'une bonne ou d'une mauvaise récolte avec le mouvement de la criminalité ou avec les variations de l'hygiène sociale. Bien que très insuffisante encore, la production du blé a fait des progrès dans le royaume, et il en est résulté que la consommation du maïs, dont les inconvénients sont si fort accrus par la cherté du prix du sel (monopolisé comme l'on sait), a diminué dans les mêmes proportions. Dans des proportions analogues encore ont diminué les cas de pellagre, dont on fait remonter la responsabilité à l'abus de la polenta, insuffisamment salée. Enfin les cas de folie pellagreuse sont plutôt moins nombreux : les statistiques des *Annuaire*s officiels en font foi ; mais en revanche, les cas de folie alcoolique se multiplient. Le nombre de ceux que l'on comptait dans les asiles était de 1.227 au 1<sup>er</sup> janvier 1899. Au 1<sup>er</sup> janvier 1908, ils atteignent 2.271. Les morts par alcoolisme chronique suivent le même mouvement ascendant. Vers 1859, on n'en comptait qu'environ 430. Le chiffre s'en est élevé, en 1904, à 509, et en 1905 à 837. L'excès dans la production du vin compense donc et au delà, le léger profit retiré de l'accroissement de la production du froment. Autre observation importante : chez une nation qui serait plus particulièrement portée au vol, une mauvaise récolte de blé aggraverait les tentations : chez un peuple enclin surtout aux délits contre les mœurs et aux actes de violence, c'est une abondante récolte de vin qui double le péril. Que sera-ce quand elle deviendra surabondante ?

## IV

Lorsqu'on va de province en province on entend répéter presque partout : « Ce qui nous manque, à nous Italiens, ce sont des usines. Il nous faudrait un développement d'industrie nationale qui fit circuler des capitaux plus abondants, qui nous donnât des machines à meilleur compte, qui, par les justes impôts qu'elle paierait, permettrait de diminuer les charges pesant trop exclusivement sur la propriété foncière et sur la consommation des produits de première nécessité ». En sens inverse, un député très populaire et rendu justement populaire par le rayonnement des œuvres dues à son dévouement, M. Longinotti, me faisait, à Brescia, le raisonnement suivant ; et ce raisonnement, il y a d'autant plus lieu de le remarquer que la région de Brescia, l'une des plus intelligentes et des plus actives de l'Italie, est également industrielle et agricole. « Le premier remède à la situation, me disait-il, serait une intensification plus régulière, mieux ordonnée, de la production rurale : les productions naturelles augmentant permettraient d'acheter plus de produits fabriqués. La prospérité de l'industrie ne peut être qu'un effet et pas du tout une cause de la prospérité agricole. Aujourd'hui, nos essais industriels ont quelque chose de facice et de forcé. On les imagine pour répondre à



des besoins de travail beaucoup plus qu'à des besoins, et surtout qu'à des capacités de consommation : ces besoins ne se feront sentir que quand ils auront trouvé les moyens de se satisfaire. »

Sans être un économiste, on a entendu plus d'une fois, et ailleurs qu'en Italie, cette discussion en quelque sorte classique. Un profane peut en tirer cette conclusion, que les deux formes de travail sont nécessaires l'une à l'autre et que la prospérité de chacune d'elles ne peut que réagir heureusement sur sa voisine... à la condition qu'on ait pour toutes les deux un nombre de travailleurs suffisant. S'il fallait se décider sur le droit de l'une ou de l'autre à la priorité dans le pays qui nous occupe, on ne saurait hésiter à donner la préférence au point de vue de l'honorable député de Brescia. L'Italie est trop bien préparée par ses traditions séculaires et par les aptitudes acquises de ses générations successives à réaliser de grands progrès dans la pratique agricole, pour qu'on ne souhaite pas qu'elle donne avant tout le pas à ceux-là.

On peut, il est vrai, relever certains signes d'un grand développement industriel, montrer la consommation des combustibles d'industrie s'élevant de 4 millions de tonnes en 1887 à plus de 7 millions en 1906, et l'ensemble des forces motrices passant de 1 million de chevaux à 3 millions. Mais un grand nombre de ces usines sont fondées et dirigées par des étrangers. De bons juges estiment qu'en ces matières, l'Italien prend rarement les initiatives. Ils le jugent très capable de s'initier aux méthodes importées et d'en tirer parti

lorsqu'il est bien encadré, bien dirigé ; mais le temps n'a pas encore fait toute son œuvre, et le patriotisme péninsulaire, tout en profitant de ces entreprises, les redoute à plus d'un point de vue. C'est ici l'occasion de rappeler comment à Rome, catholiques et révolutionnaires, cléricaux et francs-maçons s'unirent en un referendum pour appuyer la municipalisation d'un grand service public. Les partis les plus opposés savaient également que l'industrie privée ne pouvait rien assurer de national, et qu'il y avait par conséquent lieu de redouter l'ingérence des capitalistes allemands.

## V

La nécessité d'une union entre l'agriculture et l'industrie n'en éclate pas moins dans certaines branches de la consommation publique, et en voici un exemple qui vaut la peine d'être étudié comme tout à fait caractéristique.

Les consommateurs italiens, tout le monde le sait, se plaignent au fisc de l'aggravation qu'il fait peser sur trois denrées de première nécessité. Ils accusent les droits sur les blés de faire renchérir le pain ; ils trouvent odieux que la vente du sel soit un monopole d'État comme la vente du tabac ; ils se plaignent enfin de la majoration artificielle du prix du sucre, qui se vend juste le double de ce qu'il coûte en France, le triple

de ce qu'on le paie en Suisse. De telles conditions pèsent terriblement sur bien des produits désirés par les familles, sur le chocolat, sur les fruits cuits, sur les confitures ; elles nuisent particulièrement à l'alimentation des enfants. Aussi, dans l'espoir de retarder sa chute, le ministère Giolitti avait-il, dans les derniers jours de sa carrière, offert à la population un large dégrèvement des droits de douane sur les sucres étrangers. Mais aussitôt la presse scientifique et même l'autre avaient démontré que c'était là ruiner d'un seul coup et la culture de la betterave et les industries se rattachant à la fabrication du sucre : l'argument porta et le projet perdit ses défenseurs,

Pourquoi ? Les techniciens analysaient ainsi les causes de l'échec que, disaient-ils, on eût pu prévoir. Ils prenaient pour terme de comparaison l'Autriche. En Autriche l'élaboration de 100 kilogrammes de betteraves donne 17 k. 13 de sucre tandis qu'elle n'en donne en Italie que 15,53. Voilà pour la culture. Maintenant il faut calculer les frais de transport. S'il est vrai qu'il en coûte plus d'amener un quintal de blé de Ferrare à Turin que d'en amener un de Chicago à Gênes, on ne peut s'étonner que dans l'industrie sucrière le transport de la matière première à l'usine et le transport du produit manufacturé sur le marché coûtent en Italie 40 pour 100 de plus. Le charbon, d'autre part, se vend le double. Les machines ont dû venir, elles aussi, de l'étranger. Les usines étant nouvelles n'ont encore pu rien amortir : le taux d'intérêt de leur fonds de roulement est donc plus élevé. Les salaires à la vérité sont

moindres ; mais pour obtenir la même quantité de travail, il faut employer le double d'ouvriers.

Cette dernière assertion, je la trouve dans une revue scientifique d'économie politique, très autorisée, de Florence. Un étranger n'en est que plus à l'aise pour grouper d'autres témoignages concordants. L'Italien qui, à la terre, est un incomparable terrassier et s'y accommode de certaines tâches dont ne voudraient pas la plupart des Occidentaux, devient aisément, dans l'industrie, un ouvrier soigneux et attentif, mais il reste lent. On comprend d'ailleurs que l'insuffisance, pour ne pas dire trop souvent l'absence d'instruction élémentaire, lui enlève certains moyens plus rapides de comparaison et de réflexion. Bien des Français possesseurs d'automobiles qui, poussant jusqu'en Italie, s'y sont vus victimes de quelque accident, ont été à même de le vérifier : les ouvriers qu'on leur amenait faisaient très bien le travail, mais ils mettaient près de trois heures là où un ouvrier français n'en eût mis qu'une. Est-ce pour cela que le correspondant du *Times* à Rome faisait ressortir, avec bien d'autres confrères, même Italiens, que si le ministère parlait de relever les tarifs de transport déjà si élevés relativement à ce qu'ils sont dans la plupart des États, c'était parce que les dépenses du personnel sont beaucoup plus fortes sur les chemins de fer du royaume que sur aucun autre réseau européen ? Un député qu'on loue pour sa conscience et pour le sérieux de ses informations déclarait il n'y a pas longtemps à la Commission du budget (1) que l'en-

(1) Voir la *Stampa* du 2 nov. 1909.



semble des voies ferrées italiennes employait 12.000 agents de plus qu'il n'était « nécessaire ». Si pour juger de la « nécessité » présente, il tablait sur le travail obtenu par les entreprises de transport de l'étranger, il risquait fort de demander l'impossible à son ministre. L'ouvrier italien aime à regarder à droite et à gauche, à causer, à prendre son temps. La vivacité qu'il met à de certaines heures dans ses mouvements comme dans ses discours, laisse voir assez vite le besoin de se tempérer et de n'affronter, en quoi que ce soit, aucune tâche lui paraissant disproportionnée. De l'aveu général de tous ceux de nos compatriotes que leurs fonctions ou leurs affaires obligent à résider en Italie, c'est là ce dont il faut s'accommoder partout, depuis la domesticité jusqu'aux plus grandes fabriques.

## VI

Celles-ci font-elles de bonnes affaires? Nos consuls estiment qu'il est extrêmement difficile de savoir la vérité. Les gros industriels, qui sont la cible du fisc, font tout pour que le gouvernement ne connaisse pas leur situation. Les salaires nominaux inscrits dans les statistiques sont majorés presque tous. A l'égard de leurs ouvriers, les patrons ne sont pas moins sur la défensive. Ils ont cru se les concilier en leur faisant, à un moment donné, des concessions assez larges : ils ont

vu, disent-ils, que le résultat le plus certain avait été de donner l'élan à de nouvelles réclamations ; ajournées pendant les crises, elles sont prêtes à se manifester bruyamment au premier symptôme de reprise. Ces ouvriers, il est vrai, ont plus d'une excuse. Des organes très sérieux de l'Économie sociale de l'Italie avouent que l'inspection du travail destinée à améliorer l'hygiène et la sécurité de l'ouvrier, reste à peu près entièrement sur le papier. « *L'ispettorato del lavoro e irrisione* ». On a bien voté une loi, mais on n'a créé aucun des moyens qui seraient nécessaires pour en assurer l'exécution, ce qui favorise les patrons les moins consciencieux au détriment des autres. Mais ce qui mérite plus d'attention peut-être, c'est que les travailleurs sont encore bien mal nourris : il est pénible de les voir, à leur repas de midi, se contenter d'un morceau de pain avec une charcuterie dont il ne faudrait pas avoir surveillé de trop près le mode de fabrication. Quelle part faut-il faire ici à l'incurie et à la routine et quelle aux véritables difficultés ? La consommation de la viande a triplé depuis dix ans dans toute la Haute-Italie, mais grâce à l'importation. Le prix du bétail est de 10 pour 100 plus élevé qu'en France. Précisons pour les statisticiens (1).

(1) J'emprunte ces chiffres à un travail très étudié qui, en septembre dernier, fut soumis à la Ligue électorale des *esercenti* de Turin. Voir la *Stampa* du 18 sept. 1909. On désigne en Italie sous le nom de *esercenti* l'ensemble des petits métiers. Les affiches qui visent à mobiliser tout le monde des affaires débutent toujours par ce triple appel : *Industriali, Commercianti e Esercenti*.

Pendant quelque temps, l'Italie exportait plus de bétail qu'elle n'en importait : elle aimait mieux le vendre que de le consommer. Aujourd'hui c'est l'inverse. En 1908, elle a exporté 12.256 bœufs et elle en a importé 138.295 — ce qui signifie que ses besoins (comme ses capacités d'achat) se sont accrus, mais qu'elle n'est pas encore en état de les satisfaire elle-même.

On peut en dire autant pour la volaille et les œufs. De 1907 à 1908, l'exportation des premières a baissé de 94.916 à 80.704. De 1906 à 1908, l'exportation des seconds est tombée de 322.654 à 266.346. Les producteurs trouvent donc de plus en plus, semble-t-il, sur le marché national des prix plus rémunérateurs que ceux que leur offrent les marchés étrangers ; mais les consommateurs, plus exigeants, se plaignent d'avoir à payer si cher ce que les nations voisines se procurent chez elle à meilleur compte. Remédiera-t-on à cet état de choses par des moyens comme ceux que réclamait l'année dernière une importante minorité du Conseil municipal de Turin ? Affichage officiel des prix soi-disant normaux, suppression d'intermédiaires, marchés francs avec gratuité des places pour les paysans invités à venir eux-mêmes en plus grand nombre apporter leurs propres produits, ouvertures de fours municipaux, etc. Non, rien de tout cela n'avance la solution du problème essentiel, qui est celui de l'augmentation de la production ; il ne serait même pas difficile de démontrer que quelques-uns de ces expédients la retarderaient. Rappelons-nous enfin ce que nous avons vu de

l'insuffisance des récoltes de blé et de maïs. Nous concluons aisément avec l'honorable député de Brescia, que tout nous ramène à la question rurale et à la nécessité d'obtenir avant tout de l'agriculture nationale des progrès nouveaux.



## CHAPITRE V

### A LA RECHERCHE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Les socialistes et les réformistes. — L'émigration. — Son évolution récente, ses oscillations, ses résultats. — Les interventions étatiques, les interventions municipales et les anciennes coutumes. — La *partecipanza*, son caractère archaïque, son analogie avec les biens communaux et les biens de bourgeois, ses écueils. — La *boaria*

Il convient de suivre ici les efforts très divers que fait l'Italie pour améliorer cette situation. Commençons par les groupes qui se flattent de s'ouvrir un large champ d'action, un champ national et peut-être même mondial. Nous descendrons ensuite aux œuvres plus régionales et à certaines œuvres locales, puis enfin au parti qu'en tirent ici et là des énergies individuelles.

D'abord, que propose et que s'efforce de faire le socialisme italien ? Doctrinalement il s'associe toujours volontiers aux évolutions les plus récentes des sectes européennes. Il le fait avec des démonstrations très

ambitieuses, très amies des vastes programmes et des grands mots, mais aussi avec cette prudence avisée qui un peu plus tôt, un peu plus tard, le fait reculer devant les tentatives inutiles, à plus forte raison devant les risques trop périlleux.

Pendant une assez longue suite d'années, de 1877 à 1908, se sont succédé des congrès fort agités ; de session en session la majorité changeait de camp. Aujourd'hui encore les formes de l'agitation et ses méthodes paraissent très diverses. Les « Chambres de travail » diffèrent beaucoup les unes des autres. Un grand nombre, il est vrai, se groupent, mais pas autour des mêmes centres ! Celles-ci sont affiliées à la Confédération générale du travail, celles-là vont à la Fédération des métiers : mais d'autres ligues encore aspirent à jouer le rôle de forces directrices. Il est toutefois deux grands partis entre lesquels se partagent à peu près à l'époque présente ceux qu'on s'était habitué à dénommer socialistes : ce sont le parti réformiste et le parti syndicaliste révolutionnaire.

Les réformistes ne voient plus dans Karl Marx qu'un précurseur compromis par des erreurs manifestes en histoire et en sociologie. Ni sa théorie trop absolue de la plus value, ni ses prophéties sur l'accroissement indéfini de la misère en régime capitaliste et sur la catastrophe soi-disant inévitable, ne peuvent plus se prendre au sérieux. Mais ce qui subsiste et se propage, c'est l'esprit matérialiste du système. C'est pourquoi, tout en se proclamant fort modérés, ennemis de la violence, partisans de la liberté des croyances, les réformistes

voient dans le christianisme un ennemi, à écarter insensiblement, insinuent les plus habiles, à combattre ouvertement, déclarent les plus sincères. Les uns lui reprochent d'accepter une discipline spirituelle ; les autres lui en veulent de retarder par l'espérance d'une autre vie et par la résignation qu'elle inspire, l'élan émancipateur des prolétaires. L'Eglise aura donc beau créer des œuvres pratiques ; non seulement ils ne lui en sauront aucun gré, mais ils s'en feront contre elle un grief nouveau. Ils l'accuseront de plus belle de prétendre à la domination politique, c'est-à-dire de mettre obstacle à la leur. On le voit, il n'y a là rien d'original, rien qui les différencie de leurs émules européens. Ajoutons que les réformistes italiens attendent beaucoup, eux aussi, de la législation et de l'action de l'État. Ils ont donc un programme électoral et qui, dans l'état actuel des esprits, n'a rien d'inattendu. Ils réclament l'indemnité parlementaire, la laïcisation des écoles, le dégrèvement des objets de consommation, la protection contre les accidents, la réduction des dépenses militaires, le service de deux ans, des pensions de l'État pour les invalides et les vieillards, enfin une révision des impôts en vue de frapper plus fortement les familles riches.

Devant ce programme qu'il juge tout à fait insuffisant, le syndicalisme s'écrie que c'est là de la démocratie, du radicalisme, du socialisme même, si l'on veut, mais que toutes ces choses sont terriblement arriérées. Un syndicaliste italien, collaborateur d'une publication française, les enveloppe toutes dans un même mépris. « Le parti socialiste italien, dit-il, est un parti quasiment

radical, avec, en plus, une nuance de ridicule qui, en démocratie, ne gâte rien ». Il ajoute : « Le parti socialiste est devenu un amorphe ramassis de professionnels de la pensée, de déchets de la bourgeoisie, d'ouvriers politiciens. Le parti chante des hymnes à l'anticléricalisme, refuge facile des démocrates de tous les pays... La démocratie socialiste italienne est le dernier asile de toutes les scories de la démocratie radicale (1). »

Qu'est-ce donc, de son côté, que le syndicalisme de la péninsule, et quels projets met-il en circulation pour son propre compte ? En Italie comme en France, le syndicalisme est bien loin de se réduire purement et simplement à ce que les allemands appelleraient la politique syndicale, c'est-à-dire à l'essor libre et pacifique des syndicats professionnels. Avant tout il est révolutionnaire et, malgré la dénomination dont il se couvre, il est non pas le défenseur, mais l'ennemi des syndicats indépendants. Il ne veut pas de partis, car la classe laborieuse doit se suffire à elle-même et trouver en elle-même ses moyens d'action ; il ne veut pas et, il le dit expressément, de corporations fermées, se distinguant de la grande masse anonyme du prolétariat. Seulement, cette masse anonyme n'est pas destinée à se gouverner et à se conduire elle-même comme une démocratie où tout le monde se réclame également des

(1) Labriola. Voir la brochure : *Syndicalisme et Socialisme*. Paris. Marcel Rivière, 1908. Les publications plus récentes du mouvement prolétarien « (cette dernière épithète substituée depuis peu à l'épithète de socialiste) » ne font qu'accentuer ce mouvement d'idées.



droits du citoyen : elle est faite pour être entraînée par des minorités d'hommes résolus et violents.

Malgré les imprécations méprisantes ou tragiques qu'elles se lancent l'une contre l'autre, ces deux sectes ont cependant, au fond, cette même théorie, que la classe des non capitalistes doit profiter de toutes les circonstances, quelles qu'elles soient, pour prendre tout ce qu'elle peut prendre. Point de programme trop arrêté ; car ce mot même d' « arrêté » ferme trop la porte à l'imprévu, aux aventures, aux secousses subites et la veille encore inespérées. Un journal turinois du 10 août 1909 résumait ainsi à ce sujet, d'après une conférence de Bernstein, les idées communes à tous ces agitateurs : « les travailleurs modernes ne sont pas — *comme les autres classes qui craignent toujours de perdre quelque chose* — conservateurs du passé ; ils cherchent à aller sans cesse de l'avant. » Ici, sans doute, il y a une nuance. Les réformistes, disent-ils, ne veulent pas seulement aller de l'avant, ils entendent aller plus haut, car ils se proposent de constituer des forces organisées et organisées scientifiquement. Les syndicalistes révolutionnaires professent que l'essentiel est d'agiter, de troubler, de dissoudre toute organisation particulière et permanente afin de laisser la voie libre à celle qu'en un moment donné ils imposeront aux masses ; mais les uns et les autres ont en commun cette fausse idée que les prolétaires n'ont rien à perdre à tout ce qui inquiète, moleste ou appauvrit la classe capitaliste, et que rien de ce qui la frappe n'a contre eux de répercussion : qu'on la frappe donc, si on le peut, sans ré-

garder aux conséquences, et que l'on profite hardiment des occasions, toutes sont bonnes !

Telle est la théorie. Sans parler de l'expérience acquise ailleurs, les résultats constatés des dernières grèves de Parme et de Ferrare sont assez de nature à l'ébranler, puisqu'ils démontrent que ceux qui attendent le plus d'avantages des troubles provoqués par eux-mêmes sont rarement ceux qui ont le plus à se louer des conséquences. Ils prouvent surtout que ni la production industrielle ni la production agricole n'ont rien à gagner à de semblables méthodes. Mais en Italie le théoricien, comme l'orateur, comme le politicien, est toujours souple, même quand il proclame très haut son intransigeance. Dans les moments où il rencontre trop d'obstacles, soit dans les résistances extérieures des classes possédantes et du pouvoir, soit dans les divisions et dans la fatigue des masses, le syndicaliste révolutionnaire a une façon assez commode de se tirer d'embarras. Il distingue entre la vérité destinée à triompher... un jour, parce qu'elle est la vérité, et les nécessités contingentes et transitoires qu'il ne faut pas prendre la responsabilité de braver... quand on n'a pas encore les moyens d'en venir à bout (1).

Le peuple italien en général doit bien avoir le senti-

(1). La théorie du syndicalisme révolutionnaire qui a été résumée plus haut était développée par Labriola en 1907 dans une grande réunion internationale. La distinction présente a été défendue par lui-même dans un article d'un journal de Rome (*La Propagande* du 21 août 1909) intitulé : *La crisi del sindacalismo*.

ment de ce que cette distinction a de prudence commandée ; car, au lieu de s'obstiner à poursuivre par la guerre des classes et par la grève systématique un impossible nivellement, il demande de plus en plus à l'émigration l'allégement de ses plus grosses misères.

..

Le développement de l'émigration italienne est certainement un des phénomènes les plus curieux de la démographie des peuples contemporains. L'Italien n'a pas à fuir une patrie opprimée et découragée comme le sont l'Irlande et la Pologne ; il ne peut pas désespérer des ressources de son sol et de son climat. Voici cependant le mouvement ascendant de ses départs.

En 1872, on comptait hors de l'Italie environ 455.000 Italiens. En 1894, le nombre de ces expatriés était estimé à 1.983.000. En 1901, les calculs arrivaient à 3.350.000, dont plus de 2.500.000 hors d'Europe. De 1901 à 1904, cette foule d'émigrés s'accroissait d'environ 500.000 par an. Puis le flot monte encore : il atteint 726.000 en 1905 et 782.000 en 1907.

Faire la part du refoulement exercé par la misère intérieure, celle de l'entraînement de l'exemple et du désir qu'ont de se retrouver en quelque lieu que ce soit des familles ayant vécu de longues années côte à côte, discerner d'un autre côté l'action exercée par l'appel intéressé de l'étranger, puis par ces combinaisons usu-

raires, grâce auxquelles partent d'Italie des gens qui s'imaginent faire une bonne affaire, parce qu'ils se laissent embarquer sans bourse délier, tout cela est difficile. Il est toutefois hors de doute que chacune de ces causes a son action. Les provoquer, les organiser, les amener à leur complet effet est devenu comme une industrie nationale. Dans un discours qui obtenait la chaleureuse approbation de tous ses collègues, M. le sénateur Villari affirmait qu'il n'y avait pas en Italie moins de 12.000 agents d'émigration. Le métier est facile : sous une forme ou sous une autre il se fait payer des deux côtés, peut-être de trois (1) ; il permet des déplacements qui ne coûtent guère ; car on voit continuellement de ces agents qui, après avoir été chercher leur clientèle, l'accompagnent jusqu'au port d'embarquement, non sans l'aider à se divertir,

C'est un spectacle qu'on a souvent dans les gares.

Après 1906 cependant, le mouvement parut devoir s'arrêter. En 1907 et 1908, il diminua : les deux années comptaient en effet, la première 84.000. la seconde 308.226 émigrants de moins que l'année 1906. La cause de ce ralentissement momentané est tellement connue qu'il suffit de le rappeler d'un mot : c'est la crise économique des États-Unis. Dans ces deux années, c'est surtout l'émigration dans l'Amérique du Nord qui faiblit. L'Europe souffrait sans doute elle-même de la crise universelle, et elle aussi diminuait ses demandes

(1) Du côté des partants, du côté de ceux qui les attendent et enfin de ceux qui les transportent.



d'ouvriers supplémentaires ; mais elle souffrait moins et décourageait moins ceux qui s'offraient. Si l'émigration totale se réduisait à 500.000 en chiffres ronds, on devait faire la distinction suivante. Alors que l'émigration italienne transocéanique tombait de 511.135 à 238.573 (soit une diminution de 273.362) l'émigration pour l'Europe et le bassin de la Méditerranée ne baissait que de 27.941, tombant de 276.041 à 248.101. Enfin, dans l'émigration pour l'Argentine, pour la Plata, la baisse était plus faible et durait moins que dans l'émigration pour l'Amérique du Nord.

La crise de ces derniers États étant close, l'émigration péninsulaire ne tardait pas d'ailleurs à reprendre son mouvement ascendant. Dans les sept premiers mois de 1909, l'émigration transocéanique enregistrée dans les ports italiens et dans le port du Havre, présentait sur les sept premiers mois de 1908, un accroissement de 159.426, presque tous à destination des États-Unis. Le premier trimestre de 1910 ne voit pas ce double mouvement s'accroître, il voit même, semble-t-il, diminuer légèrement les départs pour l'Amérique du Sud, sinon pour celle du Nord. Nous ne sommes pas encore en mesure de dégager la véritable signification de ce dernier mouvement ou de cette oscillation probablement momentanée. Quelques symptômes cependant donnent à croire que le gouvernement italien n'est pas aussi satisfait qu'il eût voulu l'être de la politique suivie à son égard par la République Argentine. Les journaux qui en vantèrent le plus la prospérité ont commencé à y dénoncer avec énergie de nombreux abus. Il est à

croire qu'il y a un mot d'ordre pour refréner l'enthousiasme avec lequel les sujets du royaume se portaient dans la république Sud-Américaine.

En regard des départs, il faut, il est vrai, noter les retours. Alors que l'Amérique appelait moins et retenait moins, la force relative du rappel de la métropole devait augmenter d'autant. Aussi, dans les sept premiers mois de 1908, avait-on vu débarquer dans les ports italiens 174.290 émigrés revenant dans la mère patrie et, dans les sept premiers mois de 1909, la vie économique reprenant son essor aux États-Unis, n'en revenait-il plus que 22.298 émigrés. C'était 141.518 de plus qui restaient dans la grande république, devenue plus hospitalière.

De quelle nature sont ces retours ? Il ne faut pas y voir uniquement, ni même principalement (tant s'en faut) des suites de l'insuccès ou des conséquences de départs trop mal préparés. Sans doute les États-Unis deviennent sévères : ils ne tiennent pas seulement à la quantité, ils tiennent à la qualité des immigrants. Chaque année ils repoussent à l'arrivée plusieurs milliers d'Italiens frappés trop visiblement de tares diverses (1), auxquels se joignent plusieurs autres milliers (2) de leurs compatriotes trop pauvres que les consuls font vite rapatrier avec des billets à prix réduits ; mais, somme toute, l'immense majorité de ces retours sont volontaires. Pendant longtemps on put supposer que l'émigra-

(1) On en comptait 4.030 dans les sept derniers mois de 1909.

(2) 4.313 dans la période qui vient d'être indiquée

tion transocéanique était une émigration définitive et l'émigration en Europe et dans le bassin de la Méditerranée une émigration temporaire. C'est là une distinction qui va s'effaçant de plus en plus : le pays de destination a cessé d'être un indice sûr du caractère plus ou moins permanent de l'expatriation. Presque tous ceux qui se rendent de Sicile en Tunisie, se fixent dans ce dernier pays si voisin. Beaucoup d'émigrants qui sont restés de longues années en Suisse ou en France finiront par s'y établir en s'y mariant. En 1901, la statistique officielle du royaume comptait en Europe 654.053 Italiens ; sur ce nombre il y en avait en France 291.886, sans compter les naturalisés qu'on estimait être 300.000. D'autre part, les facilités croissantes des communications maritimes font que des escouades de travailleurs vont en Amérique exécuter des travaux saisonniers, comme les Belges et — depuis quelque temps — les Polonais viennent dans la Brie, dans la Normandie, uniquement pour y faire la moisson et s'en retournent chez eux. On en rencontre qui, suivant les appels des camarades ou ceux des entrepreneurs et des agents, ont travaillé dans des chantiers de construction ou dans des usines de Lorraine, puis de Provence, puis d'Algérie : peut-être repasseront-ils par Buenos-Ayres avant de rentrer dans leur Piémont ou dans leur Pouille. Beaucoup meurent, soit d'accidents de travail, soit de tuberculose. Un très grand nombre reviennent au bout de six, sept, huit, dix ans. Comme il y a un va-et-vient continu de départs et de retours, il est difficile d'arrêter le bilan à un certain jour et de supputer les pertes

définitives dont a pu souffrir la population du royaume. Il est certain qu'elles sont considérables (1).

Mais le mot de perte est-il ici le mot qui s'impose ? Il est très discuté. Au point de vue même de la population proprement dite, l'économiste peut dire que ces pertes préservent l'Italie du surpeuplement ou du moins d'une disproportion calamiteuse entre un accroissement très rapide des naissances et un accroissement très lent des ressources métropolitaines. Mais ce n'est point encore là ce qui fait trouver à l'émigration le plus de vertus aux yeux mêmes de ceux qui restent. Les émigrés italiens sont habitués à la sobriété : ils économisent donc au loin, et comme beaucoup sont partis en laissant leur famille jeune encore, ils envoient régulièrement des subsides à ceux dont ils ont gardé la responsabilité. Ces envois qui étaient estimés, dans une période antérieure, à 300 ou 350 millions, ne sont pas très loin, dit-on, d'atteindre aujourd'hui 500 millions, d'aucuns prétendent qu'ils vont plus haut encore.

(1). En une année — l'année 1908 — la statistique officielle donnait ainsi l'analyse des professions relevées, chez 372.000 émigrés du sexe masculin :

Agriculteurs . . . . .	122.635
Journaliers et terrassiers . . . . .	129.109
Maçons, manœuvres, tailleurs de pierre.	56.009
Ouvriers d'industrie . . . . .	40.215

Les professions libérales (en y comprenant les artistes de théâtre) n'atteignaient pas 4.800. Le reste se composait de domestiques, de gens adonnés à des professions... changeantes... ou inconnues. On remarquera qu'entre les deux premières catégories, la différence est difficile à établir. En somme, les unes et les autres sont enlevées à la terre.



Ces centaines de millions, ce milliard, ont le don d'hypnotiser la plupart des calculateurs. Il est relativement facile de faire en peu de temps le total des envois par la poste ou par les banques : et alors on a sous les yeux cette grosse somme qui dit beaucoup en peu de mots. Calculer ce que le travail bien dirigé de tous ces hommes aurait pu produire en Italie même est à coup sûr moins aisé. Ce qui présentement fait pencher la balance en faveur du rendement économique de l'émigration, c'est que, dans les conditions actuelles précisément, le travail de l'ouvrier restant dans le royaume ne produit ni pour lui ni pour le pays ce qu'il produit dans la plupart des États européens ; c'est aussi que, ni les progrès agricoles, ni ceux de l'outillage industriel ne suffisent à employer et surtout à rémunérer convenablement un assez grand nombre de bras. La situation du trésor public est excellente ; car elle est aménagée avec cette habileté traditionnelle et cette obstination dans la prudence à laquelle tous les hommes compétents rendent hommage ; mais on sait comment ces résultats auxquels on ne veut sacrifier aucune des dépenses caractéristiques des grands États, ne sont possibles en Italie qu'avec un système d'impôts grevant tous les consommateurs et n'en laissant échapper aucun. De là pour tant de prolétaires la nécessité ou de réclamer une élévation de salaires que le pays ne peut pas supporter — ou de s'en aller. Si l'émigration se ralentit, la concurrence y ajoute ses inévitables effets. Aussi en 1906 et 1907, années où la crise américaine forçait un plus grand nombre de travailleurs à rester

sur le sol natal et à s'y disputer les emplois, les grèves industrielles se multipliaient-elles. On n'en avait compté que 628 en 1905 : elles atteignaient 1964 en 1904 et 1543 en 1908, pour retomber à 952 en 1909, année où l'émigration remontait. Les pauvres gens ne comprennent pas beaucoup la loi de l'offre et de la demande. Ils ne se rendent compte que de leurs besoins et de l'insuffisance de leurs salaires : ils se révoltent ou du moins ils essaient de peser sur les patrons et de vaincre leur résistance.

Pour le moment donc toute l'Italie du Nord semble d'accord sur les avantages économiques de l'émigration. On y voit tout à la fois un canal de dérivation pour les misères que le travail national ne suffit pas à soulager et comme une source de capitaux à faire déverser sur la métropole. Sur les autres genres des conséquences les avis sont beaucoup plus partagés.

L'émigrant italien qui séjourne et celui même qui se fixe en pays étrangers accroit-il, autant que le patriotisme le voudrait, le trafic et, par suite, l'industrie de la mère-partie ? Non ; car il est généralement trop pauvre et trop ignorant. Il est de plus en conflit avec des organisations commerciales trop puissantes et d'une organisation trop supérieure encore. Ni le prestige du génie national et de ses grands souvenirs, ni l'action sociale de ses représentants actuels ne sont à la veille d'y suffire. Ce sont des hommes tels que le vénéré sénateur M. Villari, ou que les rédacteurs si consciencieux de la *Rivista internazionale* qui nous le disent : les émigrés italiens, qui comptent tant d'illettrés, ou-

blient d'autant plus vite la langue maternelle qu'ils n'en parlaient chez eux qu'un dialecte dégénéré ; puis, ils acceptent trop volontiers des emplois dont les autres émigrés ne veulent pas. Ils touchent des salaires qui leur paraissent considérables. Ils en économisent une grosse part ; puis ils prennent de petites entreprises ; ils prêtent aux nouveaux venus contre bons intérêts. C'est par ces moyens peu compliqués que la masse se tire d'affaire. Pendant longtemps on a été jusqu'à dire que l'émigration de tant d'Italiens, comme aussi de tant de Slaves indigents remplaçait tout simplement pour les Américains la traite des noirs et leur produisait même davantage. Depuis quelques années, il y a eu certainement bien des progrès réalisés par les efforts des sociétés italiennes, comme la société Ali-ghieri, et par les voyages périodiques de certains prêtres allant fonder, puis inspecter des groupements avec un zèle patriotique et une charité digne des plus grands éloges (1). Mais dans ces immenses régions, le rayonnement de pareilles tentatives a de la peine à aller bien loin. On peut dire d'elles ce qu'un recueil italien disait des consuls auxquels plus d'un politicien effecte de reprocher leur insuffisance : entre l'un et l'autre il y a très souvent aussi loin que de Naples à Vienne. On fait

(1) On aime à citer, par exemple, Don Pietro Bandini, fondateur à New-York, de la société de Saint-Joseph. Ayant trouvé toute une colonie agricole de compatriotes travaillant un pays horriblement malsain et avec un régime des plus durs, il avait acquis pour eux une vaste tenure, il les y avait transportés et leur avait partagé ce nouveau séjour en le subdivisant par parcelles.

observer enfin que toutes ces organisations rudimentaires et disséminées ont pris surtout les allures de sociétés de bienfaisance, allant — ce qui est très compréhensible — au plus pressé, selon ce que leurs ressources très limitées leur permettent. Les organisations économiques préparant des bienfaits plus lointains, mais plus étendus et plus durables, sont encore beaucoup trop rares.

Que dirons-nous maintenant de ceux qui reviennent ? J'ai rappelé l'opinion avantageuse qu'une revue américaine prétendait donner de l'influence de la nouvelle race ; elle nous montrait le nouveau monde régénérant l'ancien, en lui renvoyant des organismes reforgés, retrempés, tout prêts pour des œuvres de plus grande envergure. J'ai dit aussi combien il fallait en rabattre. De l'aveu général des Italiens, la plupart de ceux qui reviennent de la grande fournaise en rapportent surtout de la fatigue et un impérieux besoin de repos. Un comité de Florence a conduit à ce sujet une enquête (1) dont les résultats sont significatifs. Les rapatriés, est-il dit textuellement dans les réponses faites à son questionnaire (2), « reviennent incapables de reprendre le travail des champs, très méprisants pour leur pays et très paresseux ». Ils affectent, à l'égard de ceux qu'ils retrouvent, cette supériorité de l'homme qui a vu d'autres pays, d'autres mœurs, d'autres habitudes ; mais

(1) Voir la *Rivista internazionale* de décembre 1909.

(2) Il est vrai qu'il s'agissait particulièrement du Midi. J'ai montré plus haut qu'il en était un peu autrement dans le Piémont.



dans leur cas c'est là une supériorité toute apparente sous laquelle ne se sentent ni connaissances mûries ni fortes volontés. Ceux qui se sont élevés aux unes et aux autres sont probablement demeurés là où ils avaient appris de plus l'art d'en faire un usage fructueux. On en cite en effet quelques-uns ; sur de tels nombres, il serait surprenant qu'il n'y en eut pas. Quant à ceux qui ont voulu revoir le sol natal, ils se bornent à prendre en dérision les bas salaires et les longues journées de travail de l'Italie. Si les cinq ou six mille francs qu'ils rapportent avec eux et dont la plupart de leurs camarades se contentent, ne leur suffisent pas, ils aiment encore mieux se reposer quelques mois et repartir pour l'Amérique, afin d'y compléter définitivement de quoi s'assurer le classique farniente pour le reste de leurs jours.

Nous touchons ici aux résultats d'ordre moral. Toute l'Italie les juge sévèrement. On peut même dire qu'elle est encore plus d'accord pour les trouver détestables que pour juger avantageux les résultats financiers. Or il est impossible qu'à la longue, une action de cette nature ne réagisse point sur la situation économique pour l'aggraver. Mais on nous permettra de réserver cet examen pour l'instant où nous aurons à analyser le mouvement de la criminalité dans l'ensemble du royaume.

\*  
..

Ce n'est pas seulement dans les jours de difficultés graves et de luttes aiguës que l'Italien réclame l'inter-

vention de l'État et des municipalités ; il la réclame même pour bien des choses ; il voudrait des pharmacies municipales, des boucheries municipales, des maisons à bon marché municipales ; il voudrait aussi que le pouvoir entreprit sur un grand nombre de points ce qu'il appelle la colonisation intérieure, c'est-à-dire l'installation de familles agricoles — ou soi-disant telles — sur des territoires encore incultes ou négligés à cause de la trop grande étendue des domaines dans la péninsule même. Jusqu'ici ces différentes tentatives n'ont pas eu grand succès.

Les échecs les plus lourds ont été — comme on aurait pu s'y attendre — ceux des boucheries municipales. Celle de Cesena en arrivait au bout de peu de temps à vendre la viande plus cher que les boucheries libres. A Vicence, ce fut un véritable désastre.

Les espérances que quelques-uns tenaient quand même à concevoir sur les méthodes industrielles de l'État ne trouvaient pas beaucoup d'encouragement dans l'expérience des chemins de fer. Les dépenses d'exploitation du réseau se sont accrues de 13,26 pour 100 en 1907-1908 et de 5,53 pour 100 en 1908-1909, alors que les recettes annuelles n'augmentaient que de 9,97 et de 2,77 (1).

La construction d'habitations ouvrières aux frais des budgets publics ne semble pas avoir mieux marché. Une organisation de comités locaux liés à un comité central sous l'autorité du ministre de l'agriculture a fait

(1) *L'Économista* de janvier 1910.

bien vite éclore une bureaucratie « compliquée, impersonnelle et naturellement coûteuse » — ce sont là les termes d'un journal très modéré. Les membres de la commission centrale touchaient des jetons de présence de dix liras — sans parler des « facilités » de déplacement. Or, le plus clair effet de l'action de ces comités était de décourager les initiatives privées, personne n'osant affronter la concurrence d'un corps qui puisait à volonté dans la bourse des contribuables et n'était que trop enclin à ces combinaisons électorales d'où la corruption est si rarement absente. Aussi, malgré l'obstination de la municipalité de Florence, la seule qui veuille continuer encore ces expériences, proclame-t-on de divers côtés la faillite de l'utopie.

La colonisation intérieure est une chose plus compliquée et où l'intervention de l'action publique se comprend mieux. On a donc essayé de coloniser la Sardaigne en y transportant des groupes entiers de travailleurs. Mais il se trouva que le nombre des *disoccupati* s'accroissait parmi eux de jour en jour : les résultats furent à peu près nuls. Quelques journaux des Romagnes avaient annoncé le départ pour la Basilicate d'une grosse bande de colonisateurs à qui le gouvernement fournirait des terres en cette contrée qui se dépeuple ; on semblait même donner la chose comme faite. J'en ai demandé des nouvelles un an plus tard, et voici ce que, de Ravenne même, on m'a répondu : « Il est vrai qu'un comité de personnes nommées par le gouvernement a été envoyé en Basilicate pour examiner la question et pour étudier la qualité des sols ;

mais jusqu'à présent on n'a entendu parler d'aucun résultat. »

Ce n'est pas que l'État ne puisse et ne doive avoir ici un rôle et une action. Personne ne songe à nier l'utilité des travaux publics, quoique les grandes compagnies qui ont « bonifié », comme on l'a vu, les lagunes des embouchures du Pô ou les maremmes de la Toscane, aient suffi à faire par elles-mêmes des œuvres si considérables. Beaucoup néanmoins voudraient que des transformations de cette envergure fussent exécutées par l'État; car alors le passage de la grande à la petite propriété serait plus facile, la première n'ayant plus dès lors les exigences — légitimes d'ailleurs et d'autant plus difficiles à écarter — de ceux qui ont mis des capitaux dans l'entreprise et entendent bien les y laisser tant qu'ils s'en promettent une productivité croissante. Ce raisonnement est des plus spécieux. Mais ces aménagements par la puissance publique ne sont bienfaisants que quand le personnel des colons est tout prêt et n'attend, pour se disputer les lots, que la création ou tout au moins l'ébauche de tout ce qui constitue un centre de population (chemins, rues déjà tracées, eau potable...) Ainsi présentement, en Tunisie et en Algérie, l'administration dessine, pour ainsi dire, le squelette d'un village, et les colons qui étaient aux aguets viennent bientôt lui donner la vie.

Lorsque l'État prend l'initiative sans être ainsi sollicité, sans avoir le droit de compter d'avance sur des hommes munis, non seulement de bonnes volontés, mais de moyens d'action de nature à les soutenir, il a



beau dépecer de grands domaines, il a beau dépenser beaucoup d'argent ; parmi les gens auxquels il délivre des terres, il en est trop qui les revendent peu à peu, de gré ou de force ; bientôt au latifundium d'Église ou d'État, se substitue, par toute une série de spéculations, un latifundium privé plus « capitaliste » que l'ancien. D'autre part, quand les conditions sont favorables, l'amour de la propriété et le désir de la stabilité savent bien se frayer la voie où l'État n'aura qu'à les aider comme il doit aider tous les contribuables par des secours utiles à tous. Ce mouvement spontané, il est aussi difficile de le remplacer que de l'arrêter. C'est pourquoi, comme on n'a pu faire autrement que de l'observer, le midi de l'Italie attend depuis des siècles une évolution agraire qui, dans une région limitée du Ferrarais, s'est accomplie d'elle-même en trente ans. Il est vrai qu'à côté de ceux qui ont bénéficié de l'évolution, s'agitent des milliers de mécontents qui — faute d'activité, de connaissances ou de crédit — n'ont pas pu s'agréger à cette élite ; mais c'est toujours aux méthodes de cette dernière qu'ils devront s'initier et s'habituer à leur tour, en quelque endroit qu'ils recherchent ou qu'on recherche pour eux un nouveau champ d'expérience et, s'il se peut, de dédommagement.

En a-t-on trouvé un dans le système de la participation (*participanza*) ? Il ne s'agit pas ici précisément de propriété communiste et de collectivisme. On désigne simplement sous ce nom des concessions emphytéotiques faites dans la seconde moitié du xiii<sup>e</sup> siècle par des seigneurs ecclésiastiques aux familles paysannes qui

les avaient aidés dans les défrichements. Le bénéfice en était réservé à leurs descendants légitimes et à eux seuls. C'est donc une institution archaïque qui rappelle un peu certains de nos biens communaux et beaucoup plus les « communes bourgeoises » de la Suisse.

Comme en Suisse, les descendants, dits privilégiés, formèrent un jour ou l'autre une minorité dans leurs villages. On cite, par exemple, San Giovanni in Persiceto où sur les 18.000 habitants d'aujourd'hui on ne compte plus que 4.287 « participants ». Ces minorités ne tardèrent pas à exciter la jalousie des immigrés qui réclamèrent leur part à titre de citoyens de la commune proprement dite, mais rencontrèrent une résistance très vive. Pour donner quelque satisfaction aux nouveaux venus, on consentit à les admettre à la participation, ici au bout de dix ans, là, au bout de cinq ans de domicile ; puis, les progrès de la culture aidant, on réduisit l'étendue des lots de manière à en avoir davantage à distribuer, lors du renouvellement des partages périodiques. En Italie comme ailleurs se sont fait jour à ce sujet deux opinions opposées : l'une tout individualiste, réclamant la vente de tous les biens, de manière à les faire rentrer dans le régime de la propriété privée, forcément plus productrice ; l'autre voulant, au contraire, étendre le système et en faire tout de suite comme une préparation au collectivisme pur et simple. Somme toute, c'est là une institution qui mérite d'être respectée pour ce qu'elle offre d'avantages, partout où les mœurs du milieu où elle subsiste s'en accommodent. Il est même intéressant de savoir que là

où elle fleurit encore, elle semble assurer une natalité plus forte, une population plus dense, une grande ardeur de chacun pour la culture de son petit lot, souvent agrandi par la sous-location d'un lot voisin ; il est à noter aussi qu'on voit quelquefois des émigrés venir d'Amérique expressément pour prendre part au tirage, quand les vingt années sont révolues ; n'oublions pas enfin que cette population résiste mieux que beaucoup d'autres à la propagande pour la grève et à la contagion du socialisme. On peut, il est vrai, se demander si c'est bien cette institution qui favorise de pareilles mœurs ou si ce sont ces mœurs qui la font aimer et qui lui valent son succès. Il paraît bien, en tout cas, que de pareilles combinaisons doivent surtout leur persistance aux traditions locales et aux habitudes héréditaires dans lesquelles elles se sont insérées. Les ressus-citer là où elles sont mortes, les implanter artificiellement là où elles n'ont pas de racines anciennes, faut-il y compter de notre temps ?

L'honorable M. Niccolini, auquel j'emprunte ici encore de très précieux renseignements, voudrait qu'on trouvât un intermédiaire entre la grande propriété servie par salariés et d'un autre côté les combinaisons variées du métayage et du fermage. Il estime — rien de mieux admis du reste — que ni toutes les terres, ni toutes les cultures, ni toutes les populations ne se prêtent également à la prédominance du métayage. Aussi propose-t-il avec une certaine complaisance l'extension de ce qu'il appelle la *boaria* (littéralement bouverie, soit une sorte de gérance confiée à un bouvier). On dé-

signe ainsi l'ensemble de tous les soins cultureux par l'un d'eux, de même que dans plus d'une région de la France on appelle simplement basse-courier celui qui joint à la charge de la basse-cour celle de la propriété tout entière. Le bouvier donc, dans le système de la boaria, n'a aucune responsabilité, n'encourt aucun aléa. On lui fournit une habitation, un jardin potager, un traitement annuel avec un intérêt sur les récoltes, et on lui assure de plus, pour toute l'année, du travail à prix réduit. Ce régime est-il bien différent de celui qu'on nous désignait à Turin comme une sorte de servage ? Il a, semble-t-il, cette supériorité que s'il exclut toutes chances de perte, il laisse avec l'intérêt sur les récoltes quelques chances d'un gain croissant. C'est donc là, réellement, un système intermédiaire, supérieur au pur salariat, sans appeler toutefois autant que le métayage et le fermage tout cet ensemble d'efforts personnels et d'actes de constante vigilance qui caractérise la gestion d'un métayer ou d'un fermier. Le métayer est associé au capital et traite en quelque sorte avec lui d'égal à égal ; le bouvier est nettement subordonné au capital. Il est possible que dans bien des cas cette subordination soit nécessaire, inévitable, et même bienfaisante : mais il ne faut pas nous la donner comme un pas fait en avant et comme devançant le métayage du côté d'une émancipation des travailleurs de la terre.

Les réponses faites au questionnaire de la Société des agriculteurs italiens font remarquer aussi que le bouvier est moins réfractaire à la grève que le métayage, pour cette raison facile à comprendre que la grève com-



promet moins ses intérêts ; il ne tient pas avec la même âpreté à assurer l'intégralité de la récolte. Si c'est là une raison pour que les socialistes le tolèrent, ce n'en est pas une pour que les hommes d'ordre et de paix voient dans ce système autre chose qu'un expédient.

## CHAPITRE VI

### A LA RECHERCHE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE (*Suite.*)

#### LES ŒUVRES SOCIALES DE L'ITALIE DU NORD

**Les questions à se poser sur l'étendue des résultats donnés par les œuvres sociales** — Efforts accomplis par les œuvres italiennes pour étendre leurs bienfaits. — Exemples d'initiative. — Qui les prend ? Eglise, aristocratie, classes moyennes. — Utilité et périls de l'intervention ecclésiastique. — Etudes spéciales des œuvres vraiment dignes de servir de modèles. — Groupe de Bergame et groupe de Brescia. — Intelligence et succès des précautions prises. Combien elles sont nécessaires pour résister à la double concurrence du socialisme et de l'étatisme.

Pour les œuvres nouvelles comme pour les anciennes, pour les institutions agricoles comme pour celles qui doivent aider n'importe quelle classe de travailleurs et de petites gens, l'ingéniosité des Italiens du Nord et la hardiesse étudiée de leurs conceptions sont bien connues de tous ceux qui s'intéressent aux progrès sociaux. Chacun connaît la liberté sagement laissée aux caisses

d'épargne, pour jouir à l'égard de la petite propriété, de la petite industrie, du petit commerce le rôle d'un crédit foncier décentralisé. Mon but n'est pas d'énumérer et de décrire toutes ses créations. D'autres s'en sont chargés, et leurs livres peuvent être dans toutes les mains ; j'y renvoie bien volontiers mon lecteur. Je ne dirai donc que quelques mots de la nature toute spéciale des services rendus par les plus populaires de ces institutions.

Il arrive souvent en Europe et en Amérique qu'on ait surtout à admirer de telles organisations, là où les classes élevées de la société y voient comme une rançon de leur supériorité et comme un moyen de se la faire pardonner ; car les misères n'ont été nulle part plus dures que dans les pays où l'extrême ignorance et l'extrême misère coudoyaient l'extrême civilisation et l'extrême opulence. Les socialistes arrivent alors. Aux promoteurs de ces œuvres qui aident bien des familles à s'élever au-dessus de la moyenne, ils reprochent de créer une nouvelle caste privilégiée, elle aussi, bien qu'inférieure encore à la première : elle la protège, disent-ils, et tend de plus à s'unir à elle pour résister à la poussée d'en bas. Ce reproche, nous le trouvons, il y a quelques instants, dans les paroles du chef même de la maison du peuple de Reggio. A ceux qui parlent ainsi la réponse paraît facile ; « nous créons une institution avantageuse pour ceux qui en usent ; que ceux qui en voudraient posséder les avantages viennent donc l'expérimenter. Si nous nous flattions de la mettre sans condition à la portée de ceux-là même qui ne font aucun effort, on nous reprocherait avec raison, d'abord de

faire de la pure charité, et ensuite de courir au devant d'un échec inévitable. »

On n'en doit pas moins désirer que ces institutions, après s'être adressées à une première catégorie mieux préparée, fassent l'éducation d'un second contingent, puis d'un troisième... Il arrive toujours un moment où la tâche devient ingrate ; car il est presque fatal que l'élévation de la nouvelle élite fasse ressortir davantage l'infériorité persistante et aggravée de ceux qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu s'élever en même temps qu'elle. C'est un fait que j'ai eu occasion de faire remarquer plus d'une fois dans de précédentes études. L'exemple de l'Italie m'y ramène. Nous avons vu que si dans les grandes grèves agraires les agriculteurs stables avaient gagné, les instables et les nomades avaient pour la plupart perdu à ces agitations provoquées cependant par eux-mêmes : car l'élévation apparente de leurs salaires ne peut masquer le fléau croissant du chômage. Dans les sphères des intérêts moraux, c'est encore pire. Dans une des principales villes de la Venétie, un homme admirablement informé et admirablement précis me disait : « La jeunesse qui entre dans nos organisations s'améliore beaucoup, ceux qui s'y refusent deviennent plus mauvais qu'auparavant. » C'est en quelque sorte une loi universelle,

Il est certain cependant qu'en général les institutions économiques et sociales de la Haute-Italie font ce qu'elles peuvent pour parer à ce danger ou l'amortir. Je me borne à deux exemples.

La caisse d'épargne de Bologne a fait des dons im-



portants aux salles d'asiles, a subventionné des hospitalités de nuit et établi des soupes gratuites, fait bénéficier les orphelins et les sourds-muets de dons s'élevant à plus de deux cent mille liras. Elle est également venue en aide à un asile de mendicité, à un asile de tuberculeux, mais tout cela, près d'elle, à la portée de sa surveillance et de manière à ce que les secours connussent bien l'origine des secours.

Les caisses lombardes ont largement subventionné, dans les mêmes conditions, les œuvres d'assistance à l'enfance, aux malades, aux invalides, aux pauvres et à différentes formes de l'étude,

Voyons maintenant avec plus de détails les organisations établies dans des centres qui ont déjà retenu notre attention, et voyons les surtout dans l'aide qu'elles donnent à l'agriculture, puisque c'est là l'industrie par excellence de l'Italie.

Le Piémont et la Toscane sont certainement riches en œuvres comme en hommes ; il suffit de citer entre beaucoup d'autres — le marquis Crispolti dans la première de ces deux provinces et M. Le Professeur Toniolo dans la seconde. Mais on peut croire que les petits propriétaires de celle-là et encore plus les métayers de celle-ci ont moins de peine à se tirer personnellement d'affaire, à force de travail. C'est surtout dans la région de Pise et de Lucques que j'ai trouvé à des degrés divers un optimisme mêlé à une certaine nonchalance d'esprit. Dans chacune de ces deux villes je suis allé tout droit au personnage, qui, d'après ses fonctions, son caractère, et l'estime dont il est entouré, était le

mieux à même de me renseigner. Dans l'une d'elles, je suis en présence d'un homme qui ne tarit pas sur le bien-être de la Toscane, vrai paradis du métayage. Au point de vue religieux il concède bien qu'il y a dans les villes... de la haine ou du dédain ? non pas, car la municipalité est bonne, comme aussi la députation..., mais une certaine *freddezza*. Chez les ruraux tout va beaucoup mieux. Quant au parti socialiste que nous avons devant nous, me déclara-t-il, il est divisé, il est même désagrégé : aussi lui résistons-nous victorieusement, d'autant que nous avons vu bien plus de discipline qu'à Florence et que dans la ville d'où vous venez. » Ce contentement si rare ne laissait pas que de me laisser quelques légers doutes. Je me demandais s'il ne s'y mêlait pas un peu de satisfaction personnelle ou bien encore le désir d'imposer à la confiance présumée d'un étranger un jugement très favorable. Au fond cependant je sais que cette satisfaction n'était pas sans de nombreux motifs.

A la ville voisine, je trouve un homme dont les réponses sont moins sommaires et plus précises. Quoique très élevé, lui aussi, dans la hiérarchie, il est plus doux, plus modeste — à l'excès, ce me semble, et aussi moins optimiste. Non pas qu'il voie sous des couleurs moins riantes la situation matérielle de ses concitoyens : il a grand plaisir à m'expliquer qu'à côté du florissant métayage, il y a l'institution, encore préféré de lui, du colonat quasi perpétuel où les familles se transmettent de génération en génération des fermages qu'elles paient moitié en argent, moitié en nature. Mais il craint beau-

coup, quant à lui, le progrès du socialisme, lequel ne heurte pas de front les croyances et les habitudes religieuses (car alors on le repousserait tout de suite) mais les affaiblit peu à peu en imprégnant les gens de son esprit.

La masse de la population est-elle donc si croyante et si fidèle à ses traditions ? Sans doute, elle a gardé un attachement au culte extérieur : s'il y a une fête religieuse on y accourt en foule et joyeusement, Mais au fond le « cœur n'y est plus ». Fait-on beaucoup pour remonter le courant ? Mon interlocuteur me répond : « en dehors de quelques cercles de jeunes nous n'avons rien ». — « Pourquoi ? » — « On n'a pas encore trouvé l'homme de la chose ». Je lui laisse entendre qu'il pourrait bien être là devant moi, cet homme désiré. Il sourit avec humilité et avec une nuance de tristesse, peut-être (je l'ignore) comme quelqu'un qui ne peut pas faire la confidence des difficultés dont il ne réussit pas à venir à bout.

Je vais d'ailleurs et plus d'une fois, est-il besoin de le dire ? dans la capitale Florentine où siège *l'Unione popolare italiana*. Celle-ci est surtout une institution savante et lettrée, multipliant avec talent et distribuant avec obligeance des publications soignées, des discussions éloquentes sur des questions d'ordre général, sur la question de l'institution primaire et de la liberté de l'enseignement, sur la lutte contre la franc-maçonnerie, sur les problèmes de l'émigration. Une semaine sociale s'y prépare à l'époque de mon dernier passage ; on doit y traiter principalement de l'esthétique popu-

laire, de la moralité de la Toscane et de la fâcheuse habitude des blasphèmes. De pareilles manifestations sont certainement nécessaires et elles sont bien à leur place en un tel milieu. Mais les efforts pratiques suivent-ils ? Je m'adresse à un religieux fort distingué, dont le costume gagne encore d'être à l'ombre de la charmante église où les fresques classiques racontent les gloires de son ordre. Il se plaint que le clergé paroissial ne fasse pas son devoir, et il avoue qu'on ne l'a guère mis en état de le faire, avec des séminaires anémiés des innombrables diocèses. Aussi n'y a-t-il que très peu d'œuvres de jeunesse, très peu de patronages. Il ne fait exception que pour certains curés comme celui de Perruccia, près de Pistoie et celui de Borgo San Lorenzo qui méritent d'être mis tout à fait à part pour l'ensemble des œuvres sociales de leurs paroisses (1).

Si l'on peut trouver des organisations puissantes, enveloppant des œuvres nombreuses, aussi actives que bien administrées et fort peu en peine d'expliquer leurs incontestables succès, il faut aller dans ces régions plus septentrionales, où les éléments sont plus divers, les situations plus instables, les besoins plus pressants ou plus fortement ressentis et la lutte plus âpre.

Cette lutte, qui la soutient ? A l'exception d'un très petit nombre d'hommes à tous points de vue supérieurs,

(1) J'étais parti pour visiter l'une de ces deux paroisses. J'ai été malheureusement retenu dans la ville voisine par mes tentatives réitérées et inutiles à la porte d'un collège où le personnel dirigeant prolongeait vraiment beaucoup sa sieste du milieu de la journée.



les classes riches ne brillent point ici d'un bien vif éclat, et leurs compatriotes les plus qualifiés pour les juger ne vantant pas beaucoup leurs services. On ne méconnaît pas qu'elles ont encore quelques dehors religieux et qu'elles s'occupent parfois des intérêts publics dans la politique, mais rarement à fond : elles ne connaissent à peu près rien de l'âme populaire. En plus d'une ville, comme Vérone, comme Mentoue et comme Venise, on me dit qu'elles se défient des œuvres, qu'elles n'ont que de l'ironie méprisante pour ceux qui les dirigent en jouant « aux démocrates ». Elles n'auraient pas moins honte, en ces milieux, de passer pour cléricales : elles rougiraient d'entrer dans une société de Saint-Vincent de Paul. Un des rares membres que notre société d'Économie sociale compte dans le royaume et qui a pour lui une assez longue expérience de plus d'un pays étranger, me dit nettement : « elles ne font rien ni pour le bien général, ni pour le leur ; elles ont besoin de nous, elles acceptent nos services, mais craignent de se compromettre avec nous aux yeux du gouvernement et aux yeux des partis qui leur sont le plus hostiles » Dans la plus attrayante des cités, le chef très pondéré d'une paroisse pleine de travailleurs, pleine d'enfants, pleine aussi de misère, me prouve qu'il s'intéresse bien, en connaisseur et en homme pratique, à tous les problèmes de son temps et de son pays ; il me déclare : « Nous ne sommes pas secondés du tout par les classes élevées ; elles n'ont le sentiment de rien, ne comprennent rien, ne font rien. L'aristocratie de l'intelligence (mais celle-là n'est-elle pas plutôt la fleur des

classes moyennes ?) ferait encore quelque chose si elle était aidée par l'aristocratie de l'argent ; or celle-ci n'a que l'idolâtrie de la *bassa carne* (sic) » Aussi prévoit-il à bref délais de nouveaux progrès du socialisme.

Sur les classes moyennes les jugements sont beaucoup moins absolus et plus divers. Sans doute il sort d'elles, ici comme partout, des politiciens ambitieux, et elles fournissent beaucoup d'adeptes aux loges maçonniques, à Ravenne surtout. Ailleurs elles se liguent très intelligemment, comme à Parme, pour la défense de leurs intérêts si menacés. Incontestablement elles rendent, par ce seul fait, de grands services, car elles arrêtent le travail de désorganisation et d'anarchie. Quelques uns me font observer que si elles ont les qualités bien connues du parti libéral, la lucidité, l'activité, la persévérance résolue, elles en ont aussi ces faiblesses plus sévèrement jugées à notre époque, à savoir cette disposition à estimer que c'est à chacun à faire ses propres affaires et qu'il n'y a rien à retrancher, mais aussi rien à ajouter à la liberté pure et simple des uns et des autres. Aussi l'évêque de Parme, tout en donnant, j'en suis bien certain, la préférence à l'Agraria sur n'importe quel groupe radical ou socialiste et en étant prêt à conclure avec elle des alliances limitées, a-t-il demandé à ses prêtres de ne point y entrer à titre de membres permanents et actifs. Malgré ces réserves, c'est, à n'en pas douter, dans ces classes moyennes que se recrute l'élite de ceux qui donnent aux œuvres sociales leur temps, leur intelligence et leur cœur.

Quel est ici le rôle du clergé ? Il faut distinguer. La plus grande partie de l'ancien clergé est notoirement insuffisante, c'est le moins qu'on puisse dire : et je n'ai pas à chercher loin de son propre sein pour recueillir à son endroit les jugements les plus sévères. On a lu plus haut, la brève appréciation d'un religieux toscan. J'y reviens. Comment ce clergé ferait-il honneur à sa mission, recruté comme il l'a été à peu près partout, avant Pie X, dans ces prétendus grands séminaires que tous les évêques, même ceux dont les diocèses se touchaient avec des populations de quarante ou cinquante mille âmes, tenaient tant à conserver ? Des journalistes appartenant au catholicisme militant et n'étant pas sans payer assez cher, à l'occasion, le prix de leur franchise, m'en apprennent bien davantage. C'est très résolument qu'ils attribuent, par exemple, à la paresse, à l'orgueil, à la corruption, aux mauvaises mœurs du clergé la fâcheuse situation de la région de Bologne.

Léon XIII avait convié tous les fidèles et plus particulièrement leurs pasteurs à prendre en main les intérêts des classes déshéritées. Ses nobles appels compteront dans l'histoire. Mais dans ce pays d'où il les adressait au monde il restait à rendre le clergé plus capable d'y répondre. C'est ici le rôle plus obscur, plus ingrat, mais certes fort nécessaire, du Souverain Pontife d'aujourd'hui. Je n'ai pas à m'étendre davantage sur la réforme qu'il opère sans bruit, quoique non sans résistances. Les membres les meilleurs des deux clergés, régulier et séculier, tous ces hommes qui, sans s'élever

jusqu'à la franchise terrible et salutaire d'un Saint Bernard, gémissent sur leur impuissance personnelle, ont à cœur de se remettre eux-mêmes en état de faire le bien attendu d'eux. Le jeune clergé, quand il n'est pas collé à son lieu natal et à sa famille, n'a pas tardé non plus à mieux s'orienter, à se tenir au courant des questions du jour, à voir clair dans les revendications légitimes des sacrifiés, à étudier ce qui se fait dans les nations voisines, à creuser enfin, spéculativement et pratiquement, ce qu'on peut appeler la théologie des problèmes ouvriers.

Sans doute il y eut, il y a encore, en plus d'un endroit, de l'inexpérience et des maladresses, parfois même quelque chose de plus regrettable encore. Un évêque de Piémont, dont l'ouverture d'esprit, la finesse, l'allure aristocratique unies à une très grande affabilité semblent présager de belles destinées ecclésiastiques, veut bien me laisser deviner à ce sujet ses préoccupations, ses épreuves peut-être. Il ne nie point qu'il y ait un certain nombre de petits krachs et même de malversations dans les œuvres sociales italiennes les plus vantées. On parle beaucoup de celles qui se fondent, on parle moins de celles qui disparaissent. Il estime qu'on les a confiées trop souvent à quelques jeunes hommes ayant encore trop peu de fond. De temps à autre, on est heureux de trouver quelques personnes riches et charitables (quelque supérieur haut placé ? me demandais-je en l'écoutant) qui comble le déficit, surtout lorsqu'il est dû à quelque prêtre qui, ne pouvant rembourser son prêt, est responsable d'une avance peu



justifiée (1)... Tout cela connu et reconnu comme véritable dans certaines proportions, il n'en faut pas moins saluer dans l'Italie du Nord l'union de deux élites : une élite ecclésiastique et une élite des classes moyennes. Ce sont — non pas exclusivement, encore une fois, mais surtout — ces deux là qui ont créé et qui, quand les précautions nécessaires sont prises, font vivre les œuvres les plus fortement admirées par l'étranger. Pour en juger sur preuves, il est temps de revenir aux créations de Bergame et de Brescia, car elles sont caractéristiques.

..

L'arrondissement (circondario) de Bergame, avec ses subdivisions de Bergame, Clusone et Tréviglio contient une population d'environ 500.000 habitants, occupés en partie à l'agriculture et en partie à l'industrie. Une famille fait travailler quelques-uns de ses enfants dans l'une et

(1) Depuis cette visite que j'avais l'honneur de faire au distingué prélat, j'ai apprécié plus encore l'exactitude de ce qu'il me laissait deviner et le tact avec lequel il laissait à mes enquêtes le soin de compléter ses confidences. Depuis lors les journaux italiens m'ont appris — entre autres choses — la condamnation à douze ans de réclusion d'un archiprêtre du Nord Est, « factotum » d'une caisse rurale et convaincu de faux ou détournements nombreux — puis un sinistre toscan ruinant un grand nombre de pauvres prêtres, en compromettant plusieurs (non des moindres, il s'en faut). Les journaux italiens du 27 novembre 1910, enregistrent les deux faits avec un calme relatif, qui est curieux : on dirait qu'il n'y a rien là pour eux d'extraordinaire.

quelques autres dans l'autre. Les filatures de soie et de coton y sont florissantes.

L'esprit du pays a toujours été et est demeuré très religieux. On me disait dans une autre province; « C'est la Vendée de l'Italie ». Les hommes ont le tort d'y boire plus que de raison : ceci est malheureusement acquis et reconnu. Malgré cette faiblesse, le peuple ne connaît pas la violence de tant d'autres provinces du royaume. Les physionomies y sont gaies et douces, et l'activité des gens — c'est là ce qui nous intéresse le plus en ce moment — se plie volontiers à toutes les formes de l'union la plus fraternelle. En modifiant quelque peu le vers célèbre de Chénier, on peut dire qu'ils approchent de plus en plus de ce qui devrait être l'idéal de notre génération, la pratique des vertus antiques dans des institutions modernes.

Quelles sont donc les institutions et les œuvres qu'a implantées et que cultive chez lui cet heureux coin de terre ? On pourrait répondre d'un mot qu'elles y sont toutes. On y trouve en effet :

— Congrégations pieuses et de propagande, cercles catholiques, unions professionnelles.

— Sociétés de secours mutuels, secrétariats du peuple, cuisine économique, hospitalité de nuit.

— Caisses rurales, caisses populaires ouvrières, banques de petit crédit, caisses de prêt sur nantissement de denrées agricoles.

— Assurances de tout ordre, vie, incendie, accidents, mortalité du bétail.

— Unions agricoles, œuvres des fermages collectifs.

— Office du travail, coopération de production et de consommations, boulangeries coopérative, etc.

Et au dessus de tout une vaste maison du peuple au chef-lieu (1).

Tout cela bien entendu, n'a pas été créé à la fois et d'après un plan dressé d'avance. Chacun de ces êtres moraux a été conçu et mis au monde selon les circonstances. Par exemple, la boulangerie coopérative n'a été comme improvisée que par ce qu'en une certaine année les boulangers s'étaient obstinément refusés à abaisser le prix du pain, malgré une baisse considé-

(1) Pour l'histoire, pour la description, pour la réglementation de chacune de ces œuvres, on peut s'adresser à la Maison du peuple et à l'obligeance de son chef, M. Rezzara qui disposent de notices imprimées toutes très explicites et très claires. On trouvera aussi dans le *Correspondant* du 25 novembre 1904 un excellent article de M. Max Turmann. M. Turmann a étudié de très près toute cette organisation à un moment où elle était déjà très développée et n'avait plus guère qu'à affermir et à étendre ses progrès. Depuis 1904, ces progrès ont été certes marquants ; il y a eu accroissement dans le nombre des œuvres, dans le nombre de leurs adhérents, dans le budget de chacune d'elles. Mais sur presque tous les points le mouvement général est bien le même ; il a la même orientation, les mêmes allures et le même genre de résultats qu'au jour où notre distingué compatriote en a pris en quelque sorte la mesure. Je ne vois qu'un ordre de faits où ses prévisions n'ont pas été confirmées. Il pensait qu'on reviendrait partout aux *comités paroissiaux*, tels qu'ils avaient fonctionné dans les années qui avaient suivi 1877. C'est le contraire qui s'est produit. Le nombre de ces groupements — jugés d'un caractère trop général et trop peu défini — n'a pas cessé de diminuer. Il cède la place, comme on va le voir, à des œuvres plus spéciales, qui d'ailleurs puisent très abondamment l'inspiration chrétienne aux sources communes.

nable des farines. Sans doute on étudie constamment et les besoins et les moyens de les satisfaire ; mais sur cette route si richement jalonnée se détachent les monuments durables de quelques étapes où le mouvement général s'est accentué.

C'est en 1877 qu'il a commencé, en s'appuyant, d'un côté sur les œuvres de pure piété, d'un autre sur les sociétés de secours mutuel. Au fur et à mesure qu'il se développe, il passe, non pas précisément de l'homogène à l'hétérogène, comme dirait Herbert Spencer, mais du général au particulier, c'est-à-dire qu'il pousse à fonder des coopérations poursuivant des buts de plus en plus précis et déterminés. C'est ainsi que des anciens comités paroissiaux s'est détachée, à côté des autres branches et comme un rameau qui va bénéficier d'une grande partie de la sève, l'association des pères de famille, chargée surtout de la surveillance des écoles et de la défense de la liberté d'enseignement (1).

Il y avait cependant un péril dans ces subdivisions qui pouvaient ressembler à de l'émiettement. Pour y parer, on s'est servi très hardiment de la force économique et financière. On a fondé en 1891 le *Petit crédit bergamasque* : il devait être le cœur par où passerait en un double mouvement, des extrémités au centre et

(1) Présentement, cette association se propose aussi de combattre l'alcoolisme ; mais voici qu'on réclame à cette fin une organisation particulière : car un journal de la localité que j'avais acheté à la gare au moment de quitter la ville en signalait le besoin « *urgent et énorme* ».



du centre aux extrémités, le sang nourricier sans lequel rien ne vit (1).

Mais ce n'était pas assez : les institutions de toute nature, économiques, sociales, religieuses, industrielles, rurales, devaient avoir aussi une tête. Ce rôle fut réservé à la *maison du peuple*. Quand M. Turmann écrivait en 1904, il terminait son article en disant : « Dans la *casa del popolo*, chaque société, depuis la banque jusqu'aux unions professionnelles, possédera ses bureaux particuliers : outre deux belles salles de conférence il y aura un théâtre à 3000 places où se tiendront les assemblées fédérales ; dans ces édifices, on trouvera une bibliothèque, des salons de lecture et des jeux, un café, un restaurant, des bains et des chambres mises à la disposition des membres du clergé et d'une quelconque des associations de passage dans la ville ; au rez-de-chaussée on installera l'imprimerie, les administrations et les rédactions des périodiques catholiques. Ce sera bien on le voit la « maison du peuple », mais du peuple chrétien. »

Ce qui n'était alors qu'un projet sur le papier est aujourd'hui pleinement réalisé et dépasse même ce qu'on avait espéré. On en a fait l'inauguration solennelle le 8 mars 1908.

Maintenant, sans entrer dans tous les détails de ce mécanisme ou plutôt de cet organisme vivant, disons quelques mots des hommes qui en sont les membres,

(1) Sur cette institution, voir la communication faite par M. Rezzara au dernier congrès de la *Société d'Economie sociale*, à Paris (juin 1910).

des moyens d'action dont ils disposent et de l'idée directrice à laquelle ils obéissent.

A la tête du comité général et à la présidence de toutes les réunions importantes en retrouve le vénéré comte Medolago Albani qui représente et le Pape et la vieille aristocratie soumise ou Souverain Pontife. Mais à côté de cette présidence honorifique s'exerce tous les jours et s'étend à tout l'action de M. Rezzara. M. Rezzara, ancien professeur de littérature, est un homme des classes moyennes, entouré de collaborateurs ayant à peu près mêmes origines familiales et même caractère que lui, tous admirablement faits pour servir de trait d'union entre les classes auxquelles ils confinent par un côté ou par un autre. La leur a généralement plus que les autres une intelligence ouverte, une instruction étendue, des ambitions modérées et suffisamment justifiées, une attention curieuse, éveillée, bienveillante pour les nouveautés qui se concilient avec le respect des traditions fondamentales, ajoutons-y une situation qui a bien des chances de se mettre à l'abri des servitudes de la richesse comme de celles de la pauvreté. Profondément pénétrés du sentiment des besoins populaires et de l'inanité des promesses socialistes, ces hommes ont cherché des solutions d'ordre économique et ils les ont mises sur pied par une technique très étudiée. Ils ont non seulement admis, mais sollicité le concours de prêtres éclairés : il leur ont réservé dans leurs conseils une place qui leur permet d'examiner les innovations du point de vue chrétien et de garantir l'orthodoxie des procédés comme

celle des doctrines qu'ils supposent ; mais ils n'ont pas voulu leur laisser assumer aucune responsabilité d'ordre administratif ou financier (1). En un pays où un clergé pauvre tient à garder des relations intimes, quotidiennes, avec une famille non moins pauvre que lui et exigeante, la précaution était élémentaire. Là sans doute où l'élément laïque fait absolument défaut pour créer de telles œuvres, on est heureux de les devoir à l'initiative d'un prêtre agissant sous sa responsabilité : on peut espérer que le nombre des succès compensera largement, dépassera même celui des causes de scandale comme celles que nous avons rapportées plus haut. Là où une alliance des deux éléments ecclésiastique et laïque est possible, c'est bien sur la méthode des promoteurs des œuvres bergamasques qu'il faut prendre modèle. En matière technique ils se sont réservé l'autorité. La conciliation est irréprochable.

Pour se procurer les moyens de vivre, ils n'ont réclamé aucune subvention du gouvernement ni cherché les concours de puissants capitalistes. Le *Petit crédit* a été fondé avec un capital de 2034 actions de 20 livres chacune, que se sont partagées 260 associés, aucun d'eux ne pouvant avoir plus de 200 actions (ce qui au début représentait 2000 francs), En moyenne on en trouve dans les mêmes mains de six à sept. Sur ce capital de 40.650 il n'en a d'abord été versé que 23.962. Mais le développement fut si rapide que, de 1892 à 1910, les

(1) Et en cela, ils ont devancé les dernières instructions du Souverain Pontife.

dépôts se sont élevés de 174.000 liras à près de 20 millions, et les réserves, de 4767 à 662.323.

Le dividende qui, la première année, fut de 0,50 par action s'est élevé à 3,50. Une partie des bénéfices, 12 pour 100, est mise à la disposition du conseil pour subventionner des œuvres diverses. (En 1904, la somme affectée à cet emploi fut de 21.715). Plusieurs modifications d'ordre technique ont put être apportées aux statuts. Mais on s'est bien gardé de toucher à l'article 4 qui dit : « Le but de la société est d'étendre les bénéfices du crédit aux associations de secours mutuels, aux caisses rurales et autres sociétés coopératives, aux propriétaires, aux commerçants, aux professionnels divers, aux travailleurs en général, en leur facilitant les moyens de faire fructifier leurs épargnes et de jouir des avantages de la prévoyance et de la coopération, spécialement de concourir par la mutualité à la conservation et au développement de la petite propriété et de la petite industrie. »

Nous ne pouvons, écrivait tout récemment M. Rezzara, nommer les particuliers auxquels nous sommes ainsi venus en aide. Mais nous pouvons indiquer les œuvres d'intérêt général qui ont usé de nous. » Et il citait plusieurs entreprises de chemins de fer électriques et de tramways, la construction d'un marché municipal...

L'érection de la Maison du peuple a été assurée de la même manière. J'ai eu sous les yeux la liste des offrandes par lesquelles il y a été pourvu. On y trouve 113 ecclésiastiques, 154 laïques, 89 associations catholiques. La plus forte souscription (6000 liras) est celle du Prévôt



de Sainte Anne de Bergame, puis celles du Petit Crédit (5005, payables en trois annuités) du cercle catholique de Bergame (1500), du journal de l'Echo de Bergame (1000, payables en deux annuités). Viennent ensuite celles de l'évêque de Bergame, du cardinal Agliardi et de deux archipr tres qui ont vers  chacun 500. Léon XIII figure pour 400. Dans le reste sont de nombreuses offrandes de 100, de 50, de 20 livres. On n'a pas dédaigné d'y inscrire les modestes et touchantes offrandes d'une lire ou même de 0,50 et 0,10. L'édifice devait donc figurer véritablement l'union des classes, avec ses proportions larges, confortables, élégantes, ne rappelant ni les somptueux palais d'une aristocratie trop oisive, ni les loges maçonniques aux fenêtres soigneusement fermées sur le dehors. mais les utiles aménagements d'une bourgeoisie laborieuse dont une éducation intelligente a ennobi les succès.

D'après quels principes, avec quelle méthode commune agissent toutes ces œuvres, on s'en rend déjà compte. L'œuvre primitive, très générale, à détaché d'elle des œuvres de plus en plus spéciales ; mais elle garde sur elles toutes son action tutélaire, en les inspectant, en les réunissant à intervalles réguliers, en leur faisant parvenir des documents et des avis, en s'occupant surtout de leur fournir par le crédit des moyens d'action.

A toutes ses caisses, à toutes ses banques, elle recommande de limiter leurs opérations à un territoire et à des clients connus d'elles, de mettre toujours chacune de leurs tâches aux mains d'un spécialiste. Dans cet

esprit, elle prescrit, pour les agriculteurs et pour les ouvriers, des méthodes offrant sur plusieurs points des différences bonnes à noter. Les agriculteurs obtiennent le crédit sans être astreints à des épargnes préalables : des ouvriers on exige l'épargne, soit un versement hebdomadaire d'une lire au moins (1).

En même temps, on demande à toutes ces institutions de se seconder les unes les autres et d'avoir toujours en vue de favoriser de préférence les petits commerçants, les petits industriels, la petite culture. On leur rappelle enfin hautement la nécessité d'une propagande sociale et religieuse. Sont-elles donc fermées à tout ce qui n'est pas de leur foi ? Dans leur personnel dirigeant, oui : dans leur action et dans les services à rendre, non. Il convient ici d'insister. Encore un fois les promoteurs des œuvres, les membres des divers conseils, doivent être, ils sont des catholiques de croyance et d'action, ils s'engagent à la propagande et à l'exemple. On a vu que parmi les bureaux de la Maison du peuple est le bureau du délégué de l'évêché. Mais en même temps, l'œuvre accorde largement le crédit à tous ceux qui en ont besoin et offrent des garanties suffisantes d'honnêteté et de solvabilité. Elle ne refuse pas non plus de s'allier à des œuvres d'un autre esprit ou simplement neutres, dans une intervention d'intérêt général. Elle ne se refuse pas davantage aux alliances politiques. M. Rez-

(1) A Tréviglio, M. l'Abbé Portaluppi me dit que dans l'œuvre des habitations économiques, on tend à faire de l'agriculteur un propriétaire, mais de l'ouvrier, trop disposé à changer, un simple locataire.

zara lui-même me faisait l'honneur de m'écrire ces lignes significatives : « nos succès irritent les socialistes qui ne peuvent rivaliser avec nous ; d'autre part malgré tout ce qu'elles ont de sincèrement démocratique et de franchement religieux, nos œuvres n'entretiennent aucun rapport avec les groupes italiens qui ont cru pouvoir usurper la dénomination de démocrates chrétiens. Mais l'activité et l'abnégation de nos chefs ont gagné les sympathies des libéraux modérés non sectaires ; et maintenant nous les avons avec nous à la tête de nos administrations publiques. » — On se demande souvent comment les catholiques doivent entendre leur activité sociale, l'exercer entre eux ou bien la fondre dans des œuvres communes à tous. La solution mixte de la maison du peuple de Bergame mérite d'être méditée.

On a d'autant plus de raisons d'en apprécier ce mélange de prudence et de hardiesse heureuse qu'en somme, comme tous les groupements bienfaisants, c'est avec une élite que celui-ci opère. M. Rezzara m'apprend que sur 50,000 ouvriers il n'y en a que 5000 de syndiqués ; or tous leurs syndicats sont catholiques ; les syndicats socialistes n'ont pas réussi. M. Rezzara m'apprend aussi qu'une grande partie des usines est aux mains de patrons suisses, protestants, venus presque tous de Zurich. Or, Zurich est bien un remarquable centre d'activité scientifique et industrielle : il n'en peut rayonner ni autant de tolérance ni autant de moralité. Le milieu bergamasque n'était donc pas aussi favorable qu'on pourrait se l'imaginer, et il ne faut pas croire que toute la population se soit jetée au cou des

réformateurs avec un élan de nature à tout simplifier. Je m'explique même qu'à Florence on m'ait dit (peut-être avec une petite pointe d'esprit de clocher, mais bien légère, je puis l'affirmer) « Oh ! à Bergame, il ne faut pas croire que tout soit si beau ; il y a bien de la façade (1) ! » Soit ! mais n'empêche que derrière cette façade soit un bataillon sacré dont l'attitude et dont les actes profitent même à ceux qui ne font que s'en approcher pour des ententes partielles et discontinues. Parmi les 45.000 ouvriers non syndiqués il en est un nombre considérable qui vient frapper aux portes des œuvres et en retire de multiples avantages. Avouons que c'est déjà très beau.

Telles sont les institutions qu'il vaut la peine d'aller étudier à Bergame. On les trouve dans un cadre digne d'elles. Bergame englobe aujourd'hui deux villes. Lorsqu'on sort de la gare on a devant soi de vastes espaces qui achèvent de se bâtir et au milieu desquels s'étend une longue avenue. Tout au commencement est la Maison du peuple avec ses 3469 mètres carrés et ses 76 mètres de façade, dont l'hôtel vraiment « moderne » dans le bon sens du mot, occupe une belle part. Le jour où j'y arrivais était celui de la saint Alexandre, fête patronale de la commune. Les hommes du pays sont catholiques et ils sont gens pratiques. Les autorités ecclésiastiques ont donné satisfaction à ces deux sentiments en faisant de

(1) Pourquoi ne pas dire que ces juges n'accusent pas seulement l'amour de la boisson dont j'ai déjà parlé ? Ils croient aussi à certains vices qui étonnent. Sur ce dernier point cependant ils ne sont pas tout à fait aussi affirmatifs.



ce jour une fête religieuse avec messe obligatoire et cependant permission de trafic. Les deux églises de la ville basse regorgeaient d'hommes et de jeunes gens, on avait peine à y pénétrer. Puis, au dehors tous se mêlaient à l'agitation populaire devant les boutiques improvisées et devant les tréteaux. Il se faisait là beaucoup d'affaires grandes ou petites. Malgré les habitudes reprochées aux habitants, on n'y voyait pas la joie lourde de certaines populations d'États plus septentrionaux, pas plus d'ailleurs que les démonstrations enfantines de gens plus méridionaux encore, qui s'enthousiasment pour des riens. On s'amusait toutefois d'un brave homme qui, vendant des épingles anglaises, portait tout son étalage piqué sur toutes les faces de sa longue blouse : son boniment plein de bonne humeur répondait à l'ingéniosité de son accoutrement.

Tout au bout de la grande avenue qui coupe en deux la ville nouvelle est un funiculaire conduisant à la vieille cité. Au fur et à mesure qu'on monte on embrasse les panoramas des pentes alpestres dont le soleil illumine les teintes presque toujours d'un beau bleu foncé et aux pieds desquelles les usines grandissent dans la verdure de la campagne. Lorsqu'enfin on met pied à terre et qu'on franchit la porte des anciens remparts, on se voit tout aussitôt dans une cité quasi intacte du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. On n'y a pas le spectacle de certaines villes comme Ravenne et, comme chez nous, Arles, où il faut chercher quelques ruines admirables dans un ensemble devenu horriblement vulgaire. Tout ici est archaïque par le décor, par les contours des rues,

par les maisons mêmes des particuliers, mais tout y est vivant, propre et soigné dans les détails de la vie courante. La bibliothèque communale est installée dans un édifice aux grosses pierres grises et aux larges dessins, aux graves proportions qu'elle n'a en rien défigurées. Les amateurs des choses de l'art ont longuement décrit les deux places où se groupent les édifices les plus précieux de la Renaissance : la satisfaction de suivre facilement de l'un à l'autre la succession historique des styles compense, et au delà, ce qu'il peut y avoir de disparate dans leur étroit voisinage. Il n'est pas jusqu'à la statue équestre de Garibaldi qui ne s'harmonise avec son milieu ; car il n'est pas besoin d'une imagination complaisante pour voir là l'héritier des condottieri d'autrefois.

Aux fêtes périodiques de la Maison du peuple de Bergame donne le plus souvent son assistance fraternelle M. Longinotti, secrétaire général de l'*Union catholique du travail* de Brescia et député d'une des circonscriptions de sa province. Lui aussi groupe dans son siège social, la vieille construction du Palais Saint Paul, tout un ensemble d'œuvres qui rappellent, malgré quelques nuances, celles dont nous venons de parler.

Elles ont incontestablement un caractère, à moins qu'il ne faille dire tout simplement une apparence, plus démocratique, plus populaire, plus ouvrière, peut-être aussi un peu plus politique. Elles sont divisées en seize sections professionnelles qui, dans l'année encore récente (1907) où fut imprimée la notice qu'on me remet, comprenaient 1156 ouvriers d'industrie et 393 travailleurs agricoles,

L'Etat-major de l'Union même, c'est-à-dire de la fédération des sections est presque tout entier ouvrier. Chaque section élit, en effet, dans son propre sein, un délégué ; et ce sont les seize délégués qui élisent encore dans leur propre sein le président général, le vice-président général et le vice-secrétaire général. Seuls le secrétaire général et le caissier peuvent être pris au dehors. Je ne parle pas de « l'assistant ecclésiastique » ; il va de soi qu'il ne peut pas être un ouvrier. Chaque section s'occupe naturellement des intérêts professionnels du métier auquel elle correspond. Mais il y a de plus au palais Saint Paul des réunions où l'on traite de certaines affaires d'un intérêt collectif. Telles sont les affaires de résistance (*resistenza*). Ce sera les expliquer suffisamment, de dire que de 1902 à 1906 ont été décidées là, en tout, deux grèves, ayant eu toutes les deux une issue favorable. A côté sont les affaires d'instruction, qui se décomposent en : conférence de science populaire — école populaire de sociologie — instruction et propagande anti-alcoolique chez les ouvriers — école électorale. Viennent ensuite les affaires de coopérations — puis les affaires variées comprenant les secours mutuels, les assurances, le placement gratuit, le repos dominical, les conseils de prudence d'hommes.

Un des grands efforts de l'Union, son principal titre d'honneur aux yeux de la population est d'avoir obtenu, dans la partie basse de la province, un réseau de contrats agricoles intéressant une étendue de 1350 kilomètres carrés et 230.000 habitants.

Cette révision fut précédée d'une enquête minutieuse sur les conditions locales de la culture et de la production et sur les contrats en vigueur. Ce furent les 125 curés de la région qui dans l'hiver de 1907 se chargèrent de distribuer les questionnaires et de recueillir les réponses. Celles-ci furent examinées par une sous-commission de l'Union qui divisa le pays intéressé en trois zones et dressa pour chacune d'elles un mode de contrat. Les salaires fixes étaient gradués selon les saisons et selon les variétés de cultures ; mais partout devaient être assurés une maison hygiénique gratuite, du bois, un jardin, la moitié du produit de l'élevage des vers à soie et la faculté d'acheter tous les jours à la propriété un demi litre de lait à prix réduit. Ce projet de réforme fut imprimé et partout répandu, communiqué notamment aux municipalités, aux « corps moraux », aux associations, et il était accompagné d'un appel patriotique aux différentes parties intéressées. Il y eut quelques résistances qui, à leur tour, provoquèrent des grèves, mais très calmes, dans une quarantaine de communes. Finalement les nouveaux contrats furent adoptés à peu près partout ; et là où les réserves des patrons s'obstinèrent, les deux parties s'entendirent pour certaines modifications donnant aux travailleurs plus d'avantages que les anciens contrats. On a calculé que l'application générale et complète des nouveaux arrangements, apportait à la plaine brescienne un surcroît annuel de bénéfices d'environ deux millions de lires.

Pour mieux garantir l'avenir de la réforme il était institué une commission arbitrale, chargé de l'application



et de l'interprétation des contrats et jugeant les différents sans appel. Cette commission comprend cinq membres élus, le premier par le syndicat agricole, le second par la Chaire ambulante d'agriculture, le troisième par la fédération de l'Union catholique, le quatrième par la Chambre du travail, le cinquième enfin par le vote unanime des quatre précédents, ou, à défaut de cette unanimité, par le président du tribunal civil de Brescia.

Si j'ajoute maintenant qu'au moment de la terrible grève de Parme, *l'Union* intervint assez heureusement en faveur de la pacification, qu'elle travaille présentement à la construction de maisons économiques, si je rappelle qu'elle essaie, elle aussi, le système des fermages collectifs, j'aurai, je crois, bien établi que les œuvres de Brescia font bonne figure. Elles semblent moins puissamment assises que celles de Bergame, moins confortablement installées, moins richement pourvues de capitaux ; mais luttant davantage en un milieu plus hétérogène, peuplé d'industries plus variées, plus modernes, plus agitées par conséquent (1), elles sont, au plus haut degré, dignes d'encouragements et d'éloges.

C'est toujours vers l'une ou vers l'autre de ces deux organisations ou de l'une de leurs parties constitutives que gravitent les œuvres catholiques du Nord de l'Italie.

Comme partout, elles ont à lutter contre deux concurrences redoutables ; celle du socialisme qui veut la guerre et celle de l'étatisme qui — même en Italie où il a su favoriser, par de très bonnes lois, la liberté de l'épargne et

(1) A Brescia on ne voit pas moins qu'à Bergame : les meilleurs amis du peuple l'avouent.

de ses usages — tend toujours à une centralisation périlleuse. Plus d'un symptôme donne à craindre qu'à son tour le trésor public ne veuille faire venir à lui ces sommes qui pouvaient si bien s'employer sur place pour y soutenir les initiatives privées et leurs groupements. L'emploi des fonds des caisses d'épargne en titres de rente sur l'Etat et en bons du Trésor augmente beaucoup. De 1890 à 1904 il avait à peu près doublé ; présentement il absorbe plus de la moitié des dépôts. Or, les dépôts de fonds ont bien augmenté, il est vrai, mais ils sont loin d'avoir doublé (1).

D'autre part, les Caisses d'épargne postales deviennent pour les caisses privées de redoutables rivales. Une loi du 8 juin 1908 a élevé à 4000 francs la limite des dépôts portant intérêt dans ces caisses, et elle a ouvert celles-ci aux dépôts des départements, des communes et de toutes les organisations légalement reconnues. La décentralisation du crédit foncier par le libre emploi des fonds des caisses d'épargne avait rendu et rend encore à l'Italie d'inappréciables services. Il est à craindre que la fiscalité centralisée, que les tentatives de faire monter la rente et d'avoir à sa portée un trésor mieux rempli, que le désir enfin de lutter contre des organisations taxées de cléricales, ne compensent pas par leurs propres bienfaits ce que perdront les petites institutions, si celles-ci voient se détourner, dans d'autres canaux, une partie des fonds qui venaient à elles.

(1) C'est-à-dire celle où ne domine ni la petite propriété se suffisant à elle-même, ni le salariat sans engagements fixes.

## CHAPIRE VII

### UN ESSAI DE RÉFORME RURALE EN ITALIE. LES FERMAGES COLLECTIFS

Le but poursuivi : la suppression de l'intermédiaire du grand fermier. — Deux types de fermage collectif. A Treviglio, petite propriété : maintien de l'action individuelle. — A Reggio et à Ferrare, grande propriété : système peu éloigné du collectivisme. — Les avantages et les difficultés. — L'innovation pourra-t-elle se généraliser ?

Sont-ce là les seuls essais qui aient été faits et qui se poursuivent en Italie ? Non. Ici se place l'institution nouvelle des fermages collectifs (*affittanze collettive*).

L'idée qui a servi de point de départ à cette intéressante innovation est simplement celle-ci : supprimer entre le propriétaire d'un grand domaine et les cultivateurs l'intermédiaire onéreux du fermier et faire refluer la majeure partie de ses bénéfices sur les travailleurs proprement dits. J'ai déjà dit que le fermier était très impopulaire, qu'il était même l'objet de la plupart des

malédiction des paysans. Le principal initiateur de la nouvelle conception a souvent donné en exemple le fait suivant : « Un jour, dit-il, j'eus en ma possession un document d'où il ressortait qu'un fermier payant annuellement une rente de 4.150 francs d'une propriété qu'il sous-louait à divers cultivateurs, en retirant un gain de 750 francs. » Il ajoute qu'il a exposé la chose à bien des amis, sans leur révéler le nom, et qu'elle a provoqué un désir unanime de mettre fin à de tels abus...

La difficulté était de faire sortir de la routine les propriétaires comme les paysans. Aux yeux de ces derniers il ne fallait pas grand effort pour faire briller les avantages d'une situation où ils seraient maîtres de leur travail et seuls bénéficiaires de son produit. Aux premiers il fallait donner des garanties. On s'adressa d'abord aux œuvres pies, en leur représentant les caractères bienfaisants et l'utilité sociale de l'opération. S'y prêter n'était pas pour elles sans quelque mérite. Mettant leurs fermages en adjudication, elles provoquaient une concurrence et des surenchères qui, tout en contribuant à élever de proche en proche le prix courant des fermages au détriment des *Contadini*, n'en produisaient pas moins pour elles un bénéfice appréciable. Il fallait au moins leur apporter l'équivalent de la caution que leur fournissait l'unique fermier en déposant entre leurs mains, soit sous forme d'un livret de caisse d'épargne, soit autrement, une somme représentant deux années de loyer. Le moyen imaginé fut de constituer, avec les nouveaux fermiers et leurs protec-



teurs, une association coopérative dont chacun accepterait envers tous les autres une responsabilité illimitée pour tout ce qui intéresserait le passif de l'opération. Cette responsabilité d'ailleurs devait être atténuée par l'obligation imposée à tous de s'assurer contre les risques de mortalité, d'incendie et même de suppression de récolte pour faits de force majeure. Mais cet ensemble de précautions ne faisait pas encore disparaître toute difficulté. Ces associés, que donneraient-ils en garantie ? Eh bien ! ils donneraient non seulement leur travail et leurs récoltes ainsi préservées de gros mécomptes, mais tout ce qu'ils pouvaient apporter avec eux de matériel de culture, de bêtes de travail, puis un fond de réserve formé avec une avance (vingt liras en moyenne) exigée de chaque associé. Que si le tout ne suffisait pas, le crédit rural, si bien organisé dans l'Italie du Nord, était appelé à combler la différence. Des avances étant accordées sans trop de difficulté à de simples particuliers, en considération de leur profession honnêtement exercée, à plus forte raison ne seraient-elles pas refusées à une collectivité si soigneusement organisée.

Pour l'organiser que fallait-il ? La suppression des intermédiaires ne pouvait pas être absolue. On aurait donc un conseil, composé d'hommes dévoués donnant gratuitement des avis et même des ordres et, de plus, un directeur technique avec un comptable (1), se con-

(1) Et s'il le fallait, si l'importance de l'opération le comportait, un caissier.

tendant l'un et l'autre d'un traitement fixe. A cette espèce d'état-major la Compagnie devrait obéissance. Elle s'y prêterait d'autant plus volontiers qu'elle éprouverait vite les bienfaits des achats en commun, des ventes en commun (celles-ci toutefois facultatives), de l'introduction des bonnes méthodes, des renseignements sûrs, et enfin de la certitude de ne pas travailler, leur disaient-ils, pour un parasite cupide, oppresseur, venant trop aisément à bout des misères individuelles démunies de la force que seule l'union peut communiquer.

Ce programme, il faut le dire à l'honneur des provinces septentrionales, a pu être réalisé. Il ne l'a pas été partout, bien entendu, ni même, il s'en faut, dans la majorité des régions, mais il l'a été dans un nombre de communes suffisamment significatif. Là où la petite et moyenne propriété prédominaient déjà, les familles obtenant une part du fermage collectif demeuraient maîtresses chez elles, aménageant leur travail journalier à leur idée, et elles étaient assurées d'être seules bénéficiaires des produits qu'il aurait obtenus. Là où régnait la grande propriété avec le régime quasi exclusif du salariat et sa conséquence presque forcée, une population trop familiarisée avec les idées collectivistes, tous avaient à mettre en commun travail et produits pour s'en voir partager les gains. Il est superflu, je crois, d'expliquer que la première forme est celle qui a finalement obtenu le plus de succès et qui paraît s'être assise le plus solidement.

J'ai pu la voir de très près, au cours de l'été de 1909, dans la commune déjà célèbre de Treviglio (province

de Bergame) où l'abbé Portaluppi, un des curés de la paroisse, l'a fondée en 1901, sous la dénomination : *Società dei probi viri contadini di Castelceretto e Battaglie*. Elle avait débuté avec 116 familles dont le nombre a été porté bientôt à 119 et à 122.

L'étendue totale du domaine — propriété d'un orphelinat — est de 540 hectares, loués pour 12 ans avec un bail de 48.000 francs, non compris diverses charges, comme le paiement des taxes provinciales et municipales, la taxe d'irrigation, les assurances. La caution déposée est de 96.000 francs. Comment a-t-on réuni le capital nécessaire? Quelques amis généreux des œuvres sociales prêtèrent, sous leur responsabilité, une somme importante en valeurs publiques, les seules que puisse accepter un orphelinat mineur. Restait à trouver 67.000 francs. On se les procura dans une institution de crédit, moyennant « un compte courant passif » garanti par la signature de trois associés non cultivateurs, c'est-à-dire membres du conseil. Un fonds de réserve et de garantie fut de plus formé, en demandant à chaque cultivateur un versement spécial de 15 pour 100 de la valeur de sa quote-part de fermage.

Le comité représente l'association avec toutes les attributions et clauses de style qu'on trouve généralement dans tout acte de procuration. Lui seul achète en gros les engrais, le bétail, les machines, et nul ne peut introduire une innovation sans son consentement. Mais d'autre part, aucune des obligations qu'il a pu contracter ne lie la société que si la majorité absolue des votes des *contadini* les a confirmées : la chose

une fois faite, opposants comme abstenants doivent l'accepter.

Fondée, nous l'avons dit, en 1901, l'organisation apparaissait en 1909 comme très florissante. Étant jeune encore elle n'a pas eu à s'agréger, à proprement parler, de membres nouveaux. On a seulement dédoublé quelques familles devenues trop nombreuses. A l'exclusion comme à l'admission président des conditions d'ordre moral très nettes. Non pas qu'on exige de profession de foi ni de certificat d'habitudes religieuses ; mais le milieu est bien connu, chacun sait que les prêtres y ont la haute main. Le règlement d'ailleurs spécifie que l'œuvre a pour but « l'amélioration des conditions morale, religieuse, sociale et économique des associés. » Il prévoit donc comme causes de licenciement non seulement les délits contre les personnes, contre la propriété, contre les mœurs, mais les délits contre la religion. De 1901 à 1906 un seul membre a dû être congédié : le fait ne s'est pas reproduit depuis lors.

La région est très religieuse, c'est peut-être, avec les meilleures parties du Piémont, la plus sérieusement, la plus vraiment catholique de l'Italie : elle est par conséquent très respectueuse et très confiante envers la plupart de ses prêtres. Celui qui joue ici le grand rôle, M. l'abbé Portaluppi, ne s'est pas contenté, pour justifier cette attitude, de son caractère sacerdotal. Il a multiplié autour de lui les œuvres modernes, caisses rurales, constructions de maisons à bon marché, etc. On conçoit que son crédit moral en ait été singulièrement accru et consolidé. Je ne dirai pas que le territoire sur



lequel s'étend son action très attentive et aussi très persuasive, toute pleine de simplicité, d'esprit pratique et d'une aimable bonhomie, est un petit Paraguay, mais il en rappelle tout de même un peu le souvenir.

C'est un spectacle très curieux que celui de la ferme principale où habite fraternellement une partie des familles associées (les autres étant disséminées dans un rayon peu éloigné). On entre dans un grand quadrilatère où, de chacun des deux côtés les plus longs, se touchent les maisons familiales, construites sur le même plan, avec pièces au rez-de-chaussée, pièces au premier. Par devant les habitations est une galerie couverte où l'on peut mettre à l'abri bien des objets de culture, bien des produits attendant la vente ou la consommation. Au milieu est un espace assez large contenant les classiques trous à fumier, chacun se trouvant en face de la maison de son propriétaire.

Le lot de terre cultivable attribué à chaque famille est de 2 hectares et demi au minimum, de 7 au maximum (nous sommes ici dans un pays de culture intensive) : un petit espace est réservé comme champ collectif d'expériences. Chacun, je tiens à le répéter, est seul responsable et seul bénéficiaire de son lot qu'il travaille à son idée. Mais il est deux genres de travaux qui sont accomplis en commun : l'entretien des chemins du domaine, exécuté, non par corvées, mais par journées payées sur le budget commun, et l'élevage des vers à soie. Pour cette dernière industrie a été monté un outillage perfectionné, dans un local spécial, avec un avertisseur électrique des températures. L'abbé Porta-

luppi me dit que le produit de ces élevages joint à celui des journées mises au compte de la société, suffit dans chaque famille à payer la location de sa maison.

Pour cela et pour le reste, chacun a son livret où sont portés son crédit et son débit. Non pas que la société fasse des avances en argent : elle se les interdit absolument. Si le paysan croit avoir besoin d'emprunter, il s'adresse à la caisse rurale, comme s'il était un cultivateur indépendant et isolé, mais la société fait des avances en nature, sous forme de semences, de matériel agricole, de bétail : elle se charge, si on le veut, de la vente des produits.

Ici — comme en maint autre endroit — je pose la question : ceux qui n'ont pas pu entrer dans cette organisation exceptionnelle y perdent-ils ? La vue de ces avantages dont ils sont privés, la comparaison qui s'établit entre eux et les autres dans l'estime générale et dans la mesure du crédit, tout cela les met-il dans une situation inférieure à celle qu'ils occupaient précédemment au même niveau que ceux qui viennent de monter d'un degré ? L'abbé Portaluppi réfléchit, mais il me répond très résolument : « Non ! je ne crois pas qu'ils y perdent, je crois plutôt qu'ils y gagnent, eux aussi : car ils apprennent à imiter ceux que nous aidons à perfectionner leurs cultures : puis beaucoup souhaitent que nous leur réservions un lot, le moment venu ; le désir qu'ils ont d'entrer dans la société fait alors qu'ils se surveillent davantage dans leur travail et dans leurs rapports sociaux.

Sans doute l'*affittanza collettiva* compte bien tirer

d'elle-même de futurs associés. Elle s'en prépare par une école à elle, école gratuite. Elle l'a construite à ses risques et périls sur la propriété de l'orphelinat, donc sur le terrain d'autrui, ce qui est une marque éloquentes de sa confiance dans l'avenir. Ses enfants sont élevés là, côte à côte avec les orphelins du domaine, et, le soir après notre visite, nous en rencontrons beaucoup sur les chemins qui les ramènent de l'école chez leurs parents : ils font un singulier contraste avec les petits *analfabeti* qu'on a tant de peine à éviter dans les rues des villes. Ils nous saluent tous très poliment, mais sans autre parole que l'apostrophe pieuse : *lodato sia Jesu Cristo !*

Ne croyons pas toutefois que l'œuvre soit close et fermée et qu'elle ne cherche pas à grouper, là où elle le peut, de nouveaux adhérents. Assez près d'elle, dans le diocèse même de Bergame, elle voit prospérer des sortes de filiales : à Arcena, où sont établis 17 familles ; à Spirano, où l'on a débuté avec 50 pour arriver, en deux ans, grâce à l'intensification des cultures, à pouvoir en réunir 100. Il faut noter surtout la création de Sola : elle est spécialement intéressante en ceci, que c'est la première où l'on ait put obtenir un fermage collectif d'un particulier (le comte San Severino). Dans le diocèse de Brescia, les œuvres catholiques ont fondé en 1907 sur le même type, les *affittanze collective* de Lalli et de Sforzatico. L'idée a fait son chemin plus loin encore. Je ne parle pas pour le moment de la Sicile ; mais il convient de noter les imitations réalisées à Novare, à Plaisance, à Reggio et dans le pays ferrarais.

A Bergame j'avais recueilli à M. Rezzara ce renseignement entre beaucoup d'autres : C'est surtout du côté des œuvres pies que se tournent les promoteurs de l'idée nouvelle. Or, ces œuvres, étant mineures, ont besoin, pour consentir un fermage collectif, de la permission des autorités provinciales. Quand celles-ci sont catholiques, elles s'y prêtent volontiers. Quand elles sont libérales, à plus forte raison quand elles sont radicales ou radicales-socialistes, elles cherchent, pour s'y opposer, toutes sortes de prétextes ; car elles craignent de favoriser le prestige et le crédit des catholiques.

Les socialistes ont cependant voulu rivaliser avec ces derniers, et à Reggio, j'ai pu causer de leurs tentatives avec le directeur de la *Maison du peuple*, M. Verguani. C'est un homme d'allure modeste, sérieuse, obligeante, mais très instruit et très entreprenant, ayant réussi, malgré bien des difficultés, qui ne lui étaient pas toutes personnelles, à organiser un vaste réseau d'œuvres inspirées du socialisme réformiste. Lui et ses associés ont même pu prendre à leur compte la construction et l'exploitation d'une ligne de chemin de fer. Quel avenir est réservé à cette dernière entreprise comme à quelques autres ? ce n'est pas sur place et en quelques jours qu'on peut l'apprendre avec certitude : les commentaires des amis et ceux des ennemis doivent être également exagérés.

En ce qui touche les fermages collectifs, la *casa cattolica* de Reggio m'affirme que c'est elle qui, dans le diocèse, a établi les premiers et qu'elle les a organisés



d'après le système de Tréviglio. Donc ici aussi l'œuvre est collective parce que c'est la société qui contracte le bail, qui en répond, et qui fait à chaque associé les avances nécessaires ; mais les paysans qu'elle établit dans les divers lots sont tous fermiers sous leur responsabilité personnelle. *La Maison du peuple* des socialistes ne pouvait guère se résigner à copier l'organisation catholique. Sa clientèle d'ailleurs compte beaucoup trop de *braccianti*, d'hommes peu portés à la stabilité. M. Verguanini comprend très bien les objections qu'on peut lui faire, et la façon dont il va au-devant d'elles témoigne, chez un homme si avisé, d'un certain embarras instructif. « Notre système, me dit-il, est plus difficile que celui de Tréviglio ; car à Tréviglio, évidemment, le paysan s'intéresse davantage à cette terre et à cette culture dont il sait être seul à retirer les bénéfices proportionnés à son travail. » Mais il prétend que c'est là une œuvre de « privilégiés ». L'œuvre d'une élite, c'est possible, et même certain, mais non à coup sûr de privilégiés arbitrairement limités en nombre, puisque là comme ici elle doit se développer ou s'arrêter suivant qu'on trouvera ou non des hommes préparés à prendre des terres que leurs propriétaires voudront bien affermer de cette façon. Autrement, rien dans son principe et dans son essence, ne s'oppose à ce qu'elle s'étende indéfiniment. Ce qui me semble plus exact — mais il n'appartenait pas au chef de le proclamer ou même de l'avouer — c'est que dans le territoire de Reggio, si travaillé par toutes les variétés du socialisme et si éprouvé par les abus de la grande

propriété, les paysans n'ont pas l'éducation nécessaire pour pouvoir devenir si vite, même avec la tutelle d'une société, de petits fermiers amis sédentaires du travail régulier.

Quoi qu'il en soit, voici la méthode que m'explique M. Verguanini. Ici aussi la coopérative fondée ad hoc se charge de payer le fermage total au propriétaire, mais c'est elle qui paie également les colons. Elle les paie d'abord selon les journées faites, et dont elle ne garantit pas le nombre : aussi laisse-t-elle à ses gens la liberté de s'occuper là où ils veulent quand le travail manque à à l'entreprise. Si le travail y est, au contraire, abondant, elle emploie, mais à tarifs spéciaux, les femmes et les jeunes gens de ses familles. Tous les quinze jours, sinon même toutes les semaines, on donne des à compte. A la fin de l'année on procède au règlement définitif et on partage les bénéfices au prorata des journées de travail effectuées. Chaque coopérative a son conseil et son directeur technique, toutes sont reliées dans une fédération qui, au besoin, comble le déficit de telle ou telle. De mille hectares. l'ensemble de l'œuvre était arrivée, en 1909, à deux mille.

A Argenta (entre Ferrare et Ravenne) je retrouve les luttes, bien insuffisamment assoupies, des socialistes et des catholiques. Les premiers ont la majorité numérique et font tout pour la conserver : les seconds s'efforcent par leur dévouement et par leurs œuvres, de s'assurer au moins la qualité. Tandis que les socialistes et la municipalité qu'ils ont formée (1) réservent toutes

(1) A deux voix de majorité seulement, je l'ai dit plus haut.

leurs faveurs au purs *braccianti*, sans s'élever jusqu'aux organisations, si remarquables en somme, des réformistes de Reggio, l'*Unione agricola cattolica* dont M. le comte Grosoli, de Ferrare, est le plus important promoteur, a établi elle aussi des *affittanze collettive* (1). Elle a pu obtenir de divers propriétaires des terres sur lesquelles elle a établi 1050 travailleurs formant 150 familles. On estime le rendement par hectare — année moyenne — à 800 liras. En 1909, on s'en promettait mille.

Malgré les divergences si prononcées des deux partis dans l'Emilie et dans les Romagnes, les catholiques d'Argenta ont presque donné raison, pour leur contrée, au système de M. Verguanini. Ils ont estimé que ni la nature de leur sol et de leurs cultures, ni surtout l'état arriéré de leurs paysans — jusque là soumis à un régime de serfs, pour ne pas dire de bêtes de sommes — ne permettaient le système de Tréviglio. La culture se fait donc en commun sous la direction d'un chef technicien. La société fournit les avances nécessaires en bétail, en instruments de culture et en engrais. Elle prélève sur les bénéfices un tant pour cent comme intérêt de ces avances ; ensuite elle partage le produit net au prorata du nombre des journées de travail et — notons ceci — du nombre des membres de la famille. Ici, comme à Reggio, le cultivateur garde le droit d'accepter ailleurs un supplément d'occupation. (2)

(1) Elle en a établi aussi une à Tragheto, mais je n'ai pu la visiter.

(2) Or, la commune est assez riche : son patrimoine est

Un tel régime demande une discipline assez étroite. La vivacité de la lutte entre les deux groupes ennemis a au moins pour résultat de provoquer de part et d'autre une émulation d'esprit de corps. Les socialistes excluant les catholiques de toutes participations aux libéralités de la bienfaisance communale, l'Union catholique n'admet dans ses œuvres agricoles que des catholiques notoires et notoirement pratiquants.

Comment le système est-il vu dans la région ? Au camp socialiste il est naturellement vu d'un très mauvais œil par les chefs ; car il arrête d'autant plus le recrutement de leurs troupes, qu'il semble avoir écarté beaucoup d'ouvriers nomades et avoir encouragé à la stabilité des engagements bon nombre de ceux qui viennent encore dans la commune. C'est dire que le peuple proprement dit ne partage pas au fond du cœur les sentiments de ses maîtres. Il n'est pas rare, me dit-on, de voir des gens très compromis par leurs accointances passées avec les socialistes et extrêmement antireligieux, feindre un beau jour des sentiments catholiques dans l'espérance de se faire admettre à l'œuvre agricole de l'Union. Ceux qui ne réussissent pas dans cette tentative, ai-je demandé, sont-ils jaloux de ceux

estimé à 700.000 francs. Argenta, quoique très peuplée (vingt-cinq mille habitants) n'en a pas moins, dans toutes les parties de son agglomération, l'aspect d'un village, peu propre même, mais avec quelques contrastes, tels que celui d'un fort beau jardin public aménagé sur de vieux remparts démolis et un théâtre où, lors de mon passage, on jouait et jouait *Manon* et *Werther* de Massenet.



dont ils ambitionnaient la compagnie ? — On me répond : « Ils s'en prennent surtout à leurs chefs, » Est-ce pour cela que la majorité socialiste est tombée si bas, que la peur n'empêche plus autant, comme elle y réussit à Ravennes, de faire baptiser les enfants, que les enterrements civils diminuent et qu'enfin on note divers signes d'apaisement, comme le maintien d'un aumônier et de religieuses au bel asile des vieillards (1) ?

Le développement et les progrès de l'idée seraient donc certainement désirés par le gros de la population. L'obstacle est surtout du côté des propriétaires. D'abord il en est beaucoup qui avaient déjà loué leurs terres à long bail et sont encore engagés pour de longues années. Mais il en est beaucoup aussi, me dit-on, qui profitent de ce que l'institution est nouvelle et discutée pour afficher une défiance très favorable à l'élévation exagérée de leurs prétentions.

En résumé, les *affittanze collettive* ont réussi ; c'est pour les œuvres sociales de l'Italie du Nord un réel succès. Il est à croire que ce type d'association ne disparaîtra pas du royaume et qu'il y rendra de très grands services. Chemin faisant nous en avons signalé les difficultés. Il faut trouver des propriétaires qui consentent à ce mode fermage, et pour les trouver, il faut offrir des garanties. Ensuite il faut avoir sous la main des hommes

(1) Don d'un bienfaiteur, qui, sans défiance et ne prévoyant pas l'arrivée au pouvoir d'un parti subversif, avait associé dans la direction des établissements l'archiprêtre et le syndic. Le syndic actuel, quoique socialiste, laisse faire l'archiprêtre et l'aumônier.

qui vivent en bon accord les uns les autres et tous ensemble avec le directeur technique (1) comme avec les membres du comité directeur. Les organisations respectives des groupes socialistes et des groupes foncièrement catholiques ont pu jusqu'ici obtenir cette discipline de la passion mise de part et d'autre au service de la cause. Aura-t-on là autre chose qu'une solution de plus à offrir à ceux qui se mettent ou qui se maintiennent plus facilement que les autres dans les conditions voulues ? Ce système coopératif supprimera-t-il celui des fermiers individuels, tel qu'il a été pratiqué jusqu'ici, au lieu de tenir simplement ceux-ci en garde contre ces moyens nouveaux de les contraindre à ne pas justifier tant de soupçons et tant d'attaques ?

Il est trop évident que ni la diversité des conditions sociales et politiques, ni la diversité des sols et des cultures, ni les crises imprévues de la vie économique, ne permettront jamais la suppression universelle et définitive d'une méthode séculaire et éprouvée. Bien des gens rêvent néanmoins, en cette matière comme en quelques autres, la suppression des intermédiaires. Dans un Congrès tenu en 1906 à Milan, on a bien voulu reconnaître que le locataire principal et le fermier prenant tout à son compte avaient rendu dans le passé de très grands services, qu'ils pouvaient en rendre encore dans les moments où l'agriculture doit se transformer, essayer

(1) Le vaillant député catholique de Brescia, M. Longinotti me dit : « il faut trouver pour la direction l'homme adapté à la fonction. Si on l'a, tout va bien ; sinon, rien ne va, et c'est un désastre. »

des procédés nouveaux, risquer des grosses avances et procéder scientifiquement pour l'application de procédés perfectionnés (1). On concédait par là même, je pense, qu'en acceptant d'avance les risques il acquerrait des droits indiscutables à jouir des excédents assurés par son industrie personnelle. Mais, ajoutait-on, les temps sont venus de se passer d'un tel concours, là où l'agriculture et ses méthodes, ayant terminé leur évolution, sont bien assises dans un état définitif : on le peut d'autant mieux que si jadis l'intermédiaire était inévitable pour mettre au service du travail capitaux et connaissances, aujourd'hui les capitaux se trouvent aisément par le crédit collectif, et les connaissances se popularisent de plus en plus...

Ces divers arguments ne sont pas tous d'égale force. Sans doute la coopération de petits capitaux et la diffusion du petit crédit font grand honneur à l'Italie — à l'Italie septentrionale, s'entend — et c'est bien cette organisation de l'emploi des fonds d'épargne qui, en devançant la location collective, l'a seule rendue possible.

Quant à la diffusion des connaissances, c'est autre chose, et on peut se demander si un directeur technique maigrement payé, sans grand espoir d'avancement et de gains exceptionnels, serait en état de faire face à certaines difficultés. Les vraies connaissances agricoles, autres que celles de la culture habituelle et consacrée, celles qu'on

(1) Plus d'un socialiste instruit de nos jours fait la même concession au sujet du capital : ils se louent des services passés...

appelle quelquefois accessoires, mais qui ont tant d'importance en économie rurale, sont encore bien loin d'être si répandues qu'on voudrait le croire. Enfin quand pourra-t-on jamais reconnaître que tel mode d'exploitation est définitif? On dit que le système de location collective suppose un état moyen ordinaire et fixe. Ne serait-il pas aussi exact de dire qu'il est souvent de nature à le perpétuer, alors que cet état pourrait être avantageusement modifié?

Ces doutes n'empêcheront heureusement pas ces intéressantes créations de durer comme dure le métayage. Mais heureusement aussi ni l'un ni l'autre ne tueront les initiatives et les entreprises personnelles, pas plus que les coopératives de production industrielle ne tueront le patronat et les coopératives de consommation le commerce; car on n'empêchera jamais personne — espérons le, du moins — de rendre à la collectivité des services exceptionnels et nouveaux par la valeur de son idée et l'habileté de son entreprise. Rien n'empêchera non plus ceux qui apprécieront ces services d'y recourir et de les payer ce qu'ils voudront.



## CHAPITRE VIII

### L'ÉTAT MORAL ET LA CRIMINALITÉ DE L'ITALIE DU NORD

Démographie et criminalité. — La criminalité italienne a-t-elle perdu autant qu'on le dit son caractère de violence ? Les extorsions, les rapines les rançonnements ont-ils cessé ? — Progrès de l'immoralité. — Progrès du suicide. — Instruction et criminalité. — Emigration et criminalité. — La distribution de la criminalité dans les différentes provinces du Nord.

Un écrivain fort estimé pour ses travaux sur la population, M. Arsène Dumont, a écrit quelque part : « Le critérium de la bonté des mœurs d'une population, c'est sa valeur démographique. » Il y a là beaucoup de vrai. Qu'on aille du mouvement démographique à celui de la criminalité, ou bien que l'étude de la criminalité d'une nation amène à y rattacher son état familial et sa natalité, il y a toujours, entre les deux, des relations à regarder de très près. Il est vrai qu'elles se manifestent plus particulièrement dans certains faits intermédiaires comme le suicide, le divorce, etc. Il est vrai aussi que

ces relations peuvent toujours être modifiées par des faits intercurrents ; mais il est bien certain qu'il y a là deux ordres de phénomènes sociaux agissant l'un sur l'autre. Nous pouvons donc consacrer un même chapitre à la démographie et à la criminalité de l'Italie septentrionale.

Un trait qui frappe tout d'abord et que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des Etats contemporains, c'est que les mariages y ont une tendance à augmenter et les naissances une tendance à diminuer.

Pour les mariages il y avait eu plutôt un certain ralentissement de 1888 à 1898. La proportion qui avait souvent atteint ou dépassé 8 par 1.000 habitants était tombée en 1898 à 6.9. Depuis lors, elle s'est relevée à 7.2, à 7.5 (en 1905) à 7.7. Ici l'Italie reste un peu au dessous de la France et de la plus grande partie des nations européennes ; elle n'a au-dessous d'elle que les Etats du Nord, le Danemark, la Suède et la Norvège, l'Ecosse et l'Irlande.

Pour le nombre des naissances vivantes, elle reste, au contraire, une des plus fécondes, n'étant dépassée, dans l'année 1905, que par la Prusse, la Bavière, l'Autriche et la Russie. Elle est surtout supérieure à la France. Malgré tout, elle contribue pour sa part à mettre en relief ce fait bien connu, que la diminution du nombre des naissances marche de pair, à notre époque, avec l'accroissement du nombre des mariages. On se marie plus, parce qu'on est plus aisé. On a moins d'enfants, parce qu'on veut être plus aisé encore, et à son tour l'habitude prise de n'avoir que le nombre d'enfants

que l'on veut bien avoir réagit sur la nuptialité ; car celle-ci n'est plus arrêtée ou retardée par l'épouvantail des nombreuses familles.

De 1872 à 1875, la proportion des naissances vivantes était dans le royaume de 36. 8 par 1.000 habitants. De 1901 à 1905. elle est tombée à 32.6. Elle n'est en 1905 que de 32.5.

Si l'on ne savait que les progrès du malthusianisme et de ses divers procédés s'étendent aux unions temporaires tout aussi bien qu'aux unions légales et que, réagissant sur ces dernières, ils contribuent à accentuer partout la régression de la natalité, on pourrait féliciter l'Italie de l'abaissement de ses naissances naturelles. Sur 1.000 naissances, combien en signale-t-on d'illégitimes dans les diverses nations de l'Europe. de 1896 à 1900 ? En Prusse, 75 ; en Autriche, 121 ; en Saxe, 127 ; en France, 88, L'Italie n'en a alors que 62. N'en ont moins qu'elle que la Suisse (45) et les Pays-Bas (26). De plus, la Péninsule suit une marche nettement décroissante. Elle avait eu son maximum dans la période de 1881 à 1890. Le mouvement a faibli depuis lors. Il a faibli de 1891 à 1900, faibli plus encore de 1901 à 1905. De 1872 à 1875 la moyenne demeurait à 71 par 1.000 naissances ; de 1901 à 1905, elle n'est plus que de 56.

On pourrait croire, étant donné la réputation plutôt mauvaise des différentes provinces de l'Italie au point de vue de l'aisance et de l'hygiène, que les décès d'enfants nés vivants et de moins d'un an sont particulièrement nombreux. Ce serait cependant une erreur. Ils le sont beaucoup moins que dans les divers états de l'em-

pire allemand ; ils le sont un peu plus qu'en France ; mais ils diminuent d'une manière assez remarquable. En 1872 on en comptait 227. 885. En 1905, ils ne sont plus que 180, 204. Le mouvement de décroissance est même plus rapide que chez nous, sans doute parce que, sous ce rapport, il y avait plus à faire. Sans vouloir ici multiplier les statistiques et en subdiviser les calculs, nous pouvons résumer cet aperçu démographique du royaume en disant que l'excédent des naissances sur les décès s'y tient, depuis 1880, aux environs de 106 par 10.000 habitants, alors que de 1872 à 1875, il ne dépassait pas 76. Il tend surtout à plus de stabilité, malgré les soubresauts notés de 1872 à 1880. Le niveau actuel est, à peu de chose près, celui de la Suisse et de la Belgique. Bref, l'Italie a réalisé sous ce rapport des progrès d'autant plus à remarquer, que l'émigration a sur ces phénomènes une influence très sérieusement déprimante.



Telles sont les variations que nous offrent les populations italiennes dans ce qu'on peut appeler leur quantité. Est-ce possible d'en apprécier la qualité avec quelque exactitude ?

Prenons l'ensemble des actes délictueux dénoncés et dont la justice a eu à s'occuper depuis vingt ans. Dans ces vingt années ils ont monté de 1851, 35 par 100.000 habitants à 2528, 54, soit une augmentation de 676, 95.

Ce mouvement n'a pas été continu et régulier. C'est



de 1896 à 1898, mais surtout en 1898 qu'il a atteint son point culminant (2638, 42 en 1898). De 1894 à 1905 il recule, pour reprendre en 1906 (1), La France elle aussi, avait eu vers 1896 et 1897 une certaine rémission, qui a pris fin en 1900. On peut essayer, si l'on veut, d'établir une relation entre ces mouvements de la criminalité générale et ceux de la prospérité du pays ; mais il est difficile d'obtenir de ces rapprochements des indications bien claires. Une année vit à la fois sur la récolte de l'année précédente, qu'elle achève de consommer au cours de son premier semestre, puis sur sa propre récolte qu'elle commence de consommer dans le second. Or, en Italie la récolte de 1897 avait été très mauvaise et celle de 1898 excellente ; et la preuve que la misère ne sévissait pas dans cette dernière année, c'est que l'émigration y était plus faible que dans les trois précédentes. Il est hors de doute qu'on eut à déplorer de graves atteintes à l'ordre public, sans qu'on sache exactement si la mauvaise récolte avait vraiment excité plus de colères que la bonne n'avait excité de convoitises et de jalousies envers les patrons (2).

(1) L'année 1906 a un total de 845. 580 crimes ou délits dénoncés contre 811.487 en 1905 et une moyenne de 640.608 dans la période 1890-92.

(2) La moins chargée des cinq dernières années de la statistique aujourd'hui connue est l'année 1904. Elle a 10.000 délits de moins que l'année précédente. Or, la récolte du froment y avait baissé de six millions d'hectolitres. La récolte du riz y avait été plutôt inférieure, celle de l'huile beaucoup plus faible. La récolte du vin était seule supérieure : il est vrai que celle de 1904 avait été très faible.

Les Italiens qui veulent plaider en faveur de leur pays ont le droit de faire observer que ce qui a le plus contribué à augmenter les chiffres de leur statistique criminelle, c'est l'accroissement des contraventions et des délits prévus par des lois générales, par des règlements généraux et locaux. Le fait est indubitable. Dans l'augmentation globale, qui est de 676, cette catégorie compte à elle seule pour 449. Il en est ainsi dans la plupart des Etats européens : un grand nombre de lois nouvelles et de règlements nouveaux, appliqués au monde du travail, à l'hygiène, à la préservation des faibles, ont introduit dans les codes des incriminations que l'on ne connaissait pas. Vouloir les retrancher toutes des calculs pour assurer une comparaison plus équitable avec le passé, serait cependant d'une indulgence excessive : car enfin, si beaucoup de ces règlements témoignent chez les législateurs d'un souci plus délicat du bon ordre public et d'une protection plus efficace des déshérités, il en est aussi beaucoup qui ont été rendus nécessaires par des désordres, par des abus, par des actes de cupidité préexistants. Négligeons-en, si l'on veut, la moitié ; il en resterait encore au bout de la période un accroissement d'environ 400 méfaits par 100.000 habitants (1).

(1) Dans ces vingt années, l'accroissement des contraventions a été de 204, 32, l'accroissement des délits de 196, 24. Dans l'année si troublée de 1898, l'accroissement sur l'année précédente avait été de 39, 95 pour les contraventions, de 54, 64 pour les délits.

En Italie, les troubles publics entraînent tout de suite le recours à la violence,

Il s'agit maintenant de décomposer l'ensemble des vrais crimes et de voir quels sont, dans ces traits de la physionomie nationale, ceux qui s'atténuent peut-être et ceux qui vont en s'accroissant.

Le crime par excellence de l'Italie prise en bloc a toujours paru être le crime sanglant, l'homicide. Or, ici, les statistiques accusent une diminution réelle ; car dans la période que nous analysons, la proportion tombe graduellement de 13,76 par 100.000 habitants à 7,81. La colonne consacrée aux coups et blessures volontaires ne diminue pas la portée de ce premier fait ; car elle aussi, elle signale une amélioration, moins forte, il est vrai, et agitée par quelques soubresauts, mais qui, finalement, tombe de 295 à 255.

Je n'hésite pas, quant à moi, à attribuer une grosse part de cette amélioration — plus apparente peut-être que réelle — à la multiplication des associations et des ligues. L'individu n'est plus aussi isolé, il compte sur son groupe, surtout si l'ennemi auquel il en veut appartient à un autre parti, à une autre classe ; il peut alors, en un pays si passionné, masquer sa haine personnelle de dissentiments d'ordre social ou politique auxquels prennent part tous ses associés. Pour se satisfaire, il compte donc sur le sabotage, sur le boycottage et sur la grève. Il attendra peut-être plus longtemps, mais il sera plus sûr et de sa vengeance et de l'impunité. Les crimes ainsi commis sont en effet bien plus difficiles à poursuivre et à juger. L'Etat en ménage, le plus qu'il peut, les auteurs et les nombreux complices, et les magistrats actuels les excusent avec

une certaine affectation scientifique de complaisance, au nom de la psychologie des foules.

M. de Negri, qui dirigeait encore la statistique en 1909, ne se donne d'ailleurs pas comme très rassuré par les chiffres que j'ai cités. Dans un opuscule paru en 1908, il s'exprime comme il suit : « On a dit plusieurs fois que notre criminalité se transformait de violente et brutale en frauduleuse et astucieuse, mais ce jugement ne paraît pas confirmé par les données des deux dernières années où l'on remarque une forte tendance à un plus grand mépris de l'autorité et à une moins grande résistance à l'entraînement des passions. » Nous verrons dans un instant ce qui est de nature à justifier ces doutes du regretté fonctionnaire.

Les vols proprement dits, les fraudes et les escroqueries ont bien monté de 1887 à 1904. Depuis cette dernière année, ils demeurent à peu près au même niveau. En revanche, les rapines, extorsions et rançonnements, qu'on aurait pu croire abandonnés ou tombés à l'état d'exceptions, dans un royaume libéré des vieilles habitudes de brigandage, n'ont pas cessé d'augmenter depuis 1887. Il se sont successivement élevés de 4.977 à 2.852, à 3.676, à 4.391, soit de 6,55 à 13,13 par 100.000 habitants ; en d'autres termes ils ont doublé. S'il y avait eu, une certaine année, un saut brusque, suivi d'un état stationnaire, on pourrait l'attribuer, soit à une commotion d'ordre politique, soit à une modification brusque dans la jurisprudence ou dans les lois ; mais cet accroissement est à la fois trop considérable et trop continu, pour qu'on ne soit



pas contraint d'y voir un mal se propageant par son propre essor. C'était déjà là la conclusion de l'un des chefs de la statistique judiciaire, prématurément décédé, M. Bosco. Ainsi, le vieux personnel, qui arrêtaient les voyageurs au coin d'un bois ou au détour d'un chemin, peut avoir changé de champ de bataille ou de tactique ; il n'en a pas moins continué à former des recrues nombreuses et à les entraîner à des violences d'une forme à peine différente de l'ancienne.

Les délits contre ce que les Italiens appellent *la fede publica* (1) sont plutôt en légère diminution depuis 1894, tout en restant très supérieurs à ce qu'ils étaient en 1887, 1888, 1889. D'autre part, les violences, résistances, outrages à l'égard de l'autorité, ont la tendance inverse ; de 12,531, en 1890, ils ont monté à 16.254, en 1906.

Vient enfin l'ensemble des délits contre les mœurs qui en vingt années ont passé de 15,4 à 24,77 par 100.000 habitants, soit une augmentation de 69 pour 100. Les années qui y ont le plus contribué sont les années 1903 et 1904, signalées comme ayant eu, en vin et en blé, les récoltes les plus riches que l'Italie eût vues en vingt ans. Devant cette aggravation si significative, on serait tenté de passer condamnation sur celle des cas de diffamations et injures, qui ne laisse pas cependant d'être assez importante.

(1) Faux de toute nature et fausse monnaie, distincts des délits « contre la sécurité de l'Etat et l'ordre public » : ces derniers donnent les proportions suivantes : 1 pour 100 000 habitants en 1907, 6 dans l'année si troublée de 1898 et 3, 3 en 1904.

Somme toute, il est bien vrai de dire que la diminution de certaines formes de la violence ne suffit pas à compenser l'accroissement de l'immoralité. L'esprit de vengeance individuelle s'est évidemment adouci ; mais ni la violence des convoitises, ni l'esprit de lutte contre la société en général, n'ont participé à cette amélioration. Sera-ce faire preuve enfin d'un pessimisme subtil, que de dire que l'affaiblissement de la moralité a aussi sa part — et ce n'est pas la meilleure — dans la diminution des homicides ? M. Bosco avait remarqué que, parmi les homicides, en général, les infanticides surtout avaient baissé. Certes, il faut s'en féliciter, comme il faut admettre avec satisfaction cette hypothèse, très vraisemblable, que plus d'une famille renonce à se venger par le coup de fusil ou le coup de poignard de la séduction d'une fille ou d'une sœur. Mais enfin, qu'on s'en félicite avec ou sans restriction, le fait est à noter.

J'y ajoute l'explication qui me vient de certains personnages marquants. J'ai, en effet, demandé si cette baisse des infanticides n'était pas due à la diminution de la honte chez la fille-mère comme dans sa famille, ou si elle tenait plus heureusement aux progrès des œuvres philanthropiques. Je transcris ici, à titre documentaire et telle que je l'ai reçue, cette réponse d'une dame de Vérone, bien connue en Italie pour le charme dont elle revêt ses études sociales et pour l'éloquence entraînante de ses conférences. (Elle me déclare, d'ailleurs, qu'elle a échangé à ce sujet des idées avec un illustre professeur de l'Université de Pise et s'est

mise d'accord avec lui) : « Je crois, m'écrit-elle, que la première supposition est vraie. Les théories socialistes pour lesquelles le mariage est un acte sans valeur, aident à la diminution de cette honte. L'organisation des œuvres philanthropiques est aussi de nature à encourager la fille-mère. Tandis que la mère légitime, bien des fois, connaît toutes les horreurs de la misère et n'a pas de quoi nourrir ses enfants, la fille-mère sait que les siens seront nourris par les instituts publics, et elle-même, touche des appointements pour le lait qu'elle donne aux nourrissons qu'on lui confie. »

Ceci observé, notons que les avortements connus ne diminuent pas : ils augmentent au contraire ; on comprendra facilement les raisons qui expliquent les divergences de ces deux mouvements.

Malgré la diminution notable des infanticides, la criminalité de la femme est encore un peu plus élevée en Italie qu'en France ; elle y oscille autour de 18 0/0 de la criminalité générale, alors que chez nous elle ne dépasse pas 14. Mais nous ne savons que trop comment la femme dévoyée influe sur la criminalité par les méfaits qu'elle fait commettre beaucoup plus que par ceux qu'elle commet elle-même. Ceux dont le sexe féminin est directement responsable dans la péninsule sont surtout les délits de diffamations et injures, très fréquents dans certains milieux populaires où les prises à partie verbales sont faciles et ne tirent pas beaucoup à conséquence. Il n'y a pas là de quoi compromettre bien gravement la bonne réputation de la femme italienne. Sans doute il est deux périls qu'on a bien des

motifs de redouter pour elle et qui vont croissant. C'est celui de l'émigration qui rompt les liens traditionnels et travaille à la désorganisation de la famille ; c'est aussi celui de l'extension des travaux d'usine. Mais enfin jusqu'à présent elle est jugée à peu près partout très supérieure à son mari en délicatesse et en moralité.

Cette supériorité de celle qui est plus particulièrement chargée de l'éducation des jeunes n'empêche pourtant pas la criminalité juvénile de se développer comme partout. D'un récent opuscule (1908) du chef de la statistique générale, il ressort que, de 1890 à 1905, le nombre des mineurs *condamnés* s'est élevé successivement de 30.108 à 35.602, puis à 44.605 et que finalement, d'après l'estimation du statisticien officiel, les chiffres de l'année où il écrivait (1908) devaient se tenir aux environs de 50.000 : il ajoutait que presque tous (1) étaient condamnés pour de vrais délits.

Ici plus d'un lecteur s'écriera : « Voilà le résultat du peu de fréquentation scolaire et de la faiblesse de l'instruction primaire dans l'immense majorité du pays. » Il paraît en effet bien difficile que les habitudes si connues d'oisiveté errante et curieuse comme aussi de mendicité de tant d'enfants italiens ne multiplient point les occasions dangereuses et les mauvaises tentations. Mais il ne s'agit pour nous en ce moment que de comparer à lui-même le pays qui nous occupe. Or, tout

(1) Par exemple en 1900 ; 43.684 sur les 44.605 condamnés.



voyageur qui a eu le plaisir d'y aller souvent, a pu, depuis trente ans, constater que les rues et places ne sont plus tout à fait aussi encombrées et que le passant n'est plus aussi souvent assailli : l'amélioration est certaine. On nous démontre de plus que le nombre des analfabeti a beaucoup diminué. Dans l'ensemble de la population il serait tombé de 68 0/0 en 1872, à 48,05 en 1901. En tous cas, il est descendu chez les conscrits de 67,9 à 52,8 et chez les conjoints des deux sexes réunis, de 65,8 à 39,4, puis à 36,9 (1). Si l'on voulait tout ramener à des comparaisons de chiffres bruts, en un ordre de faits séparé, il faudrait donc dire que plus augmentait le nombre des petits écoliers, plus augmentait le nombre des petits délinquants et que l'école est, en conséquence convaincue de corrompre l'adolescent. Une lecture attentive des comparaisons faites à Rome achèverait ici de troubler les données du problème ; il semblerait résulter de ces calculs que c'est peut-être l'empire allemand qui présente la plus forte criminalité de mineurs de toute l'Europe. Conclusion fort curieuse et peu prévue, bien de nature, elle aussi, à réprimer ce qu'il peut y avoir de trop ambitieux dans les espérances de ceux qui ne croient qu'à l'école, à l'école seule, et veulent qu'elle civilise l'enfant par sa vertu propre. Mais le problème est infiniment plus complexe, et, pour être équitable en de telles comparaisons, il est bien d'autres données dont il est indispensable de tenir compte : telle, par

(1) Chez les hommes de 56,2 à 32,7 et à 30,3.

exemple, la sévérité plus ou moins grande des mœurs nationales et de la justice à l'égard de l'adolescence insuffisamment surveillée. Or, on conviendra qu'il y a ici entre les deux pays du sud et du nord des Alpes de sensibles différences.

Il semble également certain que plus une nation prouve, non par des démonstrations oratoires et des ordres du jour généralement stériles, mais par des sacrifices continus, qu'elle a vraiment le souci de l'éducation des masses populaires, plus elle a de chances — toutes choses égales d'ailleurs — de leur inculquer un respect habituel de l'ordre public. A cet égard, des efforts sérieux ont été faits en Italie, ceci est incontestable. Mais après des progrès, dont les plus saillants datent de la période 1892-1898, il y a eu un ralentissement, pour ne pas dire un certain recul. D'un côté, les écoles privées ont diminué et, de l'autre, le nombre des élèves des écoles normales a baissé, surtout dans les écoles normales de garçons où, en 1902, il était inférieur de plus de 700 à ce qu'il était en 1892. Il y a donc eu quelque découragement, comme en d'autres pays d'ailleurs, chez ceux qui attendaient tant, soit de l'instruction à recevoir, soit surtout de l'instruction à donner. De toutes parts, les instituteurs réclament une augmentation de leurs émoluments. Peut-on les leur élever comme ils le désirent ? Il était officiellement établi en 1909 qu'il manquait au royaume de 11 à 18 mille écoles primaires. Le Ministre de l'instruction publique, dans un interview du 8 avril 1910, essayait de pallier le mal en disant qu'il *allait* multiplier les écoles

mixtes (confiées très souvent à des femmes) et recourir au système de la coéducation (1) : les résistances obstinées de son collègue du Trésor ne lui permettaient pas de faire davantage.

Il resterait à discuter la qualité morale de cet enseignement scolaire encore si réduit. Le Parlement et la Presse se sont grandement échauffés sur la question de l'enseignement religieux dans les écoles. Y sera-t-il obligatoire ou non ? Sera-t-il plus ou moins facilité ? Des gens qui me paraissent on ne peut mieux renseignés me disent : « Ne prenez pas cette passion verbale au tragique. Quelles que soient les discussions, quels que soient les votes, quelles que soient les lois et les circulaires, ce sera toujours la même chose, c'est-à-dire pas plus sérieux après qu'avant, pas moins, mais pas plus (2). »

(1) Il invoquait l'expérience des Etats-Unis, fort satisfaits, disait-il, de ce système. Il ignorait qu'il y a en ce moment aux Etats-Unis une campagne contre la coéducation (expédient économique et temporaire). On l'accuse de trop féminiser les garçons et de trop masculiniser les filles... sans compter le reste.

(2) Ce ne sera pas nous écarter de cet ordre d'idées que de dire ici quelques mots sur le problème de l'enseignement secondaire. Ce problème, les hommes politiques et les hommes d'étude l'agitent périodiquement et toujours très académiquement. Ainsi, un congrès consacré à ces questions se tenait à Florence en septembre 1909, et on ne peut pas dire que toutes les faces de la difficulté n'y aient pas été, de part et d'autre, exposées avec beaucoup de lucidité, d'esprit et d'éloquence. Un de ceux qui entrèrent le plus avant dans le fond des choses citait à propos ce passage d'un des discours de M. Luzzati : « toutes les nations ci-

..

Si l'action de l'école plus ou moins fréquentée demeure difficile à bien caractériser, il en est une sur laquelle tout ce qui compte au-delà des Alpes m'a

vilisées nous avertissent que c'est dans leurs écoles moyennes beaucoup plus que dans leurs écoles primaires et dans leurs universités que se jouent leurs destinées ». Mais comment l'élite du pays veut-elle constituer cet enseignement ? Les défenseurs de la tradition classique veulent naturellement qu'on fortifie les études grecques et latines, comme étant la meilleure des préparations à des succès supérieurs dans la carrière, quelle qu'elle soit, que le jeune homme choisira facilement plus tard. Seulement, il ne faut pas encombrer ces études de sujets qui ne peuvent pas y réussir et qu'on semble n'y appeler que pour avoir un prétexte de plus de les discréditer comme trop difficiles et de les affaiblir chaque jour davantage. En vue de la sélection nécessaire, maintiendra-t-on une première école, commune à tous, ni trop littéraire, ni trop savante, ni trop théorique ni trop pratique, d'où les uns et autres essaieront dans la direction où les porteront leurs goûts, leurs aptitudes, leurs conditions familiales ? ou faut-il que chacun soit le plus tôt possible imprégné des idées, de l'inspiration, des méthodes directrices de l'enseignement auquel il semble plus particulièrement destiné ?

Il est à remarquer que parmi les champions des différentes causes, aucun n'a paru vouloir imiter le système actuel de la France. On sait que ce système — si c'en est un — mêle tous les types d'enseignement dans une même maison ; et il oblige les mêmes professeurs à s'occuper, en courant, de classes ou plutôt de cours hétéroclites, le tout dans une inexprimable confusion. Les congressistes de Florence



paru remarquablement d'accord, je veux parler de l'émigration.

Il est toutefois évident, qu'ici aussi une distinction s'impose suivant qu'on pense aux départs ou qu'on envisage les retours. Assurément, on peut dire que l'émigration est une soupape de sûreté, qu'elle éloigne à temps du pays bien des gens qui y deviendraient victimes de la misère et des entraînements des jours d'émeute ; il est non moins probable que beaucoup d'entre eux sont des hommes ayant quelque grave méfait sur la conscience et qui préfèrent de beaucoup entrer en rapports avec une agence d'émigration qu'avec la police judiciaire. Ces deux catégories sont-elles aussi nombreuses que celle des gens dont on peut dire, au contraire : ils sont entreprenants, ils

avaient bien soin de distinguer le lycée classique, le lycée moderne, le lycée scientifique.

Mais enfin qu'est-il sorti de ce congrès ? Quelle est la réforme mise à l'épreuve ? Aux yeux du corps enseignant, la première de toutes serait d'améliorer la situation de ses membres ; et certes ceux-ci ne sont guère ambitieux, car le congrès dont je viens de parler nous apprend que les professeurs des gymnases (correspondant à nos collèges communaux) doivent se contenter, quant à présent, d'un traitement de 800 livres. En résumé, grande analogie entre le mal dont souffre l'enseignement laïque et celui que le pape actuel travaille énergiquement à guérir dans l'enseignement ecclésiastique : trop de maisons d'éducation classique, avec trop de professeurs disséminés, mais pas assez de maisons classiques bien pourvues d'élèves de choix et de professeurs de choix : hors de là, rien d'organisé sérieusement ; telle semble avoir été la conclusion du congrès qui d'ailleurs a repoussé par 80 voix contre 26 la théorie de l'école unique.

sont laborieux, ils veulent trouver n'importe où le moyen de faire vivre leur famille? Nous ne pouvons rien en savoir ; mais où l'on me paraît de tous côtés fort bien renseigné, c'est sur les deux points que voici.

En premier lieu, l'émigration désorganise la famille. Les femmes qui restent des cinq, six, huit, dix années dans leur solitude sans se laisser aller à l'infidélité envers l'absent ne sont heureusement pas rares ; mais celles qui n'ont pas cette vertu ne sont pas quantité négligeable. L'exemple en est désastreux pour les enfants, déjà fort exposés par l'absence si prolongée de celui qui leur devrait l'exercice de l'autorité sous sa forme la plus ferme. L'Italie ne connaît pas le divorce, qui est ailleurs l'une des causes les plus actives de la décadence des mœurs familiales et de la perversité des enfants : mais cet avantage est malheureusement bien compensé par ces divorces temporaires qui se comptent, on l'a vu, par centaines de mille. Je ne méconnaissais pas la différence de ces deux genres de séparation, dont un seul est définitif et condamné positivement par la loi religieuse ; mais il ne faut pas qu'on essaie de méconnaître l'analogie des résultats.

Je dirai de plus que les retours des maris sont quelquefois accompagnés de drames de famille, dont il est aisé de comprendre et les causes et les caractères. La femme qui a fait une faute en l'absence de son mari réussit de temps à autre à en dissimuler les suites. La plupart des asiles réservés aux enfants des filles-mères refusent, il est vrai, de recevoir ceux de cette catégorie ; mais on peut arriver à les faire passer pour

enfants naturels. Là où il y a un tour ou l'équivalent, le subterfuge est encore plus facile. Là, enfin, où le mari pardonne, on peut croire qu'il se sait coupable de la même irrégularité. Des hommes politiques du royaume ont émis l'idée ingénieuse... et ingénue, qu'il faudrait obtenir en faveur de ses émigrants le privilège de la double nationalité. Pour le plus grand avantage de l'expansion nationale, ces émigrants seraient américains en Amérique, ils seraient brésiliens, argentins, etc., mais en même temps ils resteraient italiens. Je ne sais s'il existe également une théorie de la double famille. Je ne pense pas qu'on ait encore recommandé cette combinaison ; mais elle est pratiquée, ce qui ne contribue pas peu à ramener des hommes dont la moralité est très compromise, sans qu'ils rapportent le moins du monde le surcroît d'initiative et de courage qui les relèverait. Beaucoup de curés, beaucoup d'évêques en sont de plus en plus préoccupés. « C'est notre plaie la plus douloureuse », me dit un curé de Venise, et combien d'autres me tiennent le même langage ! Importation de maladies contagieuses et d'habitudes alcooliques, diminution du patriotisme comme de l'esprit religieux, affaiblissement des liens de famille et particulièrement des liens conjugaux, voilà qui est constaté partout.

L'auteur d'une monographie très étudiée de l'émigration dans une petite commune (Pergola) croit que l'émigration qui y est très forte a du moins l'avantage d'y diminuer les suicides. L'assertion est vraisemblable, quoique difficile à contrôler. Que nous apprend à ce sujet

la statistique générale de la nation ? Sans doute l'Italie reste un pays où ce cas de pathologie sociale sévit avec le moins d'intensité. Les suicides y sont six à sept fois moins nombreux que dans les cantons protestants de la Suisse et trois fois moins nombreux qu'en France ; mais si nous comparons l'état actuel à celui d'autrefois, le rapprochement ne laisse pas que d'être lugubre. Il fut un temps où, quand on dressait les tableaux du suicide on ne réservait même pas une petite place à l'Italie, tant les chiffres de cet heureux pays semblaient insignifiants et négligeables. Il ne saurait en être de même aujourd'hui, non seulement parce que les petits royaumes ou duchés ont fait place à un grand Etat ; mais, parce que le mal en question y a pris des développements qui forcent l'attention. En 1872, on ne comptait encore dans la péninsule tout entière que 390 suicides. En 1905 on en a compté 2.379. C'est surtout depuis 1897 que le mouvement ascensionnel a pris les plus fortes proportions. La population totale a augmenté, nous ne l'oublions pas ; mais n'oublions pas non plus que quand on évalue présentement les morts volontaires à 7 au lieu de 4 par 100,000 habitants, ces sept sont prélevés sur une population légale dont il faudrait maintenant retirer ces émigrés toujours comptés dans les recensements malgré la longueur de leurs absences. N'omettons pas enfin cette observation, si prévue qu'elle puisse être, que dans une même période, de 1887 à 1905, tandis que les suicides sont stationnaires dans la pauvre Calabre, où ils restent à 2 par 100.000 habitants, ils se



sont surtout accrus dans la riche Ligurie, où ils ont monté de 9 à 13 : ce dernier chiffre est le plus élevé du royaume. Il est vrai que c'est aussi en Ligurie qu'à défaut du divorce (1) encore proscrit par les lois, se voit la plus forte proportion de séparations légales (44,5 par 100.000 habitants alors que la moyenne de la nation n'est que de 14,1). Ici comme ailleurs, rien donc ne porte au dégoût de la vie comme le trouble, à plus forte raison, comme la désorganisation de la famille.

Ce relâchement général, cette espèce de desserrement de toutes les mailles qui devaient retenir la jeune génération dans la régularité du bon ordre social, l'impunité croissante d'une trop grande quantité d'actes délictueux ne peut, ici comme ailleurs, que l'accentuer plus encore. Combien les crimes et délits dont les auteurs restent inconnus sont nombreux en France, nous ne le savons que trop ; mais notre pays est loin d'être le seul à souffrir de cette infériorité des moyens de recherche de la police à l'égard des moyens de fuite et de dissimulation des malfaiteurs. Chez nos voisins du Sud-Est, la moyenne annuelle de ces aveux d'impuissance oscillait de 1890 à 1894 entre 69.000 et 70.000. En 1905 le chiffre en était de 98.291. Sont commis par des mains restant inconnues, 49 0/0 des vols et 39 0/0 des rapines, extorsions et rançonnements.

(1) On sait que la courbe des divorces (là où le divorce existe) et la courbe des suicides coïncident généralement. Voir notre étude de la *Réforme sociale* de juillet 1908.

De tels insuccès ne peuvent qu'encourager les professionnels du délit. Aussi l'accroissement de la récidive est-il régulier. De 1891 à 1895 la moyenne des récidivistes était de 25 0/0 ; en 1896 elle est de 29 ; elle dépasse 30 dans les années qui ont suivi.

..

Quand on étudie la moralité, ne fût-ce que la moralité légale, d'un pays, il est difficile de démêler, par delà les effets généraux, les causes qui les décident, si on ne descend pas aux divers états plus ou moins localisés de la vie sociale. En pays étrangers, quelque soin qu'on y mette, on ne peut descendre à toutes les petites causes ; et cependant elles ont souvent plus d'effet que celles qui paraissent exercer une action à plus longue portée : du moins contribuent-elles beaucoup, ici à amortir, là, au contraire, à développer la force de ces dernières. Mais enfin, on peut diminuer peu à peu les obscurités et donner des exemples qui suffisent à recommander la méthode aux chercheurs mieux à même de l'employer jusqu'au bout.

Des grandes régions de l'Italie, celle qui est incontestablement la meilleure à presque tous les points de vue (1), c'est le Piémont. C'est là qu'il y a la plus

(1) Je concentre mes comparaisons sur la période la plus récente (1902-1906), tout en évoquant de temps à autres certains chiffres antérieurs. Je laisse aussi de côté les pro-

faible proportion de délits dénoncés et ayant occupé la justice (1258,10 pour 100.000 habitants alors que la moyenne du royaume est de 2.847,71). C'est aussi la population qui a le moins d'illétrés, le moins d'enfants illégitimes et le plus de gens affiliés à des sociétés de secours mutuels. Est-ce parce que c'est elle qui compte le plus de petits propriétaires et de cultivateurs travaillant leur propre bien ? Il est permis de le conjecturer, en ajoutant qu'à coup sûr, c'est aussi celle qui montre le plus de religion instruite et raisonnable.

La principale ombre au tableau, ce n'est pas la faiblesse toute relative d'ailleurs de la natalité (nous l'avons expliquée par les longues absences des émigrants toujours comptés dans les recensements), c'est le fait que, pour le nombre des suicides, le Piémont n'est dépassé que par la Ligurie. On pourrait être tenté d'invoquer ici précisément l'âpreté au gain du petit propriétaire et l'amertume de ses déceptions, et c'est en effet lui qui a le plus de ventes par expropriations forcées (rien de plus facile à comprendre). Mais il faut tenir plus de compte encore de ce que la province de Turin doit à la nombreuse population de son chef-lieu un accroissement considérable de ce genre de misères, comme de plusieurs autres. Malgré ses épreuves et la pauvreté de ses prolétaires, malgré ses agitations périodiques, la province de Novare est

vinces méridionales qui demandent une étude à part, tant les conditions de toute nature qui leur sont faites diffèrent de ce qu'on trouve dans le Nord.

beaucoup meilleure que celle de Turin et vaut à peu près la province montagneuse de Cunéo.

Faut-il revenir sur le grand nombre d'élections socialistes qui se sont succédées dans la plupart des arrondissements piémontais ? J'ai déjà expliqué que dans les élections politiques, le *non expedit* fait rester chez eux les électeurs catholiques ; mais l'été de 1910 a vu les socialistes dépossédés de municipalité ou ils se croyaient les maîtres, et ils ont tous attribué publiquement leur échec à la résistance ravivée des petits propriétaires auxquels ils avaient beaucoup trop promis.

Pour le second rang, on peut hésiter entre la Lombardie ou la Vénétie qui ont, la première 1.557, 8 délits et la seconde 1.527,81 et exactement la même proportion de suicides. Faut-il tenir compte, ici aussi, de l'action du chef-lieu ? Mais Venise, qui est quatre fois moins peuplée que Milan, a de 8 à 900 délits de plus et plutôt un peu plus de suicides.

La Lombardie offre d'ailleurs un ensemble de qualités sociales, une somme d'activité utile de dévouement, d'esprit de bienfaisance, très supérieure à ce que l'on peut rencontrer dans la région la plus orientale. Nous avons longuement analysé les œuvres de Bergame et de Brescia ; la floraison est plus riche encore à Bergame, et sa province est à tout point de vue meilleure ; c'est elle qui offre le maximum de naissances vivantes avec le minimum de naissances naturelles, de toute la Lombardie.

La Vénétie a une population très vive, très légère,



très amie du grand air et très causeuse. La femme, esprit d'ordre mis à part, est bonne mère de famille. Elle compromet gravement, il est vrai, la réputation de ces provinces aux yeux des statisticiens par le très grand nombre des délits de « diffamation et injures ». C'est la rubrique sous laquelle on totalise les prises à partie et les disputes à la pointe, non du couteau, mais de la langue, qu'a illustrées Goldoni ; or, elles animent fréquemment les rues si étroites où tous les ménages sont, en quelque sorte, les uns chez les autres. Ces querelles le plus souvent sans malice et sans gravité ressemblent à ces apostrophes bien connues des gondoliers qui s'interpellent modérément quand leurs barques sont rapprochées, puis s'invectivent avec des menaces de plus en plus terribles à mesure que la distance fait évanouir tout péril de rencontre. Mais on me dit que l'alcoolisme s'y développe. Alors ces disputes traditionnelles ne risqueront-elles pas de se gâter beaucoup ? Jusqu'ici c'est la Vénétie qui a le moins d'homicides, le moins de « résistances à l'autorité », comme le moins de délits contre les mœurs. C'est elle aussi qui a le moins de vols. La partie la plus riche et la partie la plus pauvre de la Haute Italie se rencontreraient ici comme pour déjouer certaines explications trop simplistes du mouvement criminel. N'était la ville de Venise, les suicides y seraient au-dessous de la moyenne du royaume : en tout cas aucune des grandes régions de la Haute Italie n'en a moins.

Si la violence y est heureusement superficielle, il faut dire que la morale et la religion le sont peut-être plus

encore. Un religieux que je rencontre au monastère tenant à l'église de San-Zanipolo me raconte qu'il a longtemps habité le midi de la France, que le peuple de Venise rappelle par un certain nombre de traits celui de Toulouse ; « mais celui-ci, dit-il, était moins indifférent, je voyais plus d'hommes à l'église. Ici personne ne nous insulte ni ne nous méprise, on nous accueille, on nous désire même pour la visite et la bénédiction des maisons : hors de là nous n'avons aucune influence. »

Les provinces secondaires de la Vénétie les plus à l'abri de la criminalité semblent être les plus éloignées, celles de Bellune, de Trévise, d'Udine ; elles confinent pourtant à des frontières, mais à des frontières par lesquelles ne se font pas de bien grands échanges. Le délit augmente à mesure qu'on descend, à Venise d'abord, mais aussi vers les régions plus agitées de Vérone et surtout de Rovigo (ici on est tout près des Romagnes). Jusqu'à présent le socialisme n'a pas eu de prises bien sérieuses sur la population ; mais les vicissitudes des élections montrent que la bataille y devient assez rude, Tout récemment les socialistes ont été dépossédés de la ville de Vérone. Les classes dites supérieures leur avaient fait, il est vrai, la partie belle par la naiserie vaniteuse de leur optimisme, par leur éloignement des œuvres catholiques, par leur manie de gaspiller toute leur énergie et tout leur argent dans des plaisirs futiles, et enfin par un amour jaloux de leurs privilèges qui leur rendait suspect tout mouvement en faveur du peuple. Les socialistes étaient donc arrivés au pouvoir par une sorte de surprise que leur avait facilitée l'indolence à peu près

universelle. Mais à la suite des élections les plus récentes ils crurent pouvoir afficher sans réticence leur programme antireligieux ; ils raillèrent toutes les croyances, particulièrement les pèlerinages de Lourdes. « C'était, m'a dit un témoin, frapper le peuple au cœur et provoquer une réaction. Elle fut certainement soutenue par l'autorité d'un clergé qui paraît heureusement renouvelé et par les sentiments qu'a dû répandre autour d'elle et dans les familles des treize cents enfants qui lui sont confiés, une œuvre dont j'ai beaucoup admiré l'organisation. J'y retrouvais tous les procédés des Salésiens (1). avec cette différence qu'ici, c'est un simple externat doublé d'un patronage et que les adolescents déjà un peu grands qu'on achève d'instruire et de former, sont mêlés, une grande partie de leur temps, à la vie commune.

Si Vérone s'affranchit ainsi, Venise fait craindre un mouvement en sens inverse. L'habitude de vivre au jour le jour, en comptant sur les étrangers et sur les bienfaits des vieilles institutions charitables, enlève à la meilleure partie du peuple tout ressort et la rend facile à mener tantôt par les uns, tantôt par les autres. Si les conservateurs se divisent, les socialistes très unis ont bien des chances de l'emporter. (2) Les campagnes, de leur côté, subissent de plus en plus l'influence corruptrices des émigrés rentrant de toutes

(1) L'œuvre appartient elle est à une congrégation italienne (les Stimates).

(2) Voir plus haut page 60.

sortes de pays dont ils ont pris les vices beaucoup plus que les vertus.

On sera surpris peut-être de me voir placer ici l'Emilie (avec les Romagnes), où domine une population très laborieuse, il est vrai, très éprise de solidarité ouvrière, mais très fruste, très ignorante, très grossière, passionnée pour les discussions politiques et n'y prenant que ce qu'elle y trouve de germes de division et d'exaspération. Il faut bien reconnaître cependant que la criminalité dénoncée descend là au-dessous de la moyenne du royaume, 1.736 contre 2.487 et ce qui étonne encore davantage, contre 2.126 en Toscane. Voici, pour nous, le moment de nous rappeler que l'action coopérative, entendue d'une certaine manière, pousse à bien des désordres ou bien des violences sur lesquelles les autorités sont invitées, par raison politique, à fermer le plus possible les yeux ; c'est un motif de plus pour que les affiliés se laissent maintenir par la discipline et par leur confiance en la force de leur groupe. On a observé en France que dans les années de révolutions, les chiffres de la criminalité baissaient... dans les statistiques. Ce qui se passe là à un moment donné, dans le temps, a bien des chances de se réaliser en une portion déterminée d'un territoire. Les homicides volontaires, qui étaient encore nombreux à Ravenne dans la période de 1890-1895, ont été trois fois moins fréquents en 1905 et n'ont repris qu'assez légèrement en 1906, et d'après les documents officiels l'Emilie serait la province la moins chargée de lésions personnelles et volontaires, alors que les journaux at-



testent à chaque moment la violence des luttes comme celles que nous avons racontées. C'est peut-être le cas de répéter : qui veut trop prouver ne prouve rien. Dans ces moments où tous les esprits sont les uns surexcités, les autres effrayés, les uns méditant, les autres, redoutant toutes sortes de vengeances, les témoignages sont difficiles à trouver.

En revanche les suicides sont nombreux dans la province. La Ligurie seule dans l'Italie du Nord en a davantage. A Ravenne, de 1887 à 1905 ils ont doublé. Il faut croire que la confiance envers le groupe derrière lequel on s'abrite aux jours troublés a ses limites et ses désenchantements.

Arrivons à la Toscane. Aurons-nous ici l'explication de l'espèce de mystère que la statistique, prise en gros, oppose à nos pronostics ? Comment ? cette région si heureuse, si lumineuse, où la vie est si facile, où le métayage n'a occasionné que des conflits vite apaisés, où les gens sont si modérés — car ce sont eux qui ont le moins de délits pour diffamations et injures — cette Toscane enfin qui se ressent encore de l'administration si vantée de ses Grands-Ducs, occupe un rang si bas ! elle est l'avant-dernière des grandes provinces du Nord ! Disons tout de suite que la majorité de ses crimes et de ses délits se commet dans la province de Florence *et surtout dans celle de Livourne*. Dans cette dernière abondent les ouvriers braccianti, les nomades, les employés aux transports. Les délits contre la foi publique (fausse monnaie et faux de toute espèce) y atteignent une proportion qui est à peine dépassée par la capitale

et qui est le double de celle que l'on constate à Milan et à Bologne, dix fois plus forte qu'à Bergame, etc. L'écart est donc très considérable, par exemple entre la province de Sienne qui, avec 4.109 délits par 100.000 habitants, est mieux placée que Brescia, même que Bergame, et d'autre part la province de Livourne qui arrive à 4.224. Cette dernière proportion n'est dépassée que par Rome, Naples et Cagliari.

Malgré toutes ces explications et ces réserves, il faut bien reconnaître que notre surprise n'est pas entièrement dissipée. Si la province de Sienne, dont sainte Catherine vantait déjà la douceur, a une très faible criminalité, on est étonné de voir que les provinces de Pise, de Grosseto, de Lucques, d'Arrezzo, tout en étant meilleures que la moyenne de la nation, sont inférieures aux provinces de Reggio d'Emilie, de Ravenne, de Parme et de Forli. La Toscane a environ trois fois plus d'enfants naturels que le Piémont et que la Lombardie. Pour les délits contre les mœurs elle n'est dépassée que par la Ligurie. Ceux enfin qui font d'assez fréquents et surtout d'assez longs séjours ont dû remarquer que ceux-là même qui devraient le mieux aider les autres à surmonter ces faiblesses ne sont pas toujours les derniers à y céder eux-mêmes ; sous ce rapport encore la belle province n'est pas à donner en exemple à ses voisines. Donc une vie plus aisée, sous un plus beau ciel et avec des habitudes extérieures où se sent encore le raffinement des belles époques de l'histoire de l'art, rien de tout cela n'assure une moralité meilleure, ni, avouons-le, un attachement plus viril à la vie. La moyenne des

suicides toscans est supérieure (8 au lieu de 6) à la moyenne générale. Si Livourne tient ici la tête, Florence, la ville de Florence surtout est parfois signalée pour de véritables épidémies de suicide. Au mois d'août 1909, les journaux de la belle cité enregistraient cinq en un seul jour, suicides de misère et suicides prétendus d'amour. Sienne même a une proportion de morts volontaires qui contraste avec la modération du nombre de ses délits.

Dans tout ce qui précède on a du souvent prendre la Ligurie comme terme de comparaison de toutes les provinces du Nord. C'est elle qui a la criminalité la plus chargée dans tous les genres de délits. C'est aussi celle qui a la plus forte proportion de suicides, la plus forte proportion de séparations judiciaires.

Si je rappelle maintenant que la Ligurie comprend deux provinces, la province de Gênes et la province de Port Maurice, il est probable que plus d'un lecteur se dira : c'est évidemment la première qui doit à sa grande ville, à son port de commerce, à ses industries de toute nature, une criminalité surabondante. De plus, elle comprend dans son territoire le grand port militaire de la Spezzia qui doit encore faire monter son coefficient au taux le plus élevé de la Ligurie. — Eh bien ! non, c'est l'inverse. Je n'attache pas plus d'importance qu'il ne convient à ce fait que dans la division très tranchée des socialistes et des cléricaux, ce sont les cléricaux qui, depuis quelques années au moins, occupent la municipalité du gros chef-lieu. On me dit cependant que là la vieille aristocratie doit l'ascendant qu'elle exerce —

dans les élections notamment — à sa fidélité aux traditions et à sa bienfaisance, tandis que les classes moyennes, loin d'imiter celles de la Lombardie et du Piémont, se distinguent surtout par leur amour de la spéculation, par leur âpreté au gain et une véritable « idolâtrie » à l'endroit de l'argent ; il en sort dans les partages de famille (on m'a donné des exemples caractéristiques) non seulement des difficultés poussées jusqu'au ridicule pour des sujets futiles, mais des hostilités violentes. Quant à l'ouvrier génois, il gagne de belles journées, mais il joue et il dépense sans compter.

Mais si la province de Gênes paie à ces misères un gros tribut, celle de Port-Maurice est encore plus atteinte. Si Gênes a plus de délits commerciaux, plus de délits contre les mœurs et plus de résistances à l'autorité, un peu plus de rapines, extorsions et rançonnements, Port-Maurice a plus d'homicides, plus de lésions personnelles et volontaires, plus de vols simples ou qualifiés, plus de délits contre la foi publique, plus de suicides enfin (1).

N'est-ce pas cependant, dira-t-on, cette province qui, avec Vintimille, Bordighera, San-Remo, continue la côte d'azur ? Oui, en effet, et la population apprécie les avantages de ce beau ciel ; car elle est stable, ayant toujours du travail, et trouvant dans l'exploitation du luxe contemporain une source de gain qui peut lui paraître inépuisable. La montagne comptait beaucoup de petits propriétaires ; mais de plus en plus on descend à

(1) Dans l'une et dans l'autre, ils ont doublé de 1890 à 1905.



la côte pour y servir les étrangers de passage et pour y cultiver en grand les fleurs partant ensuite, non seulement par wagons, mais par trains entiers expédiés en grande vitesse. On coupe des oliviers séculaires pour planter de la vigne, mais plus encore, des œillets et des roses... Aussi, les dépôts aux caisses d'épargne sont-ils abondants. Mais c'est ici que le revers commence à se dessiner : cette épargne est toute individualiste, et elle se pratique sous la forme, généralement passagère, de la caisse d'épargne postale. Le mouvement coopératif y est encore nul, me dit le plus compétent des juges, celui qui, dans une ville très voisine des Alpes-Maritimes, travaille comme personne au développement des institutions de petit crédit. Il est donc bien à croire que nous avons ici exactement l'inverse de ce que nous avons constaté dans les Romagnes et dans l'Emilie : d'un côté une population besogneuse et grossière, mais relativement améliorée par la coopération, d'un autre, une population à la vie facile, mais gâtée par l'individualisme. N'est-ce pas le cas de rappeler que c'est en renversant l'expérience qu'on vérifie le mieux une hypothèse ? Par-dessus tout cependant, il faut reconnaître que la région qui nous retient en dernier lieu, est bien corrompue par le contact de ce luxe dont elle vit, par le contact de tous ceux comme de toutes celles qu'attire une existence brillante et oisive. C'est, disions-nous, une prolongation de la côte d'azur. Mais ignore-t-on que celle-ci est précisément un lieu de prédilection pour la criminalité contemporaine et que ce séjour si parfumé, si élégant, si

paré, si recherché par les heureux des deux mondes, a remplacé dans nos statistiques les maquis de la Corse qui lui font face ?

Ce n'est pas seulement du côté de la criminalité légale que cette belle province de la Corniche méditerranéenne est mal partagée. C'est elle qui a la plus forte proportion de conscrits réformés pour infirmités et maladies, la plus forte proportion aussi de morts par tuberculose. Elle ne connaît cependant que très peu la malaria ; mais elle a une proportion vraiment énorme de contraventions pour ivresse, près de 113 pour 100.000 habitants, alors que la moyenne du royaume est de 43 1/2.

Qu'on se rappelle ces rapprochements et qu'on sache bien qu'ils ne constituent rien d'exceptionnel, rien d'anormal ou du moins, rien qui ne puisse se vérifier dans un grand nombre de régions (1).

(1) Dans ces études comparatives, j'ai laissé de côté Rome et le Latium parce que la population y est (surtout dans la capitale) trop disparate, trop hétérogène et, en ce moment surtout, trop mouvante. Y faire la part des anciens éléments et des nouveaux y est difficile. Pour n'en donner qu'un exemple je dirai que dans le Latium et dans l'Ombrie, les statistiques enregistrent une forte proportion de naissances naturelles. Pourquoi ? Parce que là nombre de mariages se célèbrent encore, comme sous le gouvernement du Pape, uniquement selon le rite religieux. Le pouvoir civil, les ignorant officiellement tient les enfants de ces familles comme « nés hors mariage ».

## CHAPITRE IX

### L'ITALIE DU MIDI

La misère physique et la misère morale, premiers objets d'attention dans l'Italie du Midi. — Ce que la race y a cependant conservé des réserves latentes. — Le problème qui s'impose.

Les cercles vicieux. — Le mauvais état des régions et la dépopulation. — L'usure. — L'émigration du midi plus ruineuse pour le pays que celle du Nord.

Un mal profond : point de villages, point de hameaux, point de fermes. — Concentration urbaine, éloignement des lieux de travail rural.

Salaires et chômages. — Grande et petite propriété. — Reconstitution inévitable des *latifundia* avec obstination dans la routine. — Jugements divers sur les résultats de l'unité. — Situation foncière aggravée par la domination oppressive d'une classe nouvelle.

Insuccès des interventions gouvernementales. — Rareté des œuvres sociales. — Les succès dûs à des libres entreprises.

Le clergé méridional. — La réforme à peine commencée. — Son impérieuse nécessité !

Que dans le royaume d'Italie, le Midi forme comme un Etat très différent de celui du Nord, ceci a été telle-

ment établi et répété qu'il est à peine besoin de le rappeler. Mais on peut s'en inspirer, et tout d'abord pour adopter dans l'étude des provinces méridionales une méthode spéciale. Les provinces du Nord ont, en somme, une vie sociale très intense, très riche en manifestations diverses : on a pu commencer par étudier leurs efforts heureux et leurs illusions, leurs succès et leurs épreuves et n'aborder qu'en dernier lieu l'examen de leur criminalité considérée comme l'ultime résidu de ce qu'elles n'ont pas pu socialement utiliser. Quand on arrive à l'ancien royaume de Naples et à ses annexes naturelles, le phénomène qui s'impose avant tout, c'est sa misère, sous son double aspect, misère physique et plus encore misère morale. Ici donc il est permis de débiter par une esquisse de la criminalité de la région et d'y chercher la caractéristique d'un état commun aux sept provinces, très proches parentes l'une de l'autre, quitte à remonter bientôt aux causes de toute nature qui portent cette criminalité à un taux si élevé.



La statistique criminelle de l'Italie, fort bien faite d'ailleurs et intelligemment analytique, ne va pas très vite. La dernière année étudiée est l'année 1904. Rapprochons-la de la période qu'elle clôt et dont elle donne une idée très suffisamment exacte : la différence qui existe entre les deux grandes parties de la péninsule



éclate aussitôt. La moyenne des crimes et délits dénoncés et ayant occupé la justice est, pour le royaume entier, de 2438,7 par 100 000 habitants. Cette moyenne, les sept provinces méridionales (1) la dépassent toutes, depuis la Calabre qui atteint tout près de 3000, en passant par la Campanie (3816) jusqu'à la Sardaigne (4644 et une fraction).

Mais décomposons cet ensemble. Pour les attentats à la « foi publique » (*fede publica*), c'est-à-dire pour les émissions de fausse monnaie et les faux de toute nature, toutes les provinces du Sud, à l'exception de la Campanie, dont Naples est le chef-lieu, sont au-dessous de la moyenne du royaume. On s'explique très bien que, la grande ville mise à part, les tentatives de ce genre soient plutôt rares en ces régions où le commerce et l'industrie sont à l'état rudimentaire. Dépassent au contraire, la moyenne : pour les homicides, 6 provinces sur 7 ; pour les lésions personnelles volontaires, 7 sur 7 ; pour les violences, outrages, résistances à l'autorité, 6 sur 7 ; pour les vols, 7 sur 7 ; pour les escroqueries, 2 sur 7 seulement, mais alors ces deux-là montent à une hauteur invraisemblable ; car la moyenne du royaume étant 17 par 100 000 habitants, la Sicile arrive à 170 et la Sardaigne à 230. Dans les délits contre les mœurs, on ne voit que 3 provinces au-dessus de la moyenne et d'assez peu. Enfin, à la colonne des « rapines extorsions et rançon-

(1) Rapelons-en la liste : la Campanie (avec Naples), les Abruzzes, la Pouille, la Basilicate, la Calabre, la Sicile et la Sardaigne.

nements », une certaine surprise nous attend. L'ensemble de la nation donnant 10, 55, il n'y a que trois provinces méridionales qui soient plus affligées : la Sardaigne (avec 13), la Sicile (avec 26,4) et la Campanie (avec 27). Les quatre autres sont notablement plus indemnes. La Calabre et les Abruzzes, si célèbres par leurs brigands historiques, sont ici beaucoup mieux placées que le Latium et que la Ligurie, que la Ligurie de la route de la Corniche, la rivale de notre Côte d'Azur et de ses villes parfümées. Il paraît décidément que les rats d'hôtel, les femmes galantes en robes de soie et leurs protecteurs en habit noir sont encore plus dangereux pour la bourse et quelquefois pour la vie, que les classiques détrousseurs de diligences : ceux-ci, d'ailleurs, on les fuit, tandis qu'il ne manque pas de gens peu à plaindre qui cherchent toujours une bonne occasion pour se livrer gaiement à ceux-là.

Il résulte évidemment de cette comparaison que la criminalité de l'Italie du Midi est une criminalité de violence et de misère beaucoup plus qu'une criminalité de corruption, d'astuce et de raffinement. A l'emportement naturel des premiers mouvements s'ajoute sans doute une irritation causée par un état social illogique et par des déceptions difficiles à supporter, difficiles aussi à éviter par des moyens réguliers : ce n'est encore là pour nous qu'une hypothèse. Les faits nous éclaireront bientôt sur ce point.

Les provinces qui nous occupent ont-elles donc une population abâtardie, frappée de ces dégénérescences et de ces tares physiologiques où une célèbre école a

prétendu rencontrer l'explication de la plupart des crimes ? Jusqu'à présent il ne le semble pas. La malaria y sévit certainement plus qu'ailleurs et y entraîne plus de décès qu'ailleurs. Le chiffre moyen du royaume s'est abaissé de 56 décès par 100 000 habitants à 24. Dans la Campanie, nous ne le voyons plus qu'à 19 ; mais, en revanche, il va jusqu'à 87 dans les Pouilles, 153 dans la Sardaigne et 175 dans la Basilicate. Les proportions étaient encore plus élevées avant 1890. Les terres sujettes à la malaria ont-elles été assainies par les progrès du génie rural, comme elles l'ont été dans les maremmes de Toscane ? Ou bien ont-elles été abandonnées par la masse des émigrés ? Nous aurons à nous le demander bientôt. Mais enfin, la malaria est une maladie où l'action la plus décisive revient à la virulence d'agents extérieurs dont il est souvent difficile à l'organisation la plus robuste de se préserver. Dans d'autres maladies, comme la tuberculose, qui en résume et en clôt si radicalement par la mort un si grand nombre, la part de l'organisme lui-même et de sa propre débilité apparaît, au contraire, comme prépondérante. Or, ici, le Midi est loin d'être mal placé. Dans la colonne des décès par tuberculose pulmonaire ou disséminée, je vois que, seule, la Sardaigne a un coefficient supérieur à l'ensemble du royaume. Les six autres provinces restent au dessous. La triste Basilicate et la province, plus triste encore, de Calabre s'arrêtent à 61 et à 70, tandis que la douce Toscane monte à 152 et la belle Ligurie à 175. Les tableaux des conscrits réformés pour infirmités et maladies précisent encore la signifi-

cation de ces chiffres. En 1905 les provinces du Sud avaient toutes, sans exception, une proportion de réformés moindre que la moyenne générale, laquelle, d'ailleurs, est en continuel accroissement partout.

Allons-nous trouver maintenant dans nos rapprochements un argument pour ou un argument contre la proposition d'Arsène Dumont, que la criminalité d'un pays est toujours sous la dépendance de sa démographie, c'est-à-dire avant tout de la vigueur ou de l'affaiblissement de sa natalité ? Dans le sud comme dans le nord, l'émigration apporte, en cet ordre de phénomènes, un élément perturbateur dont il est malaisé de doser exactement l'action, car les pourcentages sont établis sur une population dont le recensement n'est jamais bien sûr de pouvoir faire le compte des émigrations temporaires. D'une manière générale, cependant, il faut constater que la mortalité du midi est supérieure à celle du nord. Sur les sept provinces, il en est quatre qui dépassent la moyenne, tandis que sur les neuf provinces septentrionales ou centrales, il n'en est que trois qui soient dans ce cas. La haute et surtout la moyenne Italie rachètent, il est vrai, ce désavantage, en conservant un nombre d'enfants plutôt supérieur, ce qui leur donne des familles composées d'un nombre au moins égal de personnes vivantes. Mais enfin la moralité familiale et conjugale se mesure mieux au fait volontaire de la natalité qu'à la bénignité ou à la mal-faisance des conditions climatiques agissant plus ou moins heureusement sur la vitalité des nouveaux-nés. Les provinces méridionales ont donc là une supériorité



morale évidente, et cette supériorité, le calcul des enfants « illégitimes et exposés (1) » la confirme. En 1905, le royaume tout entier en comptait 5,4. Cette proportion est dépassée — de très peu d'ailleurs — par la Calabre (5,5) et par la Sardaigne (5,7). Mais nous la voyons descendre dans la Sicile à 4,19, dans la Campanie à 3,7, dans la Pouille à 3,3, dans les Abruzzes à 3, dans la Basilicate à 2,4. Ce sont également les Abruzzes et la Basilicate qui ont la plus faible proportion de séparations de corps ; et leurs voisins immédiats, quoique moins bien partagés, gardent aussi à cet égard une très grande supériorité sur les provinces septentrionales. Cette supériorité, les proportions respectives des enfants mineurs envoyés en correction par décision du tribunal achèvent de la consolider. Si nous nous rappelons maintenant que la basse Italie a moins de délits contre la famille et contre les mœurs, ne serons-nous pas de plus en plus autorisés à conclure que le surplus de sa criminalité totale ne dépend pas du tout d'une infériorité de son état démographique ? Elle fait au moins exception.

Verrons-nous dans le suicide un fait démographique ? C'en est un, certes quoiqu'il ait un autre caractère encore ; car c'est bien celui des faits démographiques qui confine le plus au fait criminel. Or les provinces du

(1) Exposés, c'est-à-dire mis au tour, là où le tour subsiste. Il est évident, et nous y reviendrons, que, dans les enfants ainsi abandonnés, doivent se trouver, à côté des enfants nés hors mariage, des enfants adultérins. Il est, en somme, très intelligible qu'on les réunisse tous en un même ensemble.

nord ont un coefficient de suicides qui va de 8 à 13. Parmi les provinces méridionales, l'île quasi sauvage et abandonnée, que nous voyons toujours se placer au dernier rang avec une uniformité si monotone, la Sardaigne elle-même, n'enregistre que 5, et les six autres oscillent entre 2 et 4.

Donc, ici, la race n'est malheureusement pas assez maîtresse d'elle-même et de son tempérament ; le nombre bien connu de ses *analfabeti*, qui, en 1904, allait, chez les enrôlés, jusqu'à 50, 55, 60 pour 100, contre 31,2 dans l'ensemble du pays, témoigne également d'un état d'ignorance et de laisser-aller qui ne peut qu'aggraver ce qu'il y a en elle de primitif, d'impulsif et, s'il faut le dire, d'insuffisamment civilisé ; mais enfin cette race est résistante ; elle ne laisse pas tarir ou s'altérer en elle, aussi gravement que bien d'autres, les sources de la vie. Elle doit, ce semble, conserver des réserves dont on peut être surpris que l'Etat auquel l'a incorporée la seconde moitié du siècle dernier n'ait pas su tirer un meilleur parti.

∴

Il avait cependant beaucoup promis. Au mois d'août 1910, lors des cérémonies officielles du centenaire de Cavour, on rappelait un écrit — l'un des derniers du célèbre ministre, où il était dit : « Les provinces napolitaines peuvent devenir les plus riches de l'Italie ; mais

il faut pour cela que l'agriculture y prospère et que l'industrie s'y développe. »

Pourquoi — une ou deux exceptions mises à part — l'industrie ne s'y développe-t-elle pas ? Les bras y sont nombreux : les chutes d'eau pouvant suppléer aux combustibles minéraux y promettent beaucoup, au moins dans certaines parties ; car si la Sicile manque d'eau, les Calabres en ont. Là où les étrangers veulent bien apporter leur expérience, leur outillage et leurs capitaux, à Naples, à Bari, les entreprises industrielles prennent un certain essor. D'autre part, nul n'a jamais contesté ni la fertilité de ces terres, ni tout ce qu'on peut attendre de bienfaits de leur beau soleil. Il fut un temps où on pouvait y espérer au moins de certaines cultures des profits considérables. Telle était celle des agrumes (oranges et citrons), telle était celle de la vigne au moment où la France, voyant ses vignes ruinées par le phylloxéra, laissait entrer sur son territoire, avec des facilités exceptionnelles, les vins d'Espagne et d'Italie. On sait que, notre vignoble une fois reconstitué, nous avons relevé nos barrières et que l'espoir fondé par l'Italie sur de nouveaux débouchés en Allemagne et en Autriche a été bientôt découragé ; on sait aussi que la partie méridionale des États-Unis, notamment la Floride, s'est mise à développer largement, — à l'américaine, c'est tout dire, — la culture des agrumes.

Les conséquences de ces changements ne pouvaient être que ruineuses, d'autant que l'Italie méridionale avait fait comme nos départements du Languedoc. La

vigne rapporte plus que l'olivier, y disait-on de part et d'autre, et c'était vrai, à un moment donné ; mais le moment fut court. Quand chacun fait le même raisonnement et le prend pour base d'une même spéculation, ce qui pouvait être avantageux pour les premiers calculateurs ne tarde pas à être une source de déceptions pour ceux qui les suivent ; car, par le seul fait qu'ils se multiplient, leur raisonnement cesse d'être juste. A force de couper des pieds d'olivier pour les remplacer par des ceps de vigne, on finit par avoir énormément de vin au moment où on ne pouvait plus le vendre, précisément parce qu'il y en avait de trop ; or, comme on avait beaucoup moins d'huile, on ne pouvait plus profiter, comme on l'eût voulu, de la hausse que lui valait en grande partie sa raréfaction.

Tous ces faits étant bien connus et la misère de ces provinces ayant été mille fois décrite, j'épargnerai au lecteur le dénombrement des statistiques de détail. Je me bornerai à dire que si les ventes judiciaires d'immeubles par suite d'expropriations forcées sont tombées dans le royaume de 12,3 à 11,5, puis à 10,9 par 100 000 habitants, ce dernier coefficient est bien dépassé dans le Sud, puisqu'il atteint 15,1 en Calabre, 15,4 en Sicile, 22,0 en Basilicate et 23,2 dans les Pouilles. Ceci établi, on ne sera pas surpris d'apprendre que pour l'importance des dépôts aux caisses d'épargne et plus encore pour le nombre des affiliés à des sociétés de secours mutuels, les sept provinces qui nous occupent sont beaucoup au-dessous de la moyenne.

Un voyageur qui ne se borne pas aux grandes villes



et aux sites pittoresques, mais pénètre un peu dans ces campagnes si dépourvues de voies de communication, si peu riches, non seulement en chemins de fer, mais en routes passables, a bien des occasions de toucher du doigt la fâcheuse situation des paysans. On lui démontre avec une triste lucidité que la population tourne dans une série de cercles vicieux dont elle a le plus grand mal à sortir.

On lui apprend que les taux d'emprunt atteignent des proportions qui dépassent l'usure la plus flétrie : 100, 200, 300 0/0 même ne sont pas des exceptions bien rares. Il est vrai que les prêteurs perdent souvent leur capital : c'est une conséquence de l'élévation exorbitante des taux : mais cette élévation, disent à leur tour les prêteurs, est une conséquence de la gravité de nos risques. Peut-être alors ceux qui s'acquittent de leurs obligations doivent-ils payer pour ceux qui violent les leurs et qui s'en vont sans laisser de gages. Somme toute, ce sont les premiers, c'est-à-dire les plus nombreux (sans quoi il n'y aurait plus de prêteur), qui souffrent le plus dans ce cercle que les autres s'appliquent à resserrer davantage.

De même, on nous dit que beaucoup de petites gens ne pouvant plus vivre, se voyant plus d'oppression à redouter que d'aide à espérer, entrent dans de fausses associations, telles que la trop célèbre Mafia, toujours existante, toujours agissante. Mais par là ils augmentent l'insécurité des campagnes, découragent les propriétaires et les poussent à l'émigration : ils di-

minuent ainsi les chances qu'ils conservaient encore de les voir s'intéresser de plus près aux entreprises agricoles, demander plus de travaux et, par conséquent, offrir plus de salaires. Le crime et la misère sont ainsi cause et effet l'un de l'autre.

Troisième cercle vicieux et plus redoutable encore que les deux précédents. En Calabre, en Basilicate, le paysan s'en va parce que les conditions topographiques se sont malheureusement modifiées : déboisements, éboulements, transformation des rivières en torrents irréguliers qui se déplacent, terres entraînées de la montagne, sans que la plaine y gagne, sous les accumulations d'eau sédentaire et marécageuse qui, par surcroît, deviennent des foyers de malaria, tout cela chasse un très grand nombre d'habitants. Mais ces départs, à leur tour, aggravent l'état des choses, car la masse des petits efforts quotidiens, moins coûteux et plus efficaces que les grands travaux administratifs, diminue d'année en année ; et là où il ne s'en fait plus, les agents naturels, dont l'action n'est plus ni contenue, ni rectifiée, multiplient leurs ravages. Alors pourquoi, se dit-on en haut lieu, essayer tardivement de gigantesques entreprises de consolidation, de redressement... pour une population qui est partie ? Pourquoi tant élargir et consolider des chemins, alors qu'on voit s'approcher le moment où il n'y aura plus de produits à y faire circuler ? Voilà donc encore deux genres de calamités — l'altération du sol et l'exode des habitants — qui s'engendrent et qui s'aggravent indéfiniment l'un l'autre, sans qu'on sache bien quel est celui des

deux qu'il est le plus expédient d'enrayer pour enrayer aussi l'autre.

Je viens de parler d'exode et d'émigration. C'est le moment d'y revenir.

L'émigration des provinces méridionales diffère, à plusieurs égards, de l'émigration des provinces du Nord : elle est plus forte et elle est plus souvent définitive. Sur leurs 13 millions d'habitants, il paraît bien que les sept provinces sont maintenant en voie d'en laisser partir à peu près 1 million en trois ans,

Voici, en effet, les chiffres officiels :

En 1907, 327 950 émigrants connus ;

En 1908, 180 274 ;

En 1909, 315 883.

Le total est donc, pour ces trois années, de 824 107. Mais, comme je l'ai fait observer dans une étude antérieure, l'année 1908 a été marquée, en Amérique, par une crise très intense, qui a considérablement diminué les appels de bras européens. En 1909, cette crise est terminée, l'émigration commence à reprendre. Il n'est pas douteux qu'elle n'aille bientôt en augmentant : c'est l'avis de ceux qui vivent dans la région, comme notre compatriote M. Combes de Lestrade, qui passe six mois sur douze en Sicile, et qui, à l'heure où j'écris ces lignes, dit assister à un véritable dépeuplement, menaçant même de supprimer de la liste des provinces italiennes l'île tant célébrée.

En second lieu, l'émigration des provinces du Nord est, en majeure partie, une émigration européenne ou méditerranéenne, et plus volontiers temporaire. Les

membres des nombreuses familles du Piémont et de la Vénétie, qui vont chercher du travail en d'autres Etats, laissent plus souvent au foyer des femmes et des enfants, dont ils soulagent de loin la misère. Bien qu'en général ils ne rapportent pas de leurs pérégrinations un grand esprit d'entreprise, ils en rapportent tout de même un peu plus que leurs compatriotes méridionaux revenus de cette Amérique où ils s'engouffrent. De ces derniers, on estime que, jusqu'ici, la moitié à peu près peut bien rentrer dans la mère-patrie. Peut-être même cette proportion diminue-t-elle ; car un article tout récent de la *Rassegna* estime qu'en Calabre, l'émigration est définitive pour 65 sur 100. Mais, d'autre part, ceux qui sont le plus à même de le savoir sont convaincus qu'il y a un bien grand nombre de départs inconnus des autorités, et ils les estiment à 50 000. Il y a peu de chances pour que ceux-là reviennent, s'il est vrai que ce sont surtout des gens qui ont commis quelque délit et qui trouvent là un moyen commode pour éviter les poursuites. L'avocat de notre consulat, à Palerme, m'affirme que sur ceux qui gagnent (très facilement) la Tunisie et s'y établissent, 30 0/0 doivent être dans ce cas.

Dans la haute Italie, les jugements recueillis sur les avantages et les inconvénients de l'émigration sont très nets et presque unanimes : on se félicite des avantages économiques, on se plaint des inconvénients d'ordre familial et moral. Les jugements du Sud ne sont pas absolument opposés : ils se distinguent néanmoins par des nuances assez importantes. On ne se



plaint pas autant de voir les anciens émigrants rapporter avec eux des idées irréligieuses, socialistes et des habitudes vicieuses, contractées de chantier en chantier, de mine en mine, à travers les ouvriers instables du vieux monde. Un de nos consuls français, ancien dans son poste, m'affirme même que les rapatriés d'Amérique ont généralement perdu l'habitude de boire et celle de jouer : la première, parce que, dans le Nouveau Monde, ils trouvaient le vin trop cher ; la seconde, parce que le souvenir de la misère originaire et le sentiment qu'il leur était enfin possible d'en sortir, à la condition d'économiser, les retenaient plus énergiquement. Ils envoient donc, eux aussi, de l'argent à ceux qu'ils ont laissés au pays, et, certes, on s'en félicite ; mais il paraît assez évident qu'ils envoient plutôt moins que les émigrés piémontais, lombards ou toscans, alors que leurs familles auraient besoin qu'on leur envoyât plutôt plus. L'auteur d'une monographie de l'émigration dans la province de Bari (1) fait de la situation ainsi créée un tableau où les ombres sont bien noires. Il affirme, — et rien de plus vraisemblable, — que les membres de la famille qui restent ne peuvent rien recevoir tout de suite, et que souvent

(1) Parue en 1909, donc postérieure à la plupart des statistiques générales et concentrant ses observations sur un champ restreint, vu de plus près. Ajoutons que la province de Bari émigrail très peu il y a quelques années : l'émigration y est donc un fait assez nouveau et dont les effets ont dû être plus aisés à isoler, grâce aux changements brusques qu'ils ont déterminés.

les mois d'attente voient se produire des maux irréparables : les femmes et les enfants s'épuisent dans des travaux au-dessus de leurs forces en souffrant de dures privations. Au bout de quelque temps, les envois arrivent ; mais au bout de quelque temps encore, ils diminuent, parce que les liens de famille sont relâchés et que, peut-être, le mari a contracté au loin quelque liaison. Or, de 1901 à 1905, dans la région étudiée ici avec un soin tout spécial, la proportion des femmes sur 100 émigrants était tombée de 26,03 à 18,46, et celle des émigrants partant par groupes de famille, de 50,90 à 29,29. L'auteur du travail attribue à ce fait le nombre croissant des enfants naturels ou adultérins, et il croit surtout à une sensible augmentation des cas d'avortement ou d'infanticide. Il ajoute toutefois qu'aux vengeances sanglantes d'autrefois ont succédé *ignobili accomodamenti e immondi mercati*, l'honneur familial étant devenu l'objet d'un marché.

Quand des groupes familiaux s'en vont ensemble, il faut s'en louer pour eux ; mais il ne faut pas s'en louer pour la mère-patrie ; ils ne reviendront pas et il est certain que c'étaient les meilleurs. En général, du reste, les partants, surtout depuis les exigences sévères des ports d'arrivée, sont les travailleurs les plus robustes et les plus capables de se tirer d'affaire. On voit donc ce drainage incessant et croissant faire peu à peu de cette partie du royaume un réceptacle d'enfants et de vieux, de femmes et de malades, les valides se bornant à y revenir de temps en temps pour s'y reposer et s'y refaire sous l'action du soleil natal. On

s'en aperçoit, dit l'observateur que je cite, au nombre croissant des réformés militaires et au nombre des déserteurs. On ne saurait s'étonner, dès lors, qu'il prédisse à l'agriculture nationale une décadence de plus en plus marquée. Il ne s'agit pas ici d'accidents nés d'un chômage temporaire, d'une crise de surproduction ou de mauvaise récolte. C'est surtout de la population agricole qui s'en va et qui s'en va dans des proportions certainement plus fortes que celles qu'indiquent les statistiques : car beaucoup d'émigrants, qui ne connaissent pas très bien le sens des mots, se laissent classer comme ouvriers journaliers, comme terrassiers, ou bien mettent en avant quelque pauvre petit métier annexe, et ne sont, au bout du compte, que des travailleurs de la terre enlevés au sol natal. Les salaires de ceux qui restent ont beaucoup augmenté, cela est vrai. Ce serait un phénomène bienfaisant s'il était contenu dans des limites acceptables, c'est-à-dire proportionnées aux forces des employeurs. Mais avec l'étendue qu'il a prise, il a provoqué une crise redoutable de la main-d'œuvre même ; de l'aveu universel, elle ne suffit plus à la culture : les petits, les moyens propriétaires surtout en pâtissent, dès qu'ils ne peuvent pas tout faire par leurs bras et ceux de leur famille. Dans une publication toute récente (1), M. Combes de Lestrade nous apprend qu'en Sicile les fermes qui devaient employer des travailleurs salariés ont rompu leurs engagements, retiré leurs promesses

(1) *La vie internationale*. Paris, Gabalda 1910.

et laissé incultes une partie de leurs terres, tandis que d'autres sont exploitées à perte. Ainsi les revenus des fermiers et ceux des propriétaires diminuent ; l'épargne s'arrête et s'arrêtent aussi, — ce qui est plus grave pour tout le monde, — les travaux destinés à relever, tout au moins à maintenir, la valeur du sol cultivable. Une telle crise, si elle se prolonge, reprendra bien vite aux ouvriers agricoles restés dans leur pays presque tous les avantages qu'elle avait paru leur faire obtenir.

Est-ce toujours une nécessité si dure, si pressante, qui détermine les départs ? Très souvent, oui, le plus souvent, si l'on veut, mais pas toujours. Il doit certainement y avoir ici beaucoup d'engouement, beaucoup d'entraînement d'imagination. M. Combes de Lestrade nous cite des familles siciliennes qui lui ont très clairement avoué leurs motifs. Arrivées à une certaine aisance, elles voulaient aller dans des Etats où il leur serait possible d'en jouir davantage, en l'accroissant encore, de manière à devenir des gens tout à fait cossus, faisant porter de belles toilettes à leurs femmes et à leurs filles, sans que le souvenir de leur passé induise des voisins jaloux à les railler. D'autres réclament un pays où, même au prix de plus de travail et de fatigue, ils pourront courir les concerts et les bals publics. Ceux-là rappellent tout à fait un si grand nombre de nos paysans qui veulent à tout prix venir chercher fortune... et plaisir dans nos grandes villes, à Paris surtout. Je me souviens toujours d'un artisan des Alpes que je voulais dissuader de se déraciner. J'avais beau lui décrire les épreuves de la capitale, ses



logis sombres et surtout ses chômages fréquents qui dévorent les économies. A toutes mes objections, il répondait invariablement en son style provençal : « Eh bien, oui, mais au moins on est comme des gens. » Je crois volontiers ceux qui me disent avoir entendu de bouches italiennes des variantes de ce raisonnement simpliste.

J'étais en chemin de fer, dans ce qu'on appelle la terre d'Otrante, beau pays où les constructions font éclater sous le soleil leur blancheur laiteuse au milieu de la verdure et où les haies d'aloès qui bordent la voie du chemin de fer rappellent à s'y méprendre notre Afrique et le sud de l'Espagne. La région paraît prospère... ou apte à le devenir : les villes non loin desquelles le train s'arrête n'ont point l'aspect misérable. Tout d'un coup, je vis déborder, sur le quai d'une gare, une vague humaine où se mêlaient jeunes enfants, jeunes hommes et vieilles femmes, vieilles femmes surtout, très peu de jeunes. Toutes les physionomies étaient empreintes, non d'une tristesse morne, mais d'une agitation douloureuse ; les bras se tendaient de tous côtés pour des adieux, et je n'oublierai jamais la physionomie d'un garçon d'une vingtaine d'années qui, la figure littéralement inondée de larmes, montait sur le marchepied du wagon pour embrasser une dernière fois, avec une tendresse émouvante, l'un des partants. C'était, en effet, un départ d'émigrants. Dans une séparation, ce sont toujours ceux qui restent qui souffrent le plus. Ceux qui partent ont pour se distraire et pour se consoler, sans qu'ils

s'en doutent, le mouvement et le changement rapide des horizons, des horizons physiques qui se succèdent sous leurs yeux et aussi de l'horizon moral du milieu nouveau où ils se rendent. Ce jour-là, les partants étaient peu nombreux, quatre seulement. Je profitai de l'arrêt pour monter dans leur compartiment et pour causer quelques instants avec eux. Certes, ils ne partageaient pas la douleur de ceux qui venaient de les reconduire. Tout d'abord je fus frappé par les allures de l'agent d'émigration qui les accompagnait, homme jeune, coquettement habillé d'un complet de couleur claire, avec une fleur à la boutonnière, le chapeau sur l'oreille, la figure enluminée, la langue leste. Les quatre recrues, qui avaient de vingt-cinq à trente-deux ans, étaient des gens de « divers métiers » qui se rendaient aux Etats-Unis. Ils ne ressemblaient en rien à ces loqueteux que nous voyons souvent passer par trains entiers sur les lignes menant au Havre. Ils étaient de noir habillés, comme pour un dimanche ou comme pour une cérémonie, et surtout ils manifestaient une joie exubérante, criant à qui mieux mieux à *la bella America*, eux qui abandonnaient cette terre si souvent chantée, et si proche de l'*imbelle Tarentum*, où Horace et les riches Romains de son temps aimaient à aller se reposer. J'appris bientôt que sur ces quatre jeunes gens, deux étaient mariés. Leurs femmes ne les avaient pas reconduits jusqu'au train. J'aime à croire qu'elles avaient voulu s'éviter des émotions trop violentes en vue du public.

∴

De ces faits très apparents essayons de remonter à ceux dont la statistique ne nous instruit que d'une façon bien vague ou que le voyageur n'est pas toujours à même de constater de ses propres yeux.

Ce serait bien inutilement que dans l'Italie méridionale vous cherchiez soit la ferme isolée, soit même le hameau. Il n'y en a pas. Rien n'étonne davantage un Français habitué à ces villages et à ces sections de village que signale, à travers les arbres et les cultures, le clocher pointu de la petite église, à ces modestes agglomérations où l'esprit de travail, de paix, de probité, de sagesse sociale, se conserve presque toujours mieux que dans le bourg dont ils forment des fragments disséminés. On me signale une province de la Sicile qui compte 300.000 habitants : c'est exactement le chiffre de mon département d'origine. Or celui-ci à plus de 300 communes, et la province en question en a 60. Ces communes sont donc de gros villages de 25,000, ou de 30,000 habitants, sans aucune subdivision, et les gares sont souvent situées à 3 ou 4 kilomètres (quelquefois plus) des centres dont elles portent le nom. Dans l'ancien royaume de Naples, c'est la même chose.

J'ai visité très en détail deux de ces groupes, l'un dans la Pouille, l'autre en Sicile : ils se ressemblaient

comme deux frères jumeaux. L'un s'appelle Ruvo di Puglia. J'y étais attendu par la famille d'un médecin propriétaire, dont le fils, membre de notre Société d'Economie sociale, a suivi en France les cours de l'école d'agriculture de Montpellier, a visité la Bourgogne et Paris où il est devenu un fervent de Frédéric Le Play. Il a même donné, en 1908, à la collection des *Ouvriers européens*, une excellente monographie d'une famille de cultivateurs de Ruvo. Cette dernière est toujours dans les conditions que le jeune agriculteur nous a décrites, je l'ai visitée à mon tour, et j'ai pu admirer sur tous les points l'exactitude minutieuse de l'analyse offerte à notre Société.

L'autre centre est Caltagirone, dans la province de Catane : j'y étais reçu par les Lazaristes français que le Souverain Pontife a chargés de la direction du grand séminaire. La seconde ville est assurément plus pittoresque que la première ; ses maisons en pierres grises se serrent les unes contre les autres et s'étagent sur une haute et large colline qui domine de loin l'horizon. Elle est agrémentée d'un jardin public où l'on a plaisir à regarder de jolis vases façonnés jadis par une céramique locale, tombée en décadence, comme y sont tombées bien d'autres choses. Bædeker prétend que la ville est remplie de fondations dues à la générosité des classes riches et à l'aristocratie du pays. Cette phrase, bien connue dans la localité, y fait rire, je ne dirai pas précisément de bon cœur, mais enfin fait rire ceux à qui je la rappelle. C'est généralement une des premières questions qu'on leur pose en arrivant chez eux.



Non, « l'aristocratie » ne fait pas beaucoup pour relever des ruines auxquelles trop souvent elle ajoute les siennes. S'il y a ici des propriétés appartenant à des personnes vraiment riches, les maîtres vivent ailleurs et dépensent leur argent ailleurs. Quelques familles cependant se cachent encore dans des débris de vieux palais décorés d'intéressants souvenirs et quelquefois de belles œuvres d'art. Les influences administratives et politiques sont toutes aux mains d'hommes nouveaux dont les parents se sont enrichis dans tel ou tel genre de commerce. On en trouve d'ailleurs qui se font un plaisir de recevoir l'étranger avec une élégante courtoisie et une obligeance qui a son prix. Mais presque partout ce ne sont que maisons délabrées, rues en escalier avec des marches disjointes. Le grand séminaire ressemble assez à un ensemble de décombres mal odorants où l'on se logerait, comme on pourrait, après un siège et un bombardement qui aurait bouleversé une partie de l'édifice. Par bonheur il va déménager.

La ville, ou plutôt le grand village de Ruvo, est situé sur une ondulation percée de larges routes, avec une église qui, quoique plus petite, rappelle sans désavantage l'église bien connue de Saint-Nicolas de Bari. Une maison seigneuriale, dont les maîtres sont généralement absents, eux aussi, donne à visiter un véritable musée, fort intéressant, de vases antiques. Si Caltagirone a une école d'agriculture, munie de tout ce que les programmes de semblables institutions supposent, Ruvo a un syndicat antiphyloxérique groupant 2023 proprié-

taires qui, pour leurs 7000 hectares, paient ensemble 7000 livres de cotisations.

Mais ce qui frappe le plus dans ces deux centres (et combien y en a-t-il qui leur ressemblent!) c'est le mode de logement des travailleurs. L'un vaut l'autre, ou plutôt l'un semble la copie exacte de l'autre. Tout le long des rues, ce sont des rez-de-chaussée ou des demi sous-sols comprenant une pièce, une pièce unique, où loge toute la famille, avec ses bêtes, si elle en a. Les privilégiés seuls ont une cheminée. Chez les autres, la fumée sort par la porte. Le loyer n'est pas très cher, malgré la hausse générale : ordinairement 60 francs par an. C'est un prix en harmonie avec beaucoup d'autres, et notamment avec celui des domestiques qui se paient de 3 à 5 francs par mois. La famille décrite dans les *Ouvriers européens*, et qui a été prise comme représentant une bonne moyenne de vie paysanne, est un peu mieux. Elle paie 120 francs. Sa demeure est plus saine, il faut quelques marches pour y arriver. J'y suis introduit au moment où la femme, qui a dû être jolie et qui a un air de bonne mère de famille, prépare le macaroni à son mari, un homme d'une forte tête, trapu, solide, attentif : il est raisonnablement satisfait de recevoir la visite d'un étranger qui, lui dit-on, a lu ce qui le concerne dans un livre écrit par son propriétaire. La principale pièce est assez grande : elle a le luxe d'une fenêtre, et elle est suivie d'une sorte d'alcôve semblable à une grotte : y couchent deux ou trois enfants déjà grands, dans des lits superposés comme les lits bretons et comme les couchettes des navires. Mais. je

le répète, ici habite un paysan particulièrement laborieux et économe. A Ruvo comme à Caltagirone, c'est un signe d'aisance relative et d'amélioration sérieuse que d'habiter à des étages supérieurs. Moins on est pauvre, plus on monte. On trouve alors moins d'humidité, plus d'air et de lumière ; je pense aussi que cette ascension est un signe qu'on peut s'offrir un abri spécial et supplémentaire pour son bétail. A Ruvo plus qu'à Caltagirone, la population, si bas situés que soient les gîtes dont on me fait les honneurs, m'a donné l'impression d'une population gaie. Je n'en excepte pas les gens que j'ai visités dans un ancien couvent de capucins où la municipalité loge gratuitement un certain nombre de familles indigentes. C'est comme une succession de dortoirs, où les divers lits conjugaux et ceux des enfants sont séparés par de simples tentures. Cette promiscuité appelle très souvent la descente de la police qui vient essayer de calmer des conflits trop bruyants.

Tous ceux que j'ai vus ainsi sur place étaient au repos. Pour se faire une idée de leur existence de labeur, qu'on sache qu'ils doivent aller travailler dans toutes les directions, aussi loin que s'étend le territoire de leur commune. Avec ces 25,000 paysans, soit de Ruvo, soit de Caltagirone, nous aurions en France plus de 25 villages, sans compter les hameaux et les fermes isolées ; les espaces à parcourir en nos campagnes, pour aller à la culture, sont donc courts, et le voisinage immédiat de la maison fournit presque toujours du travail et des produits. On comprend combien les espaces à franchir sont plus longs dans la Sicile et dans les

Pouilles. Faites en quelque sorte la contre-épreuve. Figurez-vous que les 25 ou 30 petites agglomérations connues de vous dans un certain rayon de votre province soient toutes évacuées, que leurs habitants soient tous obligés de se concentrer dans un même bourg, sans un coin de terre, sans le moindre jardin potager, pour aller de là travailler dans leurs anciens champs, si éloignés qu'ils puissent être. Ce simple rapprochement vous en apprendra plus que des volumes de statistique. Pour suivre le labeur d'un ouvrier de la terre, placé dans de semblables conditions, il faudrait se lever de bien grand matin ; car lui, pour se rendre au lieu de sa tâche, il lui faut faire un certain nombre, un nombre souvent considérable de kilomètres. Aussi, me dit-on qu'il en est qui partent à 2 heures du matin, quand ils veulent revenir chez eux, au moins le soir ; quelques-uns, dans les régions exposées à la malaria, s'imposent même la fatigue épuisante de revenir à leur logis au milieu du jour pour n'avoir pas la tentation de s'endormir à proximité du pernicious marécage. Mais alors quelles sont leurs heures de sommeil ? Un grand nombre partent pour huit, quinze, vingt jours, pour le temps enfin que durera leur travail. Dans ce cas, ils auront pour résidence temporaire une cabane, une remise, un chenil, et ils y vivront comme ils pourront.

Entre Lecce et Bari, à peu de distance de la gare où j'avais assisté à un départ d'émigrants, je voyais une escouade d'hommes portant sur leurs dos de véritables tours qui dépassaient notablement leurs têtes. Ils marchaient courbés, d'un pas lent et difficile, bien que



poussés par les employés du chemin de fer. Je me demandais si on n'allait pas les faire monter dans des wagons spéciaux, et je regrette d'en avoir été réduit à ma conjecture, car il devait leur être bien malaisé d'entrer dans des voitures ordinaires avec le chargement sous lequel ils pliaient. C'étaient leurs outils de travail, leurs effets de campement, peut-être aussi leurs provisions qu'ils emportaient ainsi avec eux. « Ils vont travailler la terre », me dit un Italien, voyageant dans le même compartiment que moi. « Pour combien de temps ? — Pour tout le temps que durera leur tâche. » Je ne sais quel trajet ces pauvres gens auront eu à faire à partir de la gare où ils sont descendus. Encore ceux-la avaient-ils pu profiter du chemin de fer pour une partie de leur route. Combien d'autres, aussi chargés, ont à faire complètement à pied tout l'espace les séparant de la propriété de leur patron.

Telle est la condition de la plupart des paysans de ces provinces, où la viabilité est détestable et où le brigandage est très loin d'avoir disparu (1).

(1) Bædeker, ordinairement plus exact, affirme qu'on peut voyager en parfaite sécurité sur toutes les routes de la Sicile. Ceci est de pure fantaisie. Quand j'allais de Catane à Syracuse, en avril 1909, je lisais le récit d'une attaque à main armée et masquée qui venait d'être signalée tout près de Catane. Au moment où j'écris le résultat de mes enquêtes, un journal italien m'apporte, en deux jours, les récits de semblables attaques qui ont eu lieu, coup sur coup, à Tragara, à San Cataldo, à San Giuliano, dans la province de Trapani et près de Caltanissetta : ils s'ajoutaient, disait la feuille turinoise, « à la série déjà longue » des attentats dont l'île avait été désolée dans ces temps derniers.

Pour quels salaires travaillent ainsi ceux qui n'ont que leurs bras et que les propriétaires ou fermiers emploient, soit à la journée, soit à la semaine ? Le prix courant a été longtemps de 0 fr. 50 par jour, avec un supplément de quelques fèves ou d'un peu de pain. Il est aujourd'hui de 2 francs par jour, mais, bien entendu, quand il y a du travail. Or, comme on l'a dit, les bras manquent pendant trois mois, pour se croiser pendant neuf : propriétaires, fermiers, ouvriers, tout le monde y perd. Sont-ce les travailleurs qui ont manqué les premiers aux propriétaires ? ou sont-ce ces derniers qui ont commencé par manquer aux ouvriers en ne leur donnant ni assez de travail ni des salaires suffisants ? De l'aveu général, c'est aux propriétaires qu'incombe la responsabilité première, mais, actuellement, ils se manquent réciproquement. Beaucoup voudraient remettre en meilleur état telle ou telle partie de leurs domaines, qu'ils ne le pourraient pas, parce que la condition du sol a empiré, comme nous l'avons vu, et parce que la main-d'œuvre a émigré. L'eau est devenue telle-

D'autre part, un article de la *Nuova antologia* du 1<sup>er</sup> juillet 1910 parle de la Basilicate comme d'une région infestée de brigandage. Un article de la *Rassegna* du 1<sup>er</sup> janvier en disait autant de la Calabre. Un touriste étranger, qui passe au vol, n'a pas autant à craindre, sans doute, car les auteurs de ces coups sont des gens qui exercent souvent des vengeances semi-privées, semi-politiques, ou bien qui ont mis toute leur ruse à se tenir au courant des époques prévues où tel vendait sa récolte, touchait un fermage, etc. Il ne faut cependant pas, sous prétexte d'encourager les voyages, dire le contraire de la vérité.

ment rare ou irrégulière, par suite des déboisements, qu'on peut voir, en certaines régions, des wagons citernes qui distribuent l'eau, de poste en poste, aux gardes-barrières de la voie. Si donc on visite la Sicile en mai, qu'on se hâte de repaître ses yeux de la verdure : on touche vite au moment où tout sera brûlé et desséché.

En ces provinces méridionales, le métayage — sauf en quelques parties de la Pouille où l'on commence à l'introduire et où l'on s'en félicite — n'existe, pour ainsi dire, pas.

Les petits propriétaires émigrent volontiers et facilement ; car en vendant le peu qu'ils ont, ils peuvent se procurer les ressources nécessaires au départ et à l'arrivée. Il est vrai qu'avant de s'en aller, ils cèdent leur petit bien très bon marché à des gens qui le leur revendront peut-être très cher, s'il leur prend fantaisie de le racheter huit ou dix ans plus tard ; mais ils comptent sur les économies d'Amérique qui leur donneront, espèrent-ils, de quoi vivre de peu sans grand peine.

Ces propriétés, d'ailleurs, sont souvent si minuscules, que c'est une sorte de dérision d'en faire état. Dans la Sicile, dit M. le sénateur Villari, ancien ministre, le nombre des petites propriétés est assez grand ; mais il ne faut se faire aucune illusion sur leur valeur. J'en ai vu, ajoute-t-il, qui payaient, — ou étaient censées payer, — des redevances de 1,89, — 1,61, — 0,94 centimes. Il y en a, en Sicile, qui paient une redevance de 0,20 centimes. Pour poursuivre celui qui

ne paie pas, il faudrait dépenser beaucoup plus que la « somme » à recouvrer.

Ces parcelles proviennent de l'abus fait d'une institution dont d'autres provinces de l'Italie (Lucques, par exemple), disent se trouver très bien : l'emphytéose. L'avocat du consulat de France à Palerme m'explique ceci. Telle propriété est louée à perpétuité pour une rente fixe. Les héritiers du propriétaire (1) se partagent le sol cultivable, mais en gardant simplement les titres qui en représentent la valeur, absolument comme on se partage des titres représentatifs de telle ou telle fraction d'une valeur industrielle. Il arrive donc que la subdivision des héritages multiplie les parcelles et que la difficulté où est le propriétaire de faire rentrer de si petites redevances encourage souvent le locataire à se considérer comme propriétaire définitif. C'est une sorte d'usurpation qui entretient beaucoup de querelles et d'inimitiés sans bénéfice pour personne. Si encore la parcelle était à la porte du logis, on en tirerait parti ; mais nous avons vu à quel point l'agglomération dans les villes, et le vide fait dans les campagnes, rend chimérique ce petit bénéfice. Il n'est pas étonnant que l'usage de l'emphytéose en soit profondément discrédité.

En face de cette fragmentation indéfinie aboutissant

(1) Si le fermier ou locataire perpétuel meurt sans héritiers, l'Etat hérite de la location et devient le débiteur du propriétaire. Si l'Etat ne veut pas prendre la peine de payer, tout (possession, jouissance) retourne au propriétaire comme avant la concession.



à des accaparements sans excuse et sans profit, s'étend néanmoins, et de plus en plus, la très grande propriété ; et aucun de ces deux extrêmes n'est à même de compenser les désavantages de l'autre. Avec quoi, en effet, le gros propriétaire déjà riche opérera-t-il des concentrations nouvelles ? Ce n'est pas avec ces particules insignifiantes et disséminées : c'est avec des propriétés déjà un peu étendues et valant qu'on fasse les frais d'un achat régulier. Après la dépossession des Bourbons, le gouvernement unitaire a accordé, comme un grand bienfait renouvelé de notre opération révolutionnaire des biens nationaux, la vente des grands domaines de la couronne, de la noblesse et de l'Eglise. Il est bien établi que rien n'est allé, ou, du moins, n'est resté à la petite et à la moyenne propriété. Un député radical, économiste de grande érudition, professeur à l'Université de Naples et représentant de la Basilicate, M. Francesco Nitti, me dit : « Au moment de l'unité, le pouvoir central, pour battre monnaie, a vendu les forêts du domaine royal et du domaine ecclésiastique. Elles ont été achetées par des gens qui n'avaient pas d'argent et qui s'en sont fait en coupant à blanc ou en défrichant à outrance. De là, les déboisements qui ont ruiné nos provinces. » Dans la suite, il est clair qu'avec toutes les causes réunies de pauvreté, pour ne pas dire de misère, qui poussent à l'émigration, la concentration se fait presque toujours au bénéfice des gros domaines : l'absorption des petites propriétés par les latifundia existants est inévitable. M. Villari explique très bien d'autres faits qui accélèrent encore le mouvement.

Au premier rang est la rareté de l'eau. Telle prairie, et il y en a beaucoup dans ce cas, ne peut plus donner qu'une seule récolte de foin : avec 10 hectares soumis à l'assolement, c'est à peine si un propriétaire qui n'a que cela peut nourrir une paire de bœufs. Il aura donc intérêt à vendre ses 10 hectares. Qui les lui achètera, si ce n'est le grand propriétaire voisin ? Car si dans l'étendue de son domaine, celui-ci a, comme il est à croire, une source pour abreuver son bétail, il est, par ce seul fait maître du territoire des divers coins duquel les bêtes viennent boire à sa source. On aura donc beau diviser et dépecer, le latifundium se reconstitue de lui-même.

Je n'ai pas encore parlé de ceux qui souffrent le plus, parce que ce sont eux qui font le plus d'efforts et ont le plus de déceptions : je veux dire les petits fermiers ; mais peut-on donner ce nom à ceux qui sous-louent pour un temps, le plus souvent court, une fraction du grand domaine pris tout entier à location par un fermier général appelé le gabelloto ? Ces sous-locataires ont toujours besoin de quelques avances : la plupart n'en ont pas, ils en empruntent au gabelotto et l'usure dévore les fruits de leur travail au point de ne leur laisser le plus souvent que bien juste de quoi ne pas mourir de faim.

Cette fonction parasite du gabelloto est un des abus les plus haïs du peuple de ces provinces et particulièrement du peuple de Sicile. M. le sénateur Villari plaide, assez timidement du reste, en sa faveur les circonstances atténuantes : il insinue que ce n'est pas un

parasite, puisqu'il délivre le propriétaire de beaucoup de soucis. Oui, et de beaucoup de devoirs. Mais c'est précisément là le tort et le malheur. A Ruvo di Puglia, dans la famille Lojodice, dont j'ai parlé plus haut, 150 hectares de terre (c'est une propriété moyenne pour le pays) sont loués par fractions, à quatre-vingt-six paysans. Mais le docteur Lojodice et son fils sont imbus des principes de Le Play et ils savent exercer le patronage. Partout ailleurs, le propriétaire touche son revenu, et c'est tout. Ceux qu'on appelle les fermiers ou plutôt sous-fermiers sont simplement ceux qui sous-louent un petit coin de terre pour essayer d'en tirer de quoi vivre : c'est sur eux, en définitive, que retombe, sans qu'ils aient la force nécessaire pour le porter, le poids des soucis dont on ne veut pas au sommet de la hiérarchie.

Le fermier principal ou gabelloto, que fait-il donc ? S'il s'agit de terres sèches comme il y en a beaucoup en Sicile et de plus en plus dans la Basilicate et les Calabres, il loue de plusieurs propriétaires de grands espaces à pâture et mène ses troupeaux de l'un à l'autre au fur et à mesure que le bétail a épuisé les herbages. Ensuite, quand la terre semble suffisamment préparée par l'engrais des animaux, il la sous-loue à des paysans auxquels il avance des semences, et qui le paient à tant pour cent de la semence confiée. Là où il y a de l'eau, son rôle est encore plus simple. Il prend une terre à bail : c'est généralement pour trois ou quatre ans au plus. Les propriétaires ne veulent pas de plus longs engagements, parce qu'ils espèrent toujours, à

chaque renouvellement, obtenir un prix supérieur. Mais alors le gabellotto ne se voit aucun intérêt à introduire des améliorations qui serviraient à augmenter le prix de son loyer. Il se borne donc à subdiviser son gros lot et à sous-louer chaque partie, et il épuise tout à la fois la terre et le paysan, car il multiplie à l'égard de ce dernier toutes les formes de l'usure appliquée à toutes sortes d'avances et de services (1), à la réparation de prétendues pertes ou diminutions de valeurs dont l'appréciation variable et arbitraire est toujours forcée par le plus maître des deux. De prélèvements en prélèvements, le pauvre homme qui a peiné voit sa part fondre à vue d'œil. Considérons maintenant que ces grands domaines sont généralement des terres à blé, où le paysan n'a de travail que pendant quelques mois de l'année. On ne saurait trop revenir et insister sur ce point que l'agglomération dans les villes ou dans les très gros bourgs rend impossibles toutes ces petites cultures variées dont vit si souvent la population de nos hameaux. La monoculture — ici par le blé, là par les vignes, ailleurs par l'olivier — est de règle dans cette partie du royaume. Aussi quand une crise atteint l'une d'entre elles, ceux qui s'y adonnent se voient sans autre ressource que l'émigration. Même en temps ordinaire, et, si on peut dire, normal, M. Villari faisait le calcul que si l'homme gagnait 3 francs par jour, en réalité, avec la longueur des chômages, il ne pouvait

(1) Il faut que le sous-locataire paie pour le gardien de la sécurité (qui ne garde rien), qu'il paie pour le prêtre venant à certains intervalles dire la messe, etc., etc.



compter, somme toute, que sur 1 franc... pour vivre lui, sa femme et ses enfants qui, vu l'éloignement des lieux du travail, ne peuvent lui rendre aucun service. N'oublions pas que les impôts, et particulièrement les octrois, font que la vie est ici plus chère que partout ailleurs. Le gabelloto trouve seul son compte à un tel système. S'il a épuisé une propriété, il en louera une autre, à moins qu'il ne soit dans ce cas que M. Combes de Lestrade dit fréquent : « Il arrive en six ou sept ans à tripler son capital ; il achètera aux enchères un latifundium vendu après saisie et deviendra ainsi l'un de ces grands propriétaires contre lesquels il continuera à faire croître la haine des travailleurs. » Bref, imaginez qu'en nos campagnes quelques usuriers aient hérité de tous les droits féodaux ou les aient usurpés, puis les aient exercés uniquement à leur avantage contre des travailleurs sans défense et sans leur rendre vraiment aucun service, vous aurez à peu près une image de la plus grande partie de l'Italie méridionale d'aujourd'hui même.

Le voyageur qui s'arrête à Agrigente ou à Palerme, celui qui remonte de cette dernière ville, à travers la *Conca d'Oro*, jusqu'à la splendide cathédrale de Montréal, peuvent croire qu'ils sont dans un pays merveilleux ; merveilleux, il l'est, en effet, par la beauté de ces rivages que baigne le flot bleu et tout le long desquels le sol disparaît sous une forêt continue de verdure légère et de fruits chaudement colorés. Mais qu'on se renseigne, et on apprendra que, vers 1894, les mille citrons se vendaient 40 francs et que les ré-

coltes étaient abondantes ; ceux qui ont acheté alors les propriétés sur ces données se trouvent maintenant avec des récoltes très diminuées et des prix de 4 francs le mille.

On ne saurait s'étonner dès lors que le courage et l'esprit d'initiative manquent à ces populations rurales. Je ne suis pas surpris, pour ma part, que des observateurs impartiaux, renseignés par un séjour de six mois sur douze, dépeignent le paysan sicilien comme ignorant, abruti, servile et haineux, dissimulé, toujours prêt à la révolte ou s'y préparant par des moyens dérobés. Comment ne serait-il pas routinier ? Il laboure avec la charrue de bois, il ne sait pas ce que c'est que la brouette ; il ne connaît pas le tombereau à bascule : pour vider le contenu d'une voiture, il est obligé de dételer le cheval ; même quand on lui fait adopter une innovation, il la pratique avec ses anciennes habitudes routinières en exagérant ce qu'on lui fait faire et en s'y tenant étroitement. Ainsi, le détermine t-on à employer des engrais nouveaux, à user des phosphates tunisiens ; il ne veut plus autre chose, dédaigne ce qu'il avait, ce qu'il a encore sous la main.

Or, rien de tout cela n'est particulier à la grande île. Au Mont Cassin, les bénédictins ne peuvent plus donner l'exemple des belles cultures : on ne leur a permis de rester dans leur célèbre monastère, dépouillé des trois quarts de ses revenus, qu'à la condition de s'y réduire à un petit nombre et d'y entretenir un collège. Mais je trouvais là un jeune religieux hollandais, très intelligent, venu comme professeur d'art et comme

chef d'une escouade de travailleurs occupés à la restauration des vastes édifices. Avec l'esprit d'observation et l'expérience de son pays d'origine, il me rendait exactement le même témoignage des procédés arriérés du sud de l'Italie continentale.

Ce n'est pas faire un rapprochement forcé que de dire : ce que le paysan de ces contrées est en agriculture, il l'est en toutes choses, non pas seulement respectueux, mais esclave de l'autorité et de la tradition, telle qu'il est à même de les voir, se laissant conduire et même opprimer sans résistance, tant qu'il n'est pas aiguillonné et entraîné par une influence nouvelle qui l'a piqué au vif de son être ; mais alors il part avec une sauvagerie et une brutalité allant jusqu'à dépasser ce que ses excitateurs attendaient de lui.

Il y a en effet un singulier contraste entre ce que l'ensemble de la population a de passif et d'abandonné dans sa routine et quelquefois dans son immoralité de tous les jours et ce qu'un certain nombre de ses habitants ont d'audace dans les entreprises criminelles, quand il s'agit, par exemple, de préparer un coup savant, de frapper de terreur un ennemi, de faire disparaître un faux-frère, de pratiquer avec impunité toute une série de vols, avec le concours de pick-pockets, de ruffians, de souteneurs et de bravis, sans oublier les trafiquants d'influences électorales (1). Tout cela, insouciance et laisser-aller des uns, ruse et violence

(1) Ce tableau est surtout en Sicile, dans les provinces de Palerme et de Trapanie.

malfaisante des autres, est passé dans les mœurs ; et le tout continue, simplement parce que nulle force saine et sainement organisée ne travaille à l'enrayer en fournissant des moyens corrects et honnêtes de sortir de la misère héréditaire.



De ces phénomènes redoutés on cherche les causes. Elles ne sont pas, je l'ai montré, dans un vice essentiel et dans des tares fondamentales de la race. Qu'elle passe le détroit et colonise en Tunisie, on trouve bien en quelques endroits qu'elle aime trop à se rapprocher des indigènes, à prendre leurs habitudes plutôt que les nôtres ; à parler même plus volontiers leur langue ; mais elle leur est incontestablement très supérieure. Aussi les Siciliens qui, sous notre protectorat, se créent de belles fermes et font prospérer de belles entreprises, ne sont-ils pas rares.

Dans sa patrie d'origine, le paysan italien avait souffert de l'absence d'une vie rurale le mettant, lui et les siens groupés ensemble, à proximité de son gagne-pain, la terre. C'est là ce qui ruine son tempérament ; c'est là ce qui l'empêche de faire des économies, c'est là ce qui altère profondément sa vie de famille ; c'est là ce qui réduit en quelque sorte à néant tout effort sérieux pour constituer de petites propriétés à culture intensive, donc entretient le système de la



très grande avec ses nombreux abus. Mais cette cause d'infériorité, d'où vient-elle donc ? On nous répond : des habitudes contractées dans les innombrables invasions grecques, orientales, sarrazines, normandes, espagnoles, françaises, qui contraignaient les gens à se serrer autour du château féodal. Mais pourquoi la cause ayant été visiblement écartée, l'effet a-t-il persisté ? Pourquoi le changement opéré par tant d'autres Etats dans le peuplement des campagnes ne s'est-il pas produit ici ? La monarchie des Bourbons, c'est entendu, avait tenu à conserver un état féodal, un état digne du Moyen Age. Et ni l'absence de gros impôts ni celle d'un service militaire organisé ne pouvaient compenser un tel scandale ! mais enfin, il y a cinquante ans que cette monarchie a été renversée. Une nouvelle classe bourgeoise s'est développée et enrichie : elle s'est constitué des espèces de fiefs avec des propriétés qui, après un semblant de division, sont revenus bien vite entre ses mains : elle s'en est fait d'autres avec les fonctions administratives, avec les sièges de sénateurs et de députés. D'où vient qu'en se targuant d'avoir libéré ces populations, elle ne les ait ni éclairées ni servies et ne leur ait pas mieux assuré sur le sol natal la sécurité du pain quotidien ?

Je sais bien que c'est une question controversée — mais c'est déjà beaucoup qu'elle le soit — de savoir si l'unité italienne a été profitable ou non aux provinces méridionales. Ni M. Georges Goyau dans ses *Lendemain d'unité*, ni M. Combes de Lestrade dans sa *Sicile sous la monarchie de Savoie*, ne le pensent,

ni le sénateur ancien ministre, M. Villari, ne le donne à penser. A l'époque tout à fait actuelle et au moment de la présente enquête, s'offre à moi un contraste assez piquant (bien qu'il n'ait rien de très inattendu pour ceux qui vont souvent en Italie). Le jugement le plus favorable à l'unité italienne (sans être enthousiaste) me vient d'un jésuite, supérieur d'un grand séminaire. Il est vrai qu'il est Piémontais et que, bon gré, mal gré, il doit voir dans l'unification de la péninsule le triomphe mérité de sa province maternelle. Puis, je suppose que, comme beaucoup d'ecclésiastiques, il s'attache à la dynastie siégeant à Rome comme à un dernier rempart contre une nouvelle et plus redoutable révolution. En tout cas, il estime que M. Georges Goyau a poussé les choses un peu trop au noir, que l'union a été un bienfait pour le midi et que ce n'est pas seulement son avis personnel. Il ne croit pas que la bourgeoisie ait pu exploiter la dernière révolution « plus qu'elle ne l'a fait ailleurs et en tous temps », j'ai soigneusement noté ces dernières paroles. C'est ce qu'on appelle plaider coupable, en réclamant une grande indulgence.

Le jugement le plus défavorable, qui me le fournit ? La manifestation concertée, le 10 août 1910, à la Chambre du travail de Rome, entre socialistes purs, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et étudiants libertaires ! C'était à propos des incidents de Bari, où le peuple ayant réclamé en masse et bruyamment contre le renchérissement de la vie, les carabinieri tirèrent, sans provocations bien redoutables, et tuèrent

une ou deux personnes. Là, sans doute, on pouvait s'attendre à cet état d'esprit qui, depuis quelques années, fait fi de l'ancien patriotisme, met les intérêts des prolétaires fort au-dessus des combinaisons gouvernementales, au-dessus même des destinées nationales et croit enfin que la véritable unité, c'est celle des classes en révolte contre la société capitaliste. Mais le langage tenu dans cette séance n'en est pas moins à noter.

Les déclarations du syndicaliste avaient, en effet, beaucoup de précision et de portée : « S'il y a, s'écriait-il, une question méridionale, cela vient de l'énorme erreur de l'unité italienne, dont le Midi n'a rien retiré, que l'unité de la fiscalité (*che l'unita del fiscalismo*). L'unité italienne n'a pas été l'œuvre de la fraternité des populations, elle a été simplement une conquête de l'armée piémontaise secondée par de mystérieux accords internationaux. » Il ajoutait : « Les Pouilles (il aurait tout aussi bien pu dire toutes provinces du Midi) sont livrées à l'anarchisme individuel, car elles ont été abandonnées par la troisième Italie, monarchico-démocratico-socialiste, qui n'a eu d'autre plan que de les initier à de ténébreuses compétitions électorales. Je sais bien qu'on s'est toujours tué dans les Pouilles, pendant les processions, pendant les divertissements, pendant les élections. On dit toujours au prolétariat que les carabiniers, commandés par de meilleurs préfets, devront n'user de leurs armes qu'avec une extrême prudence. Toutes les promesses du gouvernement sont des chansons. La Pouille est

au point où elle était il y a cinquante ans, et la foule qui s'y fait égorger pour un candidat politicien se donne l'illusion d'être aujourd'hui dans un pays civilisé ! »

Que le gouvernement italien mérite, avant tout, le reproche d'avoir négligé la viabilité des campagnes méridionales, c'est ce qui ne saurait être nié. Les chemins de fer construits ont de l'utilité pour le royaume dont ils complètent le réseau et auquel ils prolongent le trafic. Mais outre qu'ils sont peu nombreux et passent dans des défilés sujets à malaria, il faut se rappeler qu'une région ne peut guère profiter elle-même des voies ferrées qui la traversent, si elle n'a pas de bons chemins pour y aller et en revenir. Or, sous ce rapport, l'état de ces provinces est lamentable. Est-ce pour s'épargner la formation d'une classe d'ouvriers d'usines, comme un socialiste de la Chambre du travail de Rome en accusait le ministère ? Non ! car beaucoup d'autres leur reprochent, au contraire, d'avoir voulu fonder à tout prix des industries peu viables, de les avoir favorisées par des moyens factices. Les lois protectionnistes adoptées, disent ces critiques (et ils ne manquent pas d'autorité), ont pu aider certaines usines du Nord, mais sans réussir à développer une industrie vraiment nationale et, en amenant les nations étrangères à prendre des mesures de représailles, elles ont atteint gravement la source la plus naturelle de la richesse de l'Italie, l'agriculture. Elles l'ont atteinte en l'empêchant d'exporter avantageusement ses produits ; elles l'ont atteinte aussi en la



contraignant à tout acheter plus cher, depuis ses machines et ses outils jusqu'aux objets les plus indispensables à la vie quotidienne de ses travailleurs. C'est là ce que disait très hautement un journal très estimé, la *Stampa* (nuance du *Temps*), dans le numéro même où il insérait les discours de la Chambre du travail de Rome. « A chaque nouvelle rupture des rapports commerciaux, à chaque nouveau traité de commerce, disait-il pour son propre compte, les Pouilles agricoles et maritimes ont reçu un coup qui a misérablement paralysé le peu d'audace et d'initiative qu'on trouve dans le Midi ; on a ainsi détruit en bloc des économies suées péniblement (*ben sudati risparmi*). Il est clair que dans une telle lutte ce sont les provinces méridionales qui doivent perdre le plus. »

Perdant davantage, elles ont encore plus de peine à supporter ce que le syndicaliste appelait « l'unité fiscale », mot très expressif, qui résume tout un autre aspect illogique et artificiel du royaume, jusqu'à présent du moins. Se prêter aux dépenses d'un grand état militaire, les provinces du Nord le peuvent, celles du Midi ne le peuvent pas. L'égalité même, l'égalité mathématique qu'on leur applique dans le budget comme ailleurs, devient une injustice criante, aussi bien dans l'ordre des impôts qu'on peut appeler intérieurs que dans ceux que prélève la douane. L'homme du sud récolte moins, vend moins, est obligé d'acheter plus et plus cher, et il paie sur le même pied ; car il faut que tous concourent également aux dépenses de la guerre, à celles de la marine, etc. Voici longtemps déjà qu'on a

mis cette situation en pleine lumière : tout ce qui en a été dit est de plus en plus vrai.

Cette situation est encore aggravée par la mauvaise administration. Si dans les provinces septentrionales il suffit d'une élite sociale forte, indépendante, éclairée pour créer une presse à son image et tenir en respect l'autorité, on ne peut compter au midi sur une pareille protection. Le mal sans doute est atténué autant que possible dans tout ce qui touche à l'administration centrale dirigée par les pouvoirs nationaux ; dans l'administration régionale et communale, il paraît profond. On a mis d'abord ces populations dans une passe difficile par le seul fait que l'Etat a commencé par prendre tous les biens collectifs, tous les domaines qui constituaient d'admirables réserves et que, dans l'organisation à laquelle on les a soumis, rien ou presque rien, nous l'avons vu, n'est revenu aux communes, au peuple même encore moins. Il a donc fallu que ces communes se créassent des ressources : elles en ont cherché dans des taxes locales particulières, notamment dans les octrois qui, au dire des hommes les plus au courant de ces choses, sont quatre fois plus lourds dans la Sicile toujours appauvrie que dans le Piémont ou la Lombardie, toujours enrichis.

Ces taxes du moins sont-elles, là où elles sont prélevées, équitablement réparties, équitablement recueillies, équitablement employées ? Dans son dernier écrit, dont j'ai donné plus haut un extrait, Cavour, après avoir dit qu'il fallait assurer la prospérité de l'ancien royaume de Naples et qu'on le pouvait, ajoutait : « La régéné-

ration de l'Italie dépend en grande partie de la force et de l'honnêteté du gouvernement ; mais il est nécessaire de savoir résister aux passions et aux influences politiques, dût-il en rejaillir sur le ministère une forte dose d'impopularité. Il faut encore que nos populations envoient à la Chambre des députés honnêtes et indépendants, ayant en vue l'intérêt général plutôt que les intérêts particuliers. » Belles paroles à méditer en d'autres pays que l'Italie ! Beau programme dans lequel se glissait, ce semble, un aveu, on peut presque dire une prophétie : car pour avoir une juste idée de ce qui se passe en ces provinces que le célèbre homme d'Etat mettait ainsi sous sa protection, — et il le leur devait bien, — il faut prendre à peu près le contrepied. Avec la meilleure volonté de ne rien forcer, on ne peut faire autrement que de noter avant tout le fait capital que voici : les classes qui ont accompli la révolution et ont constitué l'unité, l'ont fait à leur profit à peu près exclusif ; et ce sont elles qui, dans le Midi, sont à peu près seules à voter ; ce sont donc elles que le pouvoir central doit ménager quand les décisions viennent de lui ; c'est à elles qu'il doit inévitablement laisser tout faire quand c'est d'elles que dépendent les décisions et la manière de les exécuter.

« Elles sont seules à voter. » — Ceci étonnera peut-être plus d'un lecteur. Est-ce que le suffrage universel n'existe pas en Italie ? — En principe, oui, mais d'abord les classes très élevées et les familles vraiment religieuses sont le plus souvent retenues par le *non expedit* et s'abstiennent ; puis le peuple proprement dit vote très

peu parce que le droit de suffrage est retiré aux illettrés. Ces derniers sont déjà, dans la réalité, très nombreux. En 1872, ils formaient les trois quarts de la population masculine de vingt et un ans. Au dernier recensement, ils étaient encore plus de la moitié. Or, les municipalités au pouvoir ne se gênent pas du tout, paraît-il, pour déclarer dénué de l'instruction primaire nécessaire et, en conséquence, rayer des listes électorales, un citoyen dont l'opinion leur est suspecte.

A Tarente, on me montre la place sur laquelle, au 1<sup>er</sup> mai précédent, ont évolué les ouvriers manifestants. Ils étaient au nombre de 5 ou 6000 : leurs drapeaux, leurs attitudes, leurs cris, les affiches qui les avaient convoqués, les discours qu'ils avaient applaudis, tout exprimait de leur part des sentiments socialistes probablement très peu clairs, mais non douteux. Or, aux élections, quelles qu'elles soient, il n'y a pas plus de 250 voix socialistes. Pourquoi ? Parce que sur les 5 ou 6000 manifestants il y avait trop peu d'électeurs, non seulement votants, mais inscrits. S'ils sont contents de leur sort, — tout en n'étant défendus ni par une aristocratie traditionnelle, ni par une dynastie acceptant des responsabilités, ni par eux-mêmes, — à leur aise ! Mais s'ils ne le sont pas, la sécurité des élus peut être trompeuse, comme elle l'a été en d'autres nations. Quand le second Empire a rétabli d'un seul coup le suffrage universel, certes il y eut beaucoup d'objections à faire, et il en reste plus d'une, appelant des réformes profondes. Mais du moins, en faisant son coup d'Etat, Napoléon III s'était-il mis dans la nécessité de satisfaire le peuple



des campagnes qui allait voter, et il le satisfait jusqu'au moment de ses rêveries et de ses indécisions également mortelles. Avec le système en vigueur chez elle, la nouvelle monarchie de Rome est vraiment trop encouragée à négliger et à laisser négliger les intérêts populaires. Dans cette ville de Tarente, tous les conseillers municipaux sont des « libéraux », traduisez des « radicaux » de la nuance des nôtres. Le député, lui, doit être pour Tarente, agir et voter pour Tarente, c'est-à-dire, bien entendu, pour ceux qui l'y ont élu et qui sont minorité. Quant au reste, on lui permet d'être tout ce qui lui plaira. Telle est l'image, non seulement de Tarente, mais de sa province et de chacune de ses voisines.

Cette classe, qui vote à peu près seule et pour elle seule, est d'autant plus portée à cet égoïsme calculateur, ami des démonstrations artificielles et fausses, ami surtout des privilèges et des faveurs, que sa situation est encore instable. Avec des restes de vieilles familles habituées à la générosité du patronage et des familles moyennes heureuses d'exercer une action savante, utile, honorable, patriotique, le Piémont, la Lombardie, la Toscane réussissent à faire de belles et bonnes choses. Dans le Midi conquis et exploité, rien de pareil. En partie par sa faute, en partie par celle des événements, l'aristocratie est absente ou annulée ; les classes moyennes sont ou besogneuses ou encore à la joie personnelle des aubaines que leur ont procurées soit l'usure, soit la capitation de privilèges d'ordre politique, soit l'une et l'autre cumulées.

Voici la ville de Bari, chef-lieu de la province du

même nom et capitale de toute la Pouille (1). Au moment de la grande exportation des vins et des huiles, elle s'est beaucoup enrichie. Elle a pu se croire à la veille du plus brillant avenir. Autour de la vieille cité court un boulevard qui rappelle les grandes villes industrielles ou commerçantes en développement. On y voit ici un énorme théâtre, comme celui de Palerme, là la résidence d'un banquier qui, sur une voie poussiéreuse, au milieu de constructions vulgaires, s'est élevé un palais vénitien, dont la seule façade, copiée sur la plus fastueuse du Grand Canal, a coûté 300 000 francs. La France est pour beaucoup dans cette prospérité. Au mois d'avril qui précédait ma visite, neuf grand voiliers étaient partis pour Nantes avec des chargements composés tout entiers d'huiles d'olives destinés à la fabrication des conserves de Bretagne. La maison Gazagne, de Marseille, a introduit de plus la fabrication d'huiles industrielles avec le traitement des résidus par sulfure de carbone. On estime qu'elle a ainsi procuré au pays un produit annuel d'environ 6 millions. Le commerce des amandes est aussi très actif. Malheureusement la spéculation gâte ici bien des choses. Beaucoup de petits propriétaires, m'explique notre vice-consul, spéculent sur leurs propres produits en passant avec les maisons d'exportation des marchés à terme. Mais les gros propriétaires spéculent encore davantage en achetant aux petits, qui sont souvent des débiteurs à leur merci,

(1) La Pouille se compose des trois provinces de Bari, Lecce, Foggia.

des paquets d'engagements à livrer qu'ils revendent. Chaque année ces marchés sur les olives et sur les amandes amènent des déconfitures. Seuls, les très grosses maisons et les banques sont sûres de toujours gagner.

A un moment de la journée, je demandais mon chemin à un franciscain que je croisais dans la rue. A ma manière de parler, il sursauta joyeusement et me dit : « N'êtes-vous pas Français ? » Puis il me raconte qu'il a passé neuf mois à Paris, rue des Fourneaux, et six ans en Egypte où il visitait surtout la colonie française. Je le questionne donc à mon tour. Il me fait l'éloge des habitudes laborieuses du peuple de Bari, supérieur en cela au peuple de Foggia qui est lui-même plus travailleur que celui de Lecce. Mais il déplore, lui aussi, les récents et considérables progrès de l'émigration qui amène dans les familles une désorganisation dont il ne me cache aucune misère. Il voit grandir l'irréligion, non par cause, mais effet. — il tient à me le bien répéter, — de l'immoralité croissante. Quand je l'interroge enfin sur les classes sociales de la région, il me dit qu'il n'y en a, en somme, que deux, les riches et les pauvres : peu ou point d'intermédiaires ! « Ceux que vous appelez, en France, les hommes des classes moyennes, me dit-il, les fonctionnaires, les avocats, les médecins, sont eux-mêmes de pauvres gens. » Après l'avoir quitté, je puis m'entretenir avec le chef d'une grosse maison provençale. Il me confirme absolument ce que vient de me dire le franciscain : ici, à proprement parler, pas de classe moyenne ; « la bourgeoisie est pauvre ».

On ne sera pas surpris dès lors qu'elle se divise en deux portions assez inégales : celle des résignés, qui ne font rien, pas plus pour eux que pour les autres, et celle des intrigants, qui ne font rien que pour eux-mêmes. Ni pour les premiers, ni pour les seconds, il ne s'agit d'être républicain ou royaliste, homme de droite ou homme de gauche : ces dénominations peuvent être courantes, elles n'ont pas plus d'importance que la couleur ou la forme des chapeaux ou, si vous voulez quelque chose de plus relevé, que la préférence donnée historiquement, soit à Garibaldi sur Cavour, soit à Cavour sur Garibaldi. Il s'agit de faire partie de ceux qui réussissent à mettre à leur disposition le pouvoir local, voilà l'essentiel. Les résignés ou les impuissants subiront donc tout ce dont les autres se feront décharger. Ce sont les premiers qui perdront les procès et les autres qui les gagneront : ce sont les premiers qui paieront le maximum de tout impôt, tandis que les seconds seront exonérés, s'il le faut, des taxes, des plaintes et des poursuites. On ne serait pas embarrassé pour citer tel autre pays qui descend sur cette même pente, mais enfin avec certaines résistances qui laissent espérer de meilleurs jours. L'Italie, et surtout l'Italie du Sud et dans cette dernière, surtout, la Sicile ont roulé depuis longtemps jusqu'au fond. Ceux qui ne peuvent pas s'en accommoder et qui ont encore quelque énergie partent. Comment les retenir et comment retenir les générations futures ? Comment les faire remonter à un état plus digne de la civilisation dont nous sommes si orgueilleux ?



∴

L'universitaire distingué, l'homme politique obligeant avec qui j'ai pu m'entretenir assez longuement à Naples m'a développé trois idées tout à fait caractéristiques de l'esprit qui règne dans le monde gouvernemental où il jouit d'une si légitime autorité.

En premier lieu, « l'émigration est le salut économique de l'Italie ». C'est là, convenons-en, un expédient qui peut sembler facile : laisser les gens aller gagner en Argentine, au Brésil aux Etats Unis, de l'or qu'ils expédieront en Italie... Mais outre que ceci équivaut à ne rien faire, on a vu, par tout ce qui précède comment l'émigration italienne a atteint et même dépassé les proportions en deça desquelles elle était utile. N'y revenons pas.

Mon interlocuteur, toutefois, a un autre plan paraissant prévoir des interventions positives. C'est, comme la plupart des plans italiens, un projet, je n'ose dire un rêve grandiose où tout a été prévu, tout, sauf les moyens d'exécution. A première vue, c'est très simple : en Basilicate, tout reboiser de manière à faire de la province une vaste forêt ; en Calabre, aménager toutes les chutes d'eau pour en mettre la force à la disposition de nombreuses usines. A coup sûr, ces deux idées se justifient d'elles-mêmes et elles n'ont rien d'essentiellement utopique. Elles ressemblent à l'un de ces plans de bataille

où l'on se propose d'enfoncer le centre ennemi, puis d'envelopper sa droite ou sa gauche. Seulement où sont, encore une fois, les moyens d'en venir à bout?

Trois modes d'action peuvent être mis en mouvement : l'action du gouvernement central, l'action des municipalités, l'action des entreprises libres attirées par l'espoir d'un important, mais juste bénéfice. Il va sans dire qu'aucun des trois ne pourrait rien sans le concours d'actions individuelles répondant avec une certaine confiance.

L'action gouvernementale à l'égard des provinces déshéritées ne brille pas beaucoup par l'esprit de suite. La *Nuova Antologia*, dans des articles très étudiés, très lucides, rappelait tout récemment qu'en 1904, le Parlement avait voté en faveur de la Basilicate un certain nombre de mesures promettant des effets sérieux. Reboisements, routes, chemins de fer, travaux hydrauliques devaient d'abord transformer la face matérielle du pays. Puis se dressait toute une forêt... de projets de loi sur les emphytéoses, sur l'exploitation des domaines publics par les cultivateurs, sur l'organisation des caisses de petit crédit... Pour éviter les abus et les mécomptes, l'Administration allait se faire partout intermédiaire, partout tutrice et protectrice ; elle allait veiller — c'était prévu — à ce que les nouvelles familles eussent toutes des contrats équitables en bonne et due forme. Enfin, les millions étaient votés libéralement. Mais bientôt deux ordres d'objections s'élevèrent, dans la province même de Basilicate et dans les autres. En Basilicate, on trouva que le gouvernement

central en faisait à la fois trop et trop peu. Il voulait retenir les habitants sur des terres « bonifiées » ; mais y réussirait-il, si, après avoir rectifié, régularisé les cours d'eau fertilisants, il n'avait pas soin d'amener des dérivations d'eau potable à côté des habitations, s'il n'aidait pas les cultivateurs à acheter des instruments de travail ? Pourquoi des caisses rurales, pourquoi des banques de crédit, si elles ne sont pas à la portée des 125 communes de la province ? Tout cela était très spécieux ; mais alors les fonds votés devenaient insuffisants, sans compter que si le pouvoir devait intervenir partout pour empêcher le moindre écart, il faudrait mettre un inspecteur à côté de chaque famille : le tout pourrait mener loin et conduire à une déperdition à peu près complète des bénéfices de l'opération.

Toutefois, si on avait concentré les études et les efforts et les millions sur la même province en un temps sagement mesuré d'après des calculs bien établis, on aurait certainement obtenu des résultats qui en eussent appelé et facilité d'autres. Le mal était tel qu'il fallait agir promptement et vivement, donner de toutes ses forces sur les points les plus compromis. Mais d'autres provinces avaient presque aussitôt réclamé, et on eut la faiblesse de les faire profiter tout de suite de pareilles mesures (1). Alors il fallut allonger

(1) C'est ce qu'on a fait en France pour les travaux des ports ; aussi les plus importants sont-ils toujours devancés par les ports concurrents de l'étranger.

les délais et, au bout de peu de temps, tout s'arrêta, excepté l'action dévastatrice des déboisements, des glissements et éboulements de terrains et des départs multipliés d'émigrants.

Le pouvoir central voulut, d'autre part, assurer lui-même la fameuse « colonisation intérieure », en établissant lui-même des groupes de population dans les contrées qu'il avait le regret de voir dépeuplées. Ici encore le problème est facilement résolu, — sur le papier, — par une foule de gens : trop de travailleurs d'un côté, pas assez de l'autre, prenez en donc là pour en mettre ici, quoi de plus simple ? Ceux qui raisonnent ainsi sont ceux qui se demandent tous les jours pourquoi l'Italie, qui envoie des millions de ses enfants en Amérique, ne peuple pas son Erythrée et ne submerge pas la Tripolitaine, pourquoi elle ne réserve pas pour ses propres navires les 12 ou 15 millions que ses émigrés versent chaque année aux flottes de commerce de l'étranger. Ils doivent se demander également pourquoi l'industrie de l'Italie ne fait pas plus chez elle, alors qu'elle vient d'entreprendre et de faire aboutir seule, au Montenegro, sans subvention du gouvernement, toute une série de travaux publics, port d'Antivari, navigation sur le lac de Scutari, chemins de fer, le tout couronné par l'organisation du monopole des tabacs. Avant de répondre à ces dernières questions, recueillons ce témoignage des Italiens eux-mêmes : « Les projets de placement des familles agricoles par les soins de l'administration n'ont donné que des résultats quasi nuls. »



Alors, il faut décentraliser, intéresser les municipalités aux travaux, les charger de diriger les opérations !... A coup sûr, les municipalités ne demanderaient pas mieux. Mais dans quel esprit, dans quel but, avec quelles perspectives ? Je ne ferai pas la réponse moi-même ; je ne la demanderai même à aucun de mes compatriotes, ni à aucun de ceux qui ont soutenu avec tant d'énergie, depuis vingt ans, les griefs de la partie la plus éprouvée, peut-être, par les scandales municipaux, la Sicile. Je me borne à dire que tout ce qu'ils ont pu exposer se résume admirablement dans ce passage de la *Nuova Antologia*, du 1<sup>er</sup> avril 1910 : « Les municipalités de la Basilicate [et de la Calabre] sont absolument inférieures à leur tâche ; elles ne sont que des champs de bataille pour la prédominance d'une classe sur une autre ; l'autorité n'est dans leurs mains qu'un moyen d'exploitation. Leur confier une œuvre quelconque d'intérêt public, c'est se condamner à un avortement absolu. »

Il est cependant des travaux de bonification qui ont réussi dans la Basilicate et y ont renouvelé les succès des entreprises des Bouches du Pô et des Maremmes. Près du lac de Montichio s'étendaient 5168 hectares ayant appartenu jadis aux Bénédictins, puis à l'Eglise, puis à l'Etat, qui, à son tour, les avait vendus ; et, depuis cette dernière opération, ils avaient encore changé plusieurs fois de propriétaires. A toutes ces transmissions successives le domaine n'avait point gagné, tant s'en faut, et le territoire revenait à l'état sauvage. Depuis 1892 il s'est transformé. Vingt familles y sont

d'abord venues, presque toutes de la province d'Ancone et de la ville d'Aquila, puis vingt autres de la Pouille et d'Avellino, puis enfin cinquante familles de différentes parties de la province même de Basilicate. A la plupart de ces familles ont été constitués des fermages ou des métayages variant de 13 à 16 hectares (un seul a été porté à 60). Installées là, elles ont travaillé, amorti les prêts du début, racheté la moitié de leur bétail, constitué des épargnes variant, assure-t-on, de 1000 à 3000 livres par famille. A côté de celles qui ont été ainsi fixées au sol, il en est qui travaillent à la journée dans des opérations de voirie, dans des constructions, ou bien encore dans la mise en valeur de certains terrains non allotis et exploités directement... par qui ? Par les sociétés qui ont entrepris l'œuvre, librement, à leurs risques et périls !

En effet, tout le territoire de Montichio, après les péripéties que j'ai esquissées, est tombé entre les mains de plusieurs sociétés, la société Lanari, une société immobilière et des sociétés d'assurances. Là où le gouvernement a dû laisser reconnaître son impuissance et les municipalités leur inaptitude, pour ne pas dire leur indignité, ces sociétés ont donc réussi. Pourquoi ? Parce que chacune a préalablement mesuré le rendement probable de son entreprise, qu'elle a étudié méthodiquement, économiquement (dans le sens le plus complet du mot), quelquefois par projets mis au concours et primés, tous les détails de l'exécution ; parce qu'ensuite elle a choisi, en vue du résultat à obtenir, les familles qu'elle a jugées les plus capables d'assurer les

bénéfices à partager. L'aiguillon de la responsabilité, le bienfait de la liberté, la fierté de réussir par soi-même là où un gouvernement aurait échoué, l'attirent enfin d'un gain bien gagné, autant de causes qui ont produit ici leurs effets accoutumés.

Quels que soient néanmoins les mérites et les bienfaits de pareilles entreprises, elles ne suffisent pas. Des milliers de familles en demeurent forcément exclues. On dit : « celles-ci prennent modèle sur les privilégiées » ; oui, quelquefois ; mais plus souvent elles les jalourent, et si l'on veut que le premier sentiment l'emporte sur le second, il faut que les plus heureux s'y prêtent. Enfin, ceux-là mêmes qui ont répondu aux appels exceptionnels, ont donné leur collaboration et en ont été récompensés, ne resteront pas longtemps à l'état de pupilles ; mais en s'émancipant, ils voudront trouver les moyens de ne pas retomber dans un état analogue à celui d'où on les a sortis, ou pire encore. C'est là un fait qui s'est reproduit si souvent !

A tout cela, il y a un obstacle d'ordre psychologique. Ici, le syndicaliste Orano est absolument d'accord avec les observateurs de toute opinion, de toute croyance, pour signaler l'individualisme obstiné du paysan méridional. C'est bien le cas de dire que le meilleur moyen de rapprocher les hommes n'est pas toujours de les réunir. Ces paysans entassés, serrés les uns contre les autres, dans d'énormes bourgs, sont infiniment plus réfractaires à l'association que ceux des communes plus disséminées de la Lombardie et du Piémont. Il est superflu d'expliquer comment cette ré-

pugnance à l'association discutée, raisonnée, méthodique, à ciel ouvert, n'exclut pas du tout, mais appelle les relations cachées, l'abandon aux usuriers, l'entrée dans quelque secte occulte ou dans quelque bande. Cette apparente contradiction se retrouve partout. Ce qu'il y a au fond de cette double tendance est sans doute un mélange d'apathie ne se prêtant qu'à des efforts intermittents et de méfiance. L'apathie peut s'expliquer par le climat et par la dureté des conditions de vie ; la défiance ne peut venir que du souvenir de tant d'injustices anciennes et du sentiment d'injustices nouvelles. L'homme du peuple voit d'ailleurs les gens des classes plus élevées se défier les uns des autres. Dans une ville relativement très florissante de l'extrême sud, à Lecce, on en dit : « Les grandes familles ne mettent pas elles-mêmes leur argent en circulation ; elles le déposent dans des banques qui, elles, le font fructifier dans des placements à l'étranger, ou, depuis quelque temps, vu l'énorme élévation des loyers, dans des constructions et achats de maisons. Le commerce local se réduit au strict nécessaire : les familles aisées se fournissent par les colis postaux venus de France ou par des commandes aux dépôts que les grands magasins du dehors ont établis à Turin, à Milan, à Rome. » Le gouvernement affecte de vouloir régénérer les rapports sociaux et les institutions économiques, comme il avait promis de régénérer les forêts et les cours d'eau. Il aurait voulu, ce qui est bien naturel, hâter le développement d'une grande industrie nationale. Il a même fait des efforts de diverse nature pour éliminer



les entreprises étrangères. S'y est-il toujours bien pris ? A Naples, le service des tramways avait été concédé à une compagnie belge. Peu avant l'expiration du contrat éclatait une grande grève. Dans l'opinion générale, elle était soutenue par la municipalité désireuse de rebuter les concurrents et d'écarter au moins ceux de l'étranger. Mais au bout de trois semaines, la population en avait assez ; elle prenait visiblement parti contre les grévistes, et l'ancien contrat était renouvelé.

L'esprit d'association et l'esprit d'entreprise, si nécessaires l'un à l'autre, manquent donc également à ces populations, tant qu'elles demeurent dans le milieu héréditaire ou qu'elles en subissent les longues influences. Il y a bien çà et là des syndicats ouvriers, à Bari, par exemple, où aujourd'hui tous les ouvriers sont syndiqués ; mais l'action de ces groupements est limitée : elle se borne à des commencements de grève, à des manifestations passagères ou encore à quelque une de ces interventions comme celle qu'on me dit s'être produite dans l'une des dernières années à Cérissolles, pays des fameux vignobles La Rochefoucauld de la Bisaccia et Paloncelli. Les propriétaires étaient encombrés de vins qui ne se vendaient pas : les caves étaient pleines et les caisses vides. Effrayés de plus par la hausse des salaires et ne voulant pas dépenser pour la récolte plus que la vente ne pouvait leur rapporter, ils ne se décidaient pas à vendanger. Alors les ouvriers vinrent en masse, pénétrèrent de force dans les vignes, firent la vendange et contraignirent les propriétaires à les payer sur le tarif antérieurement adopté.

De pareilles tentatives ne sauraient mener bien loin, et encore sont-elles isolées. Elles le sont surtout dans le monde agricole, car le syndicat antiphyllloxérique de Ruvo est communément appelé « le miracle du phylloxéra » et il n'a réussi, me dit-on, à Ruvo que parce qu'il avait le contrôle du gouvernement.

Ce gouvernement a bien essayé d'user des grands moyens, c'est-à-dire des subventions. Il a offert des primes allant jusqu'à 2 francs par hectolitre aux associations agricoles se formant pour la vente des vins ; mais les acheteurs, — car ce sont eux qui sont désirables, — n'en ont pas été touchés. Il a offert aux distillateurs des réductions de droits considérables qui leur eussent permis de vendre leurs produits à des prix très inférieurs et pourtant rémunérateurs pour eux. L'eau-de-vie d'Italie allait se substituer partout au cognac. Comme on pouvait s'y attendre, le pays se couvrit de distilleries ; mais le gouvernement, se voyant obligé à trop de sacrifices, abrogea ses propres lois, et les distilleries se fermèrent.

Cherchons-nous maintenant des exemples de ces caisses rurales, de ces assurances agricoles, de ces banques de petit crédit comme nous en avons admiré dans la haute Italie ? Jusqu'à présent, il n'y en avait nulle part, L'Etat a mis à la disposition de la Banque de Naples une somme d'environ 10 millions, donnés en pur don, pour aider à la formation de ces institutions. Les 10 millions sont encore là. Ils ne pourraient servir à la population vraiment intéressante qu'à la condition qu'il y eût en maint endroit de petites ins-

titutions s'alimentant près de la grande et canalisant l'aide reçue, la distribuant, la faisant parvenir sûrement aux mains les plus capables d'en tirer parti. Or, ce sont précisément ces œuvres secondaires qui manquent, soit qu'on n'ait même pas pu les créer, soit qu'on les ait laissées succomber, faute de gens voulant bien s'en servir. J'ai trouvé à la Chambre française de commerce, à Naples, des hommes bien au courant de l'état économique du pays : car ils représentent de grosses entreprises vivant, en grande partie, de capitaux français, services d'éclairage (dont le traité va jusqu'en 1937), fabriques de conserves alimentaires travaillant pour la Belgique, l'Angleterre, les Etats-Unis. Tous me disent : « Les institutions aimées de M. Luzzati ont ici peu de succès, sinon près de ceux qui auraient pu à la rigueur s'en passer et qui y gagnent de quoi faire encore mieux leurs affaires. Les petits sont défiants et inspirent de la défiance. La banque de Naples, — et ce n'est pas de sa faute, — ne rend pas les services qu'on attendait d'elle. Les effets lui sont présentés par des gens d'affaire qui profitent de l'escompte à 5 pour 100 et qui s'en font ensuite payer 25, quand ce n'est pas bien davantage. Une autre plaie, c'est la loterie. Plus on est pauvre, plus on y a recours ; et c'est surtout dans le Midi qu'elle constitue un gros revenu pour le gouvernement. »

Telle est la situation : une population contenant des réserves de vigueur qu'aucun pouvoir n'a réussi jusqu'à présent à instruire et à former. Elle n'a plus le patronage d'autrefois, celui des vieilles familles, celui de

l'Eglise, celui d'un gouvernement qui laissait au moins subsister les biens collectifs et n'affligeait les pauvres gens ni par les gros impôts, ni par le service militaire universel. Par ses opérations d'émiettement des gros territoires ecclésiastiques et domaniaux, le gouvernement nouveau n'a réussi qu'à constituer, au profit exclusif de ses partisans, une propriété égoïste qui, par les déboisements, a compromis de la façon la plus grave le sol cultivable ; on a ainsi poussé à une émigration devenue excessive et, par conséquent, pernicieuse. Pour couronner le tout, il s'est vite reconstitué une série de latifundia, se contentant de la culture extensive et arrêtant tout progrès. Ce n'est pas à sa pauvreté ainsi imposée que le Midi doit le surcroît de criminalité qui le met à part dans le royaume : sa pauvreté et sa criminalité sont des effets distincts de cet état d'individualisme et d'abandon qui rend ses enfants incapables, en Italie, d'efforts suivis, prudents et concertés.



Je laisserais dans cet exposé une très grosse lacune si je ne prenais la responsabilité de dire quelques mots du rôle du clergé, de son rôle d'hier, qui se prolonge encore, puis de celui auquel il semble heureusement se préparer en acceptant plus ou moins volontiers une réforme trop peu connue.

A défaut d'un saint Pierre Damien, d'un P. Eudes ou d'un P. Bourdoise, celui qui a été à même d'ap-



dù, si on ne dit rien de la profondeur du mal auquel il a eu le courage de s'attaquer. J'ai vu et admiré le grand séminaire régional de Lecce où l'on a concentré la population de 14 ou 15 séminaires. La suppression de ces derniers a dû être singulièrement douloureuse : mais on a groupé ainsi 200 élèves formés enfin selon des méthodes non plus italiennes, mais romaines (car, au point de vue religieux, il y a quelques différences entre ces deux termes), me permettra-t-on d'ajouter avec des emprunts à la France catholique ? Ceci n'est pas une assertion dictée par l'amour-propre national ni une hypothèse complaisante. Au séminaire de Lecce, j'étais reçu par un supérieur piémontais accompagné par un professeur de théologie qui est un jésuite français. Enfin il y a présentement en Sicile 4 grands séminaires (à Agrigente, à Noto, à Piazza Armerina et à Caltagirone), dirigés par des Lazaristes français qui ont seuls assumé, de par la volonté du Pape, la charge de la réforme : c'est bien une charge, en effet, et qui n'est pas petite.

Ceux qui me font l'honneur de me parler avec le plus de franchise et de simplicité me disent : « les jeunes gens qui nous arrivent sont, au point de vue religieux, dans un état qu'on peut caractériser par ces deux mots, superstition et paganisme. Comme ils ne paraissent pas s'en douter, nous devons nous appliquer d'abord à leur former une conscience, une conscience, d'hommes, entendez bien, sachant discerner ce qu'il faut entendre par la probité et par les mœurs : puis, nous leur apprenons ce que c'est que la religion (1), et

(1) Mes hôtes m'apprenaient qu'ils venaient d'avoir un suc-

enfin ce que c'est qu'un prêtre. La plupart s'y prêtent ; mais pour obtenir quelques résultats, il nous faut persuader chaque année à une vingtaine d'entre eux qu'ils n'ont aucune idée de la vocation sacerdotale. Autrefois, ils seraient restés sans scrupules. »

J'avais lu avec intérêt, mais aussi avec quelque défiance, çà et là, l'analyse (1) d'une enquête faite sous le patronage du vénéré M. Villari, par trois hommes distingués qui s'étaient partagé les divers champs d'étude (agriculture, économie sociale, etc.). Lorsque, déplo rant la décadence des populations, ils s'en prenaient à l'insuffisance du clergé, ils n'avaient pas de peine à me convaincre. Ils en avaient un peu plus, je l'avoue, quand, à propos des émigrations, ils semblaient l'accuser, eux aussi, de trop favoriser quelquefois le départ des maris s'en allant seuls. J'ai donc questionné l'un de nos religieux qui m'a répondu : « Que voulez-vous ? Dans les conditions qui subsistent encore, pas de science, pas de dévouement, pas de dignité dans la vie, pas de conscience sacerdotale, on peut s'attendre à tout. » J'efface ici plus d'un témoignage rendu officiellement au zèle de nos compatriotes et à ses premiers résultats, mais chargeant par là même le passé invraisemblablement. Quelqu'un dira peut-être que j'en fais ainsi supposer plus qu'il n'y en a. Je répondrai simplement : non, c'est impossible ; mais il y a de ces choses

cès inespéré : ils avaient, en ville, obtenu que les enfants se préparant à la première communion fissent trois mois de catéchisme.

(1) La *Rassegna* du 1<sup>er</sup> janvier 1909.

prendre quelques vérités doit les dire, clairement et sans réticences. Quand notre P. Bourdoise écrivait, au sortir de nos grands troubles du seizième et du commencement du dix-septième siècle : « Je crois que tout ce qui se fait de mal se fait en ce moment par les ecclésiastiques » ; il forçait peut-être un peu la note, comme tous ceux qui tiennent à se faire écouter ; mais, par sa rude franchise, il préparait pour sa part un état de choses où, après l'Oratoire, après M. Olier, après saint Vincent de Paul, après Bossuet et tant d'autres, on aurait pu dire : « Tout ce qui se fait maintenant de meilleur et de plus immortel se fait grâce au concours de l'Eglise. »

Dans un livre que j'ai déjà cité, M. Combes de Lestrade, après avoir insisté à plusieurs reprises différentes sur l'état d'abrutissement et d'immoralité des trois quarts des Siciliens restant dans leur île, ajoute : « Nous n'avons parlé nulle part de l'influence du clergé : il n'y a rien à en dire, en effet, tellement ses membres diffèrent peu des autres paysans. » Pas un mot de plus. J'avoue que la tâche est difficile. Entamons-la tout de suite en disant que le mal, le très grand mal de l'Eglise d'Italie a été jusqu'ici la multiplicité énorme des petits évêchés, des petits diocèses, de 40 ou 50.000 âmes, et, en conséquence, la multiplicité de leurs séminaires étroits, anémiés, sans émulation, sans vues d'ensemble et payant un trop large tribut à cet esprit de mauvais municipalisme qui, par dessous la couche superficielle d'un patriotisme désireux d'attirer les regards, est la plaie du royaume.

Le futur prêtre arrive au séminaire profondément ignorant et ignorant de la religion, veux-je dire, car l'enseignement du catéchisme existe à peine en Italie (1). Affirmerai-je qu'il y reste et en sort aussi peu instruit ? Il en sort en tous cas bien insouciant de ce qu'exige la vocation sacerdotale : car il a pris ce sacerdoce comme une carrière facile, comme un moyen de rester chez lui, dans sa ville et dans sa famille. Celle-ci a fait, le plus souvent, des sacrifices pour lui assurer cette situation qui la relève et qui doit surtout lui procurer des avantages. Il reste donc attaché à son lieu et à sa maison d'origine comme un mollusque à sa coquille, et tout son zèle s'exerce en intrigues destinées à améliorer la situation des siens, à satisfaire à leurs exigences. Cette méthode de recrutement tout local et cette obstination dans l'immobilité font qu'il y a entre les paroisses d'étranges inégalités. Telle de 20 à 25.000 habitants comptera 75 prêtres, tandis qu'à quelque distance telle autre, d'égale importance, en aura 4 ; d'où il résulte que les uns ne font rien parce qu'ils sont trop, et les autres rien parce qu'ils sont trop peu.

Remédier à cet état de choses est un des titres de gloire du Souverain Pontife d'aujourd'hui : mais on ne peut rendre à ses efforts tout l'hommage qui leur est

(1) Voir dans le *Correspondant* de 1909 mes deux études sur la Suisse et les jugements si sévères d'un haut prélat catholique sur les immigrants italiens, et particulièrement sur les prêtres de leur pays qui viennent soi-disant les évangéliser.



sources, sont ceux qui — comme nos prêtres de Bretagne, d'ailleurs — s'affligent de n'avoir plus — ils le croient du moins — le moyen d'être utiles au peuple. Mais l'interdiction pontificale a besoin d'être interprétée. Elle ne saurait être en contradiction avec les exhortations répétées de Pie X à fonder des œuvres ouvertement, nettement catholiques. Est-il donc impossible que le prêtre soit le promoteur et le conseiller d'une œuvre, tout en préparant des laïques à en être seuls les administrateurs responsables ? Là évidemment est la solution de la difficulté. Fonder une œuvre n'est pas simplement ouvrir un bureau et y recueillir des fonds à distribuer : c'est obtenir le concours de volontés désireuses de s'éclairer mutuellement sur les conditions d'un succès durable. Or, une telle éducation, qui la fera, dans des villages arriérés, si ce n'est le prêtre ? Et ne peut-il y présider sans s'exposer à quoi que ce soit de suspect ou de compromettant ?

Création d'un meilleur clergé, création, dans les faits, d'une meilleure économie sociale pratique, il me paraît absolument évident que les deux doivent aller de front. Les radicaux et les anticléricaux le sentent parfaitement : car lorsqu'on leur parle de l'introduction dans le Midi de ces œuvres si florissantes dans le Nord, ils vous répondent, avec un dédain affecté ou avec une impatience mal dissimulée, que ce ne sont là que des procédés de réaction politique et religieuse : cela, je l'ai entendu ! Et, en effet, je m'explique très bien ce sentiment. Après avoir été si opprimé, si déçu, réduit à une telle misère et contraint à ne voir de solution

que dans l'émigration, le paysan de l'ancien royaume de Naples, très religieux au fond, ne peut plus s'en rapporter et se confier qu'à un seul homme. au prêtre, si c'est un bon prêtre. Si donc Pie X réussit à régénérer le clergé qui le préoccupe à bon droit, il n'aura pas seulement prouvé une fois de plus à l'Eglise de sa patrie d'origine, un amour efficace, il aura rendu, à la vie temporelle, à la vie sociale, à la vie nationale de l'Italie du Midi, le plus grand service qui lui ait jamais été rendu.

---

qui ne peuvent pas s'écrire. Je transcris cependant la conclusion que j'ai recueillie : « Pour régénérer cette Eglise, il faudra cinquante ans d'efforts suivis et suffisamment secondés. » Mais j'ai hâte de répéter aussi que déjà le jeune clergé formé dans les nouveaux séminaires et délivré du contact des camarades éliminés, vaut beaucoup mieux. On travaille même à le rendre aussi apte que l'élite du clergé septentrional à diriger des œuvres sociales. On sent très bien que là seulement serait pour ces provinces le gage d'une véritable rénovation. Par là seulement on le dégagera de ce qu'un journal italien appelait avec tristesse un état d'âme « balkanique et sud-américain ».

Si je n'ai point encore trouvé dans le Sud d'hommes ayant à leur actif des services comparables à ceux de Mgr Bonomelli, de Mgr Cerutti, de l'abbé Portaluppi, de l'abbé Pisani et de tant d'autres, en Lombardie ou en Romagne, j'y ai cependant rencontré de jeunes apôtres qui font tout ce qu'ils peuvent pour être dignes d'eux : l'abbé Scrofani, qui veille aux intérêts des pauvres ouvriers des mines de soufre ; l'abbé Stouzo, qui, entre Catane et Caltagirone, implante quelques fermages collectifs. Très prudemment, lui et ses amis s'en tiennent, quant à présent, à l'idée fondamentale du système : suppression de l'intermédiaire si onéreux du gabelloto. La défiance que tous les Siciliens ont réciproquement les uns envers les autres, rend les essais très difficiles : quelques-uns ont réussi et ont abaissé le prix de la location pour les travailleurs, tout en laissant aux propriétaires un plus gros bénéfice. Pour ha-

ter la réussite de ses méthodes, il faut des caisses rurales. La banque catholique de Palerme, encouragée par l'évêque (venu de Milan avec un secrétaire général toscan), en a déjà plus de cent. Sur le continent, je sais que le nouveau supérieur de Lecce, don Quirico, est en train d'organiser une société catholique d'agriculture qui groupera les diverses institutions de crédit dont l'absence arrête tout progrès.

Au moment où j'écris ces lignes (novembre 1910) paraît, il est vrai un document pontifical qui semble plutôt de nature à décourager ce mouvement : Le Souverain Pontife interdit aux ecclésiastiques d'accepter aucun maniement de fonds dans les œuvres sociales. Les lecteurs des journaux italiens ne pouvaient être surpris de cette défense ; car, exactement à la même époque, ces journaux enregistraient, soit la preuve authentique des embarras graves avec lesquels était aux prises un haut dignitaire ecclésiastique de la Toscane en face de prêtres se plaignant d'avoir perdu leurs petites économies, soit — mieux encore — cette condamnation d'un archiprêtre des environs de Ferrare à douze années de réclusion pour cent trente cinq faux ou détournements commis dans l'administration d'une caisse rurale. Le décret du Vatican va-t-il donc ouvrir un quatrième cercle vicieux, en excluant des œuvres sociales les seuls hommes qu'on aurait pu croire à même de les implanter dans les populations du midi ? L'émotion produite par cette interdiction a été vive. A côté des prêtres qui regrettent surtout de ne plus retrouver, sous une forme un peu élastique, un petit supplément de res-



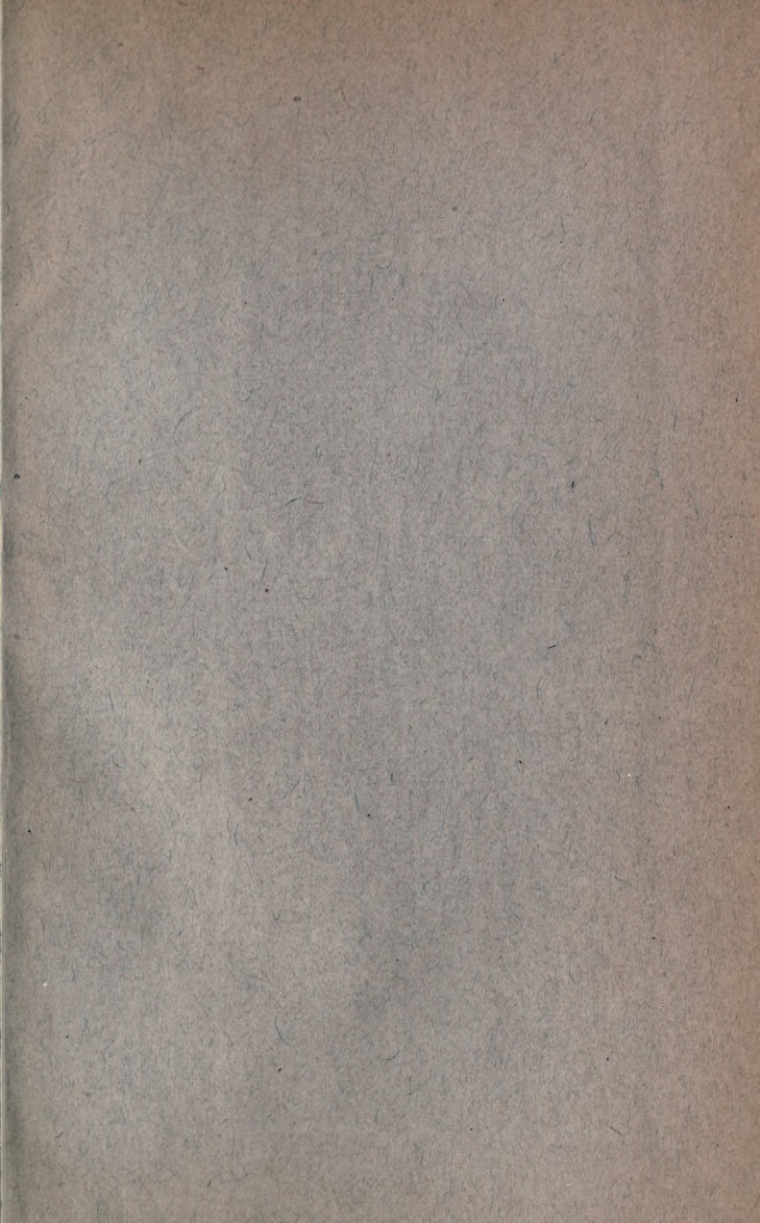
## TABLE DES MATIERES

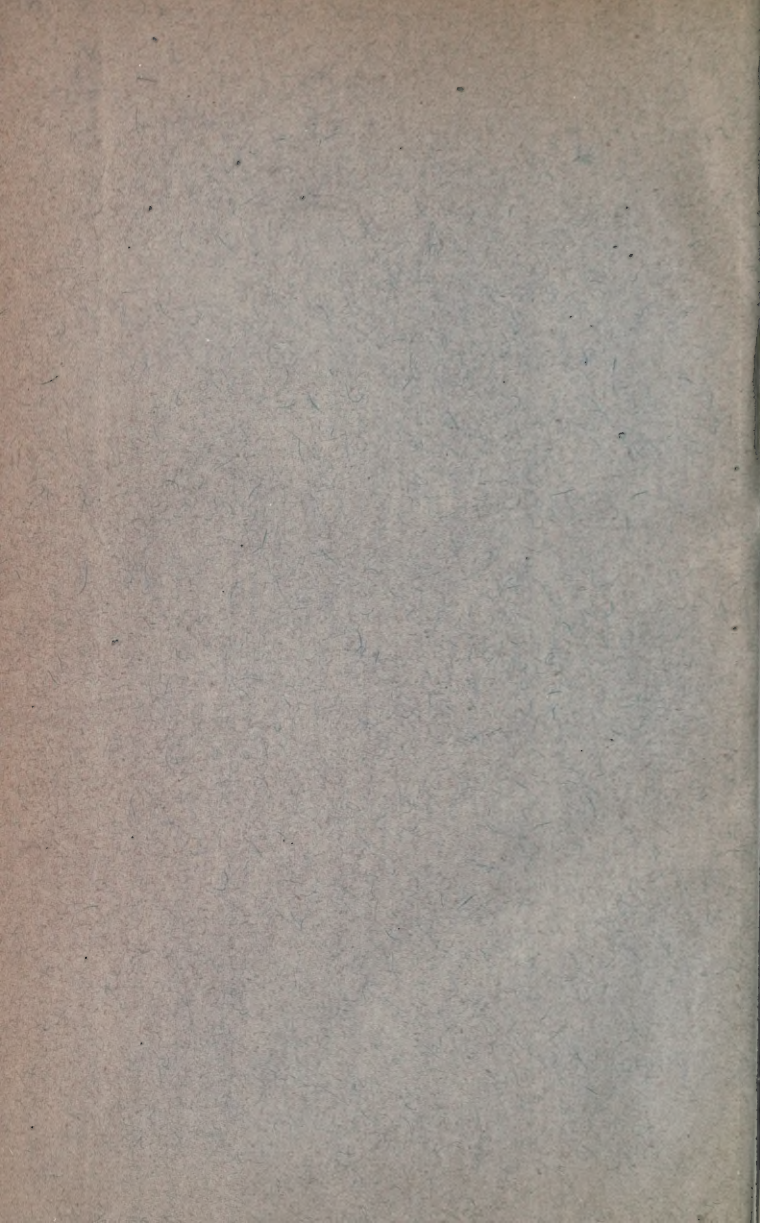
---

CHAPITRE I. — L'esprit public en Italie . . . . .	1
» II. — Les luttes de la grande propriété dans l'Italie du Nord . . . . .	63
» III. — Le métayage et la petite propriété dans la Haute-Italie . . . . .	88
» IV. — Les prix et les salaires en Italie. — Les conditions essentielles de la vie . . . .	
» V. — A la recherche du progrès économique .	139
» VI. — A la recherche du progrès économique ( <i>Suite</i> ), — Les œuvres sociales de l'Italie du Nord . . . . .	164
» VII. — Un essai de réforme rurale en Italie. Les fermages collectifs . . . . .	193
» VIII. — L'état moral de la criminalité de l'Italie du Nord . . . . .	241
» IX. — L'Italie du Midi . . . . .	245

---

ss







HC 305 .J7 1911

SMC

Joly, Henri, 1839-1925.

L'Italie contemporaine :  
enquêtes sociales /

AYX-4554 (mcih)



